

**T.C.
GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ
SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ
KAMU HUKUKU ANABİLİM DALI**

AKADEMİK ÖZGÜRLÜK

YÜKSEK LİSANS TEZİ

Burcu ALKIŞ

Tez Danışmanı: Prof. Dr. Necmi YÜZBAŞIOĞLU

TEMMUZ 2015

ÖNSÖZ

Bir gün anayasa hukuku dersinde elimdeki mevzuatı karıştırırken tesadüfen Anayasa'nın 27. maddesine gözümün takılması üzerine bu yüksek lisans tezini yazmaya başladım. En başta beni bir yüksek lisans tezinin sınırlarını aşacak olan böylesi bir konuyu daraltıp, akademik özgürlük konusunda yazmaya yönlendiren ve görüşlerini benden esirgemeyen kıymetli hocam ve tez danışmanım Necmi Yüzbaşıođlu'na, en derin teşekkürlerimi sunmak isterim. Tezi yazdığım süre boyunca her türlü soruma cevap verip bana anlayış gösteren değerli hocalarım Özen Ülgen Adadađ'a ve Burak Çelik'e de en içten şekilde teşekkür ederim. Galatasaray Hukuk Fakültesi "öğretmenler odası"nda bir buçuk yılımı geçirdiğim hocalarım ve çalışma arkadaşlarım ile evde bana tez yazma ortamını hazırlayan aileme de müteşekkirim.

Umuyorum ki bundan sonra, son derece geniş bir konu olan akademik özgürlük üzerine hukuk perspektifinden daha çok çalışma yapılacaktır.

Temmuz 2015, İstanbul

İÇİNDEKİLER

ÖNSÖZ	ii
İÇİNDEKİLER	iii
KISALTMALAR	v
RÉSUMÉ	vii
ABSTRACT	xii
ÖZET	xvii
GİRİŞ	1

BİRİNCİ BÖLÜM: AKADEMİK ÖZGÜRLÜĞÜN VARLIK NEDENİ VE HUKUKİ NİTELİĞİ

I- Akademi Neden Özgür Olmalıdır: Akademik Özgürlüğün Tarihi ve Felsefi Temelleri	6
A- Dünyada Akademik Özgürlüğün Gelişimi.....	7
B- Türkiye’de Akademik Özgürlüğün Gelişimi	12
II- Akademik Özgürlüğün Diğer İnsan Haklarıyla İlişkisi ve Hukuki Temeli. 19	
A- Eğitim Özgürlüğü ile Akademik Özgürlük Arasındaki İlişki	19
B- İfade Özgürlüğü ile Akademik Özgürlük Arasındaki İlişki.....	26
C- Bilim Özgürlüğü ve Akademik Özgürlük Arasındaki İlişki	32
III- Pozitif Hukukta Akademik Özgürlüğün Korunması ve Akademik Özgürlüğün İnsan Hakları Sınıflandırmasındaki Yeri	37
A- Uluslararası Hukuk	38
B- Karşılaştırmalı Anayasa Hukuku	46
C- Türk Anayasa Hukuku	52

İKİNCİ BÖLÜM: AKADEMİK ÖZGÜRLÜĞÜN İKİ YÜZÜ: BİREYSEL AKADEMİK ÖZGÜRLÜK VE KURUMSAL AKADEMİK ÖZGÜRLÜK

I- Bireysel Akademik Özgürlüğün Kapsamı ve Sınırları.....	63
A- Araştırma Özgürlüğü	65
1- Araştırma Kavramı ve Araştırmaya Getirilebilecek Sınırlar	66
2- Araştırma Konusunu ve Yöntemini Seçme Özgürlüğü	69
3- Araştırma Sonucu Genel Kabulün Dışına Çıkan Sonuçlara Varabilme Özgürlüğü ve Özel Bir Durum Olarak “İnkarcılık” Vakaları.....	78
4- Araştırma Kapsamında Bilgi ve Belgelere Ulaşma Hakkı	84
5- Araştırma Yapacak Zamana Sahip Olma Hakkı.....	87
B- Öğretim Özgürlüğü	93
C- İş güvencesi	101
D- İfade Özgürlüğü	118

1- Üniversite İçi Söylemler	119
2- Üniversite Dışı Söylemler.....	127
II- Kurumsal Akademik Özgürlük	140
A- Kurumsal Akademik Özgürlüğün Temeli Olarak “Özerklik” Kavramı	141
B- Türk Anayasa Hukukunda “Özerklikten” “Bilimsel Özerkliğe”	151
SONUÇ.....	173
KAYNAKÇA	178
ÖZGEÇMİŞ.....	192

KISALTMALAR

AB	: Avrupa Birliđi
ABD	: Amerika Birleşik Devletleri
AİHM	: Avrupa İnsan Hakları Mahkemesi
AİHS	: Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi
AJDA	: Actualité juridique – Droit administratif
APCE	: Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
art.	: Article
AÜEHFD	: Atatürk Üniversitesi Erzincan Hukuk Fakültesi Dergisi
AÜSBFD	: Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi
AYM	: Anayasa Mahkemesi
B.	: Birleşim
bkz.	: Bakınız
BM	: Birleşmiş Milletler
BN.	: Başvuru numarası
C.	: Cilt
CD	: Ceza Dairesi
D.	: Daire
dec. / déc.	: Decision / Décision
der.	: Derleyen
dn.	: Dipnot
DTCF	: Dil ve Tarih-Coğrafya Fakültesi
E.	: Esas
ed. / éd.	: Editor / Éditeur
C.	: Cilt
çev.	: Çeviren
DEÜHFD	: Dokuz Eylül Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi
ESKHUS	: Ekonomik, Sosyal ve Kültürel Haklara İlişkin Uluslararası Sözleşme
FF	: Feuille fédérale
GC	: Grand Chamber / Grande Chambre
GK	: Genel Kurul
İDDK	: İdari Dava Daireleri Kurulu
İÜHF	: İstanbul Üniversitesi Hukuk Fakültesi
İÜHFD	: İstanbul Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi
JdT	: Journal des Tribunaux
K.	: Karar
Krş.	: Karşılaştırınız
Kt.	: Karar tarihi
m.	: Madde
MBK	: Milli Birlik Komitesi
MGK	: Milli Güvenlik Kurulu
MSHUS	: Medeni ve Siyasi Haklara İlişkin Uluslararası Sözleşme
PACE	: Parliamentary Assembly of the Council of Europe
RDP	: Revue du droit public de la science politique en France et à l'étranger

RFDA	: Revue française de droit administratif
RFDC	: Revue française de droit constitutionnel
RG.	: Resmi Gazete
RSC	: Revue de science criminelle et de droit pénal comparé
RTDH	: Revue trimestrielle des droits de l'homme
s.	: Sayfa
S.	: Sıra
ss.	: Sayfalar arasında
TBMM	: Türkiye Büyük Millet Meclisi
TCK	: Türk Ceza Kanunu
TİB	: Telekomünikasyon İletişim Başkanlığı
UNESCO	: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
Vol.	: Volume

RÉSUMÉ

À l'heure actuelle où l'université se transforme en industrie de la connaissance et les universitaires en devient des ouvriers, l'expression « liberté académique » est fréquemment utilisée. La lutte pour l'indépendance de l'université, qui est aussi ancienne que l'université elle-même, continue encore. Pourtant, la portée juridique de la notion de « liberté académique », devenue slogan, n'est pas si claire que l'on pense. Afin de pouvoir mettre les débats portant sur ce sujet sur une base légale solide, nous avons essayé de définir le contenu de la notion de « liberté académique » dans cette étude.

La liberté académique concerne plusieurs domaines de droit tels que le droit pénal, le droit administratif, et le droit du travail ; et il a aussi des aspects philosophique, historique et sociologique. Étant donné qu'examiner la liberté académique avec tous ses aspects va au-delà des limites d'un mémoire de master, nous avons opté pour nous limiter au droit constitutionnel. Ce faisant, nous avons cherché une réponse à la question « où se situe la liberté académique en tant qu'une liberté fondamentale ? ».

Ce mémoire comprend deux parties. En guise d'introduction à la doctrine de la liberté académique, la première partie est intitulée « La raison d'être de la liberté académique et sa nature juridique ». Dans cette partie, nous avons essayé d'établir le contexte historique de la liberté académique. Tout d'abord, nous avons démontré l'évolution historique de la liberté académique sur un plan global, et puis nous avons rappelé des événements importants pour la liberté académique en Turquie parallèlement à l'histoire des universités. L'histoire de la liberté académique est fondamentalement l'histoire de la résistance qu'a montrée l'université contre les tentatives de l'autorité politique de la placer sous son contrôle. Notre but dans ce chapitre n'est pas de présenter une histoire complète des universités, mais plutôt de donner quelques précisions sur le contexte historique dans lequel l'idée de la liberté académique est apparue.

Ensuite, nous avons discuté les droits et libertés qui ont été considérés comme liés à la liberté académique en droit constitutionnel comparé. Il existe plusieurs droits et libertés qui sont organiquement liés à la liberté académique tels que le droit au travail, la liberté d'association, le droit à la propriété intellectuelle, et le droit à l'épanouissement personnel. Toutefois, nous n'avons examiné que les droits et libertés qui peuvent directement servir de base à la liberté académique. Nous avons gardé cette approche en définissant le contenu de la liberté académique individuelle ; donc nous avons exclu ces droits et libertés qui affectent indirectement ladite liberté et n'avons inclus que les droits et libertés qui sont, d'après nous, l'essence même de la liberté académique.

En vue de cela, nous avons d'abord étudié le lien qu'on peut établir entre la liberté de l'enseignement et la liberté académique. La liberté de l'enseignement est une liberté qui peut aussi être jouie par les étudiants. Cependant, l'autre aspect de cette liberté est la latitude qu'a les enseignants, dans notre cas, les universitaires, de déterminer la teneur de leurs cours. On peut arguer que lorsqu'un universitaire mène une recherche, il bénéficie de la liberté de l'enseignement en tant qu'étudiant. Mais l'étendue de la liberté académique n'est pas limitée aux relations entre l'enseignant et l'enseigné dans la classe ou aux activités d'enseignement réalisées au vue d'obtenir un diplôme ou un grade. C'est la raison pour laquelle la liberté de l'enseignement n'est pas suffisante en tant que telle pour donner naissance à la liberté académique, bien que les deux soient évidemment liées. En droit constitutionnel turc, la liberté de l'enseignement était reconnue comme une liberté négative dans la Constitution de 1961. Or, le droit à l'enseignement se figure parmi les droits sociaux et il n'y a aucune référence à la liberté de l'enseignement dans la Constitution de 1982 ; qui nous amène encore au fait que la liberté de l'enseignement faille à être une base légale pour la liberté académique qui a une portée personnelle.

La liberté d'expression est une autre liberté liée à la liberté académique. Dans plusieurs systèmes constitutionnels et en droit international des droits de l'homme, les problèmes relatifs à la liberté académique sont généralement réglés sous l'angle de la liberté d'expression. La profession d'universitaire, par sa nature, est réalisée en parlant, en discutant, en écrivant et en s'exprimant ; et c'est pourquoi les universitaires sont persécutés à cause de leurs activités professionnelles. Particulièrement aux États-Unis, où la doctrine de la liberté académique est bien développée, la liberté académique est considérée comme un intérêt spécialement protégé par le Premier Amendement, qui garantit la liberté d'expression. De la même manière, CrEDH aussi examine les requêtes relevant de la liberté académique selon CEDH art. 10 sur la liberté d'expression. Bien que l'expression de « liberté d'expression académique » se soit enracinée dans la doctrine, tout comme la liberté de l'enseignement, la liberté d'expression ne couvre non plus le champ de protection de la liberté académique dans son entier. En outre, il semble plus opportun de protéger la liberté académique, qui sert à des fins aussi importantes que la liberté d'expression, avec une disposition spéciale séparée, au lieu de créer un régime de privilèges dérogeant à la règle générale pour les litiges concernant la liberté académique.

La troisième liberté sur laquelle on peut baser la liberté académique est la liberté de la science. La liberté de la science figure parmi les droits de première génération et est apparue comme une forme spéciale de la liberté d'expression. Quoique la liberté de la science soit une liberté à portée générale, comme ceux qui s'engagent dans l'activité scientifique sont principalement des universitaires, elle constitue une base plus solide pour la liberté académique. Si nous prenons la liberté de la science pour point de départ, nous n'aurons plus besoin de légitimer l'élargissement de la liberté d'expression au profit des universitaires ; puisque la liberté de la science protège directement la science, et non pas l'expression en général. En Allemagne, la doctrine de la liberté académique s'est développée sous la liberté de la science. Même le principe d'autonomie des universités en découle. C'est pourquoi la liberté de la science semble être la base la plus solide en droit positif pour la liberté académique. Néanmoins, il ne faut pas négliger le fait que la liberté de la science ne suffira pas à elle seule de protéger la liberté académique. Par exemple, au cas où un universitaire est sanctionné pour ses propos en dehors de son travail scientifique, il faut encore faire recours à la liberté d'expression.

Dans le dernier chapitre de la première partie, nous avons essayé de mettre en avant la protection prévue pour la liberté de la science, que nous avons estimée comme le fondement le plus solide pour la liberté académique, en droit positif. En réalisant cette tâche, nous avons remarqué que la liberté de la science est réglé tantôt comme droit civil, tantôt comme droit culturel et souligné les divergences en la matière. Premièrement, nous avons fait une étude des normes du droit international sur la liberté de la science. À cet effet, nous avons examiné les documents émis par l'ONU, le Conseil de l'Europe, l'UE et les organisations internationales non gouvernementales sur le sujet de la liberté académique. Après, nous nous sommes concentrés sur la question de savoir si la liberté académique était protégée ou non dans les constitutions différentes. Pour cette analyse du droit comparé, les constitutions de 53 pays, dont celles de membres du Conseil de l'Europe, ont été prises en considération. Nous avons constaté que, lorsque la plupart de pays garantit explicitement la liberté de la science dans leur constitution, peu de pays fait référence directe à la « liberté académique ». Dans les systèmes où aucune mention n'est fait ni de la liberté académique, ni de la liberté de la science, le sujet est réglé selon les libertés telles que la liberté d'expression et la liberté de l'enseignement que nous avons mentionnées ci-dessus.

En dernier lieu, nous avons traité la liberté de la science en droit constitutionnelle turc. Pour faire cela, nous avons fait l'analyse des travaux préparatoires des Constitutions de 1961 et de 1982. La liberté de la science a été explicitement reconnue pour la première fois avec la Constitution de 1961. Elle garantissait la liberté de la science et la liberté de l'enseignement dans la même disposition. Lorsque la Constitution de 1961 aspirait à désigner un champ de protection plus ou moins absolu pour la liberté de la science ; la Constitution de 1982 a projeté son caractère autoritaire aussi sur la liberté de la science. En 1982, l'utilisation du droit de la diffusion de la science aux fins d'obtenir la modification des premiers trois dispositions de la Constitution a été défendue. Cette prohibition qui n'était pas prévue auparavant, est atypique du point de vue du régime de droits et libertés fondamentaux. Bien qu'il puisse se produire un considérable nombre de problèmes dans la pratique, il est difficile de dire que la Cour constitutionnelle ait une jurisprudence abondante en matière de la liberté de la science. Comme les contentieux constitutionnels relevant du champ de la liberté académique concernaient principalement l'autonomie des universités, la jurisprudence a plutôt développé sur ce dernier.

Après avoir démontré les fondements théoriques de la liberté académique, son contenu est exploré dans ses dimensions individuelle et institutionnelle. L'aspect individuel de la liberté académique est divisé en quatre : la liberté de la recherche, la liberté de l'enseignement, la sécurité de l'emploi et la liberté d'expression.

La liberté de la recherche peut être considéré comme une condition préalable de l'utilisation de la liberté académique ; puisqu'on doit d'abord devoir former une opinion par la voie de recherche scientifique afin d'utiliser les libertés de l'enseignement et d'expression. La liberté de la recherche comprend les libertés de choisir son sujet et ses méthodes de recherche et d'arriver à des conclusions qui vont à l'encontre de l'opinion générale sur un sujet. En déterminant ce qui peut être qualifié de « science », il faut faire une évaluation selon les règles propres à la science et ainsi dire quelles activités relèvent du domaine de la science. Ici encore, pour des considérations telles que la morale publique, l'ordre public, la dignité humaine et la protection des animaux, il est impossible de mener des recherches sur

quelconque sujet. De plus, des facteurs étrangers à la notion de recherche comme la nécessité d'avoir du soutien financier ou politique peuvent influencer le choix du sujet de recherche. La question de négationnisme, qui est une exception de la liberté des universitaires d'arriver à des conclusions qui diffèrent de l'acceptation générale en fin de leurs recherches, a été faite l'objet de ce chapitre. Il s'avère que la liberté de la recherche ne confère pas aux universitaires un champ de manœuvre aussi large que l'on croit à première vue. Le droit à l'accès aux documents officiels, qui fait partie intégrale de la liberté de la recherche, a aussi été examiné. De plus, « le droit d'avoir assez de temps pour mener des recherches scientifiques », qui ne concerne pas directement le fond de la liberté de la recherche scientifique, mais qui devient de plus en plus problématique aujourd'hui a été discuté.

Le deuxième composant de la liberté académique est la liberté de l'enseignement. L'enseignement supérieur est différent d'autres étapes de l'enseignement en ce que les étudiants sont à l'âge de juger l'information qu'ils reçoivent pour eux-mêmes. C'est pourquoi les universitaires sont libres à déterminer les sujets à traiter et les méthodes à employer lors de leurs cours. L'université n'est pas une institution qui seulement apprend aux étudiants des connaissances, mais qui présente des débats scientifiques dans un domaine donné et leur apprend de déduire leurs conclusions. La seule contrainte de l'universitaire est le devoir de rester dans les limites de la matière enseignée et d'éviter tout endoctrinement. Mais en droit turc, si on tient compte des objectifs de l'enseignement supérieur prévus par la loi, on constate qu'ils ne sont pas si différents que ceux prévus pour l'enseignement national et que le caractère particulier de l'enseignement supérieur n'est pas du tout prise en considération.

Troisièmement, la sécurité de l'emploi dans le cadre de la liberté académique a été traitée. Licenciement a toujours été utilisé comme une arme effective contre les universitaires. Il faut garantir aux universitaires la sécurité de l'emploi pour qu'ils ne soient pas renvoyés parce qu'ils « dérangent » certaines personnes en utilisant leur liberté d'expression ou de la recherche. Seule l'incompétence académique peut être la cause d'expulsion d'un universitaire de son établissement et c'est uniquement ses pairs qui peuvent en décider. Aux États-Unis, des licenciements arbitraires dépourvus de caractère académique ont joué un rôle considérable pour l'émergence de l'idée de la liberté académique. La cour constitutionnelle a aussi souligné l'importance d'accorder aux universitaires la sécurité de l'emploi pour qu'ils puissent exercer leur profession sans aucune contrainte et qu'ils ne soient licenciés par la décision des organes étrangers à l'université. En Turquie, lorsque les universitaires qui travaillent au sein des universités privées pouvaient être renvoyés plus facilement à cause de leur soumission au droit du travail ; grâce aux décisions de justice, eux aussi ils sont désormais considérés comme fonctionnaires parce qu'ils rendent un service public. Ainsi, ils bénéficient des garanties du droit administratif. La justice a empêché l'adoption des règles de droit qui mettent en danger la sécurité de l'emploi.

Le dernier composant de l'aspect individuel de la liberté académique qui est la liberté d'expression, prend deux formes pour les universitaires : les communications internes et externes. La communication interne comprend des opinions émises par l'universitaire lors de ses cours et dans ses œuvres scientifiques. En limitant ce genre d'expression que l'on peut qualifier « d'académique », un contrôle plus strict que d'habitude est effectué. Critiquer l'institution ou le système au sein desquelles se trouvent l'universitaire tombe aussi sous le coup de la communication interne. Quant

à la communication externe, elle fait référence aux opinions qu'exprime l'universitaire sur les questions d'intérêt général et est le sujet le plus problématique pour la liberté académique. Il est généralement accepté que l'apport des universitaires sur le plan intellectuel aux débats publics doit être mieux protégé à cause de leur expertise en tant que scientifique. Le fait que les universitaires sont en même temps des agents publics rend difficile la pleine jouissance de la liberté d'expression. Or, il est admis qu'il faut appliquer un régime différent aux universitaires dans le domaine de la liberté d'expression de celui appliqué aux autres fonctionnaires. Mais encore, un universitaire ne saurait bénéficier de cette protection dans les cas d'injure, de diffamation, ou d'incitation à la haine et à l'hostilité.

L'autre aspect de la liberté académique, liberté académique institutionnelle se manifeste par l'autonomie des universités. L'autonomie, qui peut être définie au sens le plus large du mot comme l'habileté de l'université de se gouverner, est aussi une condition *sine qua non* pour la liberté académique individuelle. Vu qu'en Turquie les débats sur la liberté académique se sont concentrés sur l'université en tant qu'institution, il y a l'idée fautive que la liberté académique est l'équivalente de l'autonomie des universités. Pour autant, une université autonome peut ingérer dans la liberté individuelle des universitaires qui travaillent en son sein ; donc il faut mettre l'accent sur la différence entre ces deux notions. Bien qu'il y ait, dans les Constitutions de 1961 et de 1982, une distinction entre l'autonomie administrative et l'autonomie scientifique, la jurisprudence ne semble pas séparer nettement ces deux domaines. La qualification de « scientifique » prévu pour l'autonomie dans la Constitution de 1982 n'a pas eu d'effet dramatique dans la pratique. D'ailleurs, l'autonomie des universités ne saurait pas être analysée avec des catégories artificielles comme celles-ci, mais doit être prise dans son intégralité. Pour ce qui est de l'autonomie financière, en Turquie, il peut y avoir des problèmes étant donné que l'enseignement supérieur est organisé comme un service public et par principe, l'État s'en occupe lui-même. D'où, les universités dépendent financièrement de l'État et les revendications sur l'autonomie financière semblent illusoires.

Après avoir ainsi esquissée l'étendue de la liberté académique dans notre étude, nous arrivons à conclusion qu'il faut reconnaître la liberté académique en tant qu'une catégorie de liberté séparé pour sa protection effective. Quoique les règles de droit en vigueur permettent la protection de la liberté académique, sa reconnaissance comme liberté fondamentale indépendante, avec un contenu cohérent, serait préférable de point de vue technique juridique. De même, le sujet de la liberté académique individuelle va se libérer de l'ombre de la question de l'autonomie des universités ; et le fait que la raison d'être de l'autonomie des universités est de protéger les libertés des universitaires sera plus clair.

ABSTRACT

In our age when university is turning into knowledge industry and academics into its work power, the term “academic freedom” is frequently used. Universities’ centuries-old fight for freedom still continues. Even though “academic freedom” has become a motto, its extent from a legal perspective isn’t as clear. In order to provide a solid legal basis for the academic freedom debate, we tried to define its scope in the present thesis.

Academic freedom is related to a number of branches of law such as criminal law, administrative law and labor law. It also has philosophical, historical, political and sociological dimensions. As making an in-depth analysis of academic freedom with all of these aspects would go beyond the boundaries of a master’s thesis, we have opted for limiting ourselves uniquely to constitutional law. By doing so, we have tried to see where academic freedom can be placed in the human rights doctrine.

This work is divided into two parts. In the first part entitled “The *Raison d’être* of Academic Freedom and Its Legal Nature”, is a short introduction the academic freedom doctrine. In this part, for starters, we have tried to establish the historical background of academic freedom. We have first demonstrated the historical evolution of academic freedom in the world; and then recalled some important moments for academic freedom in the history of Turkish universities. The history of academic freedom is the history of resistance shown by universities against the political authority’s attempts at taming them. Our primary concern here was not to give a complete account of history of universities, but rather to present the general context in which the idea of academic freedom first emerged.

Later in the first part, we have examined the rights and freedoms that are considered to be related to academic freedom in comparative constitutional law. There are many rights and freedoms such as the freedom to work, the freedom of association, the right to intellectual property and the right to develop one’s personality that are connected to academic freedom. However, we have only examined the freedoms that we deemed as a proper direct basis for academic freedom. In the following part, while outlining the scope of personal academic freedom, we have kept this approach by excluding the rights and freedoms that have an indirect relation to academic freedom and only kept the rights and freedoms that we consider to be essential to it.

First, we discussed the possible relation between academic freedom and freedom of education. This is a freedom that can also be enjoyed by students. But it also entails the freedom of teachers, in our case, of academics, to decide on what to teach. It can be argued that while doing research themselves, academics enjoy freedom of education as a student. Nonetheless, academic freedom is much broader than the relationship between teacher and student in the classroom and the activities

that are realized in order to obtain a degree. That is why, while academic freedom is undoubtedly related to it, freedom of education alone is not enough to explain the recognition of academic freedom. In Turkish constitutional law, freedom of teaching and learning was regulated as a negative freedom in the 1961 Constitution. The 1982 Constitution, however, only mentions right to education in the part consecrated to social rights and freedoms and makes no other reference to educational rights; which leads us to the conclusion that freedom of education is insufficient to serve as a basis for academic freedom, which also has a personal dimension.

Another basic freedom that is closely linked to academic freedom is the freedom of expression. In a number of legal systems and in international human rights law, matters related to academic freedom are solved with reference to free speech. Academic profession is exercised, by its nature, by speaking, discussing, writing and expressing one's opinion; hence academics are persecuted because of their academic activities. Particularly in USA, where the doctrine of academic freedom is quite developed, academic freedom is considered as a "special concern" of the First Amendment which guarantees freedom of speech. Similarly, ECtHR examines applications about academic freedom in the light of art. 10 of ECHR on freedom of expression. Even though the expression "academic free speech" seems to be deeply rooted in the free speech doctrine, just like freedom of education, it doesn't cover the entire area of academic freedom. Moreover, instead of recognizing academics as a privileged cast in the general framework of free speech, it seems more appropriate to protect academic freedom, which is as important as freedom of speech for the realization of some vital goals, with separate, more special provisions.

Third freedom that can be a basis for academic freedom is freedom of science. Freedom of science is a first generation right and it's a specific form of freedom of expression. While freedom of science is a common right for all to enjoy, as the ones involved with science will most likely be academics, it seems like a better foundation for academic freedom. If we take freedom of science as our point of reference, legitimization problems that are faced with while making a broader interpretation of freedom of expression in favor of academics will disappear; because freedom of science protects not only "speech" in general, but science in particular. In Germany, the doctrine of academic freedom has flourished under the freedom of science. Even the autonomy of universities is considered as an obligation that stems from freedom of science. That's why we consider freedom of science as the most suited freedom to be a basis for academic freedom. But still, we must not overlook that freedom of science alone is not enough to protect academic freedom. For instance, we'd still need to rely on freedom of speech for defending academics who are persecuted because of their non-academic utterances.

Lastly in the first part, we tried to put forth how freedom of science, which we consider to be the most solid basis for the protection of academic freedom, is protected by positive law. In doing so, we noticed that freedom of science is sometimes regarded as a civil right and sometimes as a cultural right; and duly drew attention to these differences. We started with international law dispositions on freedom of science. We examined documents prepared by the UN, the Council of Europe, the EU and international non-governmental organizations about freedom of science, and especially about academic freedom. After that, we concentrated on the protection of freedom of science in national constitutions. We mainly focused on the constitutions of the member states of the Council of Europe in this analysis of comparative constitutional law, and examined 53 constitutions in total. While most

of the states guaranteed freedom of science in their constitutions, only a handful of them explicitly make reference to “academic freedom”. In constitutional systems that mention neither freedom of science nor academic freedom, the matter is solved according to the rules about freedom of speech or freedom of teaching that were discussed above.

Lastly for the purpose of analyzing freedom of science, we delved into Turkish constitutional law. In order to do so, we examined the preparatory work for the elaboration of the 1961 and 1982 Constitutions. In Turkish constitutional law, freedom of science was first explicitly recognized by the 1961 Constitution. It was guaranteed along with freedom of teaching and learning in the same disposition. Whereas the 1961 Constitution tried to fix an absolute protection area for freedom of science; traces of the authoritarian character of the 1982 Constitution are also reflected in the article on freedom of science. In 1982, a new prohibition was introduced to the constitution: it was prohibited to use the right to disseminate science for the purpose of changing the first three articles of the constitution. This is an atypical prohibition for the law of fundamental rights and freedoms. Although such a provision might be problematic on so many levels, it’s hard to say that Constitutional Court has developed an abundant jurisprudence on that matter. As constitutional disputes in Turkey about academic freedom mainly stem from problems related to university autonomy, there’s more jurisprudence about provisions of the Constitution on universities.

After thus defining the theoretical foundations of academic freedom, in the second part of the thesis, academic freedom is analyzed with its individual and institutional dimensions. First off, the individual aspect of academic freedom is examined under four chapters: freedom of research, freedom of teaching, tenure and free speech.

Freedom of research can be considered as a necessary prerequisite for the use of academic freedom, because one has to be able to do some research and form their own opinion before teaching or expressing themselves. Freedom of research is comprised of freedom to choose the subject of research, the methods to follow, and to reach at unorthodox conclusions at the end of the research. While determining what counts as “science”, an evaluation according to scientific standards must be made and then it must be decided if a certain activity is “science”. Out of consideration for the protection of public decency, of public order, of human dignity and of animals, it is not possible to do research on anything and everything. There are also external limiting factors while choosing the subject of research like financial or political support, factors that are not related to the nature of the notion of science. The question of negationism, which constitutes an exception to the right to reach at unorthodox scientific conclusions and an example of the abuse of the use of rights, is examined in this chapter. It is revealed that, contrary to what one might believe at first sight, freedom of research doesn’t offer academics much space for scientific activity. The right of access to official documents, which is also an important part of freedom of research, is mentioned here. Although not directly related to the essence of freedom of research, another growing significant problem which is “the right to have enough time for conducting scientific research” is discussed, too.

The second component of personal academic freedom is the freedom of teaching. Since students of higher education are at an age when they can judge for themselves what they’re exposed to, higher education differs from earlier stages of

education. That's why academics should be free to choose what to teach and how to teach it. University is not a place where predetermined, standard knowledge is taught to the student, but a place where the student learns about the ongoing debates about certain problems and how to draw their own conclusions. The only constraint of a professor is staying within the limits of the subject matter and not indoctrinating their students. However, if we look at the purposes of higher education laid down in Turkish legislation, we see that they are not really different from those of national education and that the particular nature of higher education isn't taken into consideration at all.

Thirdly, we examined tenure as a part of academic freedom. Dismissal from work has always been used as an effective weapon against academics. Tenure is necessary to prevent dismissal from office of academics that may cause "inconvenience" for certain people by using their freedom of speech or research. Only academic incompetence can be a ground for dismissal and it's up to the peers to decide on the subject. In the USA, the lack of tenure and dismissal of professors for non-academic reasons gave birth to the idea of academic freedom at the beginning of the 20th century. The Constitutional Court underlines the importance of tenure, which would make academics to perform their job in an atmosphere of security, and the necessity to exclude organs that are from the outside of the academic world to decide on such matters in its jurisprudence. In Turkey, while academics working in private universities were dismissed more easily because they were subject to common labor law; courts have decided that they are actually providing a public service and thus should be considered as public servants. The judiciary has played a crucial role in preventing regulations that endangers job security of academics.

The last component of the individual dimension of academic freedom, freedom of speech, can be divided into the categories of intramural speech and extramural speech in the case of academics. Intramural speech is comprised of what a professor says during class or writes in their scientific work. Strict scrutiny is performed while limiting this kind of speech that can be qualified as "academic speech". The academics' right to criticize the institution or the system in which they work is also accepted as intramural speech. As for extramural speech, the term is used to designate the opinions expressed by academics on topics of general interest that concern the public and it is the most problematic field of academic freedom. It is generally asserted that academics' contribution to public debate should be protected more vigorously because of their opinions as experts and scientists are more valuable. Since academics are also public servants who pledge loyalty to the state, their freedom of speech isn't construed as broadly as it should be. However, it is accepted that they must be subject to a different regime of free speech from that of other public servants. It shouldn't be forgotten that in cases of insult, libel, defamation or incitement to hatred and violence; the protection of academic freedom should end.

The other aspect of academic freedom, institutional academic freedom, is embodied in the idea of university autonomy. Autonomy can be defined, in the broadest sense of the term, as the self-government of a university and it's a *sine qua non* condition for the full enjoyment of individual academic freedom. As the debate on academic freedom in Turkey has always involved university as an institution, there's a misconception that academic freedom is the equivalent of university autonomy. However, an autonomous university may still infringe on academic freedom of its academic staff; and that's why we must be wary not to miss the difference between these two different notions. Even though a distinction between

administrative and scientific autonomy is made under the 1961 and 1982 Constitutions, when we examine the constitutional jurisprudence, it's clear they are not entirely separated from each other. The "scientific" qualification brought by the 1982 Constitution about university autonomy has made no significant difference in practice. Besides, university autonomy should be considered as a whole; not by being artificial classifications like that. Regarding that matter, financial autonomy may prove to be problematic, because higher education in Turkey is organized as a public service and principally offered by the state. That's why universities depend financially on the state and in such a system, demands for financial autonomy are illusory.

After defining the scope of academic freedom in our work, we came to the conclusion that in order to provide for an effective legal protection, academic freedom needs to be recognized as a separate category of fundamental freedom. Even though the existing law can be interpreted so as to protect academic freedom, in the event that academic freedom is recognized as a separate, independent right, with a more coherent content, providing the said protection would be technically easier. That way, university autonomy shall stop casting its shadow on individual academic freedom; and it would be clearer that university autonomy actually exists for protecting individual freedom of academics.

ÖZET

Üniversitenin bilgi endüstrisine, akademisyenlerin de bu endüstrinin işçilerine dönüştüğü günümüzde, “akademik özgürlük” kavramı sıklıkla kullanılmaktadır. Üniversite kadar eski olan akademinin bağımsızlık mücadelesi, bugün de devam etmektedir. Ne var ki adeta bir slogan haline dönüşmüş olan “akademik özgürlük” kavramının hukuki kapsamı düşünüldüğü kadar net değildir. Konu ile ilgili tartışmaların hukuk düzleminde daha sağlam temellere oturtulabilmesi için çalışmamızda, akademisyenlerin faydalanacağı akademik özgürlük kavramının kapsamını ortaya koymaya çalıştık.

Akademik özgürlük, ceza hukuku, idare hukuku, iş hukuku gibi hukukun birçok alanını ilgilendiren; bunun yanı sıra felsefi, tarihi, siyasal ve sosyolojik boyutları da olan bir konudur. Akademik özgürlüğü tüm bu boyutlarıyla incelemek bir yüksek lisans tezinin sınırlarını aşacağından, çalışmanın kapsamını münhasıran anayasa hukuku ile sınırladık. Böylelikle akademik özgürlüğü bir insan hakkı olarak nasıl konumlandırabileceğimize cevap aradık.

Tez, iki bölümden oluşmaktadır. Birinci bölüm olan “Akademik Özgürlüğün Varlık Nedeni ve Hukuki Niteliği”, akademik özgürlük öğretisine bir giriş niteliği taşımaktadır. Bu bölümde ilk olarak kısaca akademik özgürlüğün tarihi arka planı verilmeye çalışılmıştır. Önce dünyada akademik özgürlük konusunun tarihi gelişimi ele alınmış, daha sonra Türkiye’de üniversite tarihine paralel olarak akademik özgürlük bakımından önem taşıyan tarihi anlar hatırlatılmıştır. Akademik özgürlüğün tarihi, üniversitenin siyasal otoritenin kendisini boyunduruk altına almasına karşı gösterdiği direnişin tarihidir. Burada kapsamlı bir üniversiteler tarihi ortaya koymak değil, akademik özgürlük fikrinin tarihi altyapısı hakkında genel bir izlenim sunmak amaçlanmıştır.

Birinci bölümde daha sonra, akademik özgürlüğün karşılaştırmalı anayasa hukukunda ilişkili görüldüğü haklara değinilmiştir. Akademik özgürlük ile organik bağı olan çalışma hakkı, örgütlenme özgürlüğü, fikri mülkiyet hakkı, kişinin manevi varlığını geliştirme hakkı gibi birçok hak mevcuttur. Ancak biz çalışmamızda daha çok akademik özgürlüğe doğrudan temel teşkil edebilecek haklara değindik. Daha sonra akademik özgürlüğün içeriğini belirlerken de, akademik özgürlüğe dolaylı olarak etki ettiğini düşündüğümüz bu hakları kapsam dışı bırakıp, doğrudan akademik özgürlüğün özünü oluşturduğunu düşündüğümüz haklara yer vererek, bu tutumumuzu sürdürdük.

Bu doğrultuda ilk önce, eğitim özgürlüğü ile akademik özgürlük arasında kurulabilecek ilişki ele alınmıştır. Eğitim özgürlüğü, aynı zamanda öğrencilerin de yararlanabileceği bir özgürlüktür. Ancak özgürlüğün diğer yüzünde de öğretmenlerin, tezimizin konusu bağlamında da akademisyenlerin, derslerinin içeriğini belirlemede sahip oldukları serbesti bulunmaktadır. Akademisyenlerin kendi yaptıkları

arařtırmalar esnasında bir öğrenci gibi eğitim özgürlüğünü kullandıkları ileri sürülebilir. Ancak akademik özgürlüğün kapsamı, sınıftaki öğretmen-öğrenci ilişkisiyle veya sonunda bir diploma veya derece alınan eğitim faaliyetleri ile sınırlı değildir. Bu nedenle akademik özgürlüğün eğitim özgürlüğü ile ilişkili olduğu muhakkak olsa da, eğitim özgürlüğü tek başına akademik özgürlüğü açıklamak için yeterli olmayacaktır. Türk anayasa hukukunda 1961 Anayasası döneminde eğitim özgürlüğü bir negatif hak olarak düzenlenmişken, 1982 Anayasası'nda sosyal haklar arasında sayılan eğitim hakkı dışında bu konuya bir atıf bulunmaması da, eğitim özgürlüğünün bireysel yönlü bir hak olan akademik özgürlük için bir dayanak teşkil etmede yetersiz kaldığını göstermektedir.

Akademik özgürlükle ilişkili olan bir diğer özgürlük ise ifade özgürlüğüdür. Birçok anayasa sistemde ve uluslararası insan hakları hukukunda akademik özgürlüğe ilişkin meseleler ekseriyetle ifade özgürlüğü kapsamında çözülmektedir. Akademisyenlik mesleği, tabiatı itibariyle konuşma, tartışma, yazma ve düşüncelerini ifade etme aracılığıyla icra edilmektedir ve dolayısıyla akademisyenler de bu faaliyetleri yüzünden yaptırıma uğramaktadırlar. Bilhassa akademik özgürlük öğretisinin bir hayli gelişmiş olduğu ABD'de, akademik özgürlük, Birinci Değişiklik ile güvence altına alınan ifade özgürlüğünün en özel görünümlerinden biri olarak kabul edilmektedir. Keza AİHM de akademik özgürlüğe ilişkin başvuruları, ifade özgürlüğünü düzenleyen AİHS m. 10 ile ilişkilendirmektedir. "Akademik ifade özgürlüğü" ibaresi, ifade özgürlüğü öğretisinde kendine geniş bir yer edinmiş olsa da, eğitim özgürlüğüne benzer bir şekilde, ifade özgürlüğü de akademik özgürlüğün alanını tamamen kapsamamaktadır. Ayrıca akademik ifade özgürlüğüne ilişkin uyuşmazlıklarda, genel kurallardan ayrılıp akademisyenlere daha ayrıcalıklı bir konum tanınması yerine, en az ifade özgürlüğü kadar önemli amaçlara hizmet eden akademik özgürlüğün daha özel, ayrı bir düzenleme ile korunması yerinde olacaktır.

Akademik özgürlüğe temel teşkil edebilecek üçüncü özgürlük ise bilim özgürlüğüdür. Bilim özgürlüğü birinci kuşak haklar arasında yer almaktadır ve ifade özgürlüğünün özel bir görünümü olarak ortaya çıkmıştır. Bilim özgürlüğü de genel bir hak olmasına rağmen, bilimle uğraşan kesim esasen akademisyenler olduğu için, akademik özgürlük bakımından daha sağlam bir dayanak bir teşkil etmektedir. Bilim özgürlüğü esas alındığında, ifade özgürlüğünü akademisyenler lehine genişletirken yaşadığımız meşrulaştırma sorunu da ortadan kalkacaktır; zira bu özgürlük genel olarak ifadeyi değil, doğrudan bilimi korumaktadır. Almanya'da akademik özgürlük doktrini, bilim özgürlüğü çatısı altında gelişmiştir. Üniversitelerin özerkliği konusu bile bilim özgürlüğünün bir gereği olarak görülmüştür. Bu nedenle bilim özgürlüğü, pozitif hukukta akademik özgürlük için en sağlam dayanak olarak gözükmektedir. Yine de bilim özgürlüğünün, tek başına akademik özgürlüğü korumakta yetersiz kalacağı gözden kaçırılmamalıdır. Örneğin akademisyenlerin bilimsel çalışmaları dışındaki söylemleri nedeniyle uğradıkları yaptırımlara karşı, yine ifade özgürlüğünden destek almak gerekecektir.

Birinci bölümde son olarak, akademik özgürlük için en sağlam temel olarak saptadığımız bilim özgürlüğünün pozitif hukukta ne gibi bir korumaya sahip olduğunu ortaya koymaya çalıştık. Bunu yaparken bilim özgürlüğünün bazen bir kişisel hak, bazen de bir kültürel hak olarak düzenlendiğini gördük ve bu konudaki farklılıklara da yer verdik. İlk olarak uluslararası hukuk normlarının bilim özgürlüğü ile ilgili ne gibi düzenlemeler getirdiğine baktık. Bu meyanda BM, Avrupa Konseyi, AB ve uluslararası hükümet dışı örgütlerin bilim özgürlüğüne ve özel olarak akademik özgürlüğe ilişkin belgelerine yer verdik. Ardından karşılaştırmalı anayasa

hukukunda, farklı ülke anayasalarında bilim özgürlüğüne herhangi bir koruma getirilip getirilemediğini inceledik. Bu incelemede Avrupa Konseyi üyesi ülkelerin anayasalarını esas almakla birlikte, toplam 53 ülkenin anayasasını ele aldık. Çoğu ülke anayasasında açıkça bilim özgürlüğünü güvence altına alırken, az sayıda ülkenin anayasalarında doğrudan “akademik özgürlüğe” atıf yaptığını tespit ettik. Ne akademik özgürlükten, ne de bilim özgürlüğünden bahseden anayasal sistemlerde ise konunun bir önceki başlık altında yer verdiğimiz ifade özgürlüğü ve eğitim özgürlüğü gibi özgürlüklerle ilişkilendirilerek değerlendirildiği görülmektedir.

Bilim özgürlüğü konusunu incelerken son olarak da Türk anayasa hukukunda konunun düzenlenişi ele aldık. Bunu yaparken 1961 ve 1982 Anayasalarının hazırlık süreçlerini inceledik. Türk anayasa hukukunda bilim özgürlüğü, ilk kez 1961 Anayasası ile açıkça tanınmıştır. Burada bilim özgürlüğü ve eğitim özgürlüğü birlikte düzenlenmiştir. 1961 Anayasası bilime daha mutlak bir koruma alanı sağlamaya çalışırken; 1982 Anayasası, otoriter karakterini bilim özgürlüğüne de yansıtmıştır. 1982’de bilim özgürlüğü bakımından daha önce öngörülme, bilimi yayma hakkının Anayasa’nın ilk üç maddesini değiştirilmesini sağlamak amacıyla kullanılması yasağı getirilmiştir. Bu, temel hak ve özgürlükler rejimi bakımından atipik bir yasaktır. Uygulamada bilim özgürlüğüne ilişkin pek çok sorun çıkabilecek olmasına rağmen, AYM’nin bilim özgürlüğü konusunda zengin bir içtihadının olduğunu söylemek zordur. Türkiye’de akademik özgürlüğe ilişkin anayasal uyumsuzluklar daha çok üniversite özerkliğine bağlı olarak çıktığı için içtihat, daha çok üniversite özerkliğine ilişkin anayasa hükümleri üzerine gelişmiştir.

Akademik özgürlüğün kuramsal temelleri bu şekilde ortaya konduktan sonra, çalışmanın ikinci bölümünde akademik özgürlüğün içeriği, bireysel ve kurumsal boyutlarıyla ele alınmıştır. İlk olarak akademik özgürlüğün bireysel boyutu, şu dört başlık altında incelenmiştir: Araştırma özgürlüğü, öğretim özgürlüğü, iş güvencesi ve ifade özgürlüğü.

Araştırma özgürlüğü, akademik özgürlüğün kullanılmasının bir önkoşulu olarak düşünülebilir; çünkü kişinin öğretim ve ifade özgürlüğünü kullanabilmesi için öncelikle araştırma yapıp fikirler edinebilmesi gerekmektedir. Araştırma özgürlüğü, kişinin araştırma yapacağı konuyu ve yöntemi seçmedeki özgürlüğü ile araştırma sonucunda genel kabul gören görüşlerin dışına çıkabilmesi özgürlüğünü içerir. Bilimin ne olduğu belirlenirken, yine bilimin kendi kurallarına göre değerlendirme yapılmalı ve ne tür faaliyetlerin araştırma özgürlüğü kapsamında kaldığı belirlenmelidir. Yine de genel ahlak, kamu düzeni, insan onuru, hayvanların korunması gibi nedenlerle her konuda araştırma yapılması mümkün olmamaktadır. Bunların yanı sıra araştırma kavramına içkin olmayan, mali veya siyasi destek sağlanması gibi dış etkenler de araştırma yapılan konuları etkilemektedir. Akademisyenlerin araştırmalarının sonucunda farklı neticelere varma hakkının bir istisnası olan ve hakkın kötüye kullanılmasına örnek teşkil eden inkarcılık konusuna da bu başlık altında yer verilmiştir. Araştırma özgürlüğünün, akademisyenlere ilk bakışta görüldüğü kadar geniş bir hareket alanı sağlamadığı ortaya çıkmaktadır. Araştırma özgürlüğünün önemli bir parçasını oluşturan devletin elindeki bilgilere erişme hakkı da burada değerlendirilmiştir. Doğrudan araştırma özgürlüğünün esasına ilişkin olmayan, ancak günümüzde gittikçe büyüyen bir sorun haline gelen “bilimsel araştırma yapmak için gerekli zamana sahip olma hakkına” da yer verilmiştir.

Bireysel akademik özgürlüğün ikinci bileşeni olarak öğretim özgürlüğü ele alınmıştır. Yükseköğretim, muhatapların karşılaştıkları bilgileri kendi kendilerine muhakeme edebilecek bir yaşta olması dolayısıyla, öğretimin önceki aşamalarından farklılık gösterir. Bu nedenle üniversitelerde akademisyenler derslerinde işleyecekleri konuları ve uygulayacakları yöntemleri seçme konusunda özgür olmalıdırlar. Üniversite öğrencilere belli bilgilerin yüklendiği bir öğretim kurumu değil, belli bir konudaki bilimsel tartışmaların sunulduğu ve öğrencilere bunlardan kendi sonuçlarını çıkarmalarının öğretildiği yerdir. Akademisyeni bağlayan tek şey, dersin konusunun sınırları içinde kalması ve endoktrinasyon şeklinde bir öğretim yapmamasıdır. Buna karşılık Türk hukukunda yükseköğretime yüklenen hedeflere bakıldığında, milli eğitime yüklenen hedeflerden pek bir farklılığın olmadığı ve üniversitenin kendine has karakterinin yeterince dikkate alınmadığı gözlemlenmektedir.

Üçüncü olarak bireysel akademik kapsamında iş güvencesi ele alınmıştır. İşten çıkarma, akademisyenlere karşı hep etkili bir tehdit olarak kullanılagelmiştir. İfade veya araştırma özgürlüğünü kullanan akademisyenlerin, bazı kimseleri “rahatsız” etmesi nedeniyle işlerine son verilmemesini sağlamak için, bir iş teminatı sağlanmalıdır. Bir akademisyenin üniversitesi ile ilişkisinin kesilmesinin temelinde yalnızca kişinin akademik açıdan yetersizliği olabilir ve bu kararı verecek olanlar da meslektaşlardan oluşan organlardır. ABD’de de akademik özgürlük fikrinin ortaya çıkmasında, akademisyenlerin tamamen akademik nitelikten yoksun nedenlere dayanılarak işten çıkarılmalarına ilişkin vakalar yatmaktadır. AYM içtihadında da akademisyenlerin mesleklerini güven içinde yerine getirebilmeleri için bir mesleki güvenceye sahip olmaları, üniversiteye yabancı organlar tarafından işten uzaklaştırılmamaları ilkelerinin altı çizilmiştir. Türkiye’de vakıf üniversitelerinde çalışan akademisyenler, iş hukukuna tabi tutularak daha kolay görevden uzaklaştırılırken; yargı kararlarıyla bunların da gördükleri hizmetin niteliği gereği kamu görevlisi sayılması ve idare hukukuna tabi olması esası benimsenmiştir. Yargı, iş güvencesini tehlike altına sokan hukuki düzenlemelerin önüne geçmede önemli bir rol oynamıştır.

Akademik özgürlüğün bireysel boyutunun son unsurunu oluşturan ifade özgürlüğü, akademisyenler bakımından üniversite içi söylemler ve üniversite dışı söylemler açısından iki kategori altında incelenebilir. Üniversite içi söylemler, akademisyenin derslerinde ve bilimsel eserlerinde dile getirdiği görüşleri kapsar. “Akademik” olarak nitelendirilebilecek bu ifadelerin sınırlandırılmasında daha sıkı bir denetim söz konusudur. Akademisyenlerin içinde buldukları kurumu veya eğitim sistemini eleştirmelerinin de bu kapsama girdiği kabul edilmiştir. Üniversite dışı söylemler ise akademisyenlerin kamuoyunu ilgilendiren genel konularda dile getirdikleri görüşlere işaret etmekte ve akademik özgürlük bakımından en sorunlu alanı oluşturmaktadır. Genellikle savunulan, akademisyenlerin uzmanlıkları ve bilim adamı kişiliklerinin getirdiği yetkinlik sebebiyle güncel tartışmalara katkılarının daha fazla korunmasının gerekli olduğudur. Akademisyenin kamu görevlisi konumunda olması da, ifade özgürlüğünün tam manasıyla kullanılmasını engellemektedir. Ancak ifade özgürlüğü bakımından da akademisyenlere diğer kamu görevlilerine göre farklı bire rejim uygulanması gerektiği kabul edilmiştir. Yine de hakaret, iftira, halkı kin ve düşmanlığa tahrik gibi durumlar söz konusu olduğunda; akademik özgürlüğün koruması talep edilemeyecektir.

Akademik özgürlüğün ikinci boyutunu teşkil eden kurumsal akademik özgürlük, üniversite özerkliği ile kendini göstermektedir. En geniş anlamıyla

üniversitenin kendi kendini yönetmesi olarak tanımlayabileceğimiz özerklik, bireysel akademik özgürlüğün hayata geçirilmesi için de olmazsa olmaz bir şarttır. Türkiye’de akademik özgürlük tartışmaları da hep bir kurum olarak üniversite üzerinden yapıldığı için, akademik özgürlüğün üniversite özerkliğine eşit olduğu yönünde bir algı oluşmuştur. Ne var ki özerk bir üniversite de bünyesinde çalışan akademisyenlerin bireysel akademik özgürlüklerine müdahale edebilir; bu yüzden iki kavram arasındaki fark gözden kaçırılmamalıdır. 1961 ve 1982 Anayasalarına bakıldığında, idari ve bireysel özerklik ayrımı olduğu göze çarpsa da, yargı kararlarında bu iki alanın birbirinden o kadar da kesin çizgilerle ayrılmadığı görülmektedir. 1982 Anayasası ile özerkliğe getirilen “bilimsel” kayıtlaması, uygulamada çok da büyük bir değişiklik yaratmamıştır. Zaten özerkliğin de bu tür suni ayrımlara tabi tutularak değil, bir bütün olarak ele alınması gerekmektedir. Bu hususta mali özerklik sorun çıkarabilmektedir; zira Türkiye’de yükseköğretim bir kamu hizmeti olarak örgütlenmiştir ve esasen devlet eliyle yürütülmektedir. Dolayısıyla üniversiteler mali açıdan devlete bağımlıdır ve bu sistemde mali özerklik talep etmek de gerçekçi olmayacaktır.

Çalışmamızda akademik özgürlüğün çerçevesi bu şekilde çizildikten sonra, etkin bir hukuki korumanın sağlanması için, akademik özgürlüğün ayrı bir özgürlük kategorisi olarak tanınması gerektiği sonucuna varılmıştır. Mevcut hukuki düzenlemeler, akademik özgürlüğün korunmasına imkan tanısa da, akademik özgürlüğün anlaşılır bir bütün halinde, bağımsız bir temel özgürlük olarak tanınması, hukuk tekniği açısından kolaylık sağlayacaktır. Böylece akademisyenlerin bireysel hakları da üniversite özerkliği konusunun gölgesinde kalmaktan kurtulacaktır; üniversite özerkliğinin de varlık sebebinin akademisyenlerin özgürlüklerini korumak olduğu daha açık bir biçimde ortaya çıkacaktır.

GİRİŞ

1990'larda Türkiye'de yapılan bir ankette, 14 üniversitede çalışan 400 akademisyene akademik özgürlükle ilgili sorular sorulmuştur. Anket sonuçlarına göre akademisyenlerin genel olarak kendilerine tanınan akademik özgürlükten memnun olmadığı ortaya çıkmıştır. Katılımcıların %10'u ise, akademik özgürlüklerden gerektiği gibi yararlanıp yararlanmadıkları hakkında fikir sahibi değildir¹. Daha sonra yapılan bir araştırmada, 30 akademisyenden sadece 6'sı akademik özgürlüğün unsurlarını sayabilmiştir². Akademik özgürlük sıklıkla kullanılan bir kavram olmasına rağmen, görüldüğü gibi bu özgürlüğün içeriği yeteri kadar bilinmemektedir.

Akademik özgürlük, genel olarak, mesleki bir tehlike veya başkaca bir yaptırım tehdidi altında kalmadan öğretmek, sorgulamak, araştırma yapmak ve istenilen konuda yayın yapmak gibi birtakım mesleki özgürlüklere işaret eder. Bunun tek istisnası, meslek etiğine aykırı davranışlardır³. Avrupa Konseyi de, akademik özgürlüğün ve üniversite özerkliğinin bir toplumun demokratik olma niteliğini ölçmede kullanılan kıstaslar olduğunu kabul etmektedir⁴. Bu temel ilkeleri hukuki bir çerçeveye oturtmak ise, düşünüldüğü kadar kolay değildir. Akademik özgürlük, sıklıkla kullanılan bir kavram olmasına rağmen henüz hukuk alanında ayrı bir hak kategorisi olarak tanınmış değildir. Akademik özgürlüğe ilişkin olduğu öne sürülen

¹ M. Semih Summak, "Academic Human Rights and Freedoms in Turkey", **The Educational Forum**, Volume 62, 1997, s. 37-38.

² Aydın Balyer, "Academic Freedom: Perceptions of Academics in Turkey", **Eğitim ve Bilim**, Cilt: 36, Sayı: 162, 2011, s. 144

³ William W. Van Alstyne, "The Specific Theory of Academic Freedom and the General Issue of Civil Liberties", **The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science**, Vol. 404, No. 1, 1972, s. 146.

⁴ APCE, **Recommendation 1762 - Liberté académique et autonomie des universités**, 2006, *assembly.coe.int*, Erişim tarihi: 08.03.2015.

meseler, hep başkaca temel hak ve özgürlükler ile ilişkilendirilerek çözülmektedir. Bu özelliğiyle akademik özgürlük, “özgürlüklerden oluşan bir özgürlüktür”⁵.

Ne var ki akademik özgürlüğü oluşturan özgürlüklerin ne olduğu ve akademisyenlerin bunlardan ne ölçüde yararlanacağı, tartışmalara konu olmaktadır. “Akademi”, Platon’un derslerini verdiği, Atina’nın dışında bulunan kahraman Akademos’un bahçelerini ifade eden bir sözcükken, zamanla bilginlerin bir araya geldiği yer anlamını kazanmıştır. Bugün akademi, genel olarak yükseköğretim kurumlarını ve bunların çatısı altında bir araya gelmiş kişileri ifade etmek amacıyla kullanılmaktadır⁶. Bu nedenle akademik özgürlüğün kapsamı belirlenirken, sadece akademisyenlerin hak süjesi olarak görülmesi gerektiği kanaatindeyiz. Üniversite öğrencilerinin de akademik özgürlükten istifade edebilecekleri ileri sürülmektedir. Ancak öğrenciler akademisyenler gibi bilime hizmet etme işlev ve görevini yerine getirmediğinden dolayı, akademik özgürlük kavramının dışında kalmalıdır.

Peki “Akademi” denen fildişi kulede olanların, sıradan bir vatandaşa göre daha çok özgürlük sahibi olmasını haklı kılacak bir neden var mıdır? Bilim, hiçbir sınırlamaya tabi tutulmadan özgür mü olmalıdır? Kurumsallaşmış aklın ve bilimin sembolü olan üniversiteler, devletin içinde dokunulmaz özgürlük adacıkları mı oluşturmaktadırlar? Üniversite, modern hukukun kavramlarından da eski bir kurum olduğu için üniversiteyi hukuki bir çerçeveye oturtmak zordur⁷. Üniversitelerin otoriteden bağımsız olma mücadelesi, insan hakları kavramının ortaya çıkışından bile daha geriye götürülebilecektir. Üniversiteler hep “*cuius regio, eius universitas*” (ülke kiminse üniversite onundur)⁸ ilkesine karşı direnmeye çalışmışlardır. Günlük ve siyasi söylemde hep üniversitenin bağımsız olması gerekliliğine dikkat çekilse de,

⁵ Georges Vedel, “*Les libertés universitaires*”, *Revue de l’Enseignement supérieur*, No. 3, 1960, s. 134.

⁶ *Trésor de la langue française*, Tome: 1, Paris: CNRS, 1974 s.295-297.; *Büyük Türkçe Sözlük*, *tdk.gov.tr*, Erişim tarihi: 26.07.2015.

⁷ Yves Gaudemet, “*L’Université vue de la constitution*”, *Commentaire*, Volume 14, Numéro 54, 1991, s. 370. *Gaudemet*, bugün kamu kuruluşu olarak nitelenen üniversitelerin, ilk ortaya çıktıkları dönemde bugünkünden farklı olarak bir kamu hizmeti gören kamu kuruluşları olmaktan öte, yerel yönetimlere daha yakın olduğunu da ileri sürmektedir.

⁸ A. Ülkü Azrak, “*Devlet ve Üniversite*”, *İdare Hukuku ve İlimleri Dergisi*, Sayı: 1-3, Yıl: 9, İstanbul: İstanbul Üniversitesi İdare Hukuku ve İdare İlimleri Enstitüsü, 1988, s. 23.

akademi tarafından hukukun koruması talep edildiğinde bu söylemlerin içinin pek de dolu olmadığı anlaşılmaktadır.

Akademik özgürlük doktrininin, “gövdesinde midyeler toplayarak ilerleyen bir tekne misali kararlar toplayarak hukuk aleminde dolandığı” benzetmesi⁹ yerindedir. Bugün ifade özgürlüğü, inanç özgürlüğü, özel hayatın gizliliğine saygı gösterilmesi hakkı gibi temel hak ve özgürlükler bakımından az çok tutarlı bir kuram ortaya konabilmesine rağmen; akademik özgürlüğün aynı şekilde sistematikleştirilmediği görülmektedir. Mevcut hukuki enstrümanların yetersizliği, bu durumun oluşmasında önemli bir etkidir. Akademik özgürlükle ilgili meseleler yargı organları önüne taşındıkça bazı ilkeler ortaya konmuş, ancak bu ilkelerin tutarlı bir bütün olarak toplandığı bağlayıcı hukuk belgeleri pek oluşturulmamıştır. Özgür ve bağımsız akademinin kendini hukukla da bağlamak istemediği düşünülebilse de, pozitif hukuk alanındaki bu belirsizlik akademisyenlerin hak taleplerinin ret ile sonuçlanma tehlikesini arttırmaktadır.

“Özgürlük olmadan bilimsel çalışma da mümkün olamaz, çünkü hakikati aramak, iktidara boyun eğmekle aynı anda gerçekleştirilemez.”¹⁰ gibi bir önermeye – siyasetçiler de dahil- karşı çıkacak pek kimse olmamasına rağmen, üniversitenin boyun eğmemesini sağlayacak güvenceleri vermeye yetkili siyasi iktidarlar, hep bu boyun eğmeyen üniversite imgesinden korkmuştur. Her iktidar değişikliğinde veya toplumu etkileyen olayların ertesinde üniversitelerle ilgili değişikliğe gidilmiş olması şaşırtıcı değildir. Hiçbir menfaate bağlı olmadan, sadece hakikati aramaya kendini adanmış, “modern zamanın rahipleri”¹¹ olan akademisyenler ile bunların toplandığı yer olan üniversite, hep bir tehdit olarak görülmüştür. Akademik özgürlük konusu, söylemler ile uygulamaların en az uyduğu konulardan birini oluşturmaktadır.

⁹ J. Peter Byrne, “*Academic Freedom: A Special Concern of the First Amendment*”, **The Yale Law Journal**, Volume 99, Number 2, 1989, s. 253.

¹⁰ Pierre-Marie Gaudemet, “*L’organisation du personnel enseignant*”, *Revue de l’Enseignement supérieur*, 1960, s. 76’dan aktaran Carole Moniolle, “*Indépendance et liberté d’expression des enseignants-chercheurs*”, **AJDA**, No. 3, 2001, s. 233.

¹¹ José Ortega y Gasset, **Üniversitenin Misyonu**, Çev: Neyyire Gül Işık, İstanbul: Yapı Kredi, 1998, s. 54.

İktidar ile üniversite arasındaki bu klasik çekişmeye, günümüzde piyasa ile üniversitenin çekişmesi de eklenmiştir. Üniversite her ne kadar kendini insanlığın hizmetinde bilime adanmış olduğunu düşünse de, piyasanın ve toplumun beklentileri, işgücünü karşılayacak diplomalı mezunlar üretilmesi ve gelişmeye katkı yapacak icatların yapılmasıdır. Üniversitenin bilimin ve özgür düşüncenin sembolü olmaktan adeta endüstriyel sürecin bir parçası olmaya indirgenmesi de, akademik özgürlük taleplerinin gücünün azalmasına neden olmaktadır. Üniversite, alelade bir okul olarak görülmeye başlamıştır. Türkiye özelinde de son on yılda birçok üniversite kurulması, bu itibarsızlaştırma sürecine katkıda bulunmuştur. 2011’de Türkiye’de toplam 103 üniversite bulunmaktayken¹², 4 yıl içinde 90 üniversite daha kurulup bu sayı 193’e çıkarılmıştır¹³. Yükseköğretimin yaygınlaştırılması son derece arzu edilebilir bir amaç olsa da; gerekli altyapı olmadan herhangi sıradan bir okul açılır gibi üniversite açılması, akademisyenliğin de herhangi bir devlet memuriyeti seviyesine indirgenmesine yol açmıştır. Sayısal artışların öne çıktığı bu dönemde işin özünü teşkil eden akademik özgürlük, gittikçe gözden uzaklaşmaktadır.

Akademik gerçeğin kimliğini kaybetmemesini sağlamak için, bugün akademik özgürlüğün içeriğinin tam olarak ortaya konmasının gerektiği kanaatindeyiz. Akademik özgürlük fikri, üniversite kadar eski olmasına rağmen, çalışmamızda tarihi açıdan değil, hukuki açıdan akademik özgürlüğün içeriğini belirlemeye çalıştık. Hukuk alanında da, işlevlerinden birisi de temel hak ve özgürlükleri korumak olan anayasa hukuku çerçevesi içinde kaldık¹⁴. Şüphesiz akademik özgürlük de diğer birçok temel hak ve özgürlük gibi birden fazla hukuk disipliniyle ilgilendirmekte, bunlar arasındaki sınırı çizmek de zaman zaman zor olmaktadır. Söz gelimi üniversite özerkliği bahsi, akademik özerklik boyutuyla anayasa hukukunu ilgilendirdiği kadar, bir kamu tüzel kişisi olarak üniversitelerin kuruluşuna ve işleyişine ilişkin olduğu ölçüde idare hukukunun alanına da girmektedir. İfade özgürlüğünün kullanımına sınırlar, ceza hukuku ve yine idare hukukunun bir parçası olan disiplin hukuku tarafından getirilmektedir. İş güvencesi de iş hukuku ve idare

¹² 1933-2011 arası üniversite sayısındaki artışı gösteren tablolar için bkz. Durmuş Günay/Aslı Günay, “1933’den Günümüze Türk Yükseköğretiminde Niceliksel Gelişmeler”, **Yükseköğretim ve Bilim Dergisi**, Cilt 1, Sayı 1, 2011, s. 3-7.

¹³ yok.gov.tr/web/guest/universitelerimiz, Erişim tarihi: 17.7.2015.

¹⁴ Konu hakkında daha önce kaleme alınmış ve anayasa hukukunda yükseköğretimin kurumsal yapısı üzerine yoğunlaşan bir çalışma için bkz. İdil Arıkan, “Türk Anayasa Hukukunda Yükseköğretim”, Yayınlanmamış Yüksek Lisans Tezi, Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, 2011.

hukukunu ilgilendirmektedir. Çalışmada bu farklı hukuk dallarının tek tek akademik özgürlüğün sağlanması yolunda nasıl kullanılabileceğinden ziyade; anayasa hukuku ile getirilecek güvencelerin neler olması gerektiği üzerine eğildik.

Bu doğrultuda çalışmanın ilk bölümünde akademik özgürlüğün kökenlerine genel bir bakış atacağız. Öncelikle akademik özgürlük düşüncesinin tarihine kısaca değindikten sonra, akademik özgürlüğün diğer insan haklarıyla olan ilişkisini teorik olarak değerlendirip, pozitif hukukta akademik özgürlüğü korumak için kullanılabilecek düzenlemeleri inceleyeceğiz. İkinci bölümde ise akademik özgürlüğün iki farklı yüzünü; bireysel ve kurumsal akademik özgürlüğü ele alacağız. Bu bölümde ilk önce bireysel akademik özgürlüğün bileşenlerini ortaya koymaya çalışacağız. Kurumsal akademik özgürlük konusunda ise, üniversite özerkliği kavramını ve özerkliğin anayasalarda düzenlenişini irdedeleyeceğiz.

BİRİNCİ BÖLÜM: AKADEMİK ÖZGÜRLÜĞÜN VARLIK NEDENİ VE HUKUKİ NİTELİĞİ

I- Akademi Neden Özgür Olmalıdır: Akademik Özgürlüğün Tarihi ve Felsefi Temelleri

Siyasal iktidar kaba kuvveti, dini iktidar tanrısal güç ve büyü simgelerken, üniversite ortaya çıktığından beri salt zekanın temsilcisi olmuştur¹⁵. Akademik özgürlük de, üniversitenin tanımlayıcı unsurudur¹⁶. Bu önerme her ne kadar basit görünse de, son derece önemlidir. Akademik özgürlük fikri, üniversite kurumu kadar eski olsa da, modern anlamda bir hak talebi olarak dile getirilmesi görece geç bir döneme denk gelmektedir. Devletin desteğine diğer özgürlüklerden daha çok ihtiyaç duyduğundan dolayı, siyasal etki tehlikesi bilim özgürlüğünün zayıflamasına yol açmış¹⁷; akademik özgürlüğün tarihi bu siyasal etkileri bertaraf etme üzerine kurulmuştur.

Bu kısımda akademinin özgürlük mücadelesine, önce dünya, sonra Türkiye genelinde hızlı bir bakış ortaya konmaya çalışılmıştır. Bu bakış tüketici bir tarihsel anlatı olmaktan ziyade, akademik özgürlük bakımından önem taşıyan tarihi anların hatırlatılması niteliğindedir.

¹⁵ Ortega y Gasset, **op. cit.**, s. 78.

¹⁶ Walter P. Metzger, **Academic Freedom in the Age of the University**, New York: Columbia University Press, 1969, s. 119.

¹⁷ Christian Rumpf, **Türk Anayasa Hukukuna Giriş**, Çev.: Burak Oder, Ankara: Friedrich-Naumann Vakfı, 1995, s. 140.

A- Dünyada Akademik Özgürlüğün Gelişimi

Nazi rejiminin bilime ve üniversiteye vurduğu darbeleri birinci elden yaşamış bir profesör olan Karl Jaspers, İkinci Dünya Savaşı'nın hemen ardından kaleme aldığı kitabında akademik özgürlüğü şöyle tanımlıyordu: “*Akademik özgürlük, üniversitenin içinde veya dışında hakikati engellemeye çalışan kimselere rağmen hakikati öğretmeyi zorunlu kılan bir ayrıcalıktır.*”¹⁸ İnsanların yalnızca ve yalnızca hakikati aramak için üniversitede bir araya gelmelerine izin verilir; zira hakikatin hiçbir koşula bağlı olmadan aranması insanlık için bir haktır¹⁹.

Üniversitenin sahip olduğu bu ulvi işlevin, tarihin başından beri değişmediğini söyleyebiliriz. Yüzyıllardır bilginler ve öğrenciler, hiçbir karşılık beklemeden üniversite kurumu çatısı altında doğru olduğuna inandıkları değerler peşinden gitmiş, hakikati bulmaya çalışmış ve bu uğurda hep baskılara maruz kalmıştır. Siyasi ve dini iktidarın çıkarlarına aykırı hareket etmesi hep engellenmeye çalışılmıştır. Bununla beraber akademisyenlik, her zaman vakarını ve saygınlığını koruyan bir meslek olagelmiştir. Üniversite her zaman baskılardan uzak, otoriteden bağımsız kalmaya çalışmıştır. Öyle ki din adamları ve hakimlerle beraber cüppe giymeye hak kazanmış üçüncü meslek grubu akademisyenlerdir. Bu durum, cüppeyi giyenlerin dıştan gelecek baskılara karşı bağımsızlığını simgeler²⁰.

Bu bağımsızlık mücadelesinde şüphesiz akademisyenlerin iktidara karşı hak talepleri olmuştur. Ancak akademik özgürlüğün salt hukuki bir kavram olup olmadığı tartışma konusudur. Günümüz için kavramın hukuki bir temel üzerinden tartışılması gerektiği su götürmez bir gerçektir²¹. Zira bir hukuk devletinde temel hak ve özgürlükleri mutlak olarak koruyacak olan, hukuku bu amaçla bir vasıta olarak

¹⁸ Karl Jaspers, **The Idea of University**, Çev.: H. A. T. Reiche/H. F. Vanderschmidt, Boston: Beacon Press, 1959, s. 1.

¹⁹ **Ibid.**

²⁰ Grover Sale Jr., The Scholar and the Loyalty Oath, San Francisco Chronicle, 8.12.1963'ten E.K. Kantorowicz'in sözlerini aktaran Henry Rosovsky, **Üniversite – Bir Dekan Anlatıyor**, Çev.: Süreyya Ersoy, 19. Basım, Ankara: TÜBİTAK, 2011, s. 169.

²¹ Fransa'da konu üzerine yazan kişilerin ekseriyetle hukukçu olduğu yönünde bkz. Olivier Beaud, “*Les libertés universitaires (I)*”, **Commentaire**, Volume 33, Numéro 129, 2010, s.176.

kullanması beklenen devlettir. Ne var ki akademik özgürlük kavramı, bir insan hakkı olarak değil, akademisyenlik mesleği içindeki kurallar ve üniversite geleneği içinde oluşan teamüller ile ortaya çıkmıştır. XX. yüzyılın başlarında bile konu en çok filozofların ve sosyal bilimcilerin çalışmalarında ele alınmış, hukuki bir özden yoksun kalmıştır²².

Bilim ve anayasal iktidar arasındaki ilk ciddi çatışma, bilim aracılığıyla tiranlığa son vermeyi ve bağımsız bireyler yaratmayı amaçlayan Epikuros'un milattan önce IV. yüzyılda Midilli'de kadın ve köleleri de kabul ettiği okulunu kurması ile ortaya çıkmıştır²³. Sokrates'in Atina tarafından yargılanması ve inandığı değerler uğruna baldıran zehri içmeye mahkum edilmesi, özgür düşünce ile iktidar arasında süregelen çekişmenin sembolü haline gelmiştir.

Her şeye rağmen siyasal iktidarlar, bilime ve bilimin yayılmasına saygı göstermeden de edememiştir. Sözgelimi Roma Hukuku'nda imparatorluk emirnameleri ile edebiyat öğretmenleri ve doktorlar, yaptıkları işin saygınlığı gereği birtakım imtiyazlara sahiptiler: zorunlu kamu yararına hizmetleri yerine getirmekten muafiyet, asker barındırma ve askerlik yapma yükümlülüğünden muafiyet, jüri üyeliği yapmaktan muafiyet, gıda alımı hakkındaki sınırlamalardan muafiyet. Bu ayrıcalıklara daha sonra gereksiz yere mahkeme önüne çıkarılmamak gibi bir tür dokunulmazlık da eklenmiştir²⁴.

Avrupa'da kurulan ilk üniversite olan Bologna Üniversitesi'nde uygulanmak üzere 1158'de Kutsal Roma İmparatoru I. Frederick tarafından ilan edilen *Authentica Habita* (diğer adıyla *Privilegium Scholasticum*), Roma Hukuku'ndan gelen haklar ve ayrıcalıklar mirasını genişletmektedir ve XII. yüzyılda Avrupa'da kurulmaya başlayan üniversitelere uygulanması nedeniyle akademik özgürlük üzerine ilk yazılı belge olma özelliğine sahiptir. Okumak ve ders vermek için şehirden şehire gitmek

²² Byrne, **op. cit.**, s.256.

²³ Augusto Forti, "*İktidarın Kaynağı Olarak Bilgi ve Bilim*", **Bilim ve İktidar**, Federico Mayor/Augusto Forti (ed.), Çev.: Mehmet Küçük, 13. Basım, Ankara: Tübitak, 2008, s.18.

²⁴ Paul Kibre, **Scholarly Privileges in the Middle Ages**, Cambridge: Medieval Academy of America, 1962, s. 3.

durumunda olan üniversite mensuplarının güvenliğini sağlama amacını taşıyan bu metin, *Corpus Iuris Civilis*'e de dahil edilmiştir²⁵.

Orta Çağ'da kurulan ilk üniversiteler, kendi kurallarıyla işleyen bağımsız, - bugünkü manada olmasa da- özerk kurumlardı. Hatta akademik özgürlüğün önemli bir sacayağını oluşturan *libertas scolastica* kavramı, 1231 yılında Paris'te ortaya çıkmıştır²⁶. Yine de bu, üniversite bünyesinde faaliyet gösteren kimselerin Katolik Kilisesi'nin resmi tezlerine karşı çıkabileceği anlamına gelmiyordu. Akademi, iktidarın çizdiği sınırlar içinde özgürdü. Bilim insanlarının üniversiteye sığınıp Engizisyon'dan korunmak gibi bir şansı yoktu. Rönesans döneminde Dünya'nın evrenin merkezinde olduğu kabulünü reddeden Giordano Bruno diri diri yakılırken²⁷, Galileo Galilei benzer bir sondan kitaplarında ileri sürdüğü savları geri alıp bir daha tekrarlamayacağına söz vererek kurtulmuştur²⁸. Galileo'nun davasında dikkat çekici olan nokta, yargılamaya sebep olan *İki Büyük Dünya Sistemi Hakkında Diyalog* kitabını bastırmadan önce Galileo'nun Roma'ya giderek Kilise yetkililerinden kitabın içeriğinin Kilise'nin öğretilerine aykırı olmadığına dair onay alması ve istedikleri değişiklikleri yapmış olmasıdır. Papa VIII. Urban'ın kitapta kendisiyle dalga geçildiğine ikna olması, derhal Galileo hakkında soruşturma yapılması için kafi olmuştur²⁹.

²⁵ **Ibid.**, s. 10-16. XVI. yüzyıl hukukçuları, *Authentica Habita* ile sağlanan korumaya dayanarak bir akademisyenin kitaplarını yakan kişilerin idam edilmesi, atölyesi bir okulun yanında olduğu halde yüksek sesle şarkı söyleyerek çalışan bir dokumacının işyerinden çıkarılmasıyla sonuçlanan uyuşmazlıklar aktarmaktadır.

²⁶ Bugünkü öğretim özgürlüğünün karşılığı olan *libertas scolastica*, Kilise'nin denetimini tamamen bertaraf etmese de, öğrencilerin ve akademisyenlerin vergilerden, askerlik yükümlülüğünden ve yargılamalardan muaf bir şekilde yaşamasına imkan veriyordu (bkz. Jacques Verger, "*Comment sont nées les libertés académiques*", **Le Courrier de l'UNESCO**, No. 54/11, 2001, s. 18).

²⁷ John MacDonnell, **Historical Trials**, 3rd Impression, London: Watts&Co.,1939, s. 63-83. Bruno'nun mahkeme kayıtları kayıp olduğu için yakılma sebebi esasen ihtilafıdır. Bruno'nun bilim yüzünden değil, dini inançları ve büyücülük faaliyetleri yürüttüğü gerekçesiyle yakıldığı da düşünülmektedir (bkz. John Gribbin, **Bilim Tarihi**, Çev.:Barış Gönülşen, İstanbul: Alfa, 2014, s. 31-32).

²⁸ Yaşar Şahin Anıl/Meltem Gencer, **Galileo Galilei**, İstanbul: Kastaş, 2007, s. 222. Galilei'in bu sözü verdikten hemen sonra Dünya'nın Güneş etrafında döndüğünü kast ederek "*Eppur si mouve.*"(İt. "Ama yine de hareket ediyor.") dediği rivayet edilse de bu sözün ölümünden 150 yıl sonra ona atfedildiği ve gerçek olmadığı savunulmaktadır (bkz. Macdonnell, **op. cit.**, s. 85; Ludovico Geymonat, **Galilée**, Çev: Françoise-Marie Rosset/Sylvie Martin, Paris: Éditions du Seuil, 1992, s. 211).

²⁹ Geymonat, **op. cit.**, s. 171-175. Galileo'nun yaşadıkları ile günümüz akademisyenlerinin "hassas" konularda araştırma yapmalarının konu seçimi aşamasında engellenmesi (bkz. Füsün Üstel, "*Akademik Özgürlüklerin Neresindeyiz?*", **Güncel Hukuk**, Sayı: 114, 2013, s. 19) arasında bir paralellik kurulabilir.

Aydınlanma'ya giden yolda Spinoza, hiç kimsenin her konuda özgürce düşünme ve özgürce yargıda bulunma hakkını devredemeyeceği gibi bu özgürlük olmadan bilim ve sanatın da gelişemeyeceğini savunmuştur³⁰. İfade özgürlüğünü savunan bir diğer düşünür olan John Locke, kral II. Charles'ın emriyle mensubu olduğu Oxford Üniversitesi'nden atılmıştır³¹.

Aydınlanma'dan sonra insan aklına olan güvenin artması ile bilime ve bilimin ilerlemeyi, evreni anlamayı sağlayacağına dair olan inanç da mutlak hale gelmiştir. Bu nedenle bilimin ve bilimin hayat bulduğu yer olan üniversitenin özgür olması gerekliliği, yeni bir heyecanla savunulmuştur. XVIII. yüzyılın sonlarına doğru Almanya ve İsviçre'deki üniversiteler, bağımsız olduklarını savunarak özgür düşünceye getirilen sınırlamaları reddetmişlerdir. Aydınlanma'nın beşiği olan Almanya, akademik özgürlük fikrinin kurumsallaştığı, teorik bir temel kazandığı yer olmuştur. Akla gelebilecek her türlü konunun özgürce araştırılmasının bir insan hakkı olduğunu savunan Alman düşünür Fichte, Jena Üniversitesi'nin rektörü olarak 1811'de yaptığı konuşmada *akademische Freiheit* (Alm. akademik özgürlük) kavramını kullanmıştır. Buna göre bilimin gelişmesi için üniversitenin kendi kendini yöneten, özerk bir yapıya sahip olması ve mutlak bir öğretim ve öğrenme özgürlüğünün tanınması şarttır³². Alexander von Humboldt'un kurduğu Berlin Üniversitesi'nde, her türlü özel grup ve kiliseye karşı bağımsız olan, nihai amacı yalnızca mevcut bilgileri aktarmak değil, yeni bilgi üretilmesi için araştırma yapmak olan üniversite ideali hayata geçirilmiştir. Bu dönemde hakim olan görüş, üniversitenin devlete bağlı olarak faaliyet göstermesinin gerekli olduğuydu. Üniversitenin devletten bağımsız olması yönünde bir talep mevcut değildi. Devlet, üniversite ve özgür bilimsel araştırmaya engel olabilecek müdahalelere karşı bir garanti olarak görülmekteydi³³. Almanya'da XIX. yüzyılda mevcut olan akademik özgürlük düşüncesi, profesörlerin herhangi bir baskı veya kayırmacılığa maruz kalmadan düşüncelerini ifade edebilme hakkından da öte, araştırma ve eğitim

³⁰ Benedictus Spinoza, **Teolojik-Politik İnceleme**, Çev.: Cemal Bâli Akal/Reyda Ergün, 3. Baskı, Ankara: Dost, 2012, s. 281, 288.

³¹ Eric Barendt, **Academic Freedom and the Law – A Comparative Study**, Oxford: Hart Publishing, 2010, s. 76; Catherine Blaizot-Hazard, **Droit de la recherche scientifique**, Paris: Presses universitaires de France, 2003, s. 17.

³² Matthew W. Finkin/Robert C. Post, **For the Common Good – Principles of American Academic Freedom**, New Haven: Yale University Press, 2009, s. 21-22.

³³ Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 120.

sürecinin tamamına hakim olan rıza ortamına işaret etmektedir³⁴. Humboldt modeli, farklı ülkelerden Almanya'ya okumaya gelen kişiler vasıtasıyla dünya üniversitelerine de örnek olmuştur³⁵.

Alman üniversitelerinde bu şekilde ortaya çıkan akademik özgürlük düşüncesi, yükseköğretimde bir temel ilke olmanın yanı sıra, demokrasi bakımından da işlevsel bir öneme sahiptir. *Kelsen*'e göre demokrasinin özünde inanç özgürlüğü ile basın ve düşünce özgürlüğü yer almaktadır; ancak bunların da üstünde nesnel bilgiye ulaşma inancına sahip olması nedeniyle bilim özgürlüğü bulunmaktadır. Bilimi her türlü müdahaleden korumak, modern demokrasinin önemli özelliklerindedir. Otokrasilerde bilimin özgür olması söz konusu olamaz, zira bu rejimlerde bilim, devletin hizmetindeki bir vasıta olarak görülür. Nesnel bilgiye ulaşma ideali, başka ideallerin arkasına konduğunda bizzat demokrasinin varlığının tehlikeye atıldığından söz edilebilir³⁶. Üniversitenin ve bilimin bağımsız olma mücadelesi, XX. yüzyılda da devam etmiştir. Almanya'da Nazi rejimi, ABD'de McCarthycilik uygulamaları, demokrasi bakımından olduğu kadar akademik özgürlükler bakımından büyük bir geriye gidişi ifade etmektedir.

Bilimin özgür olması için ileri sürülen savların, ifade özgürlüğüne benzer şekilde, epistemolojik ve politik olmak üzere iki grupta toplanabileceği savunulmuştur. Epistemolojik yaklaşıma göre, bilim özgürlüğü insanlığın bilgiyi ve hakikati araması için en elverişli koşulları yaratmaktadır³⁷. *Mill*'in ifade özgürlüğü teorisine göre doğru ya da yanlış olsun, her türlü fikrin birbiriyle karşılaşmasına izin verilmelidir. Zira ileri sürülen görüş doğruysa o zamana dek inandığımız yanlıştan dönmemizi sağlayacak; yanlışsa da inandığımız doğruları teyit etmek gibi bir fayda sağlayacaktır³⁸. Politik yaklaşıma göre ise bilimsel bilgi, demokratik karar alma

³⁴ Metzger, *Academic Freedom in the Age of the University*, s. 113.

³⁵ Bilge Bingöl, **Üniversite Özerkliği**, Ankara: Sistem Ofset Yayıncılık, 2013, s. 362-364.

³⁶ Hans Kelsen, "Foundations of Democracy", **Ethics**, Vol. 66, No. 1, 1955, s. 28-29.

³⁷ Torsten Wilholt, "Scientific Freedom: Its Grounds and Their Limitations", **Studies in History and Philosophy of Science**, Vol. 41, 2010, s. 175.

³⁸ John Stuart Mill, **On Liberty and Other Essays**, Oxford: Oxford University Press, 2008, s.21. Millci teori, ABD Yüksek Mahkemesi'nin ifade özgürlüğü içtihadında "fikirlere pazarı (marketplace of ideas)" teorisine dönüşmüş ve uygulanmıştır (bkz. Wojciech Sadurski, **Freedom of Speech and Its Limits**, Dordrecht: Kluwer Academic Publishers, 1999, s. 8; Eric Barendt, **Freedom of Speech**, 2nd edition, Oxford: Oxford University Press, 2005, s. 7-13).

süreçlerinde toplumu aydınlatacak bir yol gösterici niteliğinde olduğu için tıpkı basın gibi siyasi güçten bağımsız olmalıdır³⁹. İki yaklaşımın birbirini destekleyip tamamladığı ve böylece bilim özgürlüğü için sağlam bir temel oluşturduğu söylenebilir. Epistemolojik yaklaşım, daha çok bilimin kendi içinde korunmasını sağlayacakken, politik yaklaşım, bilimin kendi kapalı sistemi içinden çıkıp gerçek hayata bağlanmasını sağlayacaktır.

Uzun ve köklü bir geleneğin sonucu olarak üniversitelerin ve akademisyenlerin, eğitimin, bilimsel araştırmanın ve entelektüel gelişmenin etkinliğini ve saygınlığını sağlamak için belli bir bağımsızlığa sahip olması gerektiği kabul edilmiştir⁴⁰. Üniversiteler, dini otoritenin etkisinden kurtulmuş olsalar bile, kendilerini hemen “günlük güneşlik bir özgürlük ortamının içinde” bulmamışlardır⁴¹. Tarihi gelişim içinde iktidar sahipleri din adamlarının yerine geçmiş ve üniversiteyi sürekli boyunduruk altına almaya çalışmışlardır. Üniversite kavramı, Türkiye’ye görece geç gelmiş olsa ve bilimin özgürlüğü için Batı’dakine benzer köklü bir mücadele verilmiş olmasa da; tüm bu birikim mevcut olmamasına rağmen baskılar en başından beri kendini hissettirmiştir.

B- Türkiye’de Akademik Özgürlüğün Gelişimi

Türkiye’de akademik özgürlüğün tarihi gelişimine baktığımızda, her siyasi çalkantı öneminde üniversitenin iktidarın ilk reforma tabi tuttuğu yer olduğunu kolayca söyleyebiliriz. Bunca değişiklikle Türk üniversitesinin, *universitas semper reformanda*⁴² olmaktan ziyade, kuruluşundan itibaren akademik özgürlüğün doğum sancılarını çektiğini söyleyebiliriz.

³⁹ Wilholt, **op. cit.**, s. 177. Yazar, Condorcet’in Fransız Devrimi’nin hemen ardından dile getirdiği şu sözlere yer vermektedir: “Hiçbir kamu otoritesi yeni gerçeklerin ortaya çıkarılmasını veya kendi politikalarına veya anlık çıkarlarına ters düşen kuramların öğretilmesini engelleyecek güce ve sığata sahip olmamalıdır.” (bkz. A. Condorcet O’Connor/M. F. Arago, **Œuvres de Condorcet**, Tome 7, Paris: Frimin Didot Frères, 1847, s. 453).

⁴⁰ André de Laubadère, **Traité élémentaire de droit administratif**, Tome 3, Paris: LGDJ, 1966, s. 211.

⁴¹ Metzger, *Academic Freedom in the Age of the University*, s. 92.

⁴² Lat. Sürekli reforma tabi tutulan üniversite.

Türkiye’de modern anlamda üniversitenin ancak 1845’te, Abdülmecit döneminde bir Darülfünun kurulması fikrinin ortaya atılmasıyla sahneye çıktığını da göz önüne almamız gerekir. Daha öncesinde yükseköğrenim, medreselerde sağlanmaktaydı. Medrese modelinin modern üniversiteye kaynaklık ettiğini savunanlar olsa da, iki kurumun nitelik bakımından farklı olduğu görülecektir⁴³. Bu nedenle akademik özgürlük, Türkiye’de Avrupa’da olduğu kadar eski köklere sahip olmayan bir kavramdır.

Darülfünun açıldığı tarihten itibaren istikrarlı bir yapıya sahip olmamış, Cumhuriyet dönemine kadar defalarca açılıp kapanmıştır. İlk Darülfünun 1863’te açılmış, derslerin yapıldığı binanın yanmasıyla 1865’te kapanmıştır. Üniversite kurma yolundaki ikinci girişim olan Darülfünun-i Osmani, 1870’te başladığı eğitime, hocalarının kafirlik ve dinsizlikle suçlanması sonucu 1 sene sonra son vermek zorunda kalmıştır. Üçüncü olarak 1874’te Mekteb-i Sultani içinde yükseköğretim vermek üzere Darülfünun-i Sultani kurulmuş, istikrarsız bir biçimde varlığını sürdürüp sadece bir dönem mezun verdikten sonra 1881’de kapanmıştır. Darülfünun, dördüncü ve son kez 1900’de Darülfünun-u Şahane adıyla açılmış, aradaki mevzuat değişiklikleriyle varlığını, yerini 1933’te İstanbul Üniversitesi’ne bırakana dek kesintisiz sürdürmüştür⁴⁴. 1919 yılında “Darülfünun-u Osmani Nizamnamesi” ile bilimsel özerkliği ve 1922 tarihli kararname ile tüzel kişiliği tanınan⁴⁵ Darülfünun, bu özerk yapısını 1924 yılında çıkarılan kanun ve talimatnameler ile de muhafaza etmiş; bu sayede Cumhuriyetin ilk döneminde milli mücadeleye muhalif olan kişileri tasfiye etmek üzere kurulan heyet-i mahsusalar eliyle yapılan ayıklamalardan kurtulmuştur⁴⁶.

Cumhuriyet’in kurulmasından sonra Darülfünun, yapılan inkıplara ayak uydurma konusunda yeterli dinamizmi gösteremediği, Türk devrimi karşısında geri

⁴³ M. Tahir Hatiboğlu, **Türkiye Üniversite Tarihi**, 2. Baskı, Ankara: Selvi, 2000, s. 15. Medreseler kısmen idari ve mali özerkliğe sahip olmakla birlikte bilimsel özerkliğe sahip değillerdi; medreseler yeniliğe kapalı kurumlardı (bkz. Fazıl Hüsnü Erdem, “Türkiye’de Devlet-Üniversite İlişkisinin Tarihsel-Siyasal Analizi”, **Toplum ve Hukuk**, Yıl: 2, Sayı: 8, İstanbul: Toplum ve Hukuk Araştırmaları Vakfı, 2003, s. 11).

⁴⁴ Emre Dölen, **Türkiye Üniversite Tarihi 1**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi, 2009, s. 18-20.

⁴⁵ Hatiboğlu, **op. cit.**, s. 67.

⁴⁶ Mete Tunçay/Haldun Özen, “1933 Darülfünun Tasfiyesi veya Bir Tek-Parti Politikacısının Önlenebilir Yükselişi ve Düşüşü”, **Tarih ve Toplum**, Sayı: 10, 1984, s.9.

kaldığı eleştirilerine maruz kalmış ve yükseköğretimde de bir reform yapılması gerekliliği görüşü hakim olmuştur⁴⁷. İsviçreli profesör Albert Malche, hazırladığı raporda Darülfünun'da batı üniversitelerinde mutad olan akademik özgürlüğün uygulanmadığını belirtmiştir⁴⁸. Bu rapor doğrultusunda 2252 sayılı Kanun⁴⁹ ile Darülfünun kapatılmasına, yerine İstanbul Üniversitesi'nin kurulmasına karar verilmiştir. Bu geçiş aşamasında Darülfünun'da görev yapmakta olan akademisyenlerin önemli bir kısmı tasfiyeye tabi tutulmuştur. O tarihte Darülfünun'da toplam 240 öğretim görevlisi bulunduğu halde bunların 150'sinin görevine son verilmiş, yerlerine Nazi Almanya'sından kaçan Alman bilim insanları alınmıştır⁵⁰. Ardından çıkarılan 2467 sayılı Kanun'da da⁵¹ ne bilim özgürlüğü, ne de üniversite özerkliği ile ilgili bir hüküm yer almıştır. 1933 reformu ile üniversite, daha önce kazandığı tüm güvencelerden yoksun bırakılarak Maarif Vekilliği'ne bağlı bir daire konumuna indirgenmiştir⁵².

Üniversite tarihimizde birçok kez tekrarlanacak olan büyük çaplı akademik ayıklama operasyonlarından ilki budur. Bu kökten değişiklik hareketine rağmen açıkça -Cumhuriyet devrimlerine karşıt olan faaliyetler ayrı tutularak- devletin akademik özgürlüklere saygılı davrandığı, akademisyenlerin özerk bir üniversitedeymişçesine hareket edebildikleri belirtilmektedir⁵³. Bu eğilimde üniversiteler ve bilim vasıtasıyla genç Cumhuriyet'in modernleştirileceği düşüncesinin büyük payı vardır.

⁴⁷ Hatiboğlu, **op. cit.**, s. 114-115.

⁴⁸ **Ibid.**, s. 118.

⁴⁹ 31.05.1933 tarih ve 2252 sayılı İstanbul Darülfünununun İlgasına ve Maarif Vekaletince Yeni Bir Üniversite Kurulmasına Dair Kanun (RG. 06.06.1933 - 2420).

⁵⁰ Tunçay/Özen, **op. cit.**, s. 13-14. Yazarlar, kendileri de benzer şekilde iktidar tarafından üniversitelerinden uzaklaştırılan bu akademisyenlerin, kendileriyle benzer duruma düşen Türk meslektaşlarının kadrolarını kabul etmelerini eleştirmektedir. Krş. 1402'likler görevlerinden uzaklaştırıldığı sırada, bir YÖK temsilcisinin Türk üniversitelerine öğretim görevlisi bulmak üzere İngiltere'yi ziyareti sırasında öğretim görevlileri sendikaları, üyelerinin teklif edilen işleri kabul etmeden önce o kadronun siyasi nedenlerle üniversiteden atılan bir öğretim görevlisine ait olup olmadığını araştırmalarını istemiştir (bkz. Haldun Özen, **Entelektüelin Dramı: 12 Eylül'ün Cadı Kazanı**, İstanbul: İmge, 2002, s.290). Şüphesiz iki olayın tarihi ve siyasi bağlamı birbirinden çok farklı olsa da bu tutum farkı, akademisyenler arasındaki dayanışma bakımından güzel bir örnektir. 1933 reformu döneminde Türkiye'ye gelen akademisyenler için bkz. Horst Widmann, **Atatürk ve Üniversite Reformu**, Çev.: Serpil Bozkurt/Aykut Kazancıgil, İstanbul: İÜCTF, 1981, s. 41-148.

⁵¹ 30.05.1934 tarih ve 2467 sayılı İstanbul Üniversitesinin Muvazenei Umumiyyeye Alınmasına Dair Kanun (RG. 30.05.1934 - 2714).

⁵² Hatiboğlu, **op. cit.**, s. 120.

⁵³ Walter F. Weiker, "*Academic Freedom and Problems of Higher Education in Turkey*", **Middle East Journal**, Vol. 16, No. 3, 1962, s. 281; "... Ama biz kendimizi TBMM üyeleri gibi dokunulmaz zırhlı görüldük.", Alaattin Akçasu'dan aktaran Hatiboğlu, **op. cit.**, s. 127.

Türkiye’de çok partili hayata geçiş yaşanırken, üniversite de bu demokratikleşmeden nasibini almıştır. 1946 yılında cumhuriyet döneminin ikinci büyük üniversite reformu gerçekleştirilmiştir. 4936 sayılı Üniversiteler Kanunu⁵⁴ ile üniversitenin özerkliği yeniden tanınmıştır. Bu kanun altında akademik özgürlüklerin gelişmesi beklenirken, kanunun yürürlüğe girmesinden hemen iki yıl sonra 1948 DTCF tasfiyesinin⁵⁵ yaşanması, özerkliğe rağmen siyasi gücün hâlâ yasama tasarruflarıyla özgürlük ortamına müdahale edebileceğini göstermiştir. Kaldı ki 4936 sayılı Kanun’da, Milli Eğitim Bakanı yine üniversitelerin başı olarak nitelenmiştir (m. 14). Daha sonra yapılan kanuni düzenlemelerle Bakanın bu sıfatını üniversiteye müdahale edebilecek şekilde kullanması sağlanmıştır. 6435 sayılı Kanunla öğretim görevlilerinin re’sen Bakanlık emrine alınmak suretiyle görevden uzaklaştırılabilmeleri mümkün kılınmıştır⁵⁶. Daha da vahim bir düzenleme, 6185 sayılı Kanun⁵⁷ ile Üniversiteler Kanunu’nda yapılan değişikliktir. Bu değişiklik ile meslekten çıkarma disiplin cezasını düzenleyen hükme, “*Türk toplumunun genel seviyesini yükseltici bilim verilerini sözle ve yazı ile halka yaymak*” vazifesinin dışında kalan siyasi yayınlarda bulunmak ile siyasi kuruluşlarda fiilen görev almak da eklenmiştir. Akademisyenin siyasi faaliyette ve söylemde bulunması, aynı cezayı gerektiren “*üniversite öğretim mesleğinde kalmasına yer bırakmıyacak kadar şeref ve haysiyet kırıcı bir suç*” işlemek ile eşdeğer görülmüştür. Akademik özgürlük, bu tür kanunların varlığı karşısında sınırlı bir gelişme alanı bulabilmiştir. Bu dönemde akademik özgürlüğün daha çok kurumsal özerklik bağlamında ele alınarak bireysel akademik özgürlüğün gelişme alanı bulamadığı bir dönem olduğu söylenebilir⁵⁸.

⁵⁴ 13.06.1946 tarih ve 4936 sayılı Üniversiteler Kanunu (RG. 18.06.1946 – 6836).

⁵⁵ Ayrıntılar için bkz. Mete Çetik, **Üniversitede Cadı Avı (1948 DTCF Tasfiyesi ve P.N. Boratav’ın Müdafası)**, Ankara: Dipnot, 2008, s. 11-66.

⁵⁶ 05.07.1954 tarih ve 6435 sayılı Bağlı buldukları teşkilât emrine alınmak suretiyle vazifeden uzaklaştırılacaklar hakkında Kanun (RG. 08.07.1954 – 8749). Kanunun ikinci maddesine göre üniversite senatolarının görüşünün alınması şartı getirilmişse de bu görüşün bir bağlayıcılığı olmadığı açıktır. Onar’ın ifadesiyle “*bakanlar ve politikacılar ceplerindeki iki satırlık kanundan, ellerindeki kendi anladıkları manada siyasi kuvvetten bahsederek üniversite ve ilim özgürlüğünü, akademik kariyer mesuplarının fikir hürriyetlerini tahdit ediyorlardı.*” (bkz. Sıddık Sami Onar, **İdare Hukukunun Umumi Esasları**, II. Cilt, 3. Bası, İstanbul: İsmail Akgün Matbaası, 1966, s. 875).

⁵⁷ 21.07.1953 tarih ve 6185 sayılı Üniversiteler Kanununun 46 nci maddesinin (d) fıkrasının değiştirilmesi hakkında Kanun (RG. 28.07.1953 – 8469).

⁵⁸ Fatma Nevra Seggie/Veysel Göksel, **Geçmişten Günümüze Türkiye’de Akademik Özgürlük**, İstanbul: SETA, 2014, s.20.

1960 askeri müdahalesi sonrası 114 sayılı Kanun⁵⁹ ile üniversitelere de büyük bir darbe indirilmiştir. Bu Kanun ile beş üniversitede görev yapan 147 öğretim üyesi tek tek kanunda isimleri gösterilmek suretiyle hiçbir gerekçe gösterilmeden görevlerinden uzaklaştırılmış; Kanun'un 5. maddesi ile de bir daha üniversitede çalışmaları yasaklanmıştır⁶⁰. Bu tasfiyenin nedeni MBK'dan sorulduğunda tasfiye sebebini içeren dosyalar ne 147'lere verilmiş, ne de kamuoyuna açıklanmıştır. Bu dosyaların, kısa bir süre sonra MBK bünyesinde yaşanan tasfiye ile uzaklaştırılan 14'ler tarafından imha edildiği ileri sürülmüştür⁶¹. Akademik özgürlüğün süjesi olan akademisyenler, akademik özgürlüğün varlık sebebiyle çelişecek biçimde sonsuza dek üniversiteden ayrı kalmaya mahkum edilmiştir⁶². Buna karşılık yeni hazırlanan anayasada üniversite, anayasal kurumlardan biri olarak kendine yer bulmuş, üniversitenin özerkliği 1961 Anayasasının 120. maddesi ile güvence altına alınmıştır. Bunun yanı sıra Anayasa, ilk kez bilim ve sanat özgürlüğünü de açıkça tanımıştır.

Hem anayasa hem de kanun düzeyinde getirilen bu güvencelerin, akademik özgürlüğün gelişmesi için elverişli bir ortam yarattığı düşünülse de, aradan çok vakit geçmeden, 1971 askeri müdahalesinin ardından bu özgürlük ortamı yeniden törpülenmiştir. Anayasanın üniversite ile ilgili maddesinde değişikliğe gidilerek üniversitelerin özerkliği azaltılmaya çalışılmış, yeni bir Üniversiteler Kanunu⁶³ hazırlanmıştır. Özgür düşüncenin beşiği olması gereken bu kurum üzerinde bir vesayet organı olmak üzere Yüksek Öğretim Kurulu adıyla bir kuruluş kurulması öngörülmüştür; ancak AYM ilgili hükmü iptal etmiştir. Çalkantılı geçen 1970'lerden sonra 1980'e gelindiğinde üniversite, ülkenin bulunduğu halin başlıca müsebbiplerinden biri olarak hedef tahtasına konmuştur.

⁵⁹ 27.10.1960 tarih ve 114 sayılı Üniversiteler öğretim üyelerinden bazılarının vazifelerinden affına ve bazılarının diğer fakülte ve yüksek okullara nakline dair Kanun (RG. 28.10.1960 – 10641).

⁶⁰ 114 sayılı Kanun'un Anayasa'ya aykırılığı konusunda dönemin akademisyenlerinin görüşleri için bkz. Reşat Kaynar, **Üniversiteye Darbe (147'ler Mücadelesi)**, İstanbul: İsmail Akgün Matbaası, 1963, s. 1-23. Anayasaya aykırılık iddialarının kanun yapım tekniği bakımından ortada olan sorunlar üzerine yoğunlaştığı, soyut olarak insan haklarına aykırılıktan söz edilse de akademik özgürlük kavramına dayanılmadığı görülmektedir.

⁶¹ Weiker, **op. cit.**, s. 286. 147'ler derneği yayımladığı raporda tasfiyenin şahsi kin ve ihtiras sebebiyle üniversitelerin içinden yapılan ihbarlara istinaden yapıldığını ileri sürmüştür (bkz. **147'ler Mes'elesi – Beyaz Kitap**, İstanbul: Sermet Matbaası, 1962, s. 20).

⁶² 12.04.1962 tarih ve 43 sayılı Üniversite Öğretim Üyelerinden Bazılarının Vazifelerinden Affına ve Bazılarının Diğer Fakülte ve Yüksek Okullara Nakline Dair 27.10.1960 Tarihli ve 114 Sayılı Kanunun Bazı Maddelerinin Kaldırılması ve Yeni Hükümler Eklenmesi Hakkında Kanun ile 114 sayılı Kanun'un ilgili maddeleri kaldırılmış (RG. 18.04.1962 - 11086) ve 147'lere, üniversite senatolarının uygun bulması kaydıyla görevlerine dönme olanağı sağlanmıştır.

⁶³ 20.06.1973 tarih ve 1750 sayılı Üniversiteler Kanunu (RG. 07.07.1973 – 14587).

1980 askeri müdahalesi ise 1402 sayılı Sıkıyönetim Kanunu'nun geçici 2. maddesinin birçok "sakıncalı" devlet memuruna, bilhassa akademisyenlere uygulandığı bir dönem olarak, Türk üniversite hayatında akademik özgürlük bakımından acı bir deneyim olmuştur⁶⁴. Askeri müdahalenin ardından yapılan 1982 Anayasası'nda bilim ve sanat özgürlüğü 27. madde ile düzenlenmiş, üniversitelerin bilimsel özerkliği ise 120. madde ile güvence altına alınmıştır. Daha önce AYM'nin varlığını anayasaya aykırı bulduğu bir kurum olan YÖK, bu sefer 1982 Anayasası ile anayasal bir dayanağa da kavuşturularak, MGK'nın üniversiteler üzerindeki hayaleti olarak kalmıştır. Akademi üzerindeki baskıların sembolü olarak görülen bu kurum, akademik özgürlük tartışmalarının bireysel özgürlük boyutundan ziyade üniversite özerkliği boyutunda tartışılmasına sebep olmuştur. Bu dönemde çıkarılan⁶⁵ ve halen Türk yükseköğretimini düzenleyen 2547 sayılı Yükseköğretim Kanunu, akademik özgürlüklerle ilgili hiçbir hüküm içermemektedir⁶⁶. Akademik özgürlüğün en önemli unsurlarından biri olan bilimsel araştırma ve yayın yapma özgürlüğü dahi Kanun'un 22. maddesinde bir "görev" olarak düzenlenmiş bulunmaktadır. Kanun, üniversitelerde olması gereken özgürlük iklimini korumak yerine, üniversiteler üzerinde bir baskı aracı işlevi görmüştür.

⁶⁴ 1402'likler ile ilgili ayrıntılı bir çalışma için bkz. Özen, **op. cit.**, **passim**.

⁶⁵ *Ahmad'a* göre bu kanunun amacı, "merkez soldaki bütün öğretim elemanlarını temizleyerek ve öğretim kurumlarını, 12 Eylül rejiminde ideolojik saflığın bekçileri olan 'milliyetçi-tutucular'ın eline teslim ederek üniversiteleri siyasetten arındırmaktır." (bkz. Feroz Ahmad, **Modern Türkiye'nin Oluşumu**, 11. Basım, İstanbul: Kaynak, 2012, s. 219). Avrupa Konseyi de o dönemde 2547 sayılı Kanunu, yeni çıkarılacak olan anayasanın demokratik niteliğini olumsuz etkileyecek, demokratik olmayan bir kanun olarak nitelemiştir (bkz. PACE, Resolution 765 (1982), § 13, *assembly.coe.int*).

⁶⁶ Kanunun amaç, kapsam ve tanımları içeren birinci bölümünde bilim ve sanat özgürlüğü ile mesleki güvenceleri içeren, akademik özgürlüğe ilişkin bir hükme yer verilmesi gerektiği savunulmaktadır (bkz. Bingöl, *Üniversite Özerkliği*, s. 416). Yeni bir YÖK Kanunu hazırlamaya yönelik çalışmalar sonucu YÖK tarafından yayımlanan raporda da (bkz. YÖK, **Yeni Bir Yükseköğretim Yasası'na Doğru**, *yeniyasa.yok.gov.tr*, Erişim tarihi: 05.04.2015) akademik özgürlüğe yeterli vurgunun yapılmamış olması, yeni bir kanun yapılması halinde bile akademik özgürlüğün kendine burada yer bulamayacağını göstermesi bakımından eleştirilmiştir (bkz. Reyda Ergün, "*Akademik Özgürlük*", **Güncel Hukuk**, Sayı: 107, 2012, s. 11). Ancak hazırlanıp MEB'e iletilen 2013 Ocak tarihli kanun taslağının "bilimsel ve akademik hürriyet ve teminat" başlıklı 5. maddesinde akademik özgürlük, aşağıdaki biçimde güvence altına alınmıştır (*yeniyasa.yok.gov.tr*, Erişim tarihi: 05.04.2015):

"**MADDE 5 - (1)** Her öğretim elemanı siyasi düşünce, dil, din, mezhep, inanç, ırk, renk, cinsiyet, kılık-kıyafet tercihi ve diğer sebeplerle herhangi bir ayırım gözetilmeksizin serbestçe eğitim-öğretim, araştırma, geliştirme, yayın yapma ve akademik faaliyetlerde bulunma hakkına ve hürriyetine sahiptir.

(2) Öğretim elemanı mesleğine alınmada, ilkeleri Kurul tarafından belirlenen görevin gerektirdiği niteliklerden başka hiçbir ayırım gözetilemez. Engelliler ve özel gereksinimli kimselerle ilgili Kurul tarafından alınacak tedbirlerle yapılacak pozitif ayrımcılık bu madde kapsamında değerlendirilmez.

(3) Yükseköğretim kurumları yönetim ve denetim organları ile öğretim elemanları, Kurulun veya yükseköğretim kurumlarının yetkili organlarının dışında kalan makamlarca hiçbir şekilde görevlerinden uzaklaştırılmaz, öğretim elemanı mesleğinden çıkarılamazlar."

Günümüzde Türkiye’de olduğu kadar dünyada da akademik özgürlüklerin tam olarak hayata geçirilemediği bir gerçektir⁶⁷. Bilimin özgürce gelişmesini sağlamak için etkili bir koruma sağlamak adına akademik özgürlüğün başlı başına anayasal temel hak ve özgürlüklerden biri olarak tanınması son derece önemlidir⁶⁸. Akademik rolü, bireyin konformist yaklaşımlardan uzaklaşıp kişiliğini özgürce geliştirmesini sağlayacak kültürü ona kazandırmaktır. Bu bakımdan akademisyen, başka hiçbir meslek mensubunun sahip olmadığı bir doğruyu söyleme yükümlülüğüne sahiptir; akademisyenin varlık amacı budur⁶⁹. Bu yükümlülüğü yerine getirmek için de üniversitenin baskılardan uzak, müdahalelerden masun olması gerektiğini tarih bize defalarca kez göstermiştir.

Akademik özgürlüğün ayrı bir hak kategorisi olarak tanınmasının gerekliliği tartışılabilir. Akademi mensubu kişilere diğer vatandaşlara göre daha fazla hak ve özgürlük tanınması, akademik özgürlüğün bir tür “imtiyaz” olarak algılanmasına neden olabilir⁷⁰. Akademisyenlerin de diğer herkes gibi aynı özgürlükler rejimi çerçevesinde faaliyet göstermesi beklenebilir. Ancak akademisyen, iktidar odaklarının saldırılarına da sıradan bir vatandaşa göre daha çok hedef olmaktadır. Tıpkı basın özgürlüğünün ifade özgürlüğünün özellikle korunması gereken bir alanını oluşturduğunun kabul edildiği gibi, akademik özgürlüğün de benzer şekilde daha fazla korunması gerekir⁷¹. Bilhassa ülkemiz gibi özgürlükler önünde genel

⁶⁷ Akademik hak ihlalleri ile ilgilenen bir ağ olan Scholars at Risk’in internet sitesi, dünyadan bazı örnekler için incelenebilir: scholarsatrisk.nyu.edu (Erişim tarihi: 13.02.2015). Ayrıca Türkiye özelinde bir durum değerlendirmesi yapan iki çalışma için bkz. Bilim Akademisi, **Akademik Özgürlükler Raporu 2015**, bilimakademisi.org, Erişim tarihi: 06.07.2015; GITTürkiye, **Akademide Hak İhlalleri Dosyası**, İstanbul, 2012, gitturkiye.org, Erişim tarihi: 22.07.2014.

⁶⁸ Böylece salt üniversite için öngörülen kurallar içine sıkışmaktan kurtulan akademik özgürlük, üniversite karşısında akademisyenlere de “hukuk tarafından verilen dışlarla ısırabilme” imkanı vererek müdahalelere karşı direnme olanağı sağlayacaktır (bkz. Barendt, **op. cit.**, s. 196).

⁶⁹ Ronald Dworkin, “*We Need a New Interpretation of Academic Freedom*”, **Academe**, Vol. 82, Issue 3, 1996, s. 12.

⁷⁰ Bu yönde bkz. Ronald B. Standler, **Academic Freedom in the USA**, 2000, rbs2.com/afree.htm, Erişim tarihi: 26.12.2014, s. 11. Yazar, ABD gibi eşitlikçi bir demokraside akademisyenlere diğer insanlara tanınandan daha geniş bir özgürlük alanı tanınmasının kabul edilemez olduğunu ileri sürmekte; akademik özgürlüğün hukuk öğretisinde tartışılmasını gereksiz bulmaktadır. Bir Kaliforniya mahkeme kararında bu durum, şu şekilde ifade edilmiştir: “*Ne var ki akademik özgürlük kavramının ne olduğu, akademik yazında mahkemelerde olduğundan çok daha açık bir şekilde belirlenmiştir.*” (bkz. **Ibid.**, s. 9).

⁷¹ Aynı yönde bkz. “*Üniversite muhtariyeti tıpkı basın hürriyeti gibidir. Nasıl ki, basın hürriyeti gazeteciye verilmiş bir hürriyet olmayıp, toplum için ihdas edilmiş bir müessese, bir hürriyet ise, üniversite muhtariyeti de hocaların hürriyeti değil ve fakat hocalar yoluyla toplum yararı için ihdas edilmiş bir muhtariyettir.*” (bkz. 1961 Anayasası’nın üniversitelere ilişkin maddenin görüşülmesi sırasında Fethi Çelikbaş, Temsilciler Meclisi Tutanak Dergisi, C. 4, B. 50, s. 36).

olarak ciddi engellerin bulunduğu ülkelerde, akademik özgürlüğün ayrı bir kategori olarak tanınıp özellikle korunması gerekmektedir⁷².

II- Akademik Özgürlüğün Diğer İnsan Haklarıyla İlişkisi ve Hukuki Temeli

Akademik özgürlük ilk bakışta belli bir zümreye diğer insanların sahip olmadığı ayrıcalıklar tanıyıcı izlenimi uynadığı için sorun yaratıyor gibi görünse de; söz konusu ayrıcalıklar akademisyenlerin sahip olduğu statüye değil, gerçekleştirdikleri faaliyetlerin değerine istinaden verildiği için haklı görülmektedir⁷³. Yine de akademik özgürlük, başlı başına bir temel hak ve özgürlük olarak pozitif hukukta -sınırlı sayıda birkaç örnek dışında- açıkça tanınmamıştır. Bu nedenle birçok hukuk sisteminde akademik özgürlük, başka hakların uzantısı olarak görülmektedir⁷⁴. Bu başlık altında akademik özgürlüğün ilişkilendirildiği hak ve özgürlüklerden üçünü; eğitim özgürlüğü, düşünce özgürlüğü ve ifade özgürlüğünü değerlendireceğiz.

A- Eğitim Özgürlüğü ile Akademik Özgürlük Arasındaki İlişki

Akademik özgürlüğün kullanıldığı faaliyet alanının eğitim özgürlüğünün kullanıldığı faaliyet alanıyla çakışması nedeniyle, akademik özgürlüğün eğitim özgürlüğünden türetilebileceği savunulabilir⁷⁵. Ancak eğitim özgürlüğü, okul öncesi eğitim dönemine dahi genişletilebilecekken akademik özgürlük, eğitimin sadece yükseköğretim aşamasında hayat bulabilecek bir özgürlüktür. Eğitim özgürlüğü her yaşta öğrenci açısından var olabilecek bir özgürlüktür. Bu açıdan eğitim özgürlüğü,

⁷² Bekir Berat Özipek, “Akademik Özgürlüğün Anlamı ve Gerekliliği”, *Nasıl Bir Üniversite?*, Coşkun Can Aktan (ed.), İstanbul: Değişim, 2004, s. 42.

⁷³ Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 35. Akademik özgürlük kendi başına bir amaç değildir; akademisyenlerin çıkarı için değil, üniversite fikrinin korunması için savunulur (bkz. Olivier Beaud, “*Les libertés universitaires (II)*”, *Commentaire*, Volume 33, Numéro 130, 2010, s. 469).

⁷⁴ Örneğin Tanör’e göre bilim ve sanat özgürlüğü ifade özgürlüğünün, eğitim ve öğrenim özgürlüğü bilim ve sanat özgürlüğünün, akademik özgürlük de eğitim ve öğrenim özgürlüğünün yükseköğretim alanındaki özel görünümünü oluşturur (bkz. Bülent Tanör, *Türkiye’nin İnsan Hakları Sorunu*, 3. Baskı, İstanbul: BDS Yayınları, 1994, s. 91).

⁷⁵ Bu tezi savunan bir görüş için bkz. Balakrishnan Rajagopal, “*Academic Freedom as a Human Right*”, *Academe*, Vol. 89, Issue 3, 2003, ss. 25-28.

akademik özgürlüğün bireysel boyutunun bir unsuru olarak⁷⁶ değerlendirilirse, bu özgürlüğün süjesi olan öğrencilerin de akademik özgürlüğün kapsamına girmesi söz konusu olabilir. Bu iki özgürlük arasında ne tür bir ilişkinin olabileceği irdelenmelidir.

İlk başta Alman düşüncesinde hakim olan akademik özgürlük anlayışına göre, akademik özgürlüğün üç unsuru vardır: *Lernfreiheit* (öğrenme özgürlüğü), *Lehrfreiheit* (öğretme özgürlüğü) ve *Freiheit der Wissenschaft* (bilim özgürlüğü)⁷⁷. Akademisyenlerle birlikte üniversiteyi oluşturan bileşenlerden biri olarak kabul edilen⁷⁸ öğrencilerin de akademik özgürlüğün süjesi oldukları anlayışı, akademik özgürlüğün eğitim özgürlüğü ile ilişkilendirilmesine neden olmuştur. Almanya’da *Lernfreiheit*’tan anlaşılan, öğrencilerin kendi eğitim programlarını hazırlamakta ve derslerini seçmekte özgür bırakılması; istedikleri derslere katılıp istedikleri sınavlara girebilmeleridir⁷⁹. Almanya’da üniversite öğrencileri, ilk ve orta öğretimdeki öğrenciler gibi vesayet altında tutulması gereken küçükler olarak değil, kendi kararlarını alma yetisine sahip bireyler olarak görülmüştür. Yine bu anlayış sayesinde üniversite öğrencilerinin Alman Anayasası’nın 5. maddesinin 3. fıkrasında düzenlenen bilim özgürlüğünden faydalanabilecekleri belirtilmiştir⁸⁰. Buna mukabil, öğrencilerin, akademisyenlerin aksine bilime katkı yapmak gibi bir amaçlarının olmaması dolayısıyla bilim özgürlüğüne dayanamayacakları; öğretim özgürlüğünün karşılığı olan öğrenme özgürlüğünün öğrencilere üniversite yönetimine katılmaya varacak kadar geniş haklar tanımadığı da ileri sürülmüştür. Böylece anayasada açıkça yazmayan öğrenme özgürlüğü, açıkça yazan öğretim ve araştırma özgürlüğünü

⁷⁶ Örneğin bkz. Jogchum Vrieling/Paul Lemmens/Stephan Parmentier/The LERU Working Group on Human Rights, “*Academic Freedom as a Fundamental Right*”, **Procedia – Social and Behavioral Sciences**, Vol. 13, 2011, s. 124; André Prüm/Rusen Ergec, “*La liberté académique*”, **RDP**, Tome 126, No. 1, 2010, s. 14; Betty Greathouse, “*Academic Freedom: A Matter of Interpretation*”, **Education**, Volume 112, Issue 1, 1991, s. 14; Olivier Beaud, **Les libertés universitaires à l’abandon?**, Paris: Dalloz, 2010, s. 75.

⁷⁷ Prüm/Ergec, **op. cit.**, s. 5; Walter P. Metzger, “*Academic Freedom and Scientific Freedom*”, **Daedalus**, Vol. 107, No. 2, 1978, s. 94 (Yazara göre yemek pişirme ile ilgili kitaplarda Fransızca terimlere rastlamak ne kadar olağansa, akademik özgürlük yazınında da bu üç Almanca terime rastlamak o kadar olağandır).

⁷⁸ Aksi görüş için bkz. Kemal Gözler, **İdare Hukuku**, C. I, 2. Baskı, Bursa: Ekin, 2009, s. 557. Gözler’e göre, ne öğrenciler, ne de akademisyenler üniversitenin kurucu unsurudur. Üniversite, bir mal topluluğudur.

⁷⁹ Walter P. Metzger, “*Profession and Constitution: Two Definitions of Academic Freedom in America*”, **Texas Law Review**, Vol. 66, 1988, s.1270.

⁸⁰ Barendt, **Academic Freedom and the Law**, s.128.

sınırlamayacaktır⁸¹. Eğitim özgürlüğünün akademik özgürlükle bir bağı olduğu kabul edilse de, akademik özgürlüğün temeli olarak ele alınması akla yatkın görünmemektedir.

Fransız hukukunda ise akademik özgürlük ayrı bir hak kategorisi olarak tanınmamış, öğretide hep bir başka özgürlüğe ilave olunan bir ek özgürlük olarak ele alınmıştır. Akademik özgürlüğün eklendiği temel özgürlük ise eğitim özgürlüğü olmuştur⁸². Kamu özgürlüklerinden biri olan eğitim özgürlüğünün (*liberté d'enseignement*⁸³) iki unsuru olduğu belirtilmiştir: *liberté d'enseigner* (öğretme özgürlüğü) ve *liberté de l'enseigné* (öğrenenin özgürlüğü)⁸⁴. Üniversitenin yerine getirdiği işlevlerden birinin de öğretim olduğu göz önüne alındığında akademik özgürlüğün kaynağını eğitim özgürlüğünden aldığı savunulabilir. Ancak eğitim özgürlüğü değerlendirilirken akademik özgürlük, devletin eğitim hizmetini vermede tarafsız davranma yükümlülüğüne istisna oluşturacak şekilde ele alınmıştır⁸⁵. Keza yükseköğretimdeki öğrencilerin, öğretmenlerinin görüşleri hakkında kendi değer yargılarına sahip olabilecekleri bir yaşta oldukları kabul edilmektedir; dolayısıyla tarafsız davranma yükümlülüğü yalnızca ilk ve orta öğretimde geçerli olacaktır. Üniversitede devletin veya okulun düşüncesi değil, dersi veren kişinin kendi fikri yansıtılır ve bu yönüyle de yükseköğretim, lise öğretiminden ayrılır⁸⁶. Akademisyenlere, eğitim vermekle görevli diğer öğretmenlerden çok daha geniş bir ifade özgürlüğü tanındığı göz önüne alındığında, akademik özgürlüğün eğitim özgürlüğüne kıyasla ayrı bir rejime tabi olduğu ortaya çıkmaktadır.

Doktrindeki bu eğilime karşın, Fransız Anayasa Konseyi'nin 1984 tarihli eski Yükseköğretim Kanunu'nun anayasaya uygunluğunu incelediği ve akademik

⁸¹ Michel Fromont, "L'évolution du droit public allemand en 1968 – Les réformes universitaires en Allemagne et leur constitutionnalité", *RDP*, Tome 85, No. 4, 1969, s. 636.

⁸² Beaud, *Les libertés universitaires à l'abandon?*, s.30.

⁸³ Eğitim hakkı (*droit à l'instruction*), eğitim özgürlüğünün yanında ayrıca garanti altına alınmıştır.

⁸⁴ Jean Rivero, *Les libertés publiques Tome 2 – Le régime des principales libertés*, 4^e édition, Paris: Presses universitaires de France, 1989, s. 317. Benzer bir tanıma İsviçre'de de gidilmiş, eğitim özgürlüğü "*liberté d'instruire et de s'instruire*" (öğretme ve öğrenme özgürlüğü) olarak tanımlanmıştır (bkz. *Message du Conseil fédéral du 20 novembre 1996 relatif à une nouvelle constitution fédérale*, FF 1997 I 167 (*admin.ch*)).

⁸⁵ Gilles Lebreton, *Libertés publiques & droits de l'Homme*, 5^e édition, Paris: Armand Colin, 2001, s. 410.

⁸⁶ Paolo Tortonese, "Éloge de l'universitaire", *RDP*, Tome 125, No. 9, 2009, s. 1003.

özgürlüğün Fransız hukukundaki görünümü olan “profesörlerin bağımsızlığı”⁸⁷ ilkesini ilk kez tanıdığı kararına bakıldığında da, öğrencilerin özgürlüklerine değil, akademisyenlerin özgürlüklerine vurgu yapıldığı göze çarpmaktadır. Eğitim özgürlüğünün yanı sıra profesörlerin özgürlüğü, Fransız hukukunda anayasal değere sahip Cumhuriyet kanunları tarafından tanınan temel ilkelerden biri olarak kabul edilmiştir⁸⁸. Anayasa Konseyi bu sonuca varırken eğitim özgürlüğüne dayanabileceği halde bundan kaçınmıştır; zira eğitim özgürlüğünün iki ayağından biri de eğitimcilerin doğru olduğunu düşündükleri konuları öğretme hakkıdır⁸⁹. Anayasa Konseyi çok daha dolaylı bir yoldan, profesörlerin diğer kamu görevlilerinin aksine görevlerinden ayrılmadan aynı zamanda milletvekilliği yapabileceğini düzenleyen kanun maddelerinden hareketle profesörlerin bağımsızlığı ilkesine varmıştır⁹⁰. İdari yargı ve anayasa yargısı içtihadında “profesörlerin bağımsızlığı” ilkesi, diğer akademik personele de teşmil edilecek biçimde yorumlanarak bu ilkenin kapsamı genişletilmiştir⁹¹. Bu durumda akademik özgürlüğün, eğitim özgürlüğünün altında bir kategori olmaktan ziyade, bu özgürlük ile beraber kullanılan ayrı bir hak olduğunu söyleyebiliriz.

Anayasasında açıkça akademik özgürlüğü veya bilim özgürlüğünü güvence altına alan bir hüküm olmayan Belçika’da da akademik özgürlüğün ifade özgürlüğü bağlamında değerlendirildiği görülmektedir. Belçika Anayasa Mahkemesi, yükseköğretim ile ilgili düzenlemelerin anayasaya uygunluğunu denetlerken akademik özgürlüğün hem ifade özgürlüğü hem de eğitim özgürlüğü ile alakalı

⁸⁷ Bu ilkeyi ilk kez tanıyan Anayasa Konseyi kararında “akademik özgürlük” ifadesi hiç geçmemesine rağmen, öğretilde söz konusu karar, profesörlerin bağımsızlığından çok daha fazla şey ifade ettiği için haklı olarak “akademik özgürlükler” (*libertés universitaires*) kararı olarak adlandırılmaktadır (bkz. Beaud, *Les libertés universitaires à l’abandon?*, s. 126; Louis Favoreu/Loïc Philip, **Les grandes décisions de Conseil constitutionnel**, 12^e édition, Paris: Dalloz, 2003, s. 579).

⁸⁸ Conseil constitutionnel, Décision n° 83-165 DC du 20 janvier 1984, §20 (*conseil-constitutionnel.fr*). Davayı açan senatörler, esasen eğitim özgürlüğüne aykırılığa dayanıp “profesörlerin bağımsızlığı” gibi bir ilkeyi başvurularında ileri sürmemiş olmalarına rağmen, bu sonuca ulaşılması şartıdır (bkz. Jean Boulois, “*Note sur la décision no. 83-165 DC du 20 janvier 1984 du Conseil constitutionnel*”, **AJDA**, No. 3, 1984, s. 65). Anayasa Konseyi kararını özellikle eğitim özgürlüğü üzerine inşa etmemiş, eğitim özgürlüğünden esinlenerek buna paralel bir bağımsızlık ilkesi oluşturmak istemiştir (bkz. Yves Gaudemet, “*L’indépendance des professeurs d’Université, principe commun des droits constitutionnels européens*”, **RFDA**, Numéro 0, 1984, s. 102).

⁸⁹ Moniolle, **op.cit.**, s. 228.

⁹⁰ Konuyu Fransız doktrininde ilk kez etraflıca gündeme getiren makale için bkz. Bernard Toulemonde, “*Le cumul du mandat parlementaire avec l’exercice de la fonction de professeur de l’enseignement supérieur en France*”, **RDP**, Tome 94, No. 4, 1978, ss. 949-998; ayrıca bkz. Vedel, **op. cit.**, s. 134.

⁹¹ Moniolle, **op.cit.**, s. 229; Beaud, *Les libertés universitaires à l’abandon?*, s. 143; Gaudemet, *L’université vue de la constitution*, s. 372.

olduğu sonucuna varmıştır⁹². Akademik özgürlüğün eğitim özgürlüğüne açıkça bağlandığı bu kararda dahi ifade özgürlüğüyle olan bağ göz ardı edilmemiştir.

Eğitim hakkını düzenleyen AIHS'ye Ek 1 Numaralı Protokol m. 2'nin, AIHM içtihadında akademik özgürlükle ilgili davalar bağlamında kullanılmadığını da eklemek gerekmektedir. Söz konusu maddenin akademik özgürlüğün korunması bağlamında ancak dolaylı bir rolü olduğundan bahsedilebilir. Kaldı ki, AIHS sisteminde düzenlendiği şekliyle eğitim hakkının yükseköğretimde uygulanıp uygulanmayacağı konusunun dahi açık olmadığı da ileri sürülmüştür⁹³. Öğrencilerin hak ihlali iddialarını değerlendirirken Protokol 1 m. 2'ye dayanan AIHM'nin⁹⁴, akademisyenlerin söz konusu olduğu olaylarda bu hükmü uygulamadığı gözlemlenmektedir. Örneğin İTÜ'de bir araştırma görevlisinin sözleşmesinin yenilenmemesi ve doktora tezinin kabul edilmeyip, düzeltme alması üzerine AIHM önüne gelen davada⁹⁵, başvuru araştırma görevlisi olarak çalıştığı işinden uzaklaştırılmasının doktora çalışmalarını engellediğini, AIHS m. 10 ve etkili başvuru hakkını düzenleyen m. 13 ile Protokol 1 m. 2'nin ihlal edildiğini ileri sürmüştür. Mahkeme, başvuru sözleşmesinin yenilenmemesinin doktora çalışmalarını hangi şekilde olumsuz etkileyeceğinin ortaya konulmamış olduğu ve üniversitenin aldığı kararlara karşı idari yargı yoluna başvurulduğu gerekçesiyle şikayetin açıkça dayanaktan yoksun olduğuna karar vermiştir. *A contrario* yorumla başvuru iddiasını gerekçelendirdiği halde Mahkeme'nin eğitim hakkı bakımından işin esasına girebileceği sonucuna varılabilse de, bu ihtimalde dahi başvuru araştırma

⁹² Michel Verpeaux, "La liberté d'expression dans les jurisprudences constitutionnelles", **Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel**, n° 36, 2012 s. 146; Prüm/Ergec, **op. cit.**, s. 7; "Akademik özgürlük, bilimin ve çoğulculuğun gelişmesi adına, akademisyenlerin ve araştırmacıların çalışmalarını gerçekleştirirken araştırma yapmak ve görüşlerini ifade etmek konusunda çok geniş bir özgürlüğe sahip olmalarını ifade eder. Dolayısıyla akademik özgürlük, hem Anayasa'nın 19. maddesi hem de Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesi'nin 10. maddesi tarafından güvence altına alınan ifade özgürlüğünün bir unsurunu oluşturduğu gibi, Anayasa'nın 24. maddesinin 1. fıkrasıyla güvence altına alınan eğitim özgürlüğüyle de alakalıdır." (Arrêt no. 167/2005, 23.11.2005, § B.18.1 (*const-court.be*)).

⁹³ Prüm/Ergec, **op. cit.**, s. 9. AIHM de, Protokol 1 m. 2'nin uygulama alanının yükseköğretimi kapsayıp kapsamadığının belirsiz olduğunu, içtihadta bu konuda farklı sonuçla varıldığını kabul etmekle birlikte, eğitim hakkının yükseköğretimde de uygulanacağı sonucuna varmıştır (Leyla Şahin c. Turquie [GC], No. 44774/98, 10.11.2005, § 134-141).

⁹⁴ Kürtçe dersi açılması için rektörlüğe yazdıkları dilekçeler nedeniyle okuldan uzaklaştırma cezası alan üniversite öğrencilerinin, AIHS m. 10 ışığında okunan Protokol 1 m. 2'de düzenlenen eğitim hakkının ihlal edildiğine dair bkz. İrfan Temel and others v. Turkey, No. 36458/02, 03.03.2009. Bu davada dahi Hakim Cabral Barreto, ayrı görüş yazısında olayın yalnızca AIHS m. 10 bağlamında değerlendirilmesi gerektiğini savunmuştur.

⁹⁵ Cakmak v. Turkey (dec.), No. 29600/02, 28.04.2005.

görevlisi olarak sözleşmesinin yenilenmemesinin eğitim hakkı çerçevesinde değerlendirilmeyeceği kanaatindeyiz.

Eğitim hakkının Strasbourg'da akademik bir bağlamda gündeme geldiği bir başka olay da *Yıldırım*⁹⁶ davasıdır. Google'ın sağladığı hizmetlerden faydalanarak kendine kişisel bir site kuran ve bu sitede akademik çalışmalarını yayımlayan başvuru, TİB'in hukuka aykırı olarak tüm Google kaynaklı kişisel sitelere erişimi engellemesi nedeniyle bilgiye erişme ve bilgiyi yayma hakkının engellendiğini ileri sürmüştür. Başvuru özellikle yasak sebebiyle doktora çalışmalarını yürütemediğini, dolayısıyla eğitim hakkının ihlal edildiğini savunmuştur. Ancak Mahkeme, söz konusu erişim yasağının ifade özgürlüğünü ihlal ettiğine karar vermiş; bu nedenle ayrıca eğitim hakkının ihlal edildiği iddiası hakkında karar vermeye yer olmadığı sonucuna varmıştır⁹⁷. Bu olayda mahkeme, tercihini ifade özgürlüğünden yana kullanmıştır; ancak davadaki olayın konusunun genel etkiye sahip olması, akademik özgürlüğe olan etkisinin ikincil nitelikte olması nedeniyle bu tutum anlaşılabilir.

Görüldüğü üzere AİHM içtihadında da akademisyenlerin akademik özgürlüğün ihlal edildiği yönündeki iddialarını AİHS'ye Ek 1 Numaralı Protokol m. 2'ye bağlanabileceğini söylememiz için yeterli dayanağımız yoktur. Mahkemenin eğitim hakkını ekseriyetle öğrencilere tanınan bir hak olarak görmesinin de bu olasılığı zayıf bıraktığı görüşüdeyiz. AİHS sisteminde eğitim hakkının ilk ve temel amacı, eğitim kurumlarına eşit erişim imkanlarının sağlanmasıdır; bu bağlamda da eğitim hakkı, öğrenciler ve velileri tarafından ileri sürülebilecektir⁹⁸.

1961 Anayasamızın da akademik özgürlük ile eğitim özgürlüğü arasında belli belirsiz de olsa bir bağ öngördüğü ileri sürülebilir. Öyle ki, Anayasa'nın bilim ve sanat hürriyetini düzenleyen 21. maddesinin ilk fıkrasında bilim ve sanatın öğrenilmesinin ve öğretilmesinin serbest olduğunu belirtildikten sonra, ikinci fıkrasında "*Eğitim ve öğretim, Devletin gözetim ve denetimi altında serbesttir.*"

⁹⁶ Yıldırım v. Turkey, No. 3111/10, 18.12.2012.

⁹⁷ *Ibid.*, § 71-72.

⁹⁸ Pieter van Dijk/Fried van Hoof/Arjen van Rijn/Leo Zwaak (eds), **Theory and Practice of the European Convention on Human Rights**, 4th Edition, Lahey: Intersentia, 2006, s. 896.

denmektedir. Eğitim özgürlüğü ile bilim özgürlüğü, aynı madde altında düzenlenmiştir. Bilim özgürlüğü ile eğitim özgürlüğünün birlikte düzenlenmesi, akla akademik özgürlük konusunda eğitim özgürlüğüne de dayanılabileceğini getirmektedir. AYM, devletin öğrenimin sağlanması konusunda ödevlerini düzenleyen Anayasa'nın 50. maddesinin, Anayasa'nın 21/2 hükmü ile düzenlenen eğitim ve öğretim serbestisinin bir ayrıntısı olduğunu söylemiştir⁹⁹. Görüldüğü gibi 1961 Anayasası'nda sosyal bir hak olarak eğitim hakkı yerine kişinin haklarından olan eğitim özgürlüğü düzenlenmiştir. Ancak akademik özgürlük, bilim özgürlüğünün özel bir görünümüdür ve belli bir kesimi, akademisyenleri ilgilendirmektedir. Şemsiye hak olarak bilim özgürlüğü, her vatandaşa eğitim özgürlüğü de tanımaktadır¹⁰⁰; ancak akademi özeline inildiğinde, hak sülhlerinin sınırlanması ve yalnızca akademisyenlerin eğitim özgürlüğünün değerlendirilmesi yerinde olacaktır.

Akademik özgürlüğün kullanıldığı faaliyet alanının eğitim özgürlüğünün kullanıldığı faaliyet alanıyla çakışması nedeniyle öğrencilerin de bu özgürlükten faydalanabilecekleri, dolayısıyla akademik özgürlüğün eğitim özgürlüğünün bir uzantısı olarak düşünölebileceği savı, günümüz akademik özgürlük anlayışına pek de uygun düşmemektedir. Zira üniversitenin amacı yalnızca eğitim-öğretimi sağlamak değil, aynı zamanda araştırma yaparak bilimi geliştirmektir¹⁰¹. Bu sebeple akademik özgürlük işlevsel olarak eğitimden çok daha geniş bir alanı kapsadığı ölçüde farklı bir haktan hareketle akademik özgürlüğe ulaşmak daha yerinde olacaktır.

⁹⁹ AYM, E. 1963/152, K. 1964/66, Kt. 3.11.1964.

¹⁰⁰ Öğrencilerin sahip olduğu eğitim özgürlüğünün (*liberté d'étudier*) tali bir karaktere sahip olduğu, bilhassa sosyal bilimlerde, verilen eğitimin içeriğinin esasen öğretmen tarafından belirlendiği, öğrencilerin eğitim özgürlüğünün onları keyfiyete karşı koruyacak sınırlı bir etkiye sahip olduğu yorumu da yapılmıştır (bkz. Andreas Kley, "*La liberté de la science (Article 20 Cst.)*", **Fiches Juridiques Suisses**, No. 366, Genève, 2003, s. 6-7). Örneğin İsviçre Federal Mahkemesi önüne gelen bir olayda bir doktora öğrencisinin tezini savunmasına dekanlık kurulu tarafından müsaade edilmemiş, ilgili öğrenci de bilim özgürlüğünün ihlal edildiğini ileri sürmüştür. Mahkeme, öğrencilerin de bilim özgürlüğü bağlamında eğitim özgürlüğüne sahip olduğunu ve doktora tez çalışmalarının da bu kapsama girdiğini kabul etmiştir. Ancak kurul, tezin yeterli bilimsel niteliği taşımadığını ve yapısal sorunları olduğunu nesnel ölçütlere göre ortaya koyduğu için bilim özgürlüğüne yapılan müdahaleyi kabul edilebilir nitelikte bulunmuştur (Tribunal fédéral, arrêt 1P.478/2003/svc du 12 novembre 2003, (*bger.ch*)).

¹⁰¹ Humboldt'un üniversite modeli, öğretim ve araştırmanın üniversite çatısı altında birleştirilmesi fikri üzerine kuruludur (bkz. Barendt, **op. cit.**, s. 120; Fromont, **op. cit.**, s. 622). Humboldt, tarihe araştırma üniversitelerinin kurucusu olarak geçmiştir (bkz. Taner Timur, **Toplumsal Değişme ve Üniversiteler**, Ankara: İmge, 2000, s. 69).

B- İfade Özgürlüğü ile Akademik Özgürlük Arasındaki İlişki

Anayasalarında açıkça akademik özgürlüğü tanımamış ülkelerde akademik özgürlükle ilgili konuların sıklıkla ifade özgürlüğü altında incelendiği görülür. İkisi de kökenlerini Orta Çağ'da bulduğu ve Aydınlanma ile kuramsallaştığı için akademik özgürlük, ifade özgürlüğünün kuzeni olarak düşünülebilir¹⁰². Akademik özgürlük ile ifade özgürlüğü arasında birçok bağ bulunsa da şu nokta dikkat çekicidir: Tarih boyunca bu iki özgürlükten birinde yaşanan gelişmeler, her zaman diğesinin de aynı şekilde ilerlemesine yol açmamıştır¹⁰³. Özellikle Amerikan içtihadında ortaya çıktığı şekliyle akademik özgürlük, ifade özgürlüğünün bir uzantısı olarak görülmüştür.

ABD'de hukuki bir kavram olarak akademik özgürlük, uzun süre belirsiz kalmıştır¹⁰⁴. Akademik özgürlüğün sıklıkla ve her yerde dile getirilmesi, akademi üyelerinin kendilerini herkese tanınan özgürlüklerle yetinmeyen, ayrıcalıklı, elit bir zümre olarak gördüğü algısının oluşmasına neden olmuştur. Bu yanlış algı da akademik özgürlüğün anayasal dayanağına kavuşmasını geciktirmiştir¹⁰⁵. Kavramın bu gelişigüzel kullanımı, McCarthyciliğin etkisi altında ifade özgürlüğünün baskı altına alındığı bir dönem olan 1950'lerde daha da artmıştır. Amerikan Yüksek Mahkemesi, öğrenci ve öğretmenlerin ifade özgürlüğünü güvence altına alan Birinci Değişiklik'ten kaynaklanan özgürlükler ile birlikte akademik özgürlüğe de anayasal dayanak kazandırmıştır¹⁰⁶. Bir geleneğe sahip, köklü üniversiteler dışında kalan devlet üniversitelerinin siyasi baskılara karşı koymasının ne kadar zor olduğu ortaya çıktıkça Yüksek Mahkeme, akademik özgürlüğü anayasallaştırma ihtiyacı duymuştur¹⁰⁷. "Akademik özgürlük" kavramı bir Yüksek Mahkeme kararında ilk kez

¹⁰² John M. Connoly, "The Academy's Freedom, the Academy's Burden", **Thought & Action**, Summer Issue, 2000, s. 71.

¹⁰³ Metzger, *Academic Freedom in the Age of the University*, s. 129.

¹⁰⁴ "Akademik özgürlük" kavramı 1960'lara gelinene dek hukuk sözlüklerinde yer almamıştır (bkz. William P. Murphy, "Academic Freedom- An Emerging Constitutional Right", **Law and Contemporary Problems**, Volume 28, Number 3, 1963, s. 447).

¹⁰⁵ Van Alstyne, **op. cit.**, s. 142-143.

¹⁰⁶ Byrne, **op. cit.**, s. 261; William H. Jr. Daughtrey, "The Legal Nature of Academic Freedom in United States Colleges and Universities", **University of Richmond Law Review**, Vol. 25, 1991, s. 267; Finkin/Post, **op. cit.**, s. 8.

¹⁰⁷ Byrne, **op. cit.**, s. 304.

1952 yılında, *Adler v. Board of Education*¹⁰⁸ kararında, Yargıç Douglas'ın azınlık görüşünde yer almıştır. Söz konusu kararda, kuvvet kullanarak veya hukuk dışı başka yollar aracılığıyla hükümeti ortadan kaldırmayı hedefleyen örgütlere üye olan kimselerin devlet okullarında çalışmasını yasaklayan bir kanunun anayasaya uygunluğu denetlenmiştir. Yüksek Mahkeme çoğunluğuna göre, bu kanun kapsamına giren kişilerin, söz konusu örgütlere mensup olmaları engellenmemiş, sadece bu örgütlerin ideolojisini okullarda öğretmelerinin engellenmesi için önlemler alınmıştır. Bu durumda da ilgili kanun, ifade özgürlüğünü garanti altına alan Birinci Değişiklik'e aykırı değildir¹⁰⁹. Ancak çoğunluk görüşüne katılmayan Yargıç Douglas, davaya konu olan düzenleme ile öğretmenler üzerinde bir baskı iklimi yaratıldığı, kişilerin geçmişleri yüzünden sürekli işlerini kaybetme tehdidi altında oldukları bir ortamda özgür düşünce ve akademik özgürlüğün var olmasının mümkün olmadığını ileri sürmüştür¹¹⁰. Söz konusu karar yükseköğretimi ilgilendirmese de Yüksek Mahkeme hakimleri arasında akademik özgürlüğün, Birinci Değişiklik kapsamında korunacak bir değer olarak görüldüğünü göstermesi açısından önemlidir.

Akademik özgürlüğün Yüksek Mahkeme tarafından ilk kez etraflıca tartışıldığı karar, *Sweezy v. New Hampshire*¹¹¹ kararıdır. New Hampshire eyaletinde “yıkıcı faaliyetlerde” bulunan kimselerin kamu eğitim kurumlarında çalıştırılmasını engellemek adına savcılığa şüpheli gördüğü kimseler hakkında soruşturma yapma yetkisi verilmiştir. Davacı, New Hampshire Üniversitesi'nde konuk olarak dersler vermiş, bu derslerin içeriği hakkında savcılık tarafından yürütülen soruşturmada, sorulara cevap vermeyi reddetmiştir; mahkeme önünde de bu ısrarına devam edince mahkemeye saygısızlıktan hapse atılmıştır. Yüksek Mahkeme, konuyla ilgili olarak şu değerlendirmelere yer vermiştir:

“Amerikan üniversiteleri topluluğunda özgürlüğün ne kadar gerekli olduğunun, aşikar olduğu söylenebilir. Gençliğimizi eğitip ona yol gösterenlerin demokrasi içinde oynadığı hayati rolü kimse hafife almamalıdır.

¹⁰⁸ Standler, *op. cit.*, s. 6; *Adler v. Board of Education of City of New York*, 342 U.S. 485 (1952), *law.cornell.edu*, Erişim tarihi 20.02.2015.

¹⁰⁹ *Ibid.*, s.493-494.

¹¹⁰ *Ibid.*, s. 511.

¹¹¹ *Sweezy v. New Hampshire*, 354 U.S. 234 (1957), *law.cornell.edu*, Erişim tarihi: 25.06.2014.

Üniversitelerimizin entelektüel önderlerine deli gömleği giydirmek, Ulusumuzun geleceğini tehlike altına atar. İnsanoğlu, eğitimin hiçbir alanında, o alanda yeni keşifler yapılamayacak şekilde kapsamlı bilgiye sahip değildir. Bu özellikle çok az ilkenin mutlak doğru olarak kabul edildiği sosyal bilimler alanında geçerlidir. Şüphe ve güvensizliğin olduğu bir iklimde bilim gelişemez. Öğretmenler ve öğrenciler, olgunluk ve yeni anlayışlar kazanmak adına, her zaman sorgulamak, çalışmak ve değerlendirmek konusunda özgür kalmalıdır; aksi takdirde medeniyetimiz gelişemez ve ölür.”¹¹²

Yüksek Mahkeme'nin akademik özgürlük hakkında bu etraflı değerlendirmeleri yaptıktan sonra Birinci Değişiklik'in ihlal edildiği sonucuna varması beklense de; Mahkeme, neticede savcılığa soruşturmalar konusunda tanınan takdir yetkisinin sınırlarının belli olmaması nedeniyle, On Dördüncü Değişiklik ile güvence altına alınan adil yargılanma hakkının ihlal edildiğine karar vermiştir¹¹³. Bu kararda da öne çıkan, yine bir azınlık görüşüdür. Yargıç Frankfurter, farklı gerekçesinde, bilimin gelişmesi için üniversitelere devlet müdahalesi olmaması gerektiğinin altını çizmiş, üniversitelerde mutlaka korunması gereken dört özgürlüğü şu şekilde belirtmiştir: akademik gerekçelere dayanarak kimin ders verebileceği, neyin öğretilebileceği, nasıl öğretileceği ve kimlerin üniversiteye öğrenci olarak alınabileceği¹¹⁴. Çoğunluk açıkça anayasal bir hak olarak akademik özgürlüğü tanımakta çekingen davranırsa da Yargıç Frankfurter, akademik alanda kişinin siyasi müdahalelerden korunması gerektiğini daha iddialı bir şekilde dile getirmiştir¹¹⁵.

¹¹² *Ibid.*, s. 251.

¹¹³ *Ibid.*, s. 255.

¹¹⁴ Yargıç Frankfurter, bu görüşleri Güney Afrika'da gerçekleştirilen bir konferanstan almıştır (bkz. *Ibid.*, s. 264). Farklı gerekçeyi yazan Yargıç Frankfurter ve ona katılan Yargıç Harlan'ın, akademik özgürlüğü akademisyenlerin devlet müdahalesine maruz kalmadan ders verme ve akademik çalışma yapma şeklinde tezahür eden bireysel bir hak olmaktan öte, üniversiteye ait kurumsal bir hak olarak gördüğü ileri sürülmüştür. *Regents of University of California v. Bakke* 438 U.S. 265 (1978) kararıyla birlikte bu “dört akademik özgürlük”, üniversitenin pozitif ayrımcılık yapmaya hakkı olduğunun kabul edilmesiyle, üniversite özerkliği boyutu da kazanmıştır (bkz. Barry P. McDonald, “*Government Regulation or Other 'Abridgements' of Scientific Research: The Proper Scope of Judicial Review under the First Amendment*”, *Emory Law Journal*, Vol. 54, Issue 2, 2005, s. 1072-1073).

¹¹⁵ İlk kez akademik özgürlüğe anayasal bir statü kazandırma çabası olarak görülen bu kararın verildiği dönemde, akademik özgürlükleri savunmak üzere kurulan ve akademik özgürlükle ilgili davalarda genellikle görüşünü sunan AAUP (American Association of University Professors – Amerikan Üniversite Profesörleri Derneği) dahi, akademik özgürlüğün anayasallaştırılması hakkında çekincelere sahiptir. Akademik hayatı düzenleyen kurallar hakkında akademisyenler yerine hakimlerin söz sahibi olmasının uzun vadedeki sonuçları hakkında endişe duyulmaktadır, öyle ki “mahkemelerin verdiği yine mahkemeler geri alabilir.” (bkz. Byrne, *op. cit.*, s. 291-292).

Sweezy kararı ile açılan yolda ilerleyen Yüksek Mahkeme, *Keyishian v. Board of Regents*¹¹⁶ kararında akademik özgürlüğün ifade özgürlüğü ile ilişkisini daha da açık bir şekilde tanımıştır. Yine “yıkıcı” faaliyetlerde bulunan (yıkıcı faaliyetlerden anlaşılan komünist partiye üye olmadıklarına dair bir beyanda bulunmamaktır) kamu çalışanlarının işten çıkarılmasını öngören mevzuat gereğince, çalıştıkları New York Devlet Üniversitesi’nden atılan veya atılma tehlikesi altında bulunanların açtığı davada, Yüksek Mahkeme ilgili mevzuatın yeterince açık olmadığından bahisle anayasaya aykırı olduğuna karar vermiştir.

“Ulusumuz, yalnızca ilgili öğretmenleri değil, hepimize aşkın bir kavram olan akademik özgürlüğü korumaya derinden bağlıdır. Dolayısıyla bu özgürlük, Birinci Değişiklik’in özellikle ilgilendiği, sınıfın üzerine bir tutuculuk örtüsü örten kanunlara müsamaha gösterilmemesini gerektiren bir konudur.”¹¹⁷

Bu ifadelerle rağmen Yüksek Mahkeme, bir kez daha açıkça akademik özgürlüğün ihlal edildiği sonucuna varmak yerine, ilgili mevzuatın bireysel özgürlüklerin kullanımını engelleyecek biçimde belirsiz olduğu gerekçesiyle anayasaya aykırı olduğu sonucuna varmıştır¹¹⁸.

Yüksek Mahkeme’nin bu erken dönemde akademik özgürlüğün önemine ilişkin ifadelerini genellikle *dicta*’da retorik etki yaratmak için kullanması, davaların esasına ilişkin gerekçelerde akademik özgürlüğe hiç dayanmaması eleştirilmiştir¹¹⁹. Gerçekten ilk kararlara bakıldığında akademik özgürlüğün Birinci Değişiklik kapsamına girdiği kabul edilmekle birlikte davaların hep yerleşmiş anayasal doktrinlerle çözüldüğü görülmektedir. Bu eğilimin sebebi, Yüksek Mahkeme’nin Birinci Değişiklik’in lafzını aşmak istememesi ve akademik özgürlükle korunan değerlerin bir kurum olarak “üniversite” içine hapsedilmek istenmemesi olabilir¹²⁰.

¹¹⁶ *Keyishian v. Board of Regents*, 385 U.S. 589 (1967), *law.cornell.edu*, Erişim tarihi: 25.06.2014.

¹¹⁷ *Ibid.*, s. 604.

¹¹⁸ *Ibid.*, s. 605; McDonald, *op. cit.*, s. 1073.

¹¹⁹ McDonald, *op. cit.*, s. 1075; David M. Rabban, “A Functional Analysis of ‘Individual’ and ‘Institutional’ Academic Freedom under the First Amendment”, *Law and Contemporary Problems*, Vol. 53, No. 3, 1990, s. 235; Van Alstyne, *The Specific Theory...*, s. 143, dn. 6.

¹²⁰ McDonald, *op. cit.*, s. 1075-1077.

Bunun yanı sıra, Yüksek Mahkeme'nin "akademik ifade özgürlüğü" gibi ayrı bir kategori oluşturmadan akademik özgürlüğü Birinci Değişiklik altında anayasallaştırılması, talihsiz bir gelişme olarak da değerlendirilmiştir. Genel ifade özgürlüğünü akademik ifade özgürlüğünden ayırt etmede yaşanan zorluklara bir de akademik özgürlüğün mesleki alanda ve anayasal alanda farklı anlamlara sahip olabilmesinin yarattığı zorluklar eklenmektedir¹²¹.

Amerikan Yüksek Mahkemesi kararlarına getirilen eleştiriye benzer bir eleştiri, AİHM kararları hakkında da geçerli olacaktır. AİHM de akademik özgürlüğün kapsamını belirlemek adına eline birden fazla kez fırsat geçmesine rağmen bu özgürlüğün içeriğini açıkça belirlemekten kaçınmıştır. AİHM de akademik özgürlükle ilgili konuların AİHS'nin ifade özgürlüğünü düzenleyen 10. maddesi kapsamına girdiğini kabul etmekle beraber¹²², olayları akademik özgürlük bağlamında ele almak yerine, sorunları genel ifade özgürlüğü rejimine göre çözmüştür. Yine de AİHM'nin zaman zaman ifadeyi kullananın akademisyen kişiliğine özel bir önem atfettiği de gözlerden kaçmamaktadır.

Milan Katolik Üniversitesi'nde 20 yıldır hukuk felsefesi dersleri vermekte olan Lombardi Vallauri'nin, "Katolik inancına aykırı" görüşleri nedeniyle Vatikan'ın eğitimden sorumlu organlarının dikkatini çekmesi üzerine, Vatikan'ın önerisi üzerine, sözleşmesi yenilenmeyerek görevine son verilmiştir. AİHM, tipik bir akademik özgürlük meselesi olarak görünen bu davada, AİHS m. 10'un ihlal edildiği sonucuna varırken, Vallauri'ye sözleşmesinin yenilenmemesinin gerekçesinin açıkça belirtilmemiş, "aykırı" görüşlerinin tam olarak neler olduğu ve vereceği eğitimi

¹²¹ Rabban, *op. cit.*, s. 255. Mesleki anlamda akademik özgürlük, daha çok akademisyenin sahip olduğu bireysel özgürlüklere işaret ederken anayasal anlamda akademik özgürlük, bir kurum olarak üniversitenin devlet müdahalesinden uzak olmasını ifade etmektedir. (bkz. Byrne, *op. cit.*, s. 255; Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 161, 198; Metzger, *Profession and Constitution: Two Definitions of Academic Freedom in America*, *passim*).

¹²² Bununla birlikte, ifade özgürlüğüne ilişkin olmayan akademik özgürlük sorunlarının da bulunabileceğinin altını çizmek gerekir. Örneğin *Coşkun* kararında başvuru, şartları yerine getirmesine rağmen kendisine Üniversitelerarası Kurul tarafından "doçent" sıfatı verilmesinin, yargı süreciyle birlikte, 7 yıl sürmesinin AİHM m. 3 anlamında kötü muamele ve diğer meslektaşlarına kıyasla ayrımcılık teşkil ettiğini ileri sürmüştür. AİHM olayda bu yönden bir ihlal olmadığı nedeniyle kabul edilemezlik kararı vererek, olayı makul sürede yargılanma hakkı bakımından incelemiştir (*Coşkun c. Turquie*, 620/03, 21.04.2009). Akademik unvanların tanınmasının da akademik özgürlükle ilişkili olduğu muhakkaktır ve görüldüğü gibi bunlar, ifade özgürlüğünden farklı insan hakları sorunlarını da gündeme getirebilmektedir.

hangi şekilde olumsuz olarak etkileyeceğinin açıklanmamış olmasına dayanmıştır¹²³. Bu durumun başvuruçunun kendini etkili bir şekilde savunmasını da engellediğini belirten Mahkeme, adil yargılanma hakkını düzenleyen AİHS m. 6'nın da ihlal edildiği sonucuna varmıştır¹²⁴. Netice olarak Mahkeme, akademik özgürlüğün özü bakımından hiçbir tespitte bulunmadan, sadece kısaca akademik özgürlüğün önemine değinmekle yetinerek¹²⁵, olayı tamamen usuli eksikliklere dayanarak çözmüştür.

Mustafa Erdoğan kararında AİHM'nin benzer bir tutumu sürdürmesi, farklı gerekçe yazılarında Mahkeme'nin hakimleri tarafından da eleştirilmiştir¹²⁶. Olayda anayasa hukuku profesörü Erdoğan, AYM'nin Fazilet Partisi'nin kapatılması hakkındaki kararı üzerine yazdığı eleştiri yazısından dolayı AYM hakimlerinin açtığı tazminat davasında tazminat ödemeye mahkum edilmiştir. AİHM, bu durumun “demokratik bir toplumda gerekli olma” kriterini yerine getirmediği için AİHS m. 10'a aykırı olduğu sonucuna varmıştır. Kararın gerekçesinde Mahkeme, akademisyenlerin ifade özgürlüğünün altını çizmesine¹²⁷ ve davaya konu olan yazının yarı akademik bir dergide yayımlanmış olmasına da dikkat çekmesine rağmen, son kertede olayı sıradan bir ifade özgürlüğü davasıymış gibi çözmüştür. Farklı gerekçe yazısında hakimler, bilimin ve akademisyenlerin özgür olmadığı yerde demokratik bir toplum da olamayacağını, özellikle sosyal bilimler ve hukuk alanındaki bilimsel görüşlerin kamuoyu oluşturma konusundaki etkisi de düşünülürse bunlara AİHS m. 10 bağlamında en yüksek derecede koruma sağlanması gerektiğini ileri sürmüşlerdir¹²⁸. Böylesine özellik gösteren bir konudaki kararın ardında yatan gerekçeleri açıkça belirtmeden karar veren çoğunluğa yöneltilen bu eleştirilere

¹²³ Lombardi Vallauri c.Italie, No. 39128/05, 20.10.2009, § 54.

¹²⁴ *Ibid.*, § 71.

¹²⁵ “Mahkeme öncelikle kendi içtihadında, ve daha genel bir düzlemde, Avrupa Konseyi Parlamenterler Meclisi'nin çalışmalarında, ifade ve davranış özgürlüğünü, bilgileri iletme özgürlüğünü, ve aynı zamanda ‘bilgiyi ve hakikati’ hiçbir sınırlamaya bağlı kalmaksızın araştırma ve yayma özgürlüğünü güvence altına alması gereken akademik özgürlüğe tanınan önemin altını çizer.” (*Ibid.*, § 43). Kararın bu yönünün eleştirisi için bkz. Franck Lafaille, “La liberté académique doit-elle passer sous les fourches caudines des universités confessionnelles?”, *AJDA*, No.4, 2010, ss. 215-217; Beaud, *Les libertés universitaires à l'abandon?*, s. 85, 97. Bazı yazarlar, AİHM'nin hassas konularda devletin pozitif yükümlülüklerini kullanarak içtihat değişikliğine gittiğine dikkat çekerek burada a benzer bir durum olduğunu ve akademik özgürlüğün esasen arka plana atılmadığını ileri sürmektedir (bkz. Daniel Kuri/Jean-Pierre Marguénaud, “Le droit à la liberté d'expression des universitaires”, *Recueil Dalloz*, No. 44, 2010, s. 2924).

¹²⁶ Mustafa Erdoğan and others v. Turkey, No. 346/04 and 39779/04, 27.05.2014, Hakim Sajó, Vučinić ve Küris'in farklı gerekçe yazısı.

¹²⁷ *Ibid.*, § 40.

¹²⁸ *Ibid.*, Hakim Sajó, Vučinić ve Küris'in farklı gerekçe yazısı, § 6.

katılmamak mümkün değildir. AİHM'nin AİHS ile çizilen sınırlar dahilinde karar verme endişesi anlaşılabilir olsa da, basın özgürlüğünde yaptığı gibi¹²⁹, akademik özgürlüğün de 10. maddenin koruma alanı içindeki ayrıcalıklı yerini tanınmasının önünde bir engel olmadığı kanaatindeyiz.

Akademik özgürlüğün bireysel yönü ile ilgili birçok meselenin ifade özgürlüğüne dayanılarak çözülebileceğini söylemek yanlış olmaz. İfade özgürlüğü akademik özgürlüğü korur; ancak anayasalarında açıkça akademik özgürlüğe yer veren ülkelerde koruma daha yüksektir¹³⁰. Bilimin böylesi bir yüksek korumaya ihtiyacı vardır. Akademik özgürlük, ifade özgürlüğü ile herkese tanınan genel korumadan daha kapsamlı bir korumayı gerektirmektedir; çünkü akademi üzerindeki toplumsal beklentiler böylesi ayrıcalıklı bir konumu haklı kılmaya yetecektir. Mevcut bilgilere ve değerlere eleştirel olarak yaklaşp bulgularını paylaşması beklenen bir meslek grubunun faaliyetinin engellenmesi, tam manasıyla bir paradoks olacaktır¹³¹. İfade özgürlüğü, yer verdiğimiz içtihadın da açıkça ortaya koyduğu üzere, akademik özgürlüğün korunması bakımından bir temel teşkil edebilecektir. Yine de genel ifade özgürlüğü rejimi içinde ayrıcalıklı bir akademik ifade özgürlüğü rejimi yaratmak yerine, doğrudan akademik özgürlüğü güvence altına alan hükümlerin getirilmesinin daha yerinde olacağı kanaatindeyiz.

C- Bilim Özgürlüğü ve Akademik Özgürlük Arasındaki İlişki

Türkiye'de olduğu gibi anayasasında bilim özgürlüğünü tanıyan ülkelerde akademik özgürlük, bilim özgürlüğü ile ilişkili olarak ele alınmaktadır. Bilim özgürlüğü, devlet ve kilise baskısına karşı düşünce, ifade, basın ve inanç özgürlüklerinin anayasal güvenceye kavuşmasını sağlayan siyasi hareketin bir

¹²⁹ AİHM, basına “bilgi toplama ve kamunun bekçi köpekliğini yapma” (bkz. Barthold v. Germany, No. 8734/79, 25.03.1985, § 58) şeklinde özel bir rol atfetmiş ve ifade özgürlüğüne yapılan müdahaleleri bu işlevi engellemelerine göre değerlendirmiştir. Üniversiteler ve akademisyenlerin de toplumda özel bir işleve sahip olduğundan hareketle benzer bir tutumun akademik özgürlük için benimsenebileceği kanaatindeyiz.

¹³⁰ Terence Karran, “*Academic Freedom in Europe: A Preliminary Comparative Analysis*”, **Higher Education Policy**, vol. 20, 2007, s. 294.

¹³¹ Van Alstyne, *The Specific Theory...*, s. 149-150.

uzantısı olarak anayasalarda kendine yer bulmuştur¹³². Temelini ifade özgürlüğünde bulsa da bilim özgürlüğü, ifade özgürlüğünün özel bir görünümüdür; ifade özgürlüğüne nazaran *lex specialis* durumundadır¹³³. İfade özgürlüğünü sonsuza dek esnetip akademik özgürlüğü onunla eşdeğer tutamayacağımız gibi, bilim özgürlüğünü de ifade özgürlüğüne ek, basit bir tali özgürlük olarak görmemiz doğru olmayacaktır¹³⁴. Bilimin toplum için taşıdığı öneme istinaden özellikle koruma altına alınması gerekliliği doğmuştur.

Bilim ve sanat özgürlüğü herkesin sahip olduğu bir insan hakkı olmasına rağmen, akademik özgürlük yalnızca belli bir kitleye hitap ettiği için ikisinin örtüşmediği görüşü ileri sürülmektedir¹³⁵. Gerçekten de akademik özgürlük, akademiye girme yeterliğini gösteren kişilerin istifade ettiği bir hakkı ifade etmekte; doğuştan kazanıldığı kabul edilen insan haklarından farklı olarak sonradan kazanılan yeteneklere istinaden kişiye tanınmaktadır¹³⁶. Buna rağmen bilim özgürlüğü, akademik özgürlüğün içeriğiyle daha fazla örtüştüğü için akademik özgürlüğün kaynağının bilim özgürlüğünde aranmasının daha yerinde olacağı kanaatindeyiz. Bilim özgürlüğü akademinin dışındakileri de kapsayan daha geniş bir çerçeve çizerken akademik özgürlük, bu geniş çerçevenin içinde en büyük yeri kaplayan akademisyenler grubunun faydalanacağı bir hak olarak belirmektedir. Bilim insanları ile eğitim ve öğretim işleriyle uğraşanlar, bilim özgürlüğünden faydalananlar arasında öne çıkmaktadır¹³⁷. Öyle ki bilim özgürlüğünün açıkça tanındığı hukuk sistemlerinde, akademinin sahip olduğu, olağan özgürlük rejimiyle kıyaslandığında birer ayrıcalık gibi görünen hakları meşrulaştıracak bir dayanak bulunması ihtiyacının ortadan kalktığı dahi söylenebilir¹³⁸.

Bilim özgürlüğü, tarihin çok eski dönemlerinden itibaren ihlal edilen bir insan hakkı olsa da, anayasal bir kavram olarak ortaya çıkması nispeten geç bir dönemde

¹³² Kurt Bayertz, “Three Arguments for Scientific Freedom”, **Ethical Theory and Moral Practice**, Vol. 9, No. 4, 2006, s. 385.

¹³³ Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 123; Tanör, *Türkiye'nin İnsan Hakları Sorunu*, s. 90.

¹³⁴ Beaud, *Les libertés universitaires à l'abandon?*, s. 58.

¹³⁵ Gökçen Alpkaya, **UNESCO'nun 1997 Tarihli Kararı Işığında Akademik Özgürlük**, 2001, 80.251.40.59/politics.ankara.edu.tr/alkaya/unesco.htm#_ftnref9, Erişim tarihi: 30.10.2014, s. 3.

¹³⁶ Beaud, *Les libertés universitaires (I)*, s. 179.

¹³⁷ Tanör, *Türkiye'nin İnsan Hakları Sorunu*, s. 91.

¹³⁸ Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 50.

olmuştur. Bilim özgürlüğü, XVIII. yüzyılın sonlarından itibaren ortaya çıkan ve XIX. yüzyıl anayasalarında yer alan klasik haklar arasında bulunmamaktadır. Bilim özgürlüğüne ilk kez, 1848-1850 tarihli Prusya ile 1849 tarihli Almanya (Frankfurt) Anayasalarında yer verilmiş¹³⁹; bilim özgürlüğü bundan sonra diğer anayasalara girmiştir. İkinci Dünya Savaşı sonrasında hazırlanan Avrupa anayasalarının çoğunluğu, akademik özgürlüğü de kapsadığı düşünülen bilim özgürlüğüne hükümler ayırmıştır¹⁴⁰. Bilim özgürlüğü fikri Almanya’da ilk ortaya çıktığında tüm insanların sahip olduğu devredilmez bir hak olarak değil, akademisyenlik mesleğine mensup olan kişilerin faydalandığı bir ayrıcalık ve tüm üniversitelerin sahip olması gereken temel bir şart olarak görülmüştür.¹⁴¹ Bu nedenle bilim özgürlüğünün Almanlar tarafından ortaya konan bir kavram olduğunu teslim etmek gerekir¹⁴².

Klasik anlamıyla bilim özgürlüğünden, bilim insanının araştıracağı konuyu ve araştırmasında izleyeceği yöntemi belirleme, araştırmasının sonucunda genel kabul görmüş görüşlerden farklı sonuçlara ulaşma hususlarında özgür olması anlaşılmaktadır¹⁴³. Bunlara, bilimsel faaliyetin doğal bir neticesi olarak araştırma sonuçlarını serbestçe yayımlama hakkı da katılabilir¹⁴⁴. Bilim insanlarının yürüttüğü faaliyetler, akademisyenlerin yürüttüğü faaliyetlerin çoğunu karşılamaktadır; bu nedenle de bilim özgürlüğü, akademik özgürlüğün özellikle bireysel boyutu için sağlam bir anayasal dayanak oluşturmaktadır. Akademik özgürlüğün bilim özgürlüğünde doğrudan ifadesini bulmuyor gibi görünen, kurumsal boyutu olan üniversite özerkliğinin de, bilim özgürlüğü ile ilişkilendirilmemesi için bir sebep yoktur. Keza Almanya’da, özerk üniversitelerin olmadığı bir ortamda bilim

¹³⁹ Üç anayasada da bilim özgürlüğü, “*Die Wissenschaft und ihre Lehre ist frei.* (Bilim ve bilimin öğretimi özgürdür.)” ifadesiyle düzenlenmiştir. 1919 Weimar Anayasası’nda bilimin yanına sanat (*Kunst*) da eklenmiştir (bkz. Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 121) ve günümüzde de anayasalarda bilim ve sanat, genellikle aynı düzenleme ile korunmaktadır.

¹⁴⁰ Gaudemet, *L’Université vue de la constitution*, s. 371. Bilim özgürlüğünün anayasalara girmesi, Nazi rejimi altında Almanya’da yaşananlardan hareketle, hatalardan doğruların doğması olarak nitelenmiştir (bkz. Amadeo Santosuosso/Valentina Sellaroli/Elisabetta Fabio, “*What Constitutional Protection for Freedom of Scientific Research?*”, **Journal of Medical Ethics**, Vol. 33, Issue 6, 2007, s. 344).

¹⁴¹ Metzger, *Academic Freedom in the Age of the University*, s. 113.

¹⁴² Christian Starck, “*Freedom of Scientific Research and its Restrictions in German Constitutional Law*”, **Israel Law Review**, 39, 2006, s. 110. Dikkat çekilmesi gereken bir nokta da Almanca *Wissenschaft* kavramının kapsamıdır. Bu kelime, doğa bilimlerinin yanında felsefe, sosyal bilimler gibi alanları da ifade etmek için kullanılmakla, daha çok doğa bilimlerini akla getiren İngilizce ve Fransızca *science* ile Türkçe *bilim* kavramlarından daha geniştir.

¹⁴³ Bayertz, **op. cit.**, s. 390.

¹⁴⁴ Prüm/Ergeç, **op. cit.**, s. 13.

özgürlüğünün özüne dokunulmuş olacağı kabul edilmekte, üniversite özgür bilimin kurumsal garantisi olarak görülmekte ve üniversite özerkliği bilim özgürlüğüne dayandırılmaktadır¹⁴⁵.

Bilim özgürlüğü ile akademik özgürlük arasındaki ilişki değerlendirilirken, bilim özgürlüğünün akademik özgürlüğün bir parçası mı olduğu yoksa akademik özgürlüğün bilim özgürlüğü altına mı yerleştirilmesi gerektiği sorunu doğabilir. Bir görüş, akademik özgürlüğün kapsamının bilim özgürlüğünden daha geniş olduğunu, bilim özgürlüğünün ancak akademik özgürlüğün bir ögesi olabileceğini savunmaktadır¹⁴⁶. Bir diğer görüşe göre ise akademik özgürlük, bilim özgürlüğünün kapsadığı konulardan birini, özel bir görünümünü teşkil eder¹⁴⁷. Esasen bu tartışma, yumurta ile tavuk paradoksuna benzer; yapılabilecek iki değerlendirme de aynı derecede tatminkar olacak veya eksik kalacaktır. Örneğin 1982 Anayasası'na baktığımızda, bilim özgürlüğünün (m. 27) ve akademik özgürlüğün unsurlarından biri olan üniversite özerkliğinin (m. 130) farklı maddelerde düzenlenmiş olması, bilim özgürlüğünün akademik özgürlüğü tüm yönleriyle kapsamadığı izlenimini uyandırmaktadır. Ancak yukarıda değindiğimiz Almanya'daki yaklaşım benimsenecek olursa, akademik özgürlük ile korunan esas değer bilim olduğu sonucuna ulaşılır. Kanaatimizce bilim özgürlüğü, dar anlamıyla akademik özgürlüğün bir parçası olmakla beraber; bilim özgürlüğünün Almanya'da olduğu gibi geniş yorumlanması daha yerinde olacaktır. Böylece bilim özgürlüğü referans alınarak, açıkça akademik özgürlüğün anayasal güvenceye kavuşturulmadığı¹⁴⁸

¹⁴⁵ Bingöl, *Üniversite Özerkliği*, s. 151-152.

¹⁴⁶ Durmuş Günay, "Üniversitenin Neliği, Akademik Özgürlük ve Üniversite Özerkliği", **International Congress on Higher Education, 27-29 Mayıs 2004, İstanbul**, durmusgunay.com/linkler/12.%C3%9Cniversitenin%20Neli%C4%9Fi,%20Akademik%C3%96zg%C3%BCrl%C3%BCkve%C3%9Cniversite%C3%96zerkli%C4%9Fi_.pdf, Erişim tarihi: 05.06.2014, s. 7; Çiğdem Sever, "YÖK'ün Yasa Önerisi ve Akademik Özgürlük: Tarih Bir Şey Öğretir mi Bize?", law.atilim.edu.tr/shares/personel/413/%C3%BCniversite%20yaz%C4%B1-%C3%87HD.doc, Erişim tarihi: 06.06.2014, s. 4; McDonald, **op. cit.**, s. 1071.

¹⁴⁷ Bingöl, *Üniversite Özerkliği*, s. 161; "Akademik özgürlük, bilimsel araştırmanın düzenli ve yeterince doyurucu bir biçimde, düzgün şekilde hayata geçirilebilmesi için bir önşarttır." (bkz. Arthur O. Lovejoy, **Encyclopaedia of the Social Sciences**, Vol. I, New York: MacMillan, 1951, s. 385, new1.dli.ernet.in (*Digital Library of India*), Erişim tarihi: 26.03.2015). Akademik özgürlüğün "bilimsel çalışma yapabilme özgürlüğü" ile eş tutulduğu da vakidir (bkz. Veysel Dinler, "Akademik Özgürlüğün Sınırları Üzerine Sorular", **Muhafazakâr Düşünce**, Yıl: 9, Sayı: 35, 2013, s. 240; Tanör, *Türkiye'nin İnsan Hakları Sorunu*, s. 91; Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 38).

¹⁴⁸ İncelediğimiz 53 devletin anayasasında, sadece altı devletin açıkça akademik özgürlüğe atıf yaptığı saptanmıştır (Arnavutluk (m. 57/7), Çek Cumhuriyeti (m. 15/2), İspanya (m. 20/1-c), Güney Afrika (m. 16/1-d), Japonya (m. 23) ve Yunanistan (m. 16)). Anayasalarda genel olarak bilim özgürlüğünün koruma altına alındığı görülmektedir.

hukuk sistemlerinde, akademik özgürlüğe daha geniş bir kapsam kazandırılabilmesi mümkün olacaktır.

İsviçre’de 1999 Anayasası’nın 20. maddesinde bilim özgürlüğü açıkça tanınana dek akademik özgürlüğün anayasal dayanağı bulunmamaktaydı. Federal Mahkeme, önce ifade özgürlüğünü yazılı olmayan bir anayasal hak kategorisine sokmuş¹⁴⁹, hemen ardından verdiği kararlarda da bilim ve sanatın da ifade özgürlüğünün koruma alanında olacağını belirtmiştir. Ne var ki Federal Mahkeme, bilim özgürlüğünü hiçbir zaman bağımsız bir temel hak olarak tanımamıştır¹⁵⁰. Federal Mahkeme, bilim özgürlüğünün varlığını inkar etmenin doğru olmayacağını, araştırmacıların faaliyetlerini yürütebilmeleri için anayasa ile korunmuş bir özgürlük alanına sahip olmaları gerektiğini kabul etmekle birlikte, bilim özgürlüğünü ayrı bir hak kategorisi olarak tanımak yerine; önüne gelen olaylarda ifade özgürlüğü ve bilimsel faaliyetler bireyin gelişimine katkıda bulunduğu için, anayasa ile güvence altına alınan kişisel özgürlüğe dayanarak bir çözüme ulaşmıştır¹⁵¹. Pratik olarak bilim özgürlüğünün tanınmasının yaratacağı fark şudur: akademik özgürlüğün bireysel boyutu her iki durumda da aynı şekilde korunmasına rağmen, ayrıca bilim özgürlüğünün tanındığı durumda kurumsal boyutu da güvence altına alınmış olacaktır¹⁵².

Bilim ve sanat özgürlüğünün olmadığı ya da çok sınırlı olduğu bir yerde, üniversitelere her türlü mali kaynağın tanınmış ve geniş bir özerklik verilmiş olması dahi üniversitelerin bilimsel bilgi üretebilmesi için yeterli olmayacaktır¹⁵³. Bu nedenle bilim özgürlüğü, bireysel açıdan önemli olduğu kadar kurumsal düzlemde bilimi temsil eden üniversitenin varlık amacını yerine getirebilmesi açısından da önemlidir.

¹⁴⁹ Verpeaux, **op. cit.**, s. 142.

¹⁵⁰ Dominique Hänni, “Restrictions de la liberté académique par le biais des actions en diffamation – admissibilité et limites: Analyse selon la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l’Homme”, Mémoire de maîtrise, Genève: Université de Genève, 2011, archive-ouverte.unige.ch/unige:19374, Erişim tarihi: 16.05.2014, s. 7, dn. 14.

¹⁵¹ ATF 115 Ia 234, JdT 1991 I 194 s. 208-210; ATF 119 Ia 460, JdT 1995 I 586, s. 598.

¹⁵² Verena Schwander, Grundrecht der Wissenschaftsfreiheit im Spannungsfeld rechtlicher und gesellschaftlicher Entwicklung, Bern: Paul Haupt Verlag, 2002, s. 76-78’den aktaran Hänni, **op. cit.**, s. 12.

¹⁵³ Coşkun San, “Bir Toplumsal Kurum Olan Üniversite’de Özerklik ve Bilim Özgürlüğü”, **AÜSBFD**, Cilt: 48, Sayı: 1, 1993, s. 151.

Bilim özgürlüğü, akademik özgürlüğe etkin bir anayasal koruma sağlamak bakımından en elverişli özgürlük olarak görünmektedir. Çalışmanın ikinci bölümünde inceleyeceğimiz üzere, akademik özgürlüğün kapsamı salt bilim özgürlüğünün kapsamından daha geniştir. Ancak iki özgürlüğün ardında yatan mülahazalar benzer olduğundan, bilim özgürlüğünün akademik özgürlüğü koruyucu yönde yorumlanması mümkündür. Ancak bu kabulde dahi, zaman zaman ifade özgürlüğünden destek almak gerekecektir; çünkü akademik özgürlük, akademisyenlerin bilimsel çalışmayla ilgili olmayan ifadeleri nedeniyle de ihlal edilebilmektedir.

III- Pozitif Hukukta Akademik Özgürlüğün Korunması ve Akademik Özgürlüğün İnsan Hakları Sınıflandırmasındaki Yeri

BM insan hakları belgeleri ve Türk Anayasası, insan haklarını sınıflandırırken, medeni ve siyasal haklar (kişinin hakları) ile ekonomik, sosyal ve kültürel haklar şeklinde bir ayırım yapar. İki kategorideki haklar, yargı yerleri önünde ileri sürülebilmeleri ve devletin yerine getirmesi gereken yükümlülükler bakımından fark yaratmaktadır. Bu nedenle akademik özgürlüğün hangi kategori altında değerlendirildiği de önem arz edecektir. İnsan haklarının “kuşaklara” ya da kategorilere ayrılmaması gereken bir bütün oluşturduğu görüşüne karşılık, pozitif hukuktaki yazılı belgelerin sistematüğinde hâlâ bu ayrımlara rastlanmaktadır. Bu bölümde öncelikle uluslararası insan hakları belgelerinde akademik özgürlükle ilişkili konuların ne şekilde düzenlendiğini inceleyeceğiz. Ardından akademik özgürlüğün anayasal belgelerde en sık rastlanan dayanağı olan bilim özgürlüğünün farklı ülke anayasalarında nasıl düzenlendiğine yer verip son olarak Türk anayasa hukukundaki düzenlemeleri değerlendireceğiz.

A- Uluslararası Hukuk

Uluslararası hukuk belgeleri arasında, doğrudan akademik özgürlüğü güvence altına alan bağlayıcı bir belgenin bulunmadığı göze çarpmaktadır. İnsan hakları alanında evrensel bağlamda en geniş katılımı sağlayan ve bağlayıcı olan iki belgeye, Medeni ve Siyasi Haklara İlişkin Uluslararası Sözleşme (MSHUS) ile Ekonomik, Sosyal ve Kültürel Haklara İlişkin Uluslararası Sözleşme'ye (ESKHUS)¹⁵⁴ baktığımızda, akademik özgürlük için temel alabileceğimiz iki hüküm bulabiliriz. Bunlardan ilki olan MSHUS'nin ifade özgürlüğünü güvence altına alan 19. maddesi, üstü kapalı olarak akademik özgürlüğü de güvence altına alacak şekilde yorumlanmaktadır¹⁵⁵. Bu tutum, AİHM içtihatlarında ortaya çıkan ve akademik özgürlükle ilgili meseleleri AİHS m. 10 altında değerlendiren içtihada paraleldir. AİHS, ESKHUS gibi kültürel hakları açıkça içermese de AİHM, Sözleşme'yi dinamik yoruma tabi tutarak zamanla birtakım kültürel hakları da tanımıştır; akademik özgürlük de bu haklardan biridir¹⁵⁶. İfade özgürlüğünün sağladığı geniş koruma alanına, akademik özgürlük de girmektedir. BM, akademik özgürlükle daha sıkı bir bağ içinde olan "kültürel yaşama katılma hakkını" ise ESKHUS'nin 15. maddesinde düzenlemeyi uygun görmüştür:

"1. Bu Sözleşme'ye Taraf Devletler, herkesin:

(a) Kültürel yaşama katılma hakkına;

(b) Bilimsel ilerlemeden ve uygulamalarından yararlanma hakkına;

(c) Kendisinin yarattığı herhangi bir bilimsel, edebi ya da sanatsal üründen doğan maddi ve manevi çıkarların korunmasından yararlanma hakkına sahip olduğunu kabul ederler.

¹⁵⁴ MSHUS'ye 168 ülke, ESKHUS'ye ise 163 ülke tarafıdır (*indicators.ohchr.org*, Erişim tarihi: 05.03.2015). Türkiye bakımından iki sözleşme de, 2003 yılında yürürlüğe girmiştir. Sözleşmelerin Türkçe metinleri ve onay kararları için bkz. RG. 21.07.2003 - 25175 (MSHUS) ve RG. 11.08.2003 - 25196 (ESKHUS).

¹⁵⁵ X. Delgrange, "La liberté académique", En hommage à Francis Delpérée, Bruxelles: Bruylant, 2007, s. 413'ten aktaran Prüm/Ergec, **op. cit.**, s. 9. Keza İnsan Hakları Komitesi de MSHUS m. 19'un bilimsel görüşleri de kapsadığını belirtmiştir (bkz. Human Rights Committee, **General Comment No. 34 - Article 19: Freedoms of opinion and expression**, CCPR/C/GC/34, 2011, *ohchr.org*, Erişim tarihi: 02.09.2014, § 9).

¹⁵⁶ **Les droits culturels dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, Rapports de recherche sur la jurisprudence de la Cour**, *echr.coe.int*, 2011, Erişim tarihi: 04.08.2014, s. 2, 19.

2. *Bu Sözleşme'ye Taraf Devletlerin, bu hakkın tam olarak kullanılmasını sağlama yönünde alacakları tedbirler, bilim ve kültürün korunması, geliştirilmesi ve yayılması için gerekli olan tedbirleri kapsayacaktır.*

3. *Bu Sözleşme'ye Taraf Devletler, bilimsel araştırma ve yaratıcı faaliyetler için gerekli özgürlüğe saygı göstermekle yükümlüdürler.*

4. *Bu Sözleşme'ye Taraf Devletler, bilimsel ve kültürel alanda uluslararası işbirliğinin ve temasların özendirilmesinden ve geliştirilmesinden doğacak yararları kabul ederler.”*

Bu düzenlemenin 1948 tarihli İnsan Hakları Evrensel Beyannamesi'nin (İHEB) 27. maddesinden etkilendiği göze çarpmaktadır¹⁵⁷. İHEB'de yer alan bilimsel gelişmelere katılma ifadesinin sadece bireylerin pasif olarak yararlanacağı bir hak mı, yoksa aktif olarak bilimsel yaşama katılımı sağlamaya yönelik bir hak mı olduğu tartışma yaratmış olsa da; 27. maddenin kapsamının bilimin her aşamasını kapsayacak kadar geniş olduğu kabul edilmektedir¹⁵⁸. İHEB'deki düzenleme, bilim özgürlüğünü güvence altına almasının yanı sıra, bilimsel faaliyet sonucu ortaya çıkan eserler üzerindeki fikri mülkiyet haklarını koruması bakımından da önemlidir; zira daha sonra birçok ülke anayasasında bilim özgürlüğü düzenlenirken bu hususa da ayrıca yer verilmiştir¹⁵⁹. Türk anayasalarında bilim eserlerinden doğan mülkiyet hakkının korunması açıkça yer almasa da, AYM, İHEB'e atıfla bilimsel eserlerde fikri mülkiyet haklarının korunacağına karar vermiştir¹⁶⁰. Görüldüğü üzere

¹⁵⁷ “Madde 27: 1 - Herkes, topluluğun kültürel faaliyetine serbestçe katılmak, güzel sanatları tatmak, ilim sahasındaki ilerleyişe iştirak etmek ve bundan faydalanmak hakkını haizdir.

2 - Herkes, sahibi bulunduğu her türlü ilim, edebiyat veya sanat eserlerinden mütevellit manevi ve maddi menfaatlerin korunmasına hakkı vardır.” (RG. 27.05.1949 - 7217).

¹⁵⁸ Mikel Mancisidor, “Is There Such a Thing as a Human Right to Science in International Law?”, **ESIL Reflections**, Volume 4, Issue 1, 2015, *esil-sedi.eu*, Erişim tarihi: 13.04.2015, s. 2. Bu tartışmanın sebebi, Bildirge'nin İngilizce metninde “share” (paylaşmak) gibi pasifliği çağrıştıran bir fiil kullanılmasına rağmen, Fransızcası'nda “participer” (katılmak) gibi daha etkin bir kelimenin kullanılmasıdır.

¹⁵⁹ Özellikle yeni tarihli anayasalarda bu duruma daha sık rastlanmaktadır. Örneğin Arnavutluk (1998 Anayasası, m. 58/2), Beyaz Rusya (1994 Anayasası, m. 51/1), Bulgaristan (1991 Anayasası, m. 54/3), Hırvatistan (1990 Anayasası, m. 69/4), Karadağ (2007 Anayasası, m. 76/2), Letonya (1922 Anayasası, m. 113), Litvanya (1992 Anayasası, m. 42/3), Makedonya (1991 Anayasası, m. 47), Moldova (1994 Anayasası, m. 33/2), Portekiz (1976 Anayasası, m. 42/2), Rusya (1993 Anayasası, m. 44), Sırbistan (2006 Anayasası, m. 73/2), Slovakya (1992 Anayasası, m. 43/1), Ukrayna (1996 Anayasası, m. 54/1). ABD Anayasası da, ayrıca bilim özgürlüğüne yer vermemekle birlikte, bilimin ve sanatın desteklenmesi için yazarlara ve mucitlere eserleri üzerinde haklar tanıyan kanunların çıkarılabileceğini öngörmüştür (m. 1/8-8).

¹⁶⁰ “Öte yandan Anayasa'nın 21. maddesinin ilk fıkrasında ‘Herkes, bilim ve sanatı serbestçe öğrenme ve öğretme, açıklama, yayma ve bu alanlarda her türlü araştırma hakkına sahiptir’ denilmek

uluslararası hukuk düzenlemelerinin, ulusal hukuklar üzerinde bu şekilde doğrudan etkisi olabilmektedir.

ESKHUS genel olarak “bilim ve sanat özgürlüğü”nü herkesin kullanabileceği bir genel hak olarak düzenlemektedir. “*Kültürel yaşama katılma*” ve “*bilimsel ilerlemeden ve uygulamalarından yararlanma*”, akademisyenlerin ötesinde bir insan topluluğunu hedef alan haklar gibi görünmektedir. Ekonomik, Sosyal ve Kültürel Haklar Komitesi de ESKHUS m. 15’i değerlendirirken insanlığın ortak mirası olarak “kültür” kavramı ve bunun korunması üzerinde durmuş, bilimin geliştirilmesi ve korunmasından etraflıca bahsetmemiştir¹⁶¹. Ancak ilgili maddenin içeriğine bakıldığında akademik özgürlüğün korunması bakımından birçok güvencenin sağlandığını söyleyebiliriz. Özellikle hükmün 3. fıkrası, akademik özgürlüğün kullanıldığı alana (*bilimsel araştırma ve yaratıcı faaliyetler*) işaret etmektedir. Devlete bilim ve sanatla ilgili pozitif yükümlülükler yüklenmesinin yanı sıra, bu alanlarda çalışmalar yapılabilmesi için karışmama şeklinde bir de negatif yükümlülük yüklenmiştir. Hüküm ile korunanın kişinin özgürlüğünden çok, insana değer katan bir kurum olarak bilim olduğunu da söyleyebiliriz.

ESKHUS uygulamasında akademik özgürlüğün, eğitim özgürlüğü ile de ilişkilendirildiği görülmüştür. Sözleşme’nin eğitim hakkını düzenleyen 13. maddesini yorumlarken, Ekonomik, Sosyal ve Kültürel Haklar Komitesi, akademik özgürlüğe de değinmiştir. Komite’ye göre 13. madde açıkça akademik özgürlükten bahsetmemesine rağmen, öğrenciler ve eğitimciler bu özgürlükten yararlanmadığı

suretiyle sadece (*İnsan Hakları Evrensel Beyannamesinin*) 27. maddesinin 1 sayılı bendindeki ilkenin benzeri olan esasların alındığı, buna karşılık 2 sayılı bendinde yer alan ve bu faaliyetler sonucu elde edilecek fikir ürünleri üzerindeki haktan söz edilmediği ve böylece söz konusu hakların kişinin temel hakları arasında sayılmadığı görülmektedir. Ancak bu durum, söz konusu fikri hakların hiçbir ölçüde Anayasa teminatı altında bulunmadığı anlamına alınmamalıdır. Zira 21. maddesiyle, bilim ve sanat alanında serbestçe açıklama, yayma ve her türlü araştırmayı bir temel hak olarak belirten Anayasa’nın bu faaliyetler sonucu meydana gelen fikir ürünleri üzerinde hiçbir hak tanımamış olduğunu söylemek mümkün değildir.” (AYM, E. 1967/10, K. 1967/49, Kt. 28.12.1967). Hatta AYM daha da ileri giderek, kararda ilaçlara patent verilememesi hususunun mülkiyet hakkıyla bir ilişkisi olmadığını belirtmiş ve olayı sadece 1961 Anayasası’nın 21. maddesi bakımından incelemiştir.

¹⁶¹ Committee on Economic, Social and Cultural Rights, **General Comment No. 21 - Right of everyone to take part in cultural life (art. 15, para. 1 (a), of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights)**, E/C.12/GC/21, 2009, tbinternet.ohchr.org, Erişim tarihi: 05.07.2014. İlgili belgenin § 52/d ve e bentlerinde devletin bilimsel faaliyetlere mali destek sağlayıp bilim insanlarını destekleme ödevinden söz edilse de ağırlıklı olarak kültürel değerlerin korunmasına değinilmektedir.

takdirde eğitim hakkı da tam manasıyla hayata geçirilemeyecektir. Akademik özgürlük konusu, özellikle siyasi baskılar karşısında daha savunmasız konumda olan yükseköğretim kurumları bakımından büyük önem arz etmektedir. Akademik camianın üyelerinin özgürce, baskılardan uzak bir biçimde faaliyette bulunabilmesinin, yönetime katılabilmemesinin yanı sıra yüksek öğretim kurumlarının özerk olması gerekliliğinin de altı çizilmiştir¹⁶². Komite akademik özgürlüğün eğitim hakkını destekleyici niteliğini ortaya koyduktan sonra, akademik özgürlüğün öğrencilere ve eğitimcilere kullandırılmamasını, ESKHUS m. 13'ün bir ihlali olarak nitelemiştir¹⁶³.

Komite'nin akademik özgürlüğü eğitim hakkı altında değerlendirmesi, kanımızca eleştiriye açıktır. İlgili madde incelendiğinde, bir kamu hizmeti olarak eğitim konusunda devlete düşen yükümlülüklerin belirtildiği göze çarpmaktadır. Akademik özgürlük ile korunduğu düşünülen değerlere atıf yapılmamaktadır. Bilim özgürlüğünü içeren m. 15'in yorumunda akademik özgürlükten hiç bahsedilmemesine rağmen eğitim hakkı altında akademik özgürlüğün etraflı bir biçimde değerlendirilmesinin, akademik özgürlüğün eğitim alanında kullanılıyor olması nedeniyle devletin eğitim ile ilgili yükümlülüklerini yerine getirirken akademik özgürlüğe hanel getirmesinin önüne geçmek için benimsenen bir yaklaşım olduğu ileri sürülebilir. Ancak fikrimizce Komite'nin burada yaptığı değerlendirmeler, ESKHUS m. 15 için yapılsaydı daha isabetli olurdu. Zira asıl bu maddede söz edilen bilim ve kültürün korunması ve geliştirilmesi için gerekli tedbirleri alma ödevi, devletin akademik özgürlüğü garanti altına almasını gerektirmektedir. Akademik özgürlük, eğitimden çok ESKHUS m. 15'te belirtilen amaçlara hizmet eder.

Ekonomik, Sosyal ve Kültürel Haklar Komitesi'nin yukarıda yer alan değerlendirmelerinde atıf yaptığı bir belge olan 1997 tarihli UNESCO Yükseköğretim Akademik Personelinin Statüsüne İlişkin Tavsiye Kararı'na¹⁶⁴ da

¹⁶² Committee on Economic, Social and Cultural Rights, **General Comment No. 13 – The Right to Education**, E/C.12/1999/10, 1999, *tbinternet.ohchr.org*, Erişim tarihi: 18.07.2014, § 38-40.

¹⁶³ *Ibid.*, § 59.

¹⁶⁴ Tavsiye kararının metni için bkz. **Recommandation concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur**, *portal.unesco.org*, Erişim tarihi: 05.03.2015.

değirmek gerekir. Bu tavsiye kararı bağlayıcı nitelikte olmasa da, akademik özgürlüğe ilişkin olarak resmi devlet temsilcilerinin katılımıyla hazırlanmış tek uluslararası belge olması nedeniyle ayrı bir öneme sahiptir. O dönemde 186 üyeye sahip olan UNESCO'nun 29. Genel Konferansı'nda, bu tavsiye kararı toplantıya katılan ülkelerin oybirliğiyle kabul edilmiştir¹⁶⁵. UNESCO da bu belgeyi hazırlamasına dayanak olarak İHEB'in 26. maddesi ve ESKHUS'nin 13. maddesine, yani eğitim hakkına dayanmıştır. İHEB'in 27. maddesi, ESKHUS'nin 15. maddesine benzer şekilde bilim ve kültürden bahsetse de yine bir BM organı olan UNESCO da akademik özgürlükle ilgili meseleleri eğitim hakkı başlığı altında incelemeyi tercih etmiştir. Tavsiye kararında öncelikle yükseköğretimin temel hedefleri ve ilkelerine yer verildikten sonra (m. 3-16), özerklik konusuna değinilerek akademik özgürlüğün kurumsal yönü vurgulanmıştır (m. 17-24). Toplam 77 maddelik tavsiye kararının kalanında, yükseköğretim personelinin sahip olması gereken bireysel özgürlükler sayılmıştır. Akademik özgürlük temel olarak, *“önceden belirlenmiş öğretilerle bağlı olmadan öğretim ve tartışma hakkını, araştırma yürütme ve bunların sonuçlarını yayma ve yayımlama özgürlüğünü, kişinin çalıştığı kurum veya sistem hakkındaki görüşlerini serbestçe ifade etme özgürlüğünü, kurumsal sansüre uğramama hakkını ve mesleki yahut temsili akademik organlara katılma hakkını”* içermektedir (m. 27). Bu hakları da ayrıntılandıran tavsiye kararının, akademik özgürlüğü retorik olmaktan çıkarıp ileri sürülebilir ve uygulanabilir bir hak olarak ortaya koyduğu söylenebilir¹⁶⁶. Akademik özgürlüğün temel unsurlarını saydıktan sonra UNESCO, bu özgürlüklerin kullanılmasını sağlayacak olan garantileri belirtmiştir: Kendi kendini yönetme ve ortak karar alma (m. 31-32), mesleğe girişin objektif kurallara bağlanması (m. 40-44), iş güvencesi (m. 41-46), disiplinde izlenecek usulün adil olması (m. 48-51), ücretler, iş yükü, sosyal güvenlik ve iş güvenliğine ilişkin güvenceler (m. 57-64), çalışma ve araştırma izinleri ile yıllık izinler (m. 65-69).

UNESCO'nun yükseköğretim bakımından getirdiği kriterlerden özerklik, akademik özgürlüğün anayasal veya yasal güvenceye kavuşturulması, kendi kendini

¹⁶⁵ Donald C. Savage/Patricia A. Finn, *“UNESCO and the Universities”*, **Academe**, Vol. 86, Issue 4, 1999, s. 41. Avustralya, Yeni Zelanda, İspanya ve Birleşik Krallık, kararın ekonomik ve sendikal haklara ilişkin maddeleri üzerine çekince koyarak kabul etmiştir. Akademik özgürlük doktrinin gelişmesinde büyük payı olan ABD'nin, o dönemde UNESCO'ya üye olmaması nedeniyle kararın alınması sürecine katılmamış olduğu da belirtilmelidir.

¹⁶⁶ Alpkaya, **op. cit.**, s. 3.

yönetme ve iş güvencesi yönünden AB ülkeleri üzerinden yapılan bir incelemede, üyelerin ancak üçte birinin arzu edilen özgürlüğü akademik camiaya sağladığı sonucuna varılmıştır¹⁶⁷. 1997 tarihli tavsiye kararının uygulanması, Uluslararası Çalışma Örgütü (ILO) ve UNESCO'nun Ortak Öğretim Personeline ilişkin Tavsiye Kararlarının Uygulanması için Uzmanlar Komitesi (*Committee of Experts on the Application of the Recommendations concerning Teaching Personnel (CEART)*) tarafından denetleniyor ve düzenli olarak raporlanıyor olsa da, söz konusu belgenin bağlayıcılığının bulunmaması nedeniyle, bu komitenin raporları devletler üzerinde zorlayıcı bir güce sahip değildir.

AB üye devletleri için bağlayıcı bir belge olan Avrupa Birliği Temel Haklar Şartı¹⁶⁸, 13. maddesinde sanat ve bilim özgürlüğünü güvence altına almaktadır: “Sanat ve bilimsel araştırma serbesttir. Akademik özgürlüğe saygı gösterilir.” Görüldüğü üzere akademik özgürlük konusu, AB nezdinde bilim özgürlüğünün bir parçası olarak görülmektedir. Avrupa Komisyonu eliyle kurulan AB Bağımsız Temel Haklar Uzmanları Ağı'nın hazırladığı yorumda¹⁶⁹, Şart'ın hazırlanmasında MSHUS m. 19 ve AİHS m. 10'dan etkilenildiği ifade edilmiştir. Görüldüğü gibi AB, BM organlarından farklı bir yaklaşım sergileyerek, akademik özgürlük konusunda eğitim hakkından değil, ifade özgürlüğünden hareket etmektedir. Hatta Şart'ın projesinde bilim ve sanat özgürlüğü, ifade özgürlüğünü düzenleyen maddede ayrı bir fıkra olarak yer almaktayken nihai metinde, akademik özgürlük de eklenerek, ayrı bir maddede düzenlenmiştir¹⁷⁰. Şart'ın 52/3 maddesine göre, Şart'taki haklara AİHS sisteminde sağlanan korumanın aynısı sağlanacaktır. Bu bağlamda AB'de, akademik özgürlük konusunda AİHS m. 10 ve ilgili içtihat uygulama alanı bulacaktır¹⁷¹.

Avrupa Konseyi çerçevesinde de akademik özgürlükle ilgili çalışmalar yapılmıştır. Bu bağlamda 30 Haziran 2006 tarihinde Parlamenterler Meclisi'nde

¹⁶⁷ Terence Karran, “Academic Freedom in Europe: Reviewing UNESCO's Recommendation”, **British Journal of Educational Studies**, Vol. 57, No. 2, 2009, s. 205.

¹⁶⁸ 2000 yılında ilan edilen Şart, 1 Aralık 2009'da Lizbon Antlaşması'nın yürürlüğe girmesiyle Antlaşma'nın 6. maddesi uyarınca AB hukukunun bir parçası olmuştur.

¹⁶⁹ EU Network of Independent Experts on Fundamental Rights, **Commentary of the Charter of Fundamental Rights of the European Union**, 2006, ec.europa.eu/justice/fundamental-rights/files/networkcommentaryfinal_en.pdf, Erişim tarihi: 13.06.2014.

¹⁷⁰ **Ibid.**, s. 138.

¹⁷¹ **Ibid.**, s. 140.

1762 sayılı, “Akademik Özgürlük ve Üniversitelerin Özerkliği” başlıklı bir tavsiye kararı alınmıştır¹⁷². Tıpkı UNESCO’da olduğu gibi Avrupa Konseyi bünyesinde de bağlayıcı bir hukuki belge ortaya çıkarılmamıştır. Yine de 1762 sayılı tavsiye kararı ile ortaya konan ilkeler görmezden gelinmemelidir. Bu belgenin önemini gösteren bir örnek, AİHM’nin akademik özgürlüğü ilgilendiren davalarda dayanak norm olarak 1762 sayılı tavsiye kararını kullanmış olmasıdır¹⁷³.

Avrupa Konseyi, Bologna Üniversitesi’nin kuruluşunun 900. yıldönümünde hazırlanıp, 1988’de 388 üniversitenin rektörü tarafından imzalanan, akademik özgürlüğe ilişkin temel ilkeleri içeren bir belge olan *Magna Charta Universitatum*’dan etkilenmiştir. Bu belgenin uygulanmasını denetleyen mekanizmaya (*Magna Charta Observatory*) yardımcı olmak ve işin Avrupa boyutunu düzenlemek için bu tavsiye kararını almıştır¹⁷⁴. 1762 sayılı tavsiye kararı, *Magna Charta*’da belirtilen ilkeleri kabul etmekle birlikte daha somut, “bilgi toplumu” karşısında üniversitelerin rolüne ilişkin saptamalarda ve önerilerde de bulunmaktadır. Avrupa Konseyine göre akademik özgürlük, hiçbir sınırlamaya bağlı kalmadan araştırma ve öğretim alanında ifade ve hareket özgürlüğünü, bilgileri iletme özgürlüğünü ve araştırma yapıp bilgiyi ve gerçeği yayma özgürlüğünü garanti altına almaktadır (m. 4.1). Tarih bizlere, akademik özgürlük ve üniversite özerkliğine saldırıların her zaman entelektüel alanda bir gerileme ve ekonomik ve sosyal durgunluğa yol açtığını göstermiştir (m. 4.3). Yine de üniversiteler kendilerini “fildişi kulelerine” hapsedmeden toplumun geçirdiği evrimlere ayak uydurmalı, ancak eleştirel tavrını yitirmeyecek kadar da toplumdan uzak, bağımsız olmalıdır (m. 4.4.).

1762 sayılı kararın önemli bir yönü, akademik özgürlüğün ve üniversite özerkliğinin kanunlarla, tercihen de anayasayla güvence altına alınmasını tavsiye etmesidir (m. 7). Hatta Parlamenterler Meclisi, Bakanlar Komitesi’ni bu iki konuyu

¹⁷² APCE, **Recommandation 1762 - Liberté académique et autonomie des universités**, 2006, *assembly.coe.int*, Erişim tarihi: 08.03.2015.

¹⁷³ Sorguç c.Turquie, No. 17089/03, 23.06.2009, § 21; Mustafa Erdoğan and others v.Turkey, No. 346/04 and 39779/04, 27.05.2014, § 40; Lombardi Vallauri c.Italie, No. 39128/05, 20.10.2009, § 24, 43.

¹⁷⁴ Commission de la culture, de la science et de l’éducation, **Liberté académique et autonomie des universités (Rapport)**, 2006, *assembly.coe.int*, Erişim tarihi: 08.03.2015. *Magna Charta Universitatum*’u bugün 81 ülkeden 776 üniversite imzalamış bulunmaktadır (bkz. *magna-charta.org/signatory-universities/signatory-universities*, Erişim tarihi: 08.03.2015).

her demokratik toplumda bulunması gereken ilkeler olarak kabul etmeye ve Avrupa Konseyi'ne üyelik için bu ilkelerin tanınmış olmasını şart koşturmayı davet etmektedir (m. 14).

Akademik özgürlük konusunda bahsedilmesi gereken bir belge de, kökeni 1920'lere dayanan bir hükümet dışı örgüt olan Dünya Üniversiteler Servisi (*World University Service – WUS*) tarafından 1988 yılında hazırlanan “Akademik Özgürlük ve Yükseköğretim Kurumlarının Özerkliği Hakkında Bildirge”, diğer adıyla Lima Bildirgesi'dir¹⁷⁵. Genel olarak insan hakları alanında birçok uluslararası nitelikte belge olmasına rağmen akademik özgürlük ve üniversite özerkliği konusunda bu tür belgelerin eksikliği, WUS'i bu bildirgeyi hazırlamaya sevk etmiştir. WUS, Bildirge'nin başına “uluslararası” sıfatı koymaktan özellikle çekinmiş, Lima Bildirgesi'nin daha yüksek düzeyde ve geniş katılımı ile hazırlanacak bir akademik haklar bildirgesi için başlangıç noktası olmasını istemiştir¹⁷⁶. Lima Bildirgesi, eğitim hakkının insan hakları için önemini ve bu hakkın ancak akademik özgürlüğün olduğu bir ortamda tam anlamıyla kullanılabilceğinin altını çizdikten sonra, geniş bir akademik özgürlük tanımı yapmaktadır: “*Akademik özgürlük kavramından, akademik camiaya üye kişilerin, şahsen veya toplu olarak, araştırma, çalışma, tartışma, belgeleme, yaratma, öğretme, ders verme ve yazma vasıtasıyla bilginin araştırılması, geliştirilmesi ve aktarılması konularında özgür olması anlaşılmaktadır.*” (m. 1/a). Lima Bildirgesi, üniversitelere özerklik verilmesi gerektiğini ifade etmeden önce, üniversitelerin özerk olmasını gerektiren bir rol oynadıklarının altını çizmektedir. Buna göre üniversiteler, insan haklarının yerine getirilmesinde öncü rolü oynamalıdır (m. 14), bu nedenle de toplum üzerindeki siyasi baskı ve insan hakkı ihlalleri hakkında eleştirel bir tutum içinde bulunmalıdırlar (m. 15). Lima Bildirgesi'nde üniversitelerin toplumsal sorumluluğu insan haklarının gerçekleştirilmesi temeline oturtulmuşken, Avrupa Konseyi'nin 1762 sayılı tavsiye kararında üniversitenin sorumluluğu “toplumun talepleri ve piyasanın ihtiyaçlarına cevap vermektense öte (...) halihazırda mevcut sorunları çözümlenmenin yanı sıra toplumun temel sorunlarına uzun vadeli çözümler bulmak” (m. 8)

¹⁷⁵ World University Service, **The Declaration on Academic Freedom and Autonomy of Institutions of Higher Education**, 1988, osut.ro/wp-content/uploads/2013/09/Declaratia-de-la-Lima-din-10-septembrie-1988.pdf, Erişim tarihi: 11.06.2014.

¹⁷⁶ Laksiri Fernando, “*The Lima Declaration on Academic Freedom and Autonomy of Institutions of Higher Education*”, **Higher Education Policy**, Vol. 2, No. 1, 1989, s. 49-50.

şeklinde ifade edilmiştir. Lima Bildirgesi'nin daha idealist bir yaklaşım sergilediğini söylemek yanlış olmaz.

B- Karşılaştırmalı Anayasa Hukuku

Akademik özgürlük bazı devletlerde doğrudan anayasalar ile güvence altına alınmışken, birçok devlette de yükseköğretime ilişkin kanunlar ile güvence altına alınmıştır. Şüphesiz akademik özgürlüğün anayasal düzeyde güvence altına alınması tercih edilesidir; zira bu durumda anayasa yargıcı, kanun koyucunun akademik özgürlüğe hukuka aykırı şekilde müdahale etmesini önleyebilecektir¹⁷⁷. Bu başlık altında en üstün hukuki norm olarak anayasa ile getirilen korumanın ne düzeyde olduğunu ve akademik özgürlüğün ne şekilde bir hukuki sınıflandırmaya tabi tutulduğunu inceleyeceğiz. Bunu yaparken başta Avrupa Konseyi üyesi devletler olmak üzere 53 devletin¹⁷⁸ anayasasında akademik özgürlük, üniversite özerkliği ve akademik özgürlükle doğrudan ilişkili olduğunu savunduğumuz bilim özgürlüğü ile ilgili hükümleri değerlendirmeye aldık.

Akademik özgürlüğün bireysel boyutunu güvence altına alan bilim özgürlüğü, birçok devletin anayasasında açıkça güvence altına alınmıştır. Yalnızca 15 ülkenin anayasasında bilim özgürlüğüne açık bir referans bulunmamaktadır¹⁷⁹. Bu ülkelerde akademik özgürlükle ilgili meseleler, yukarıda bahsettiğimiz Belçika ve Fransa örneğinde olduğu gibi, ifade özgürlüğü gibi diğer temel kişisel hak ve özgürlükler çerçevesinde ele alınıp çözülmektedir. Bu yapılırken Avrupalı hakimlerin, AIHM'nin

¹⁷⁷ Prüm/Ergec, **op. cit.**, s. 6.

¹⁷⁸ Bu ülkeler Almanya, Andorra, Arnavutluk, Avusturya, Azerbaycan, Belçika, Beyaz Rusya, Birleşik Krallık, Bosna-Hersek, Bulgaristan, Çek Cumhuriyeti, Çin Halk Cumhuriyeti, Danimarka, Ermenistan, Estonya, Finlandiya, Fransa, Güney Afrika, Gürcistan, Hırvatistan, Hollanda, İrlanda, İspanya, İsveç, İsviçre, İtalya, İzlanda, Japonya, Karadağ, Kıbrıs, Kore Cumhuriyeti, Kore Demokratik Halk Cumhuriyeti, Letonya, Liechtenstein, Litvanya, Lüksemburg, Macaristan, Makedonya, Malta, Moldova, Monako, Norveç, Polonya, Portekiz, Romanya, Rusya, San Marino, Sırbistan, Slovakya, Slovenya, Türkiye, Ukrayna ve Yunanistan'dır. Anayasa metinlerinin kaynakları kaynakçada verilmiştir.

¹⁷⁹ Andorra, Belçika, Birleşik Krallık, Bosna-Hersek, Danimarka, Fransa, Hollanda, İrlanda, İzlanda, Kıbrıs, Liechtenstein, Lüksemburg, Monako, Norveç, Romanya.

akademik özgürlükle ilgili içtihadını da göz önünde bulundurması gerektiğinin altı çizilmelidir¹⁸⁰.

Yazılı bir anayasaya sahip olmayan Birleşik Krallık'ta, inceleme özel bir durum teşkil etmektedir. Eski ve köklü bir üniversite geleneğine sahip olan Birleşik Krallık'ta akademik özgürlüğün yüzyıllardır akademik teamüllerle çözülegelmiş bir konu olması, bu konuda kanuni düzenleme yapılması ihtiyacının doğmamasına yol açmıştır¹⁸¹. Burada bilim özgürlüğünü koruyan bir anayasal belge olmamakla birlikte, 1988 tarihli *Human Rights Act*¹⁸² sayesinde bilim özgürlüğü ve akademik özgürlüğe, anayasal korumaya eşdeğer bir koruma tanınmış olduğunu ileri sürebiliriz. Bu Kanun, AİHS ile güvence altına alınan hak ve özgürlüklerin etkin şekilde kullanılmasını sağlamak için iç hukukta Sözleşme'yi ileri sürülebilir hale getirmektedir. AİHM'nin akademik özgürlükle ilgili davalarda dayandığı ifade özgürlüğü, Kanun'un kapsamına aldığı sözleşme hakları arasındadır (m. 1/1-a). Hakimler, hak ve özgürlüklerin yorumlanmasında AİHM içtihadını da göz önünde bulundurmak durumunda olduklarından (m. 2/1-a) akademik özgürlüğün İngiltere'de bu yolla etkili bir anayasal koruma altına alınmış olduğunu ileri sürebiliriz. Bunun yanı sıra, *Human Rights Act*'e göre AİHS'nin iç hukukta uygulanacak olması, Birleşik Krallık kanunları ile kişiye tanınan diğer hak ve özgürlüklere de hanel getirmeyecektir (m. 11/a). Bu bağlamda akademik özgürlükten açıkça bahseden 1988 tarihli *Education Reform Act*'i¹⁸³ anmakta fayda vardır. Bu Kanun'un iş güvencesini (*academic tenure*) düzenleyen maddesinde, işten çıkarma ile ilgili kararları alan ve disiplin soruşturmalarını gerçekleştiren komisyona, “akademik personelin, işlerini veya kurumlarında sahip oldukları ayrıcalıkları kaybetme tehlikesi altında olmadan, hukukun çizdiği sınırlar içinde sahip olunan bilgileri sorgulama ve sınama, yeni fikirler ve tartışmalı veya genel kabul görmeyen görüşler ileri sürme özgürlüğüne sahip olmasını gözetme” görevi vermiştir. Ancak bu düzenlemenin de, akademik özgürlüğü üniversitelerdeki komisyonlarla sınırlı olarak ele aldığı için, tam anlamıyla bir koruma sağladığı söylenemez. Açık bir anayasal dayanağın yokluğu, Birleşik

¹⁸⁰ Prüm/Ergec, **op. cit.**, s. 10.

¹⁸¹ Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 73.

¹⁸² legislation.gov.uk/ukpga/1998/42, Erişim tarihi: 10.03.2015.

¹⁸³ legislation.gov.uk/ukpga/1988/40, Erişim tarihi: 10.03.2015.

Krallık'ta akademik özgürlükle ilgili içtihat azlığının nedeni olarak gösterilmektedir¹⁸⁴.

Akademik özgürlükle ilgili bir hüküm içermeyen Bosna-Hersek Anayasası, öngördüğü temel hak ve özgürlükler rejimi bakımından Birleşik Krallık ile benzerlik göstermektedir. Bosna-Hersek Anayasası'nda temel hak ve özgürlükler sayılmış olmasına karşın (m. II-3), Anayasa aynı zamanda AİHS ve protokollerinin doğrudan uygulanabilir olduğunu ve bunların kanunlardan üstün olduğunu da belirtmiştir (m. II-2). Bu durumda akademik özgürlüğün, AİHM içtihadıyla tanındığı şekilde Bosna-Hersek'te de dolaylı yoldan koruma altına alındığını söyleyebiliriz.

1868 Lüksemburg Anayasası, bilim özgürlüğü ile ilgili açık bir hüküm içermemesine rağmen, eğitim hakkı ile ilgili maddesinde, Orta Çağ'daki üniversite öğrencileri ve akademisyenlere tanınan özgürlüklere benzer bir hüküm içermektedir: *“Herkes Büyük Dükalık'ta veya yurtdışında eğitimini sürdürmekte ve dilediği üniversiteye devam etmekte özgürdür (...)*” (m. 23/4). Ancak modern akademik özgürlük anlayışıyla örtüşen başkaca bir hüküm olmadığı için Lüksemburg, akademik özgürlüğün anayasal düzeyde koruma altına alınmadığı ülkeler arasına girmiştir.

Sayılanlar dışındaki tüm devletlerde akademik özgürlük, “bilim ve sanat özgürlüğü” başlığı altında toplayabileceğimiz hükümlerle güvence altına alınmıştır. Yalnızca Malta Anayasası, anayasanın “temel ilkeler” başlıklı bölümünde yer verdiği *“Devlet kültürün, bilimsel ve teknik araştırmanın gelişmesini destekler.”* şeklindeki hükümlerle ayrıksı bir konuma sahiptir. Diğer ülkelerin aksine, bilim ve sanat özgürlüğünü bireyin sahip olduğu haklar arasında saymamış, sadece devlete bu konuda pozitif bir yükümlülük yüklemekle yetinmiştir. Bilim özgürlüğünü koruyan ülkelerde de devlete benzer bir yükümlülük getiren anayasa hükümleri bulunmasına

¹⁸⁴ Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 75.

rağmen¹⁸⁵, Malta’da hakkı bireyler düzeyinde korumak için açıkça negatif bir yükümlülük getirilmemiştir.

Bilim ve sanat özgürlüğünü, dolayısıyla akademik özgürlüğü anayasalarında düzenleyen ülkeler, temel hak ve özgürlükleri düzenlemeleri bakımından iki gruba ayrılabilir: Bir grup ülke temel hak ve özgürlükleri tek bir başlık altında düzenlerken, diğer grup ülke ise medeni haklar ile ekonomik, sosyal ve kültürel haklar arasında bir ayrıma gitmiştir. İlk gruptaki ülkelerin sayıca daha fazla olduğunu belirtmek gerekir¹⁸⁶. Yunanistan, temel hak ve özgürlükleri düzenlediği bölüme “Bireysel ve Sosyal Haklar” başlığını koyarak hak kategorileri arasında bir ayrım yapıyor gibi gözükse de, bu iki kategoriyi tekrar ayrı başlıklar altında ele almadığı için ilk gruptaki ülkeler arasında sayılmıştır. Medeni haklar ve ekonomik, sosyal ve kültürel haklar arasında ayrım yapan ülkeler arasında ise yalnızca Türkiye (1982 Anayasası m. 27), Portekiz (1976 Anayasası m. 42) ve Çek Cumhuriyeti (1992 Temel Hak ve Özgürlükler Şartı m. 15) bilim özgürlüğünü kişinin hakları bölümünde düzenlemiştir. Ülkelerin çoğunluğunun¹⁸⁷ bilim özgürlüğünü ekonomik, sosyal ve kültürel haklar bölümünde düzenlediği görülmektedir. Bilim özgürlüğü, *Jellinek*’in yapmış olduğu haklar sınıflandırmasına¹⁸⁸ göre negatif statü hakları içinde görülebilmeye rağmen;

¹⁸⁵ Örneğin Bulgaristan (1991 Anayasası m. 23), Hırvatistan (1990 Anayasası m. 69), İspanya (1978 Anayasası m. 44), İsviçre (1999 Anayasası m.64), İtalya (1947 Anayasası m. 9), Litvanya (1992 Anayasası m. 42), Portekiz (1976 Anayasası m. 73).

¹⁸⁶ Almanya (1949 Anayasası m. 5/3), Avusturya (1867 Krallıklardaki ve Ülke Konseyinde Temsil Olunan Länder’deki Vatandaşların Genel Haklarına İlişkin Temel Kanun m.17/1), Azerbaycan (1995 Anayasası m. 51), Beyaz Rusya (1994 Anayasası m. 51), Bulgaristan (1991 Anayasası m. 54), Çin Halk Cumhuriyeti (1982 Anayasası m. 47), Ermenistan (1995 Anayasası m. 40), Estonya (1992 Anayasası m. 38), Finlandiya (1999 Anayasası m. 16), Güney Afrika (1996 Anayasası m. 16/1-d), Gürcistan (1995 Anayasası m. 23), İspanya (1978 Anayasası m. 20/1-b ve c), İsveç (1974 *Regeringsformen* m. 18/2), İsviçre (1999 Anayasası m. 20), Japonya (1947 Anayasası m. 23), Kore Cumhuriyeti (1948 Anayasası m. 22), Kore Demokratik Halk Cumhuriyeti (1972 Anayasası m. 74), Letonya (1922 Anayasası m. 133), Litvanya (1992 Anayasası m. 42), Macaristan (2011 Anayasası m. 10), Moldova (1994 Anayasası m. 33), Rusya (1993 Anayasası m. 44), San Marino (1974 Yurttaşların Temel Hakları ve San Marino Hukuk Düzenininin Temel İlkeleri Bildirgesi m. 6), Sırbistan (2006 Anayasası m. 73), Slovenya (1991 Anayasası m. 59), Ukrayna (1996 Anayasası m. 54), Yunanistan (1975 Anayasası m. 16).

¹⁸⁷ Arnavutluk (1998 Anayasası m. 58), Hırvatistan (1990 Anayasası m. 69), İtalya (1947 Anayasası m. 33), Karadağ (2007 Anayasası m. 76), Makedonya (1991 Anayasası m. 47), Polonya (1991 Anayasası m. 73), Slovakya (1992 Anayasası m. 43).

¹⁸⁸ *Jellinek*’e göre kişinin devlete karşı ileri sürebileceği talepler üç kategoriye ayrılmaktadır: Devletten özgürlüklerine müdahalede bulunmamasını isteme hakkı, bazı konularda devletten olumlu edimlerde bulunmasını isteme hakkı ve devlet iradesini ortaya çıkarmak üzere bireyin siyasi faaliyette bulunma hakkı (bkz. Georg Jellinek, *L’État moderne et son droit*, Deuxième partie: Théorie juridique de l’État, Çev.: Georges Fardis, Paris: M. Giard & É. Brière, 1913, s. 51-57). Yazarın kendisi açıkça böyle bir ayrıma gitmemiş olmasına rağmen öğretide *Jellinek*’in tasnifi, negatif statü

yalnızca kişinin kendi gelişimi için değil, toplumsal gelişme, kültür ve demokrasiye katkısı bakımından, pozitif statü haklarını oluşturan kültürel, sosyal ve ekonomik haklar altında da sayılabilir¹⁸⁹. Anayasalarda bilim özgürlüğünün farklı kategoriler altında düzenlenmesi de, bu özgürlüğün tek bir kategori altında değerlendirilemeyeceğini göstermektedir¹⁹⁰. Hatta 1947 tarihli İtalya Anayasası'nın hazırlanması sürecinde, bu sınıflandırma sorunlarının da ötesinde, kurucu mecliste bilimsel araştırmayı korumak amacıyla açık bir hükmün anayasaya konmasının yerindeliği dahi tartışılmıştır. Bir grup klasik haklardan farklı bir kategori oluşturacak biçimde kültürel haklar ve düşünce özgürlüklerine yer verilmesini savunmuşken, bir grup da doğası gereği özgür olan bir faaliyetin serbest olduğunu belirtmenin, bilimin değerini azaltacağını ileri sürmüştür¹⁹¹. Sonuç olarak ilk grup galip gelmiş ve Anayasa'nın "etik ve sosyal hak ve özgürlükler" bölümünde, 33. maddesinde bilim özgürlüğü, "*Sanat ve bilim ve bunların öğretilmesi serbesttir.*" şeklinde yerini bulmuştur.

Bilim özgürlüğünün, diğer temel hak ve özgürlüklere kıyasla kültürel yönü daha ön plana çıkmış bir kişisel hak olduğu savunulabilir. Bilim özgürlüğü ihlal edildiğinde bunun geniş ölçekte toplum ve kültür üzerinde de olumsuz neticeler doğuracağı muhakkaktır. Ancak birey olarak bilim insanının özgürlüğünün etkin bir biçimde korunabilmesi, ona doğrudan hukuken talep edilebilir bir hak verilmesi

hakları, pozitif statü hakları ve aktif statü hakları olarak nitelendirilmiştir (bkz. Münci Kapani, **Kamu Hürriyetleri**, 7. Baskı, Ankara: Yetkin, 2013, s. 6).

¹⁸⁹ Bingöl, *Üniversite Özerkliği*, s. 150. *Kaboğlu* da bilim özgürlüğünü, eğitim hakkı ve öğrenim özgürlüğü ile bağlantılı bir kültürel hak olarak değerlendirmektedir (bkz. İbrahim Özden Kaboğlu, **Özgürlükler Hukuku**, İstanbul: Afa, 3. Baskı, 1996, s. 269-270; İbrahim Özden Kaboğlu, "*Bilim ve Sanat Özgürlüğü*", **İnsan Hakları**, İstanbul: Yapı Kredi, 2000, s. 121). *Algan* da bilim ve sanat özgürlüğünün anayasada kişinin hakları ve ödevleri arasında sayılmasına karşın, İHEB'de bu hakkın diğer ekonomik, sosyal ve kültürel hakların arasında düzenlenmiş olmasına da dayanarak, bir kültürel hak olduğu kanaatindedir (bkz. Bülent Algan, **Ekonomik, Sosyal ve Kültürel Hakların Korunması**, Ankara: Seçkin, 2007, s. 286). *Çeçen* de kültürel hakları da kendi içlerinde genel kültürel haklar ve özel kültürel haklar olarak ikiye ayırmıştır; kendi başına hak kategorisi olan ancak kültürel boyutları ağır basan düşünme, yayın, eğitim ve örgütlenme özgürlükleri gibi hakları genel kültürel haklar; doğrudan kültürle ilgili hakları da özel kültürel haklar olarak nitelemiştir (bkz. Anıl Çeçen, **İnsan Hakları**, 4. Baskı, Ankara: Seçkin, 2015, s. 227). Bu düşünceye göre de bilim ve sanat özgürlüğünün özel kültürel haklardan sayılması gerekmektedir.

¹⁹⁰ Bilim özgürlüğünün sınıflandırılması hakkındaki görüşler için bkz. Esra Atalay, "*Bilim Özgürlüğü*", **İÜHFİM**, C. LXVIII, S. 1-2, 2010, s. 12-17.

¹⁹¹ Santosuosso/Sellaroli/Fabio, **op. cit.**, s. 342, dn. 1. Benzer yönde bkz. "Araştırma özgürlüğü, diğer özgürlükler ile ayrılmaz olduğu ölçüde, yazılı bir metin tarafından tanınması zorunlu olmayan, çokbiçimli bir özgürlüktür." (bkz. Bertrand Mathieu, "*La liberté de la recherche, droit fondamental constitutionnel et interpretationnel*", *La liberté de la recherche et ses limites*, Paris: Romillat, 2001, s. 59'dan aktaran Thomas Hochmann, "*Les limites à la liberté de l'« historien » en France et en Allemagne*", **Droit et société**, n° 69-70, 2008, s. 530, dn. 17).

amacıyla, bilim özgürlüğünün daha ziyade kişisel bir hak olarak değerlendirilmesinin yerinde olacağı kanaatindeyiz. Kültüre ve insanlığa hizmet etmek, insan hakları hukuku ona bu niteliği yüklemese bile bilim kavramında mündemiçtir; bu nedenle bilim özgürlüğü ile öncelikle bilimle uğraşan kimselerin kişisel haklarının korunması elzemdir.

Kore Demokratik Halk Cumhuriyeti Anayasası'nda ise bilim özgürlüğünü koruyan hükmün (m. 74) yanında, bilim insanlarını korumaya yönelik ayrı bir hüküm daha bulunmaktadır (m. 80): “*Kore Demokratik Halk Cumhuriyeti, barış ve demokrasi, milli bağımsızlık ve sosyalizm ile bilimsel ve kültürel faaliyette bulunma özgürlüğü için mücadele ederken ülkelerinden kaçmak durumunda kalan yabancı ülke vatandaşlarını korur.*” Diğer anayasalarda bulunmayan bu sığınma hakkı, anayasa hukuku bakımından ilginç bir düzenlemedir.

Akademik özgürlüğün kurumsal boyutunu oluşturan üniversite özerkliği de bazı anayasalarda açıkça güvence altına alınmıştır. Çoğu ülkede bu konunun anayasa düzeyinde düzenlenmediği görülmektedir¹⁹². Yükseköğretim kurumlarının statüsünün kanunlara bırakıldığı gözlemlenmektedir. Örneğin anayasasında özerkliği düzenleyen açık bir hüküm bulundurmeyen Almanya'da, üniversitenin varlığı doğrudan m. 5/3 ile korunan bilim özgürlüğüne dayandırılmış ve özerklikten ayrıca bahsedilmemiştir; zira üniversiteler özerk olmadığında bilim özgürlüğü de hayata geçirilemeyecektir¹⁹³. Bu nedenle Almanya'da üniversite özerkliği, bilim özgürlüğünün doğal bir sonucuymuş gibi ele alınmaktadır. Ancak konuyu anayasal düzeyde garanti altına alan ülkelerin sayısı da oldukça fazladır¹⁹⁴. Arnavutluk (m. 57/7), Estonya (m. 38), Macaristan (m. 10/1 ve 3) ve İtalya (m. 33/1 ve 6) anayasalarında bilim özgürlüğü ve üniversite özerkliğini aynı maddeler altında

¹⁹² Almanya, Andorra, Azerbaycan, Belçika, Beyaz Rusya, Birleşik Krallık, Bosna-Hersek, Çek Cumhuriyeti, Çin Halk Cumhuriyeti, Danimarka, Fransa, Güney Afrika, Gürcistan, Hollanda, İrlanda, İsveç, İzlanda, Japonya, Kıbrıs, Kore Demokratik Halk Cumhuriyeti, Letonya, Liechtenstein, Lüksemburg, Malta, Monako, Norveç, Rusya, San Marino, Slovanya, Ukrayna.

¹⁹³ Bingöl, *Üniversite Özerkliği*, s. 148,152.

¹⁹⁴ Arnavutluk (m. 57), Avusturya (m. 81c), Bulgaristan (m. 53/4), Ermenistan (m. 39/4), Estonya (m. 38/2), Finlandiya (m. 123), Hırvatistan (m. 68), İspanya (m. 27), İsviçre (m. 63a), İtalya (m. 33/6), Karadağ (m. 75/3), Kore Cumhuriyeti (m. 31/4), Litvanya (m. 40/3), Macaristan (m. 10/3), Makedonya (m. 46), Moldova (m. 35/6), Polonya (m. 70/ 5), Portekiz (m. 76/2), Romanya (m. 32/6), Sırbistan (m. 72), Slovenya (m. 58), Türkiye (m. 130), Yunanistan (m. 16/5).

düzenlemiştir. Bu durum da Almanya örneğine paralel biçimde, özerklik kavramının bilim özgürlüğü ile sıkı bir ilişki içinde bulunduğuna işaret etmektedir.

C- Türk Anayasa Hukuku

Türk anayasa hukukunda da, diğer hukuk sistemlerinde olduğu gibi, “bilim ve sanat hürriyeti” güvence altına alınmıştır. İlk defa 1961 Anayasası’nın 21. maddesi ile düzenlenen bu özgürlük, 1982 Anayasası’nda da 27. maddede yerini almıştır. Uluslararası düzenlemeler ve karşılaştırmalı anayasa hukukundaki düzenlemelere baktığımızda, bilim ve sanat özgürlüğünün daha ziyade kültürel haklar kategorisi altında değerlendirildiği görülmektedir¹⁹⁵. Ne var ki bu hak, hep düşünce özgürlüğünün bir alt kategorisi olarak değerlendirilmiş¹⁹⁶, Türk anayasalarında kişinin hakları arasında sayılmıştır. Bireysel akademik özgürlüğü koruyan bu düzenlemenin diğer ayağını, kurumsal akademik özgürlüğü koruyan üniversite özerkliği ile ilgili anayasa hükümleri oluşturmaktadır; ancak bu konu aşağıda etraflıca ele alındığından dolayı burada yalnızca bilim ve sanat özgürlüğünü incelemekle yetineceğiz.

Osmanlı Darülfununu’ndan itibaren oluşan üniversite mevzuatında akademik özgürlükle ilgili herhangi bir hüküm yer almamıştır. Daha genel kapsamlı olan bilim özgürlüğünün anayasaya girmesi içinse, 1961 Anayasası’nı beklemek gerekmiştir. Daha önce Türkiye’de yaşanan akademik özgürlük ihlallerinde akademisyenlerin dayanabilecekleri üstün bir norm yoktu¹⁹⁷.

¹⁹⁵ Aynı yönde bkz. Esra Atalay, “Sanat Özgürlüğü Temel Hakkının Hukuki Niteliği”, **DEÜHFD**, Cilt: 6, Sayı: 1, 2004, s. 54.

¹⁹⁶ Esra Atalay, “Sanat Özgürlüğü Temel Hakkının Kapsamı ve Diğer Temel Hak ve Özgürlüklerle İlişkisi”, **DEÜHFD**, Cilt: 6, Sayı: 2, 2004, s. 12; Süheyl Batum, “Türkiye’de Düşünce ve Bilim Özgürlüğü”, **Türkiye’nin Demokratikleşme Sorunu Sempozyum II: 21 Nisan 1995**, İstanbul: İÜHF, 1996, s. 40; Cem Eroğul, **Devlet Yönetimine Katılma Hakkı**, Ankara: İmge, 1991, s. 92; Tanör, *Türkiye’nin İnsan Hakları Sorunu*, s. 90.

¹⁹⁷ 1948 DTCF Tasfiyesi sırasında mahkemeye verdiği savunmada Pertev Naili Boratav, Anayasa’nın kendisine neşriyat yapma hakkını verdiğini ve üniversite hocası olmanın da yazı yazma vazifesi yüklediğini belirterek ifade özgürlüğü ile üniversitenin yerine getirmesi gereken işlevin birbirinden ayrılmaz olduğunu göstermiştir (bkz. Çetik, **op. cit.**, s. 153).

1961 Anayasası'nın temel hak ve ödevlere ilişkin ikinci kısmının kişinin hak ve ödevlerine ilişkin ikinci bölümünde, 21. maddede düzenlenen “bilim ve sanat hürriyeti”, aşağı yukarı Temsilciler Meclisi Anayasa Komisyonu'nun kaleme aldığı şekli ile¹⁹⁸, büyük bir değişikliğe uğramadan kabul edilerek anayasa metni haline gelmiştir:

“Madde 21 - Herkes, bilim ve sanatı serbestçe öğrenme ve öğretme, açıklama, yayma ve bu alanlarda her türlü araştırma hakkına sahiptir.

Eğitim ve öğretim, Devletin gözetim ve denetimi altında serbesttir.

Özel okulların bağlı olduğu esaslar, Devlet okulları ile erişilmek istenen seviyeye uygun olarak kanunla düzenlenir.

Çağdaş bilim ve eğitim esaslarına aykırı eğitim ve öğretim yerleri açılmaz.”

1961 Anayasası düzenlemesinde göze çarpan, maddede başlıkta belirtilenin aksine yalnız bilim ve sanat özgürlüğünün değil, aynı zamanda eğitim özgürlüğünün de düzenlenmiş olmasıdır. Madde gerekçesinde, “ilme ve sanata boyunduruk vurmaya [yönelik] totaliter gelişmelerden ve Batı aleminde yaşanmış olan acı tecrübelerden sonra, yani anayasalarda birçok kere, ilim ve sanatın hür olduğunu açıkça belirtme lüzumu hissedilmiştir.” denmiştir¹⁹⁹. Demokratik ülke anayasalarında benzer hükümlere yer verildiğinden dem vurularak Almanya ve İtalya anayasaları örnek gösterilmiştir. Temsilciler Meclisi'nde anayasa taslağının maddeleri üzerinde ikinci görüşmeler sırasında, ilk fıkraya “Devlet kültürel, bilimsel ve teknik araştırmaların gelişmesini teşvik eder.” şeklinde bir cümle eklenmesi önerilse de söz

¹⁹⁸ “Madde 21. — Herkes, bilim ve sanatı serbestçe öğrenme ve öğretme, açıklama, yayma ve bu alanlarla her türlü araştırma hakkına sahiptir.

Öğretim, Devletin gözetim ve denetimi altında serbesttir.

Özel okulların bağlı olduğu esaslar kanunla düzenlenir. Bunların seviyesi, hiçbir bakımdan, Devlet okullarinkinden aşağı olamaz.

Çağdaş bilim esaslarına ve metotlarına aykırı olarak öğretim ve eğitim yerleri açılmaz.”

(bkz. Türkiye Cumhuriyeti Anayasa Tasarısı ve Anayasa Komisyonu Raporu, Temsilciler Meclisi Tutanak Dergisi, C. 2, B. 34, S. Sayısı 35, s. 61).

¹⁹⁹ **Ibid.**, s. 16.

konusu deęişiklik önergesi, kabul edilmemiştir²⁰⁰. Böylece devlete bilim alanında pozitif yükümlülükler yükleyecek bir hüküm, anayasaya alınmamıştır.

Temsilciler Meclisi tarafından kabul edilen metin MBK’da görüşülürken, hükmün bilim özgürlüğü ile ilgili kısmı üzerinde bir tartışma yaşanmamış, yalnızca özel okullarla ilgili bulunan üçüncü fıkra üzerinde deęişiklik önerileri olmuş, ancak sonunda Temsilciler Meclisi’nden gelen metnin aynen kabul edilmesine karar verilmiştir²⁰¹.

1982 Anayasası’nda ise bilim özgürlüğü, 1961 Anayasası’nda olduğundan daha farklı düzenlenmiştir. Bir kere 1982 Anayasası’nda, eğitim özgürlüğüne işaret eden ifadeler, bilim özgürlüğünü düzenleyen maddede bulunmamaktadır. Ayrıca 1961 Anayasası’nda rastlamadığımız sınırlamalara da yer verilmiştir. Yine “bilim ve sanat hürriyeti” başlığını taşıyan 27. madde, aşağıdaki gibidir:

“Madde 27 – Herkes, bilim ve sanatı serbestçe öğrenme ve öğretme, açıklama, yayma ve bu alanlarda her türlü araştırma hakkına sahiptir.

Yayma hakkı, Anayasanın 1 inci, 2 nci ve 3 üncü maddeleri hükümlerinin deęiştirilmesini sağlamak amacıyla kullanılamaz.

Bu madde hükmü yabancı yayınların ülkeye girmesi ve dağıtımının kanunla düzenlenmesine engel değildir.”

Danışma Meclisi’nin hazırladığı anayasa tasarısında madde, “Herkes bilim ve sanatı serbestçe öğrenme ve öğretme, açıklama, yayma ve bu alanlarda her türlü araştırma hakkına sahiptir. Bu fıkra hükmü yabancı yayınların ülkeye girmesi ve dağıtımının kanunla ayrıca düzenlenmesine engel değildir.” şeklinde ve tek fıkra

²⁰⁰ Temsilciler Meclisi Tutanak Dergisi, C. 4, B. 58, s. 481.

²⁰¹ MBK Tutanak Dergisi, C. 6, B. 81, s. 17-18; MBK Tutanak Dergisi, C. 6, B. 87, s. 34, 40.

halinde yer almıştır²⁰². Maddenin gerekçesinde bu kez 1961’de olduğu kadar ayrıntılı bir değerlendirmeye yer verilmemiş, madde metni tekrar edildikten sonra “*bilim ve sanat özgürlüğünü kullanan kişinin, bilim ve sanatın öz niteliği olan objektifliğe riayeti şarttır*” denilmekle yetinilmiştir²⁰³. Daha sonra yabancı kaynakların ülkeye girişinin düzenlenmesinin, bu tür uygulamaların birçok ülkede mevcut olduğundan bahisle, bilim ve sanat özgürlüğünü ihlal eder nitelikte olmayacağı eklenmiştir. Gerekçede yer verilen “objektiflik” kavramı, maddenin sanattan çok bilim düşünülerek kaleme alındığını göstermektedir, zira bilimin objektif olması gerekirken sanatın nasıl objektif olabileceği anlaşılamamaktadır²⁰⁴. Tasarının Danışma Meclisi görüşmelerinde de hükmün sanatı ilgilendiren kısmı hakkında tartışmalar yaşanmıştır. “Sanat” sözcüğünün hem zanaat hem de güzel sanatları ifade edebileceğinden dolayı anlamının açık olmadığı gerekçesiyle maddenin ilk kısmının “Herkes fen ve bilimi serbestçe...” olarak değiştirilmesi önerilmişse de, önerge sahibi önergesini geri almıştır. Anayasa Komisyonu’ndan gelen açıklamayla burada sanatın zanaat anlamının kast edilmediği açıklığa kavuşturulmuştur. Gerekçe de yer verilen “objektiflik” kriteri de Danışma Meclisi’nde eleştirilmiş; Anayasa Komisyonu bu eleştirilere de fizik bilimlerinde ve sosyal bilimlerde de objektifliğin farklı olduğu, sanatta da objektifliğin “*sanatın kendi öz bünyesine göre yorumlanacağı*” şeklinde cevap vermiştir²⁰⁵.

27. maddenin Danışma Meclisi’ndeki ikinci görüşmesi sırasında, 27. maddede hiçbir sınırlama sebebi sayılmadığından dolayı “bilim ve sanat hürriyetinin tamamen sınırsız olduğu intibayı vermesinin uygun düşmeyeceği” gerekçesiyle madde için bir değişiklik önergesi daha verilmiştir. Önergede “Bu hürriyetlerin kullanılması, Anayasanın 1 inci ve 2 inci maddelerinde yer alan temel hükümlere aykırı olamaz.” ve “Bu hürriyetler Anayasanın 13 üncü maddesinde belirtilen hallerde kanunla sınırlanabilir.” şeklinde iki fıkranın hükme eklenmesi teklif edilmiştir. Önerge sahiplerine göre 27. maddenin sınırsız bir özgürlük getirmesi, Anayasanın sistemiyle

²⁰² Türkiye Cumhuriyeti Anayasa Tasarısı, Danışma Meclisi Tutanak Dergisi, C.6, B. 120, S. Sayısı 166, s. 14.

²⁰³ Türkiye Cumhuriyeti Anayasa Tasarısı ve Anayasa Komisyonu Raporu, Danışma Meclisi Tutanak Dergisi, C.6, B. 120, S. Sayısı 166’ya 1 inci Ek, s. 17

²⁰⁴ Esra Atalay, *Sanat Özgürlüğü Temel Hakkının Kapsamı...*, s. 9.

²⁰⁵ Mahir Canova’nın değişiklik önergesi, M. Utkan Kocatürk’ün eleştirileri ve Anayasa Komisyonu Başkanvekili Feyyaz Gölcüklü’nün açıklamaları için bkz. Danışma Meclisi Tutanak Dergisi, C. 8, B. 132, s. 295-297.

bağdaşmayacaktır. Önerge hakkında konuşan Anayasa Komisyonu Başkanı, 13. madde bütün hak ve özgürlüklere uygulandığı ve Anayasanın ilk iki maddesindeki hususlar ceza kanunlarıyla korunduğu için bu yönde ek fıkralara ihtiyaç olmadığını belirtmiştir. Önerinin kabul edilmesi halinde Anayasa'nın birinci kısmında yer alan demokratik rejim, laiklik, sosyal hukuk devleti gibi temel kavramların tartışma dışına çıkarılacağını ve bu konularda değişiklik önerileri yapılamamasının düşünce özgürlüğüne ağır bir müdahale olacağını savunmuştur. Neticede Danışma Meclisi, bu değişiklik önergesini reddederek 27. maddeyi tasarıdaki haliyle kabul etmiştir²⁰⁶.

Anayasa tasarısı MGK önüne geldiğinde, Danışma Meclisi'nde reddedilen bu önerge, Milli Güvenlik Konseyi Anayasa Komisyonu tarafından biraz değiştirilerek Anayasa metnine dahil edilmiştir. Komisyon, bu değişikliği şu şekilde gerekçelendirmiştir: *“Maddeye eklenen bir fıkra ile yayma hakkının Anayasanın değiştirilmesi mümkün olmayan 1 inci, 2 nci ve 3 üncü maddeleri hükümlerinin değiştirilmesini sağlamak amacıyla kullanılmayacağı belirtilmiş ve madde redaksiyona tabi tutularak üç fıkra halinde düzenlenmiştir.”*²⁰⁷. MGK'da madde üzerinde hiç tartışılmamış, oturuma başkanlık eden Kenan Evren'in birinci fıkrada “araştırma” sözcüğü ile kast edilenin ilmi araştırma olduğu, ev araştırması, eşya araştırması olmadığını hatırlatmasından sonra²⁰⁸ kabul edilmiştir.

AYM'nin, Anayasa m. 27'nin bilim özgürlüğü tarafı hakkında zengin bir içtihadı olduğunu söylemek güçtür. Bilim özgürlüğü ile ilgili sorunlar, ekseriyetle akademisyenleri ilgilendiren meselelerde ve üniversite özerkliğiyle ilgili konularda çıktığı için, AYM, Anayasa'nın üniversiteleri düzenleyen 130. maddesinden yola çıkarak bu uyuşmazlıkları çözmeyi tercih etmiştir. Bilim ve sanat özgürlüğü ile ilgili değerlendirmede bulunduğu ise AYM, bilim ve sanat özgürlüğünü *“her türlü bilim ve sanat eserinin oluşumu, tanıtımı, yayılması ve kamuya sunulmasına yönelik*

²⁰⁶ M. Fevzi Uyguner ve diğerlerinin değişiklik önerisi ve Uyguner'in açıklamaları ile Anayasa Komisyonu Başkanı Orhan Aldıkaçtı'nın konuşması için bkz. Danışma Meclisi Tutanak Dergisi, C. 10, B. 154, s. 556-557, 562.

²⁰⁷ Türkiye Cumhuriyeti Anayasa Tasarısının Danışma Meclisince Kabul Olunan Metni ve Milli Güvenlik Konseyi Anayasa Komisyonu Raporu, MGK Tutanak Dergisi, C. 7, B. 118, S. Sayısı 450, s. 69, 107.

²⁰⁸ MGK yalnızca “1 inci, 2 nci ve 3 üncü” ibaresinden önce “Anayasanın” kelimesini koymuştur (bkz. Milli Güvenlik Konseyi Tutanak Dergisi, C. 7, B. 118, s. 344-345).

faaliyetlerin, devlet veya devlet dışındaki üçüncü kişilerin müdahalesi olmaksızın serbestçe yürütülebilmesi” olarak tanımlamaktadır²⁰⁹. Yine de yüksek mahkemenin, bu alandaki özgürlüğü de kayıtladığı görülmektedir: “bilimlerin kendilerine özgü ve bilimsel nitelikte öğrenme, öğretme, inceleme ve araştırma metodları vardır. Bunlara uyulmak, yani bilimsel nitelikleri korunmak ve 21 inci maddede öngörülen kayıtlar gözönünde tutulmak şartıyla bilim ve sanat çalışmaları serbesttir.”²¹⁰

Bilim ve sanat özgürlüğü, diğer çoğu temel hak ve özgürlüğün aksine, madde metninde özel sınırlama nedenleri öngörmemiştir. Bilim ve sanat özgürlüğünün insan hayatına yönelik tehditlerin önlenmesi dışında hiçbir sebeple sınırlandırılmayacağı görüşü ileri sürülmüş olsa da²¹¹, AYM'nin istikrar kazanmış uygulamasına göre, *“temel hak ve özgürlüklerin doğasından kaynaklanan bazı sınırları bulunduğu gibi Anayasa'nın başka maddelerinde yer alan kurallar da temel hak ve özgürlüklerin sınırını oluşturur”²¹². Bilim ve sanat özgürlüğüne de aynı ilkelerin uygulanacağı şüphesizdir²¹³. AYM, 1961 Anayasası döneminde de, kanun koyucunun bilim ve sanat özgürlüğünü “kamu yararı, insan hakları ve demokratik hukuk devleti ilkelerinin sınırları içerisinde kalmak şartıyla”²¹⁴ düzenleyebileceğini belirterek*

²⁰⁹ AYM, E. 2014/177, K. 2015/49, Kt. 14.05.2015.

²¹⁰ AYM, E. 1963/173, K. 1965/40, Kt. 26.9.1965.

²¹¹ San, **op. cit.**, s. 151.

²¹² AYM, E. 2014/36, K. 2015/51, Kt. 27.5.2015. Ayrıca aynı yönde bkz. AYM, E. 2014/176, K. 2015/53, Kt. 27.5.2015 (“Anayasa'nın diğer hükümlerinin gerektirmesi nedeniyle düzenlendiği maddede hiçbir sınırlama nedenine yer verilmeyen hakların da sınırlandırılması veya maddelerinde belirtilen nedenler dışında diğer anayasal nedenlere dayalı olarak sınırlama yapılabilmesi mümkün bulunmaktadır.”); AYM, E. 2012/100, K. 2013/84, Kt. 4.7.2013; AYM, E. 2013/10, 2013/130, Kt. 14.11.2013 (“Temel hak ve özgürlükler ancak Anayasa'nın ilgili maddelerinde belirtilen nedenlere bağlı olarak sınırlandırılabilir. (...) Ancak bu, düzenlendiği maddede hiçbir sınırlama nedenine yer verilmeyen hakların tamamının mutlak olduğunu ve bu hakların hiçbir şekilde sınırlandırılmayacağı anlamını taşımamaktadır.”); AYM, E. 2013/95, K. 2014/176, Kt. 13.11.2014 (“bu hakkın Anayasa'da düzenlenen diğer hak ve özgürlükler veya Devlete yüklenen ödevlerle çatışması durumunda da sınırlandırılması mümkündür.”); AYM, E. 2013/157, K. 2014/138, Kt. 11.09.2014 (“... özel sınırlama nedeni öngörülmemiş özgürlüklerin de o özgürlüğün doğasından kaynaklanan bazı sınırlarının bulunduğu, ayrıca Anayasa'nın başka maddelerinde yer alan hak ve özgürlükler ile Devlete yüklenen ödevlerin özel sınırlama sebebi gösterilmemiş hak ve özgürlüklere sınır teşkil edebileceği kabul edilmektedir.”).

²¹³ Aksi yönde bkz. AYM, E. 2011/59, K. 2012/34, Kt. 1.3.2012, Osman Alifeyyaz Paksüt'ün karşı oy yazısı. Hakim Paksüt, Anayasa m. 27'de herhangi bir sınırlama nedeni öngörülmediği için, AYM üyelerinin bilimsel toplantılara katılmalarının mahkeme başkanının iznine tabi kılınmasını öngören hükmün bilim özgürlüğüne aykırı olduğunu savunmaktadır. Hakim Paksüt, daha önce Anayasa m. 27'nin, sanat özgürlüğü ile ilgili olarak uygulandığı bir davada ise, bu maddede özel sınırlama nedeni öngörülmemesine rağmen bu özgürlüğün doğasında kaynaklanan birtakım sınırlar bulunduğunu ve diğer hak ve özgürlüklerin de bir sınır teşkil edebileceğini kabul etmiş; ancak bu tür özgürlüklerin Anayasa m. 13 bakımından değerlendirmesi yapılırken daha titiz davranılması gerektiğini belirtmiştir (AYM, E. 2013/95, K. 2014/176, Kt. 13.11.2014, Osman Alifeyyaz Paksüt'ün karşı oy yazısı).

²¹⁴ AYM, E. 1967/10, K. 1967/49, Kt.28.12.1967.

bilim özgürlüğüne sınırlar getirilebileceğini kabul etmiştir. AYM'nin son zamanlarda Anayasa m. 13 ile öngörülen temel hak ve özgürlüklerin sınırlandırılması rejimini uygulamak yerine, bilim ve sanat özgürlüğüne yapılan müdahaleleri incelerken, AİHM tarafından kullanılan “meşru amaç”, “zorlayıcı nedenler” gibi kriterlere de başvurduğu görülmektedir²¹⁵. Dolayısıyla, Anayasa m. 27’de özel sınırlama nedeninin bulunmamasının 13. maddenin uygulanmasına etkisini tartışmanın, pratik bir faydası kalmadığını söylemek yanlış olmayacaktır.

Alman Anayasası’nda da bilim özgürlüğü bakımından anayasa metninde açık bir sınırlama nedeni öngörülmemiştir. Bilim özgürlüğü ile aynı maddede güvence altına alınan ifade özgürlüğünün, gençliğin ve başkalarının haysiyetinin korunması sebebiyle kanunla düzenlenebileceği belirtilmiştir. Bilim özgürlüğü ile ilgili fıkrada ise, yalnızca öğretim özgürlüğünün kullanımı “anayasaya bağlılık” ile kayıtlanmıştır. İkinci fıkradaki sınırlama nedenlerinin bilim özgürlüğüne uygulanamayacağı kabul edilmiştir²¹⁶. Buna karşılık Alman Federal Anayasa Mahkemesi de, başkaca anayasa ile korunan hukuki menfaatler veya hak ve özgürlükler ile bilim özgürlüğü çatışmaya girdiğinde, bilim özgürlüğünün doğrudan tek başına üstün gelmeyeceğini, anayasal yorum yöntemleriyle sorunun çözülebileceğini içtihat etmiştir²¹⁷. Örneğin hakaret, iftira, şeref ve haysiyete saldırı, suç işlemeye kışkırtma, ayrımcılık, savaş kışkırtıcılığı gibi haller, bilim özgürlüğünün norm alanına girmeyecek ve korunmayacaktır²¹⁸. Buna göre Almanya’da bilim özgürlüğü, yine Alman Anayasası’nın 5. maddesinde düzenlenmiş olan ifade ve basın özgürlüğüne göre daha fazla korunmaktadır. Zira bu iki özgürlük kanunla sınırlandırılabilirken, bilim özgürlüğünü sınırlamak için çok daha sıkı koşullara gerek vardır ve bu istisnai haller dışında bilim özgürlüğü neredeyse

²¹⁵ AYM, E. 2014/177, K. 2015/49, Kt. 14.05.2015. AYM bu kararında “...bilim ve sanat özgürlüğünün sınırlandırılabilmesi için meşru amacın varlığı yeterli olmayıp temel hak ve özgürlüklerin sınırlandırılması rejimini belirleyen Anayasa’nın 13. maddesine de uyulması gerekmektedir.” Dedikten sonra 13. maddede yer alan ilkelerden yalnızca “demokratik toplum düzeninin gereklerine aykırı olmama” ve “ölçülülük” ilkeleri bakımından bir inceleme yapmıştır. AYM’nin, temel hak ve özgürlüklere yapılan müdahaleleri değerlendirirken Anayasa’ya tali bir kaynak gibi kullandığı hissedilmektedir.

²¹⁶ Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 138.

²¹⁷ Starck, **op. cit.**, s. 116; Hochmann, *Les limites à la liberté de l'«historien» en France et en Allemagne*, s. 531; Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 138. Alman öğretilerinde sınır içermeyen hakların diğer temel hak ve anayasal değerlerle çatışması halinde uygulanan sınırlama rejimi, “anayasa içeriksel sınırlamadır.” (bkz. Zafer Gören, **Anayasa Hukuku**, Ankara: Seçkin, 2006, s.367).

²¹⁸ Bülent Tanör/Necmi Yüzbaşıoğlu, **1982 Anayasasına Göre Türk Anayasa Hukuku**, 14. Bası, İstanbul: Beta, 2014, s. 136.

mutlaktır²¹⁹. Bunların yanında, aşağıda araştırma özgürlüğü başlığı altında ele alacağımız inkarcılık davalarında AİHS m. 17'nin uygulamasında olduğu gibi, temel hak ve özgürlüklerin kötüye kullanılmasını engelleyen Anayasa m. 14 de bilim özgürlüğü bakımından bir sınır oluşturmaktadır.

Ne var ki Anayasa'nın 27/2 hükmü, bilim ve sanat özgürlüğü bakımından bir tür "anayasal yasak"²²⁰ getirmektedir: "*Yayma hakkı, Anayasanın 1 inci, 2 nci ve 3 üncü maddeleri hükümlerinin değiştirilmesini sağlamak amacıyla kullanılamaz.*" Bu hüküm, hakkın tanımında yer alan, doğrudan doğruya anayasa vasıtasıyla hakkın anayasal sınırlarını oluşturan bir düzenlemedir²²¹. Bu hüküm, içeriği tam olarak belirlenmemiş bir soyut yasak olarak nitelenmiştir²²². Anayasa m. 27/2'nin bir özel sınırlama nedeni olmadığı belirtilmiş, hüküm ile getirilen yasaklar temel hakkın koruma alanını belirleyen, hakkın doğasından kaynaklanan "temel hak içeriksel" bir sınır olarak da nitelenmiştir²²³. Bilimsel faaliyeti sınırlayan böyle bir hükmün, demokratik anayasalarda yer almadığı belirtilmiştir²²⁴.

Anayasa'nın 4. maddesi, halihazırda ilk üç maddede yer alan devletin şeklinin cumhuriyet olması, cumhuriyetin nitelikleri, devletin bütünlüğü, resmi dili, bayrağı, milli marşı ve başkenti konularının değiştirilemeyeceğini ve değiştirilmesinin teklif dahi edilemeyeceği hükmünü getirmişken; MGK tarafından Anayasa metnine eklenen ve Anayasa'nın 27/2 maddesinde yer alan bu yasağın gerekliliği tartışılabilir. Anayasada değiştirilemeyecek kuralları belirten Anayasa'nın 4. maddesi, katı anayasa sisteminin bir göstergesidir ve anayasa değişikliklerinde tali kurucu iktidarı teklif aşamasında sınırlamaktadır²²⁵. Bu yasak, anayasayı değiştirme yetki ve

²¹⁹ Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 56.

²²⁰ Atalay, *Bilim Özgürlüğü*, s. 35.

²²¹ Ergun Özbudun, **Türk Anayasa Hukuku**, 14. Baskı, Ankara: Yetkin, 2013, s. 112.

²²² Tanör/Yüzbaşıoğlu, **op. cit.**, s. 137. AYM'ye göre ise bu hüküm, "*hakkın kullanımına yönelik anayasal bir sınırdır*" (AYM, E. 2013/95, K. 2014/176, Kt. 13.11.2014). Hükmün Anayasa m. 27 bakımından özel sınırlama nedenleri olduğu da belirtilmiştir (bkz. Nihat Bulut, "*Bilim Özgürlüğü: İçeriği ve Sınırlandırılması Sorunu*", **AÜEHFD**, C. IX, S. 1-2, 2005, s. 36).

²²³ Gören, *Anayasa Hukuku*, s. 367. Anayasa m. 27/2 hükmü, Alman Anayasası'nın 5/3 hükmünde öğretim özgürlüğü bakımından getirilen anayasaya sadakat kaydına benzetilmiştir.

²²⁴ Bülent Tanör, **Türkiye'de Demokratikleşme Perspektifleri**, İstanbul: TÜSİAD, 1997, s. 117,119.

²²⁵ Tanör/Yüzbaşıoğlu, **op. cit.**, s. 290-291; Gören, *Anayasa Hukuku*, s. 347; Kemal Gözler, **Anayasa Hukukunun Genel Teorisi**, C. I, Bursa: Ekin, 2011, s. 340-341 (Anayasa m. 4, tali kurucu iktidarın maddi sınırlarından biri olarak nitelendirilmektedir); Erdoğan Teziç, **Anayasa Hukuku**, 16. Bası, İstanbul: Beta, 2014, s. 201.

kudretini haiz yasama organını bağlamaktadır. 1982 Anayasası yapılırken, benzer bir güce sahip olmayan bilim insanları ve sanatçılar bakımından da aynı yasağın getirilmesi, devletin bilime ve sanata bakışını göstermesi açısından, gerçekten düşündürücüdür.

Öğretide bilim özgürlüğünün tabiatı gereği sınırlamaya elverişli olmayan bir hak olduğu görüşü savunulmuş²²⁶ ve buna rağmen anayasa tarafından kısıtlanmış olması eleştirilmiştir²²⁷. Hatta bilim özgürlüğünün düşünce özgürlüğünden dahi daha mutlak bir güvence ve serbestiye sahip olması gerekliliği de dile getirilmiştir²²⁸. Anayasa m. 27/2 hükmü, “insan hakları hukuku bakımından ölçsüz ve atipik sayılması gereken bir sınırlandırma kriteri” olarak nitelendirilmiş; kendine Anayasa’nın 64. maddesi ile sanatı ve sanatçıyı koruma ödevi yükleyen devletin, bir yandan da eserleri yayma hakkını sınırlaması çelişkili bulunmuştur²²⁹. Bu hüküm nedeniyle bir şehircibilimci başkentin Ankara’dan başka bir şehre taşınmasını, bir dilbilimci de İstiklal Marşı’nın sözlerinin yalınlaştırılmasını bilimsel nedenlere dayalı olarak savunamayacaktır²³⁰. Bilim özgürlüğünün sınırlandırılmasında sadece bilimin kendi kural ve ölçütlerinin esas alınması, bu ölçütleri karşılamadığı bilim çevrelerince kabul edilen çalışmalarınsa bilim özgürlüğünün koruma alanı dışında bırakılmasıyla²³¹, bilim için getirilecek mutlak koruma alanının muhafaza edilmesi mümkün olabilecektir. Keza, 2011’de yeni bir anayasa hazırlanması için oluşturulan, ancak 2013’te yeni bir anayasa metni ortaya konamadan dağılan²³² Anayasa Uzlaşma

²²⁶ Fazıl Sağlam, **Temel Hakların Sınırlanması ve Özü**, Ankara: AÜSBF, 1982, s. 105-106; Türkiye Barolar Birliği, **Türkiye Cumhuriyeti Anayasa Önerisi**, 5. Baskı, Ankara: TBB, 2011, s. 146; Tanör, *Türkiye’nin İnsan Hakları Sorunu*, s. 91.

²²⁷ Tanör/Yüzbaşıoğlu, **op. cit.**, s. 139.

²²⁸ Yusuf Şevki Hakyemez, **Militan Demokrasi Anlayışı ve 1982 Anayasası**, Ankara: Seçkin, 2000, s. 177.

²²⁹ Turgut Tarhanlı, “*Sanatsal İfade ve Yaratıcılık Özgürlüğü*”, **Perspectives**, Sayı: 8, 2014, s. 45-46. Anayasa’da bilim ve sanat özgürlüğü birlikte güvence altına alınmasına rağmen, devletin sanatı ve sanatçıyı korumaya yönelik bir hüküm getirmesine karşılık, bilim ve bilim insanları bakımından böyle bir hükmün getirilmemiş olması da eleştirilebilir.

²³⁰ Eroğul, **op. cit.**, s. 92; Burhan Kuzu, “*Türkiye’de Anayasal Planda ve Uygulamada İnsan Hak ve Hürriyetlerine Genel Bir Bakış*”, **İnsan Hakları Sempozyumu: 10-11 Aralık 1994 İstanbul**, İstanbul: İBB, 1995, s. 234. Benzer şekilde İstiklal Marşı’nın sözleri, güftesi ve bestesi üzerine de bilimsel yorumlar yapmak mümkün olmayacaktır (bkz. Atalay, *Bilim Özgürlüğü*, s. 37; Bulut, **op. cit.**, s. 36).

²³¹ Bulut, **op. cit.**, s. 32.

²³² 2011 Yılında Başlatılan Yeni Anayasa Yapım Süreci Anayasa Uzlaşma Komisyonunun Kuruluş, Çalışma Usuller ve Çalışma Sonucuna İlişkin Bilgi Notu, yeniayanayasa.tbmm.gov.tr (Erişim tarihi: 21.3.2015).

Komisyonu'nun üzerinde anlaştığı maddelerden biri olan bilim ve sanat özgürlüğüne ilişkin maddede, Anayasa m. 27/2'de olduğu gibi bir yasağa yer verilmemiştir²³³.

Anayasa m. 27/2'nin bilimin sadece “yayma” aşamasına bir sınır getirilmiş olduğu, Anayasa'nın ilk üç maddesinin değiştirilmesi ve geliştirilmesi hakkında bilimsel araştırma yapmanın da yasaklandığının çıkarılamayacağı yorumu²³⁴ yapılırsa da, bilimsel araştırmanın sonuçlarının yayımlanmasının da akademik özgürlüğün bir parçası olduğu düşünüldüğünde, bu yasakla lafzi yorumu aşan bir sınırlama getirildiği söylenebilir. Nitekim buna benzer bir hüküm olan Anayasa m. 130/4'e göre akademisyenler serbestçe her türlü bilimsel *araştırma* ve yayın yapabilirken, “Devletin varlığı ve bağımsızlığı ve milletin ve ülkenin bütünlüğü ve bölünmezliği aleyhinde faaliyette bulunma” yasaklanmıştır. 1961 Anayasası'nın aynı konuyla ilgili 120/4 maddesinde bunun gibi bir sınırlamanın olmadığını da belirtmekte fayda vardır²³⁵. Anayasa m. 130/4'te “faaliyet” teriminin kullanılmasının düşünceye değil, eyleme yönelik bir sınırlama getirildiği yorumu yapılmaktadır²³⁶. Bu iki düzenleme birlikte ele alındığında, akademisyenlerin yayınlarının Anayasa m. 27 yerine m. 130 kapsamına girdiği kabul edildiğinde, ortada daha az sınırlama nedeni olacaktır²³⁷. Ancak araştırma özgürlüğü kapsamında bir akademisyen, bu yasak alanlarda bir çalışma yapsa da, ifade özgürlüğünü kullanarak bunu yayımlayamadıktan, bilim camiasına ve kamuoyuna sunamadıktan sonra o araştırmanın, sağlayacağı kişisel

²³³ “Bilim ve sanat hürriyeti (özgürlüğü)

Madde 18. (1) Herkes, bilim ve sanatı serbestçe öğrenme ve öğretme, açıklama, icra etme, yayma ve bu alanlarda her türlü araştırma hak ve hürriyetine (özgürlüğüne) sahiptir.

(2) Devlet, bu hak ve hürriyetin (özgürlüğün) önündeki engelleri kaldırmak ve etkili biçimde kullanılmasını sağlamakla yükümlüdür.

(3) Devlet, sanatı ve kültürel etkinlikleri destekler ve sanatçıyı korur.” (bkz. TBMM Anayasa Uzlaşma Komisyonu, **Anayasa Taslak Metni**, yeniayanayasa.tbmm.gov.tr (Erişim tarihi: 21.3.2015)).

²³⁴ Hakyemez, **op. cit.**, s. 177; “...fıkra 1982 Anayasası'nın değiştirilemez hükümlerinin bilimsel açıdan ele alınıp incelenmesi, araştırılması değil; bu maddelerin değiştirilmesi gerektiği yönünde düşüncelerin yayılması yasaklanmış durumdadır.” (bkz. Ömer Korkmaz, **Düşüncüyü Açıklama Özgürlüğü ve Sınırları**, Ankara: Yetkin, 2014, s. 86).

²³⁵ 1961 Anayasası ile akademisyenlere araştırma ve yayın serbestliği getirilmesinin, onların sıradan vatandaşlardan ayrı değerlendirilmesi gerektiği anlamına gelmediği, herkesin bu konularda bağlı olduğu sınırlamaların akademisyenler için de geçerli olacağı ileri sürülmüştür (bkz. A. Selçuk Özçelik, **Esas Teşkilât Hukuku Dersleri**, İkinci Cilt: Türkiye'nin Siyasi Rejim ve Müesseseleri, Birinci Kitap, İstanbul: Fakülteler Matbaası, 1976, s. 202).

²³⁶ Mümtaz Soysal, **100 Soruda Anayasanın Anlamı**, 11. Baskı, İstanbul: Gerçek, 1997, s. 242. “Faaliyet” ifadesinin yazma ve konuşma da dahil çok fazla etkinliği kapsar biçimde yorumlanabilmesinin sakıncalarını gidermek üzere, madde metninde “faaliyet” kelimesi yerine “eylem” kelimesinin kullanılması önerilmiştir (bkz. Bulut, **op. cit.**, s. 37).

²³⁷ Ulaş Karan, “İfade Özgürlüğü Hakkı”, **İnsan Hakları Avrupa Sözleşmesi ve Anayasa**, Sibel İnceoğlu (ed.), 3. Baskı, İstanbul: Beta, 2013, s. 376.

tatmin dışında, pek de bir değeri kalmayacaktır²³⁸. Bu yayma yasağı, kişiyi yasak konularda çalışmamaya da iteeceğinden, araştırma özgürlüğünün de özüne dokunacaktır; zira akademisyen, araştırma konusunu özgürce seçmemektedir. Bu açıdan yaklaşıldığında, Anayasa m. 27/2 ile getirilen yasağın, bilimsel çalışmanın araştırma safhasını da etkilediği ölçüde akademik özgürlüğe aykırı olduğu açıktır.

²³⁸ 1982 Anayasası'nda, 1961 Anayasası'nda bulunmayan bir ayırım getirilerek düşünce özgürlüğü (m. 25) ile düşünceyi yayma özgürlüğünün (m. 26) ayrı ayrı düzenlenmesi de bu sebeple eleştirilmektedir. Zira açıklayamadıktan sonra, sadece herhangi bir düşünceye sahip olmak, aslında bir "özgürlük" değildir ve bu alanda yasak olmaması doğaldır (bkz. Eroğul, **op. cit.**, s. 89; Zafer Gören, "*Düşünceyi Açıklama Özgürlüğü*", **İstanbul Ticaret Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi**, Yıl: 12, Sayı: 24, 2013, s. 33; Kuzu, **op. cit.**, s. 232). Keza, ABD Yüksek Mahkemesi, söz veya eylem ile ifade edilmeyen düşüncelere müdahalede bulunulmasının imkansızlığı nedeniyle, bu konuda bir hak talebine ihtiyaç doğmadığı için, "düşünce özgürlüğünün" mutlaklığına hiç değinmemiştir (bkz. Dana Remus Irwin, "*Freedom of Thought: The First Amendment and the Scientific Method*", **Wisconsin Law Review**, 2005, s. 1505).

İKİNCİ BÖLÜM: AKADEMİK ÖZGÜRLÜĞÜN İKİ YÜZÜ: BİREYSEL AKADEMİK ÖZGÜRLÜK VE KURUMSAL AKADEMİK ÖZGÜRLÜK

I- Bireysel Akademik Özgürlüğün Kapsamı ve Sınırları

Üniversiteler, Orta Çağ'dan beri birtakım muafiyetlerden faydalanmıştır. Ancak 19. yüzyılın sonunda, özellikle Almanya'da, üniversitenin bir yükseköğretim kurumu olmaktan da öte, bir araştırma kurumu olduğu düşüncesi oluşmuştur²³⁹. Üniversiteye eğitimin yanında araştırma rolü de yüklenince akademik özgürlüğün içeriğinin yeniden tanımlanması gerekmiştir²⁴⁰. Üniversitenin temel iki işlevi eğitim ve araştırma olmakla birlikte, insanlığın ortak mirası olan kültürü aktarmanın da üniversitelere düştüğü söylenebilir²⁴¹. Üniversitelerin özerk, bağımsız yapılar olmasının da ötesinde, araştırma faaliyetlerinin sağlıklı bir biçimde yürütülebilmesi ve ilerlemeye katkı sağlanabilmesi amacıyla akademisyenlerin de bireysel olarak birtakım mesleğe has özgürlüklerden faydalanması gerektiği anlayışı yerleşmiştir.

ABD federal temyiz mahkemesine göre akademik özgürlük, ifade özgürlüğünün bir parçası olarak görülmesine karşılık esasen iki anlamlıdır. Akademik özgürlük kavramı, hem üniversitenin hükümet tarafından herhangi bir müdahaleye uğramadan hedeflerini gerçekleştirme özgürlüğünü, hem de bireysel olarak öğretmenin üniversite tarafından herhangi bir müdahaleye uğramadan

²³⁹ Metzger, *Academic Freedom in the Age of the University*, s. 95.

²⁴⁰ Beaud, *Les libertés universitaires (I)*, s. 179.

²⁴¹ Ortega y Gasset, *op cit.*, s. 36, 43.

hedeflerini gerçekleştirme özgürlüğünü ifade etmektedir²⁴². Bu bölümde önce akademik özgürlüğün bireysel yönünü ele alacağız.

Akademik özgürlüğün ne tür hak ve özgürlükleri kapsadığı konusunda bir fikir birliği bulunmamaktadır. 1915 yılında AAUP, akademik özgürlüğü tanımlarken yine *Lehrfreiheit* ve *Lernfreiheit*'tan bahsetse de, akademik özgürlüğü münhasıran akademisyenlerin sahip olduğu bir özgürlük olarak ele alacağını belirtmektedir²⁴³; bu bağlamda da akademik özgürlüğün üç unsuru olduğunu öngörmektedir: araştırma özgürlüğü, öğretim özgürlüğü ve akademisyenin üniversite dışında görüşlerini serbestçe ifade etme ve siyasi faaliyette bulunma özgürlüğü. Akademik özgürlüğe ilişkin uluslararası nitelikli belgelerin içeriğine bakıldığında ise akademik özgürlüğün şu unsurları içerdiği görülmektedir: akademisyenlerin her türlü ayrımcılık ve baskıdan uzak biçimde üstlendikleri işlevleri yerine getirme hakkı; bu hakkı kullandıkları için görevden uzaklaştırılmama, sansüre uğramama, herhangi bir şekilde cezalandırılmama hakkı; yalnızca bilimsel ilkelere bağlı olarak elde ettikleri bulguları özgürce yayımlama hakkı; serbestçe kendi bilgi ve vicdanlarına göre ders verme hakkı; öğrencilerin öğrenim özgürlüğünden üniversite yönetimine katılmak suretiyle yararlandırılmaları ve üniversite özerkliği²⁴⁴. Bireysel akademik özgürlüğün eğitim, öğretim, araştırma ve yayın yapma özgürlüklerinden oluştuğu da ileri sürülmüştür²⁴⁵.

Görüldüğü üzere bireysel yönüyle akademik özgürlüğün içeriği belirlenirken çok farklı unsurlar dikkate alınabilmektedir. Şu noktayı da gözden kaçırmamak gerekir ki “akademik özgürlük” kavramı, üniversitenin işlevlerini, özellikle de tarafsız araştırma ve eğitim işlevlerini yerine getirmesi için gerekli olan haklar için kullanılmalıdır²⁴⁶; bu bağ kurulamadığında genel hak ve özgürlükler rejimi geçerli

²⁴² Piarowski v. Illionis Community College, 759 F.2d 625 (7th Cir. 1985), *ncac.org*, Erişim tarihi: 28.04.2015. Bu ilkesel ifadeye birçok kararda atıf yapılmıştır (bkz. Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 192).

²⁴³ AAUP, **1915 Declaration of Principles on Academic Freedom and Academic Tenure**, *aaup.org*, Erişim tarihi: 24.06.2014.

²⁴⁴ Ergün, **op. cit.**, s. 10-11.

²⁴⁵ Vrieling/Lemmens/Parmentier/The LERU Working Group on Human Rights, **op. cit.**, s. 123.

²⁴⁶ Byrne, **op. cit.**, s. 262.

olacaktır. Bu bölümde, söz konusu unsurları araştırma özgürlüğü, öğretim özgürlüğü, iş güvencesi ve ifade özgürlüğü genel başlıkları altında irdelemeyi tercih ettik.

A- Araştırma Özgürlüğü

Akademik özgürlüğün en önemli bileşeninin araştırma özgürlüğü olduğunu söylemek mümkündür²⁴⁷; zira araştırma özgürlüğü, akademik özgürlüğün diğer unsurları olan ifade özgürlüğü ve öğretim özgürlüğünün de önkoşulu olarak düşünülebilir. Diğer düşünce özgürlükleri ile olan bu bağı, sadece belli bir bilim insanları zümresine ait bir araştırma özgürlüğünün tanınmasına kıyasla, araştırma özgürlüğünün toplum tarafından da bir temel hak olarak daha kolay kabul görmesini sağlayacaktır²⁴⁸. Bilgi sahibi olabilmek, bilgiyi başkalarına öğretebilmek, yayın yoluyla bilgiyi yayabilmek için öncelikle kişinin özgürce araştırma yapabilmesi gerekmektedir. Düşünce özgürlükleri arasında araştırma özgürlüğü, bizzat düşüncenin oluşumunun bir şartı olduğu için özel önemi haizdir²⁴⁹. Günümüzde üniversitenin işlevlerinden birinin de araştırma olduğu kabul edilmektedir. XVIII. yüzyılın sonu ve XIX. yüzyılın başlarında, araştırma kavramının içeriğinin değişmesiyle araştırma özgürlüğünün sahip olduğu önem artmıştır. Daha önce hakim olan skolastik düşüncede araştırma, kabul olunan dogmalara açıklama getirme, bunları doğrulama ve mantıksallaştırma çabasını ifade etmekteydi. Ancak Alman İdealizmi, yeni bir araştırma tanımı ortaya koymuştur. Buna göre araştırma müspet bir yaratı eylemidir²⁵⁰; bu noktadan itibaren akademisyenin görevi de kabul edilen gerçeği öğretmek yerine, gerçeği aramak haline gelmiştir²⁵¹. Bu durum da araştırma özgürlüğünün akademik özgürlüğün ilk unsuru olarak ortaya çıkmasını sağlamıştır²⁵². Üniversitenin “akademik konformizme” kapılmadan eleştirel ruhunu korumasını

²⁴⁷ “Araştırma özgürlüğü, bilimin zorunlu unsuru olduğundan dolayı bilim özgürlüğünün özünü oluşturmaktadır.” (bkz. Bingöl, *Üniversite Özerkliği*, s. 153).

²⁴⁸ Mark B. Brown/David H. Guston, “*Science, Democracy, and the Right to Research*”, **Science and Engineering Ethics**, Volume 15, Issue 3, 2009, s. 359.

²⁴⁹ Verpeaux, **op. cit.**, s. 144.

²⁵⁰ Metzger, *Academic Freedom in the Age of the University*, s.97.

²⁵¹ Bir başka ifadeyle üniversitenin görevi gerçeği “öğretmek” iken gerçeği “araştırmak” haline gelmiştir (bkz. S. Hook, *Academic Freedom and Academic Anarchy*, New York: Delta, 1971, s. 15’ten aktaran Beaud, *Les libertés universitaires à l’abandon?*, s. 57).

²⁵² Beaud, *Les libertés universitaires (I)*, s. 187.

sağlayacak olan da araştırma özgürlüğüdür²⁵³. Ayrıca, üniversitenin diğer temel işlevi olan öğretimin yerine getirilebilmesi için de araştırmanın özgür olmasının olmazsa olmaz bir koşul olduğu açıktır.

Araştırma özgürlüğü, içinde birçok alt unsuru barındırdığından, bunlardan her birine farklı alt başlıklar altında yer verilecektir.

1- Araştırma Kavramı ve Araştırmaya Getirilebilecek Sınırlar

Bilim, yeterli derecede birlik ve genellik özelliğini haiz ve bilimle uğraşan kişilerin birbirine uygun sonuçlara varmasına olanak sağlayan; keyfi uygulamalardan ya da bu kişilerin ortak olan kişisel beğeni veya çıkarlarından değil, aşama aşama keşfedilen nesnel ilişkilerden kaynaklanan; daha önceden belirlenmiş doğrulama yöntemleriyle teyit edilen bilgiler ve araştırmalar bütünü olarak tanımlanabilir²⁵⁴. Sadece bir bilimin içeriğini öğrenmek ya da açıklamak bilim sayılmayacaktır; bilim, ortaya bazı sorunların atılıp bunların çözümlenmeye çalışılması faaliyetidir²⁵⁵. Bilimin iki temel özelliği olduğu kabul edilir: sistematik olarak deneye dayalı bilgi toplanması ve yeni bilgi üretilmesi ile bu verilerden tarafsız ve dikkatli deneyler, analizler ve değerlendirmeler vasıtasıyla çıkarımlarda bulunulması²⁵⁶. “Araştırma” dendiğinde akla öncelikle laboratuarlarda yapılan deneyleriyle pozitif bilimler gelse de, bu kavram ölçülebilir deneylerden ibaret değildir. Bilhassa sosyal bilimlerde yapılan alan araştırmaları, görüşmeler, hatta çeşitli basılı, görsel veya işitsel kaynaklara ulaşım da araştırma yapmanın kapsamına girmektedir.

Hukuki açıdan bilimin ne olduğunu değerlendirirsek, Alman Anayasa Mahkemesi'nin tanımına göre bilim, “bilinenler ile bilinebilecekleri örtüştürmek

²⁵³ Olivier Gohin, *La liberté d'expression dans l'enseignement supérieur: le cas des universitaires*, Politia 2006/10, s. 125'ten aktaran Kuri/Marguénaud, **op. cit.**, s. 2924.

²⁵⁴ André Lalande, **Vocabulaire technique et critique de la philosophie**, Vol. 2, Paris: PUF, 1993, s. 954.

²⁵⁵ Ortega y Gasset, **op. cit.**, s. 53.

²⁵⁶ McDonald, **op. cit.**, s. 989

yolundaki ciddi çabadır”. Yine Mahkeme’ye göre bilimsel faaliyet, “şekil ve içerik olarak, gerçeği ortaya çıkarmak için ciddi ve planlı bir girişim olarak görülebilecek her şeydir”²⁵⁷. İsviçre Federal Mahkemesi de araştırma özgürlüğünü, “araştırılacak sorunların, yöntemin ve uygulamasının özgürce belirlenmesi ile insanlığın bilgilerinin artırılması ve iletilmesi” olarak tanımlamıştır²⁵⁸. Bu geniş tanımlardan da görülebileceği gibi bilim, katı bir şekilde önceden belirlenmiş bir kurallar silsilesi değil, özgür bir uğraşı alanıdır. Araştırma kapsamında kişi, gerçeğe ulaşmak için çok farklı faaliyetlerde bulunmak durumundadır. Her disiplinin araştırma yöntemleri birbirinden farklı da olacağı için soyut olarak araştırma özgürlüğünün hangi faaliyetleri kapsayacağını saymak pek mümkün değildir²⁵⁹. Bu yöndeki faaliyetlerde bulunmanın engellenmesi de, bir insan hakları sorunu olarak karşımıza çıkmaktadır. Söz gelimi bir tezde kullanılmak üzere üniversitenin bilgisayarlarına El Kaide örgütünün eğitim kitapçıklarını indiren kişilerin terörle mücadele mevzuatına dayanarak gözaltına alınması²⁶⁰, akademisyenlerin araştırma yaptıkları konuların kayıtlarının resmi organlarca denetim altında tutulması²⁶¹, yabancı bilimadamlarının kaçakçılık mevzuatı bahane edilerek ülkedeki bilimsel toplantılara katılmasının engellenmesi²⁶², bazı kimyasal maddeleri kullanarak deney yapacak kişilerin geçmişi hakkında ön soruşturma yapılması zorunluluğu getirilmesi²⁶³, yapılacak saha araştırmalarının izin şartına bağlanması²⁶⁴, biyoetik uygulamaları çerçevesinde tıp bilimleri alanındaki birçok araştırmanın sıkı denetim altında tutulması ve hatta

²⁵⁷ BVerfGE 23, 112 ve BVerfGE 35, 79’dan aktaran Hochmann, *Les limites à la liberté de l'«historien» en France et en Allemagne*, s. 530. Yine Alman Anayasa Mahkemesi’nin içtihadına göre “bilgiyi araştırırken, yorumlarken ve iletirken, bilimin kendine özgü kanunlarına uygun süreçler, davranışlar ve kararlar”, Alman Anayasası m. 5/3’te düzenlenen bilim özgürlüğü ile korunmaktadır; bilimsel araştırmayı ayırt eden iki özellik gerçeği keşfetme iradesi ve bilgiye ulaşmada izlenen yöntemin aleniliğidir (bkz. BVerfGE 47, 327 ve BVerfGE 90, 1’den aktaran Kley, **op. cit.**, s. 2). Almanya’da ortaya konan bu kriterlere göre “bilimsellik” tespit edilirken, yeni bilginin mantıksal yoldan onaylanması ve geçerliliğinin test edilebileceği bir bütün içine yerleşmesi önemlidir (bkz. Atalay, *Bilim Özgürlüğü*, s. 8).

²⁵⁸ ATF 127 I 145, JdT 2003 I 150, s. 157.

²⁵⁹ Kley, **op. cit.**, s. 8.

²⁶⁰ Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 258.

²⁶¹ ABD’de *PATRIOT Act* olarak bilinen anti-terör kanunu kapsamında, örneğin terör örgütlerinin tarihini ve yapısını araştıran bir araştırmacı, bu denetime olanak veren hüküm nedeniyle bir FBI soruşturması ile karşı karşıya kalabilecektir (bkz. Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 264).

²⁶² Robert L. Park, “*Restrictions on Scientific Freedom*”, **IEEE Technology and Society Magazine**, Volume: 4, Issue: 1, 1985, s. 8.

²⁶³ Genevieve J. Knezo, “**Sensitive But Unclassified**” and Other Federal Security Controls on Scientific and Technical Information: History and Controversy (CRS Report RL31845), 2004, fas.org/sgp/crs/RL31845.pdf, Erişim Tarihi: 16.06.2014, s. 10.

²⁶⁴ YÖK’ün Suriyeli göçmenlerle ilgili saha çalışmaları yapan araştırmacıların İçişleri Bakanlığı’ndan izin almasına ilişkin, “gizli” ibaresi ile üniversitelere gönderdiği yazı, basında yer almıştır (**YÖK’ten üniversitelere talimat: Suriyelileri araştırmak yasak**, odatv.com/n.php?n=suriyelileri-arastirmak-yasak-0605151200, Erişim tarihi: 07.05.2015).

yasaklanması gibi örnekler, araştırma özgürlüğüne doğrudan ya da dolaylı şekilde birçok sınırlama getirilebileceğini göstermektedir.

Ahlak ve etikten kaynaklanan endişelere bağlı olarak da birçok alanda yapılabilecek araştırmalara sınırlamalar getirilmektedir²⁶⁵. Bilhassa embriyolar üzerinde deneyler yapılması ve insan klonlanması gibi konular, bilimsel açıdan olanaklı olmasına rağmen tabu olarak görülmekte ve birçok ülkede yasaklanmaktadır²⁶⁶. AİHM bir kararında embriyoların bilimsel araştırma amacıyla kullanılmasının bir tür bilgilerin iletilmesi özgürlüğü teşkil edebileceğini kabul ederek²⁶⁷, bu konuda kategorik yasaklar getirilmesinin araştırma özgürlüğüne müdahale sayılacağını belirtmiştir. “Hassas” olarak addedilen konularda yapılan araştırmaların engellenmesinin yanı sıra, teknik anlamda ilerlemiş olan toplumumuzda bile, genel olarak bilimsel ilerlemeye karşı bir korku ve çekingenliğin, hatta düşmanlığın olduğu da savunulabilir²⁶⁸. Bilimsel araştırmalar sonucu elde edilecek verilerin her zaman insanlığın hayrına sonuçlar doğurmayabileceği

²⁶⁵ Bu konuda ilginç bir örnek, Nazi Almanyasında insanlar üzerinde yapılan deneylerden elde edilen verilerin, hukuka aykırı elde edilen delillerin yargılamada kullanılmamasına benzer şekilde, bilimsel çalışmalarda kullanılmamasının önerilmiş olmasıdır (bkz. Peter Mostow, “‘Like Building on top of Auschwitz’: On the Symbolic Meaning of Using Data from the Nazi Experiments, and on Non-Use as A Form of Memorial”, **Journal of Law & Religion**, Vol. 10, No. 2, 1993-1994, ss. 403-431).

²⁶⁶ Avrupa Konseyi, bilimsel araştırmalarda insan onurunun korunması için temel ilkeleri ortaya koyan 1997 tarihli, “Oviedo Sözleşmesi” olarak da bilinen, Biyoloji Tıbbın Uygulanması Bakımından İnsan Hakları ve İnsan Haysiyetinin Korunması Sözleşmesi: İnsan Hakları ve Biyotıp Sözleşmesi’ni hazırlamıştır. Türkiye de bu sözleşmeye taraftır (Sözleşme’nin Türkçe metni için bkz. RG. 20.04.2004 - 25439). Bu Sözleşme’ye göre sadece araştırma amaçlı olarak embriyo üretilmesi yasaktır (m. 18/2). AB Temel Haklar Şartı da üreme amaçlı insan klonlamayı açıkça yasaklamaktadır (m. 3/2/d). BM de insan klonlama konusunda bir uluslararası sözleşme hazırlamak üzere çalışmalara başlamış, gerekli uzlaşma sağlanamadığı için sonunda sadece Genel Kurul tarafından alınan ve üye devletlerin insan onuruna aykırı düşen her türlü klonlamayı yasaklamasını öngören bir kararla yetinilmiştir (United Nations, General Assembly, **United Nations Declaration on Human Cloning**, 59/280 (8 March 2005) (*un.org*)).

²⁶⁷ Parrillo c. Italie (déc.), No. 46470/11, 28.05.2013, § 2. Karara konu olan olayda başvuru, eşinin ölmesi nedeniyle kullanmak istemediği embriyolarını bilimsel araştırmalarda kullanılmak üzere başlatmak istemiş, ancak embriyolar üzerinde deney yapılmasına izin vermeyen İtalyan mevzuatı tarafından engellenmiştir. AİHS m. 10 bakımından değerlendirmesini yaparken Mahkeme, embriyolar üzerinde araştırma yapma hakkının başvurucuya değil bilim insanlarına ait olduğundan bahisle kişi bakımından (*ratione personae*) yetkisizlik kararı vermiştir. Başvurunun mülkiyet hakkı ve özel hayata saygı ile ilgili kısmı hakkında henüz karar verilmemiştir. Bu karardan AİHM’nin biyoloji çalışmalarında getirilen yasaklara sıcak bakmayacağı sonucuna varılabilir.

²⁶⁸ John T. Edsall, **Scientific Freedom and Responsibility**, Washington: American Association for the Advancement of Science, 1976, s. 11. Yazar Eski Ahit’in Vaiz Kitabındaki “Çünkü çok hikmette çok keder var; ve bilgi artıran dert artırır.” (Kitabı Mukaddes - Eski ve Yeni Ahit, İstanbul: Kitabı Mukaddes Şirketi, 1949, Vaiz 1:18) şeklindeki ifadeye atıfla kökleri çok eski olan bu düşmanlığın hâlâ sürdüğüne işaret etmektedir.

endişesi²⁶⁹, diğer hak ve özgürlüklerin bilimsel araştırmalar karşısında korunması endişesi kadar araştırma özgürlüğü konusuna damgasını vurmuştur.

Araştırma özgürlüğüne bu tür doğrudan yasaklar getirilebileceği gibi, belli alanlardaki çalışmalar teşvik edilerek, diğer alanlarda araştırma yapma özgürlüğü dolaylı yoldan sınırlanabilir. Örneğin Fransa’da çıkan *Loi Taubira*’nın ikinci maddesi, “okul programları ile tarih ve insan bilimleri alanındaki araştırma programları, siyahilerin insan ticaretine ve köleliğe konu olmasının sahip olduğu öneme göre gereken yeri verirler” hükmünü getirmektedir²⁷⁰. Bu kanunun asıl amacı, insan ticareti ve köleliği insanlığa karşı suç olarak tanımak olsa da, yer verilen bu hükmün yaptırım gücüne sahip, bağlayıcı bir düzenleme olarak görülmesi de mümkündür. Bu takdirde, bu konuda yapılan çalışmaların daha değerli görülmesi gibi bir sonuç doğacaktır ve bu da araştırma ve öğretim özgürlüğü ile yükseköğretimdeki öğretim elemanlarının bağımsızlığına aykırı olacaktır²⁷¹.

2- Araştırma Konusunu ve Yöntemini Seçme Özgürlüğü

Klasik anlamda bilim özgürlüğü, akademisyenin üç alanda serbestçe hareket etmesini içermektedir²⁷²: Araştırılacak konuyu seçmek, araştırmada izlenecek yöntemi seçmek ve araştırmasının sonunda genel kabullere ters düşen sonuçlara varabilmek²⁷³. Bilimsel araştırmada en az üç aşama bulunmaktadır: Hakkında araştırma yapılacak konuyu ve önermeleri belirlemek, bu önermelerin doğruluğunu gözlem, deney veya diğer yöntemlerle sınamak ve son olarak da bu şekilde elde

²⁶⁹ “Hukuk, bilinmeyen karşısında duyulan korkuya karşı savaşta bir araç olarak kullanılmaktadır.” (bkz. Etienne Vergès, “ *L’évolution scientifique et technologique au prisme du droit: aperçu d’une relation à plusieurs facettes*”, **Variation, évolutions, métamorphoses**, Saint-Etienne: PU Saint-Etienne, 2012, s. 380)

²⁷⁰ Loi n° 2001-434 du 21 mai 2001 tendant à la reconnaissance de la traite et de l’esclavage en tant que crime contre l’humanité (*legifrance.gouv.fr*).

²⁷¹ Emmanuel Cartier, “*Histoire et droit: rivalité ou complémentarité?*”, **RFDC**, No. 67, 2006, s. 531.

²⁷² Bayertz, **op. cit.**, s. 390.

²⁷³ SSCB’de Stalin’in desteğini gören genetikçi Lisenko’nun teorilerinin aksini savunan bir diğer genetikçi Vavilov’un ölümüne mahkum edilmesi, araştırma özgürlüğünün bu üçüncü unsurunun önemi açısından çarpıcı bir örnektir (bkz. Gérard Huber, “*İdeolojik Sapma ve Etik Koruma*”, **Bilim ve İktidar**, s. 135).

edilen verileri eleştirel bir çözümlenmeye tabi tutmak²⁷⁴. Bu özgürlüklere ve aşamalara, araştırmanın sonuçlarının yayımlanması eklenebilecek olsa da²⁷⁵, bu konuda yapılan müdahalelerin araştırma özgürlüğünden çok ifade özgürlüğünün alanına girdiği, dolayısıyla ifade özgürlüğü başlığı altında değerlendirilmesi gerektiği kanaatindeyiz. Tek başına araştırma yapmanın başlı başına ifade özgürlüğü kapsamına girip girmediği dahi tartışılabilir olmasına rağmen²⁷⁶, araştırma özgürlüğü, yayma özgürlüğü ile bir arada değerlendirilerek ifade özgürlüğünün kapsamı içine sokulmaya çalışılmıştır. Mevcut hukuki enstrümanlar ile araştırma özgürlüğüne, ancak ifade özgürlüğü çerçevesinde bir koruma sağlanabilmiştir²⁷⁷. Örneğin AİHM'nin araştırmacının özgürlüğünü ilk kez AİHS m. 10 altında değerlendirdiği²⁷⁸

²⁷⁴ McDonald, **op. cit.**, s. 990-991. Yazar, araştırma sonuçlarının bilim camiasına sunulması aşamasının bir bilginin bilimsel olması için zorunlu bir şart olup olmadığı konusunda tartışmalar olmakla birlikte, her iki kabulde de yayım aşamasının bilginin bilimsellik iddiasını güçlendireceği kanaatindeyiz.

²⁷⁵ Örneğin bkz. Albina Ovcearenco, “*La liberté de recherche des scientifiques au regard de l'article 10 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme*”, **Journal International de Bioéthique**, Vol. 15/1, 2004, s. 70); Kuri/Marguénaud, **op. cit.**, s. 2924; Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 205; Blaizot-Hazard, **op. cit.**, s. 18. Alman Anayasa Mahkemesi de yayımlama özgürlüğünü akademisyenlerin araştırma özgürlüğü kapsamında değerlendirmektedir (bkz. Prüm/Ergec, **op. cit.**, s. 13).

²⁷⁶ İfade özgürlüğünü açıklayan teoriler, bilimsel deneylere uygulandığında, salt deney yapma eyleminin dış dünyaya yansiyıp fikirler pazarına girmemesi, kamuoyu oluşmasına bir katkıda bulunmaması nedeniyle, deney yapmanın ifade özgürlüğünün koruma alanına girmeyeceğini; deney yapmanın düşünce özgürlüğü üzerinde temellendirilerek anayasal korumaya kavuşturulabileceğini savunmuşlardır (bkz. Irwin, **op. cit.**, s. 1491, 1532). ABD’de araştırma özgürlüğü ayrıca, kişi özgürlüğü ve özel hayata saygı (ABD Anayasası On Dördüncü Değişiklik), örgütlenme özgürlüğü ve ifade özgürlüğü ile temellendirilmeye çalışılmıştır (bkz. John A. Robertson, “*The Scientist’s Right to Research: A Constitutional Analysis*”, **Southern California Law Review**, Vol. 51, Issue: 6, 1978, s. 1212-1240). Yazar, bilimsel bilginin elde edilmesi sürecinin nihai ifadeye bağlılığı sebebiyle, araştırma özgürlüğünün ifade özgürlüğünün koruma alanı altında olduğunu savunmaktadır (**Ibid.**, s. 1217). Byrne da Birinci Değişiklik’in öğretimi, bilimi ve deney yapmayı koruduğunu savunmaktadır (bkz. Byrne, **op. cit.**, s. 258). ABD’de yargı kararlarında da hakim olan fikirlerin pazaryeri (*marketplace of ideas*) teorisi, bilimsel deneyler tek başına ileti niteliği taşımadığı veya deneyin engellemesinin nihai ifadeyi de engelleyeceği ortaya konmadıkça ifadeyi kolaylaştırıcı davranış olarak koruma görmeyeceğini ileri sürerek, deney yapmanın Birinci Değişiklik kapsamında değerlendirmenin zorluğunun altını çizmiştir (bkz. Gary L. Francione, “*Experiment and the Marketplace Theory of the First Amendment*”, **University of Pennsylvania Law Review**, Vol. 136, Issue 2, 1987, s. 459, 512; McDonald, **op. cit.**, s. 993-995). Bilimsel deneylerin diğer insan faaliyetlerine kıyasla herhangi bir ayrıcalığa sahip olmadığı bu yüzden tıpkı diğer faaliyetler gibi sınırlanabileceği görüşü ileri sürülmüştür (bkz. Thomas G. Kelch, “*Animal Experimentation and the First Amendment*”, **Western New England Law Review**, Vol. 22, Issue 2, 2000, s.501). Bilimsel araştırma yapma hakkının ifade özgürlüğünden ziyade, kişilere haklarını kullanmaları için usuli güvenceler sağlanmasını öngören adil yargılanma hakkı ile ilişkilendirilerek anayasal korumaya kavuşturulabileceği de savunulmuştur (bkz. James Weinstein, “*Democracy, Individual Rights and the Regulation of Science*”, **Science and Engineering Ethics**, Volume 15, Issue 3, 2009, s. 422, 428).

²⁷⁷ Bilimsel araştırma özgürlüğünün korunması bakımından, iki sistemden bahsedilebilir: Bunlardan birincisi araştırma özgürlüğünü anayasalarında ayrıca “bilim ve sanat özgürlüğü” altında koruma altına alınması, ikincisi ise bu tür sarıh bir korumanın olmadığı sistemlerde araştırma özgürlüğünün ifade özgürlüğü altında değerlendirilmesidir (bkz. Santosuosso/Sellaroli/ Fabio, **op. cit.**, s. 342).

²⁷⁸ Ovcearenco, **op. cit.**, s. 72.

Hertel kararında²⁷⁹, bilimsel araştırma sonucu elde edilen ve kamuoyunu da ilgilendiren bilgilerin yayımlanmasının engellenmesinin demokratik bir toplumda gerekli olarak görülemeyeceği sonucuna varılmıştır. Mahkeme'ye göre, kesin doğruların olmadığı bilim gibi bir alanda, “*ifade özgürlüğünü yalnızca genel kabul gören fikirlerle sınırlamak*” kabul edilemezdir²⁸⁰. Kararda korunan salt araştırma olmaktan ziyade, bu araştırmanın sonuçlarının yayımlanmasıdır; dolayısıyla dış dünyaya yayın yoluyla yansıtılan bilim korunurken salt araştırmanın da ifade özgürlüğü bağlamında korunup korunamayacağı AİHM içtihadında açık değildir. Araştırma, esasen eylemlerden oluşur; sadece sosyal bilimlerde görüşme ve anket yapma gibi sözlü veya yazılı iletişim araçlarını içermektedir. Bu durum da ifade özgürlüğü ile bağlantılı olmasına rağmen, ayrı bir kategori olarak araştırma özgürlüğünü de içeren akademik özgürlüğün açıkça tanınması halinde, araştırmaya getirilen sınırlamaların anayasallık denetimine tabi tutulabilmesine imkan verecektir²⁸¹. Kısacası, bağımsız bir araştırma özgürlüğüne ihtiyaç vardır ve bu nedenle akademik özgürlüğün unsurları incelenirken araştırma özgürlüğü ayrılmalı ve bu şekilde incelenmelidir.

Bilimsel araştırmanın korunmasının gerekliliği tartışılırken, ifade özgürlüğü gibi²⁸², kişinin kendini geliştirme hakkı da bir hareket noktası olarak kabul edilmiştir. İsviçre’de bilim özgürlüğü açıkça anayasaya konmadan önce İsviçre Federal Mahkemesi, bilim özgürlüğünü açıkça bir anayasal hak olarak tanımaktan çekinmekle birlikte²⁸³, araştırma özgürlüğünü ifade özgürlüğü ve kişinin maddi ve

²⁷⁹ *Hertel v. Switzerland*, No. 53440/99, 17.01.2002. Karara konu olan olayda mikrodalga fırınlarda hazırlanan yiyeceklerin insan sağlığı üzerindeki etkilerini anlatan bir makalenin yayını, ev eşyası üreticilerinin başvurusu üzerine haksız rekabet kuralları uyarınca yasaklanmıştır.

²⁸⁰ *Ibid.*, § 50. Kural olarak ticari söylemler, ifade özgürlüğü bağlamında daha düşük bir korumaya sahipken (bkz. Philip Leach, **Taking a Case to the European Court of Human Rights**, Third Edition, Oxford: Oxford University Press, 2011, s.377; Karan, **op. cit.**, s. 362; Barendt, *Freedom of Speech*, s. 406), *Hertel*’de olduğu gibi kamu sağlığı gibi bir kamu yararı söz konusu olduğunda devletin ticari söylemler konusundaki takdir yetkisi de daha sınırlı olmaktadır (bkz. Thérèse Murphy/Gearóid Ó Cuinn, “*Works in Progress: New Technologies and the European Court of Human Rights*”, **Human Rights Law Review**, Vol. 10, 2010, s. 619-620).

²⁸¹ Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 205.

²⁸² Barendt, *Freedom of Speech*, s. 13. Kişinin kendini gerçekleştirme dayanan argüman, ifade özgürlüğünün hakikatin bulunmasına veya demokrasiye yaptığı katkılara bakmadan, salt ifade özgürlüğünü başlı başına, bağımsız bir “iyi” olarak değerlendirmektedir.

²⁸³ Andreas Auer/Giorgio Malinverni/Michel Hottelier, **Droit constitutionnel suisse - Vol. II: Les droits fondamentaux**, Berne: Stämpfli, 2000, s. 292.

manevi varlığını geliştirme hakkına işaret eden kişisel özgürlüğe²⁸⁴ bağlı olarak değerlendirmektedir. Araştırma özgürlüğünün hukuken korunmasını savunmak için, bilimin demokrasiye yapacağı katkı da bir gerekçe olarak ileri sürülebilir. Demokratik bir toplumda vatandaşların bilgi edinme ve bu sayede demokratik süreçlere daha etkili katılma hakkının gittikçe artması karşısında araştırma özgürlüğünün de temel hak ve özgürlüklerden sayılması gerektiği sonucu ortaya çıkar. Ancak bilimsel araştırma, insanlar için taşıdığı öneme rağmen, demokrasi ile - sözelimi basın kadar- sıkı bir ilişki içerisinde değildir²⁸⁵. Ayrıca araştırma ile demokrasi arasında bir bağ kurduğumuzda, demokrasiye yapacakları katkı kıyaslandığında, sosyal bilimlerin pozitif bilimlerden daha fazla korunacağı; ifade özgürlüğü doktrininde mevcut olan siyasi söylemlerin ticari söylemlere nazaran daha fazla korumaya mazhar olması gibi bir durumun araştırma alanında da ortaya çıkabileceği ileri sürülmüştür²⁸⁶. Akademik özgürlüğün ABD’de anayasal güvenceye kavuşturulmasında da, ifade özgürlüğü ile korunan temel değerlerin demokrasi olduğu fikri öne çıkmış, bu sayede anayasal metinlerin lafzının ötesine geçilerek başlı başına “ifade” niteliği taşımayacak olan bilimsel faaliyetlerin de koruma altına alınması sağlanmıştır²⁸⁷.

Akademisyen daha en başta, araştırma yapacağı konuyu seçerken, birtakım kısıtlamalar ile karşılaşmaktadır. Bilhassa iş güvencesi ile de bağlantılı düşünüldüğünde, özellikle devlet memuru statüsündeki akademisyenlerin “*noli me tangere*” konularla karşılaşması kaçınılmazdır²⁸⁸. Doktora öğrencilerine “araştırılacak başka güzel konu yok mu?” diye baskılar, “şimdi başka konu çalış, ileride daha yüksek mevkilere gelince bu konuları çalışırsın” gibi telkinler akademi dünyasında hep duyulmuştur ve hâlâ da duyulmaktadır²⁸⁹. Toplumsal hassasiyetler söz konusu olduğunda da araştırma yapılacak konuların sınırlandığı görülmektedir.

²⁸⁴ “[araştırma özgürlüğü] araştırma sayesinde belli vakıalar hakkında bir fikir sahibi olma özgürlüğünü ve bu fikri iletme ihtiyacını ifade etmesi yönüyle ifade özgürlüğüne benzer. (...) bilgiyi artırma ve derinleştirme yöntemi olarak düşünüldüğünde araştırma, doğrudan doğruya bir insanın kendini geliştirmesine hizmet edebilir ve böylece kişisel özgürlüğün kapsamına girer.” (Embriyo ve fetüs üzerinde araştırma yapılmasını yasaklayan Bâle-Ville Kantonu kanunu hakkında, ATF 119 Ia 460, JdT 1995 I 586, s. 598; gametler ve dölleniş yumurtaların araştırmalarda kullanılmasını yasaklayan Saint-Gall Kantonu kararnameci hakkında, ATF 115 Ia 234, JdT 1991 I 194, s. 210).

²⁸⁵ Weinstein, **op. cit.**, s. 421.

²⁸⁶ Brown/Guston, **op. cit.**, s. 361-362.

²⁸⁷ McDonald, **op. cit.**, s. 996.

²⁸⁸ Nietzsche’den aktaran Aline Giroux, “*La liberté universitaire, une tâche à reprendre*”, **Argument**, Vol. 9, No.1, 2007, *revueargument.ca*, Erişim tarihi: 23.06.2014.

²⁸⁹ Seggie/Gökbel, **op. cit.**, s. 24.

Örneğin ABD’de akademisyenler, devlete ait bilgisayarlar ile müstehcen içeriğe ulaşılmasını yasaklayan kanunun bu konularda bilimsel araştırma yapmalarını engelleyeceğini, bu nedenle de anayasaya aykırı olduğunu ileri sürdüklerinde, istinaf mahkemesi, akademik özgürlüğün bireysel boyutunu görmezden gelerek bunun kişilere değil, kurumlara ait bir özgürlük olduğundan bahisle akademisyenlerin talebini reddetmiştir²⁹⁰. Belli bir ırka mensubiyetin zeka ile ilişkisi üzerindeki çalışmalar da tepkiyle karşılanmıştır²⁹¹. 1990’da ABD’de çıkan bir federal kanun ile, yerlilere atalarına ait kültürel nesnelere sahip olma hakkı verilmiş; kanunun kapsamına kemikler de dahil olduğundan, birçok bölgede kazılarda bulunan kemikler ilgili kabilelere iade edilmiştir. Bu durum, buluntular üzerinde çalışma imkanları azalan antropologların tepkisini çekmiştir²⁹². Bu tür örnekler, araştırma konusu seçiminde toplumsal ve hukuki engellerle karşılaşılabilceğini göstermektedir.

Araştırma özgürlüğü, toplum tarafından hoş karşılanmayacak konularda bile araştırma yapılabilmesini sağlayarak, bu tür sınırlamaların ortadan kaldırılmasını temin etmesi bakımından önemlidir. Araştırma özgürlüğü ile araştırma sonuçlarının yayımlanması arasında ayrıma gitmek, ilkinin daha fazla korunması gerektiği savını da güçlendirebilecektir. Öyle ki, ifade özgürlüğü mutlak haklardan olmayıp, gerekli şartlar sağlandığında sınırlanabilmektedir. Yayın, yani ifade söz konusu olduğunda mevcut bilgiler söz konusudur ve bunların yayılmasının yaratacağı etki daha somut bir biçimde değerlendirilebilir. Ne var ki söz konusu araştırma olunca, çoğu kez

²⁹⁰ Urofsky v. Gilmore, 216 F.3d 401 (4th Cir 2000), s. 410-415, *casetext.com*, Erişim tarihi: 05.05.2015.

²⁹¹ Kanada’da bir psikologun siyahilerin daha düşük IQ’ya sahip olduğu sonucuna varması, büyük tepkiyle karşılanmıştır (bkz. Vrieling/Lemmens/ Parmentier/The LERU Working Group on Human Rights, **op. cit.**, s. 137). Benzer şekilde 1970’lerde ABD Ulusal Bilimler Akademisi (NAS), Nobel ödüllü fizikçi William Shockley’nin ırk ile zeka ilişkisi üzerine bir çalışma yürütmesi talebini, “herhangi bir toplumsal amaca hizmet etmediği” gerekçesiyle reddetmiştir (bkz. Leon R. Kass, “*Forbidding Science: Some Beginning Reflections*”, **Science and Engineering Ethics**, Volume 15, Issue 3, 2009, s. 275, dn. 3). Genetiğin insanların gelişimi üzerindeki etkisini tam manasıyla kavrayabilmek için bu alanın bilim için meşru bir çalışma alanı olduğu da savunulmaktadır (bkz. Edsall, **op. cit.**, s. 15-16).

²⁹² Elizabeth Weiss, “*The Attack on Scientific Freedom*”, **Liberty**, December 2009, ss. 39-44. Yazar, NAGPRA’ın (*Native American Graves Protection and Repatriation Act – Amerikan Yerlilerinin Mezarlarının Korunması ve İade Edilmesi Hakkında Kanun*) bilim özgürlüğüne ve din ile devleti birbirinden ayıran Birinci Değişiklik’e aykırı olduğunu savunmaktadır. *Kennewick Man* vakası, bu endişeleri somutlaştıran meşhur olaylardan biridir. Amerika kıtası tarihi için önemli bulgular elde edilmesine imkan tanıyan 9000 yıllık bir iskeletin, NAGPRA uyarınca birden fazla yerli kabilesi tarafından gömülme için istenmesi, bilim insanlarıyla hukuku karşı karşıya getirmiştir. Sonunda mahkemeler, halen mevcut kabileler ile iskelet arasında yeterli bağ bulunmadığı için NAGPRA’nın uygulanmayacağına karar vererek uyuşmazlığı bilim lehine çözmüştür (bkz. Sarah Harding, “*Bonnichsen v. United States: Time, Place, and the Search for Identity*”, **International Journal of Cultural Property**, Vol. 12, Issue 2, 2005, ss. 249-463).

araştırmanın sonucunda elde edilecek bilgileri önceden tahmin edebilmek mümkün olmadığından, araştırma özgürlüğünün sınırlanması için meşru sınırlama sebebi bulmak daha zor olacaktır²⁹³. Bu durum karşısında araştırmanın henüz ilk aşamasında engellenmemesi sağlanmış olur. Bu mutlağa yakın özgürlük alanı, araştırmanın yöntemini belirleme aşamasına geçildiğinde bir miktar daralacaktır; zira araştırma konusu hakkında bilgi elde etmek için yapılacak deneyler ve gözlemler, düşünce aşamasını geçip eyleme dönüştüğünden, anayasa ile korunan başka hukuki menfaatlerle daha kolay çatışma haline girebilecektir. Kuram düzeyindeyken bilim, yalnızca düşüncedir ve bu haliyle hukuken korunan diğer hakları ihlal etmeye elverişli değildir. Ancak bunlar eyleme döküldüğünde maddi sonuçlar doğurmaktadırlar. Bu noktada farklı menfaatler çatışmaya başlayacağından, devletin “neyin” araştırılacağını değil ama “nasıl” araştırılacağını belirleyebileceği kabul edilmektedir²⁹⁴. Bir başka deyişle bilimsel araştırmanın “araçları” üzerinde sınırlamalar gündeme gelebilecektir.

1982 Anayasası'nın 130/4 maddesi de araştırma ve yöntem arasındaki bu farka dikkat çeker niteliktedir. İlgili hükme göre “*Üniversiteler ile öğretim üyeleri ve yardımcıları serbestçe her türlü bilimsel araştırma ve yayında bulunabilirler. Ancak, bu yetki, Devletin varlığı ve bağımsızlığı ve milletin ve ülkenin bütünlüğü ve bölünmezliği aleyhinde faaliyette bulunma serbestliği vermez.*” İlk bakışta hükmün, akademisyenlere mutlak bir araştırma özgürlüğü ve yayın serbestisi vasıtasıyla daha geniş bir ifade özgürlüğü tanıdığı ileri sürülebilir. Ne var ki akabinde gelen “*Devletin varlığı ve bağımsızlığı ve milletin ve ülkenin bütünlüğü ve bölünmezliği aleyhinde faaliyette bulunma*” yasağı, bu özgürlükleri törpüler gibidir. Maddede yer verilen “faaliyet” ifadesi²⁹⁵, yasaklamanın araştırma konusundan ziyade araştırma için gerçekleştirilecek faaliyetlere ve nihai olarak sonuçların yayımlanmasına yöneldiğini göstermektedir. Bilim ve sanat özgürlüğünü düzenleyen 27. madde de, herkes bilim ve sanat alanlarında “*her türlü araştırma hakkına sahiptir*” demek suretiyle mutlak bir araştırma özgürlüğünü tanıdıktan sonra, “*Yayma hakkı, Anayasanın 1 inci, 2 nci ve 3 üncü maddeleri hükümlerinin değiştirilmesini sağlamak amacıyla kullanılamaz.*” şeklindeki 2. fıkrası ile bilimsel alanda araştırma safhasının,

²⁹³ Robertson, **op. cit.**, s. 1252.

²⁹⁴ Robertson, **op. cit.**, s. 1279.

²⁹⁵ Bu ifadenin kullanılması, söz konusu hüküm ile getirilen sınırlamanın düşünceye değil, eyleme yönelik olduğunu göstermektedir (bkz. Soysal, *100 Soruda Anayasanın Anlamı*, s. 242).

yayın safhasına kıyasla daha fazla güvence altına alındığını göstermektedir. Kişinin istediği konuda araştırma yapabilmesi, araştırma özgürlüğünün dokunulamayan özü olarak görülebilir.

Bilimsel araştırmaya asgari derecede müdahale edilmesi hukuken savunulabilir olsa da, özellikle pozitif bilimler alanında daha fazla sınırlama yapılması gerekliliği gittikçe daha fazla dile getirilmektedir. Özellikle biyoteknoloji ve nanoteknoloji gibi alanlardaki buluşların kötü niyetli amaçlarla kullanılması olasılığının bulunması, bilimin araştırma konularını gittikçe dini, etik ve toplumsal anlamda tartışmalı konular yönünde genişletmesi ve kamuoyunda da bilimin ilerlemeci tarafından ziyade karanlık yüzünün daha fazla görülmeye başlaması, bu durumun önde gelen sebepleri olarak gösterilmektedir²⁹⁶. Pür bilimsel olanla bunun uygulaması arasındaki sınırı çizebilmek ve sadece ikincisini denetim altına almak arzu edilebilir olsa da, bu pek mümkün olmamaktadır. Esasen bir ilaç olan LSD'nin özellikle 1960'larda uyuşturucu olarak kullanımının yaygınlaşması, bu duruma örnek teşkil etmektedir²⁹⁷. LSD üretiminin nasıl yapılacağını bilgisi var oldukça da bunu zararlı bir biçimde kullananlar olmaya devam edecektir. Çözümün bu gibi maddelerin araştırılmasının tamamen engellenmesinde yattığı ileri sürülebilir. Ne var ki bilimsel araştırmayı henüz sonuçlarını doğrumasına müsaade etmeden engellemek, araştırma sonucunda elde edilecek ve insanlığa faydalı olabilecek öngörülemeyen bilgilerin de önünü kesmektedir. Bu nedenle mutlak yasaklamalar yerine risk yaratabilecek konulardaki araştırmalar için idari izin sistemleri öngörülmüştür²⁹⁸. Yine de gözden kaçırılmamalıdır ki bilimsel gelişmeler, çoğu kez hızlarıyla kanun koyucuyu geride bırakacaktır²⁹⁹. Bilimin belli ölçüde sınırlanmasına ilişkin toplumsal bir ihtiyacın varlığından söz edilebilecek olsa da hukukun bu ihtiyaca cevap verebilecek araçlara sahip olduğu kuşkuludur.

Araştırma özgürlüğü akademisyene geniş bir özgürlük alanı sağlıyor gibi görünse de, günümüzde üniversitelere kendisinden faydalı bilgiler üretmesi beklenen

²⁹⁶ Gary E. Marchant/Lynda L. Pope, "The Problems with Forbidding Science", **Science and Engineering Ethics**, Volume 15, Issue 3, 2009, s. 377-380.

²⁹⁷ Kass, **op. cit.**, s. 278.

²⁹⁸ Vergès, **op. cit.**, s. 377-378.

²⁹⁹ **Ibid.**, s. 383.

“bilgi endüstrisi” olma rolü yüklenmesi, araştırma özgürlüğünü sınırlayan önemli bir etken haline gelmiştir³⁰⁰. Akademisyenler bilhassa araştırmalarına mali destek sağlayabilmek için piyasanın taleplerini karşılamaya yönelik alanlarda çalışmak durumunda kalabilmektedir. Ticari açıdan değer taşıyan araştırmalar, bilimsel açıdan değersiz olsalar da, akademisyenleri bu alanda çalışmaya itmektedir³⁰¹. Burslar ve araştırma fonlarının belli alanlarda tez yazanlara verilmesi de, üniversitelerin kendi içinde araştırma alanlarına göre bir hiyerarşi yarattığı için akademik özgürlüğe aykırıdır; zira bu vasıtayla akademisyenler, önceden belirlenmiş konularda çalışmaya yönlendirilmektedirler³⁰². Kişinin kendi entelektüel ilgi alanına göre araştırma yapmasının önüne çıkan bu engel, kuramsal düzlemde mutlakmış gibi görünen araştırma özgürlüğünü uygulamada büyük ölçüde törpülemektedir. Bilginin değerini bilgiyi kullanacakların belirlemesi, bilgiyi doğrudan etkilemektedir³⁰³. Bilimin kurumsallaşması, endüstrileşmesi, masa başında kitaplarıyla hakikate ulaşmak için bilimsel çalışma yapan özgür bilim insanı imgesinin yok olup, hayatını kazanmak için maaşla bilim yapan bilim insanı imgesinin ortaya çıkmasına neden olmuştur³⁰⁴. Araştırmanın önünde hukuki engeller olmasa da, bu tür harici engellerin varlığı, araştırma yapılacak konuyu seçmede akademisyenlere daha dar bir alan bırakmaktadır.

³⁰⁰ Stavros Moutsios, “Academic Autonomy and the Bologna Process”, **Working Papers on University Reform**, Working Paper No. 19, Department of Education, University of Aarhus, 2012, edu.au.dk/fileadmin/www.dpu.dk/forskningprogrammer/epoke/WP_19.pdf, Erişim Tarihi: 27.06.2014, s. 14. Bologna Süreci'nin üniversitelere dayattığı “rekabetçi” anlayış da bu doğrultuda eleştirilmektedir. Ayrıca bkz. “Kurumlar arası ve akademisyenler arası rekabet, başarıyı arttıran bir olgu olmasına karşılık, bilginin kamusallığını uzun vadede yok etme tehlikesini de içinde barındırmaktadır.”(Bingöl, *Üniversite Özerkliği*, s. 428). Bu yeni rekabetçi anlayış, YÖK tarafından hazırlanan yeni yasa taslaklarında da “akademik faaliyet puanı” uygulamasının öngörülmesi ile somutlaşmıştır. Bu sistem akademisyenleri daha fazla puan toplamak uğruna istedikleri alanlarda derinlemesine çalışmalar yapmak yerine, çok sayıda niteliksiz eser ortaya koymaya itecektir (bkz. Özge Aksoylu, “Yeni Yükseköğretim Kanunu Taslağı Önerisi ve Özerklik”, **Güncel Hukuk**, Sayı: 109, 2013, s. 18).

³⁰¹ Derek Bok, **Piyasa Ortamında Üniversiteler: Yüksek Öğretimin Ticarileşmesi**, Çev.: Barış Yıldırım, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi, 2007, s. 110. Üniversitelerin ticarileşmesi, üniversitenin çıkar amacı gütmeyen ve nesnel bir öğretim ve araştırma kurumu olma itibarını da zedeleyebilir (**Ibid.**, s. 115).

³⁰² Beaud, *Les libertés universitaires à l'abandon?*, s. 274.

³⁰³ Bingöl, *Üniversite Özerkliği*, s. 510. Bu sürecin özellikle II. Dünya Savaşı'ndan sonra hız kazandığı, “yönlendirilmiş bilim” karşısında bilimsel özerkliğin sağlanabilmesi için tek çözümün, bilimsel araştırmaların idari özerkliğe sahip üniversitelerde kamu kaynakları ile finanse edilmesi olduğu savunulmuştur (bkz. Dölen, *Türkiye Üniversite Tarihi 5*, s. 117).

³⁰⁴ Bayertz, **op. cit.**, s. 381, 390.

Araştırmanın yöntemini belirleme özgürlüğü mutlak olmayıp, hukuki denetime tabidir. İnsan onuru³⁰⁵ ve kişisel verilerin korunması³⁰⁶ gibi gerekçelerle akademisyenlerin izleyeceği yöntemler de sınırlanabilir. İnsan ve hayvanlar³⁰⁷ üzerinde yapılan deneylerin yasaklanması veya sıkı bir rejime tabi tutulması, bu duruma gösterilebilecek en açık örneklerdir. Bu tür deneylerde genellikle bilimsel araştırma, düşünce olma safhasından çıkıp birtakım eylemlere dönüştüğü için, gerekli koşullar varsa, düzenlenebilir bir niteliğe kavuşmaktadır³⁰⁸. Birçok bilim dalında deney yapmadan, salt düşünsel bir çabayla yeni sonuçlar elde edilemeyeceği, bilimin doğrudan deney üzerine kurulu olması gerçeği karşısında, getirilen bu düzenlemeler bilim özgürlüğünün özüne dokunur gibi görünmektedir. Ancak getirilen sınırlamalar, başka hak ve özgürlükleri korumaya yönelik olduğundan, bilimde izlenecek yöntem bakımından bilimsel faaliyete yapılan orantılı müdahaleler olarak değerlendirilmelidir. Bunun yanı sıra bilimsel kurallara ve dürüstlüğe aykırı davranışlar, anayasa tarafından koruma görmeyecektir³⁰⁹.

³⁰⁵ İnsanı bir araç haline indirgediği ölçüde araştırma özgürlüğü, insan onuru ilkesini zedeleyecektir (bkz. Bernard Mathieu, “*De la difficulté d’appréhender l’emploi des embryons humains en termes de droits fondamentaux*”, **RTDH**, No. 54, 2003, s. 394). İnsan onurunun, idare hukuku ve anayasa hukukunun temel kavramlarından biri olan “kamu düzeninin” unsurlarından biri olarak ortaya çıktığı da ileri sürülmüştür (bkz. Blaizot-Hazard, **op. cit.**, s. 68). AB de biyoetik çalışmalarında “diğer temel haklarla arasında denge kurulmak suretiyle bilim özgürlüğü ilkesi” şeklinde ifade ederek, bilim özgürlüğü ile insan onuru arasındaki çatışmaya dikkat çekmektedir (bkz. Mehmet Ali Zengin, **Biyoloji Uygulamaları Karşısında İnsan Haklarının Korunması**, Ankara: Adalet, 2012, s. 112)

³⁰⁶ Elif Küzeci, **Kişisel Verilerin Korunması**, Ankara: Turhan, 2010, s. 99-101.

³⁰⁷ Bir New York mahkemesi, bir üniversitenin araştırma laboratuvarında hukuk dışı tutuldukları ileri sürülen şempanzelerin *habeas corpus* hakkının ihlal edilmekte olduğu ile ilgili şikayeti kabul edip dosyayı değerlendirmeye almıştır. Daha önce hayvanların hukuken kişi sayılmasına yönelik çabalar sonuçsuz kalmışsa da, bu dava primatların kişi sayılması için çabaların sürdüğünü göstermektedir (**Judge’s ruling grants legal right to research chimps**, 22 Nisan 2015, *news.sciencemag.org*, Erişim tarihi: 22.04.2015; **Chimpanzee representatives argue for animals’ rights in New York court**, 27 Mayıs 2015, *theguardian.com*, Erişim tarihi: 14.07.2015). AB düzenlemelerinde de insana en yakın canlı olan primatların deneylerde kullanılmasının yaratacağı etik sorunlara dikkat çekilmiştir (bkz. Sonia Canselier, “*Les intelligences nonhumaines et le droit – Observations à partir de l’intelligence animale et l’intelligence artificielle*”, **Archives de philosophie du droit**, Tome 55, 2012, s. 220-221). Son hukuki gelişmeler, bilimde “hayvanların korunmasından” çok daha öteye gidilebileceğine, hayvanlara da insanlara benzer güvencelerin getirilebileceğine işaret etmektedir.

³⁰⁸ Kelch, **op. cit.**, s. 501.

³⁰⁹ Starck, **op. cit.**, s. 115.

3- Araştırma Sonucu Genel Kabulün Dışına Çıkan Sonuçlara Varabilme Özgürlüğü ve Özel Bir Durum Olarak “İnkarcılık” Vakaları

Akademisyenler son olarak, yaptıkları araştırmalar sonucu genel kabulün dışına çıkan bulgulara ulaşmakta özgürdürler³¹⁰. Bu özgürlük, bilimin objektif niteliğinden kaynaklanmaktadır. Öyle ki araştırma konusunu ve yöntemlerini serbestçe seçen bilim insanı, bu aşamalarda taraf tutabilse de, sonuca varma aşamasında eldeki verilere göre tarafsız olmak esastır³¹¹. Yine de, tarih bilimi, araştırılacak konu ve varılacak sonuçlardaki özgürlüğün sınırlanması bakımından özel bir durumu bizlere sunmaktadır: İnkarcılık. İnkarcılık, gerçekliği kabul edilmiş tarihi olayların tekrar gözden geçirilmesi veya tamamen inkar edilmesi olarak tanımlanabilir. Bilhassa “soykırım yasaları” olarak anılan ve bu nitelikte beyanlarda bulunmayı cezai yaptırıma bağlayan kanunlar vasıtasıyla, akademisyenlerin yapacakları araştırmalar sınırlanmaktadır. Bu tür düzenlemelerin doğrudan araştırmanın içeriğini veya vardığı sonuçları değil, bu sonuçların yayımlanmasının kamu düzenini veya başkalarının şöhreti üzerinde yaratacağı potansiyel tehlikeleri hedeflediği ileri sürülmüştür³¹². Dolayısıyla da asıl olumsuz etkilerini ifade özgürlüğü üzerinde yaratacaklardır. Ancak bu tür düzenlemeler, araştırmacıların daha baştan soykırım ile ilgili çalışmalarda bulunmaktan vazgeçmesini de sağlayacağından; kanun koyucu ve mahkemelerin bu şekilde kendi resmi gerçeklerini dayatması araştırma özgürlüğüne açık bir müdahale teşkil etmektedir³¹³. Halbuki hukuk, nesnel yöntemler izlenerek araştırma yapılmasını sağlamak suretiyle özgür araştırmanın tamamlayıcısı olmak durumundadır³¹⁴.

İkinci Dünya Savaşı sırasındaki Yahudi Soykırımı'nın inkarını cezai yaptırıma bağlayan kanunlar, ilk olarak 1990'ların başında ortaya çıkmıştır. İlk başta Nazi rejiminin işlediği suçlarla sınırlı olan bu kanunlar, SSCB'nin dağılmasından sonra komünist rejimin işlediği suçları da kapsar hale gelmiştir. 2000'li yılların başından

³¹⁰ “İster kendi bağımsız çalışmaları ister doğrudan devletin istihdam etmesi sonucunda bulunmuş olsun, bir toplumun üniversiteler kurup daha sonra akademisyenlerin araştırma sonuçlarını baskı altına almaları hiç mantıklı değildir.” (bkz. Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 238)

³¹¹ Atalay, *Bilim Özgürlüğü*, s. 5.

³¹² Cartier, *op. cit.*, s. 529.

³¹³ Aynı yöde bkz. Beaud, *Les libertés universitaires à l'abandon?*, s. 72.

³¹⁴ Cartier, *op. cit.*, s. 521.

beri ise, genel olarak soykırım ve diğer insanlığa karşı suçların inkarını suç haline getiren kanunlara rastlanmaktadır³¹⁵. Yahudilerin, Tutsilerin veya Bosnalıların soykırım suçunun kurbanı olan topluluklar oldukları uluslararası mahkemeler tarafından kabul edilmişken, bu tür yargısal bir saptamaya konu olmayan olaylardan hangilerinin soykırım veya insanlığa karşı suç olarak nitelenebileceği muğlaktır. Bu da tarih, sosyoloji ve hukuk gibi alanlarda çalışan akademisyenlerin çalışmalarında bazı olayları, ilgili inkar yasalarını uygulayan makamlardan farklı nitelemelerinin yaptırımla karşılanması sonucunu doğurur. Suçun kapsamı, bu tür genel kanuni düzenlemelerle belirsizleştirilmiştir. Son kertede etkilenen ifade özgürlüğü gibi görünse de, inkar kanunlarının varlığı söz konusu ifadeyi oluşturacak yargılara varmayı baştan itibaren engelleyeceğinden araştırma özgürlüğüne yönelik bir müdahale olarak değerlendirilmelidir. Öyle ki bu tür kanunlar vasıtasıyla devletin resmi bir tarih söylemi kabul edip bunu araştırmacılara dayatması gündeme gelebilir.

Soykırım inkarını suç olarak kabul eden ilk ülkelerden birisi Fransa'dır. *Loi Gayssot* adıyla anılan 13 Temmuz 1990 tarih ve 90-615 sayılı Kanun, 29 Temmuz 1881 tarihli Basın Özgürlüğü Hakkında Kanun'a bir madde ekleyerek, Yahudi Soykırımı'nı inkar etmeyi suç haline getirmiştir³¹⁶. *Loi Gayssot* ile neredeyse 60 yıllık araştırmaların sonucu dondurulmuş ve tarihi gerçek hakkında bir nevi faraziye oluşturulmuştur. Soykırım üzerine yapılacak araştırmalar yasaklanmasa da, bu araştırmaların sonucunda soykırımın varlığını inkar edecek sonuçlara ulaşılması yasaklanmıştır³¹⁷. Henüz kanun mecliste görüşülürken, söz konusu kanunun ifade özgürlüğü ve bilimsel araştırma özgürlüğü üzerinde yapacağı olumsuz etkiye dikkat çekilmiştir³¹⁸. Gerçekten Fransa'da daha sonra konuyla ilgili olarak oluşan içtihatla,

³¹⁵ Nathalie Droin, "État des lieux de la répression de négationnisme en France et en droit comparé", **RTDH**, No. 98, 2014, s. 368, 383-387.

³¹⁶ "Madde 24 bis: 23. maddede öngörülen vasıtalarla biriyle, 8 Ağustos 1945 tarihli Londra Antlaşması'na ek Uluslararası Askeri Ceza Mahkemesi Statüsü'nün 6. maddesinde tanımlanan ve gerek aynı Statü'nün 9. maddesi uyarınca suçlu bulunmuş bir örgütün üyeleri tarafından, gerek Fransız mahkemeleri veya uluslararası mahkemelerce bu suçlardan dolayı suçlu bulunmuş bir kişi tarafından işlenmiş olan, bir veya birden fazla insanlığa karşı suçun varlığını inkar eden kimse, 24. maddenin altıncı fıkrasında öngörülen cezalarla cezalandırılır."

³¹⁷ Cartier, **op. cit.**, s. 530. Yazar, Alan Dershowitz'in "Devletin bana [Yahudi Soykırımı'nın] gerçekleştiğini söylemesini istemiyorum, çünkü devletin bir gün bana bunun gerçekleşmediğini söylemesini de istemiyorum." ifadesine (bkz. Gerald Tishler, "When Academic Freedom and Freedom of Speech Confront Holocaust Denial and Group Libel: Comparative Perspectives", **Boston College Third World Law Journal**, Vol. 8, Issue 1, 1988, s. 71), yerinde olarak inkar kanunlarının sorunlu yanını ortaya koymak için yer vermektedir.

³¹⁸ Ariana Macaya, "Un passé qui ne passe pas: les enjeux juridiques de la 'mémoire historique' en France et en Allemagne", **Juridictoria**, No. 3, 2009, s. 83.

görüşlerin bilimsel bir mecrada dile getirilmiş olmasının cezalandırmayı engellemediğinin ortaya çıkması³¹⁹, bu endişelerin yerinde olduğunu gösterir niteliktedir. Kanun çıktığı dönemde Anayasa Konseyi önüne taşınmadığı gibi, ilerleyen yıllarda *Loi Gayssot* hakkında yapılan öncelikli anayasallık sorunu başvurusu da reddedilmiştir³²⁰. Birleşmiş Milletler İnsan Hakları Komitesi de bu Kanun'u insan haklarına uygun bulmuştur. Edebiyat profesörü olan Robert Faurisson, Yahudileri öldürmek için gaz odalarının kullanıldığını kabul etmediği için, *Loi Gayssot* uyarınca mahkum edilmiştir. Faurisson, ifade özgürlüğünün ve akademik özgürlüğünün ihlal edildiği iddiasıyla İnsan Hakları Komitesi'ne başvurmuştur. Komite, *Loi Gayssot*'nun uygulanmasının, MSHUS'ye aykırı sonuçlar doğurabileceğini kabul etmekle birlikte, somut olayda kullanılan ifadelerin antisemitist duygular uyandırmaya elverişli olması nedeniyle, MSHUS m. 19'un ihlal edilmediği sonucuna varmıştır³²¹. Buna karşılık, daha sonra çıkan ve *Loi Boyer* olarak da adlandırılan, Fransız Ceza Kanunu'nda tanımlanan veya Fransız kanunları ile tanınan³²² soykırımları inkar eden veya büyük ölçüde etkisini azımsayan kişilerin cezalandırılmasını öngören kanunu, Fransız Anayasa Konseyi iptal etmiştir³²³. İptal davasını açan parlamenterler, farklı anayasa hükümlerinin yanı sıra söz konusu kanunun araştırma özgürlüğüne de aykırı olduğunu ileri sürmelerine rağmen, Anayasa Konseyi etraflı bir tartışmaya girmeden, kanunun normatif nitelik taşımadığı ve ifade özgürlüğüne aykırı olduğu gerekçesiyle iptal kararını vermiştir³²⁴.

³¹⁹ Hochmann, *Les limites à la liberté de l'«historien» en France et en Allemagne*, s. 546.

³²⁰ Cour de cassation, N° 12008 du 7 mai 2010 (09-80.774) (*courdecassation.fr*). Talebi kısa bir kararla reddeden Fransız Yargıtayı, Yahudi Soykırımı'nın inkarını suç haline getiren düzenlemenin kanunilik şartını yerine getirdiği ve ifade özgürlüğüne aykırı olmadığı gerekçesine dayanmıştır.

³²¹ Human Rights Committee, Communication No. 550/1993, § 9.3-9.7, U.N. Doc. CCPR/C/58/D/550/1993 (16.12.1996) (*tbinternet.ohchr.org*).

³²² Fransa'da kanun ile tanınmış tek soykırım, tek cümleden ibaret ("*Fransa 1915 Ermeni Soykırımını açıkça tanımaktadır.*") bir kanunla tanınan Ermeni Soykırımıdır (Loi n° 2001-70 du 29 janvier 2001 relative à la reconnaissance du génocide arménien de 1915). Dolayısıyla *Loi Boyer* ile genişletilen inkarcılık suçunun kapsamına girecek tek soykırım, Ermeni Soykırımı olmuştur (Droin, **op. cit.**, s. 389). Ermeni Soykırımı'nı inkar etmeyi suç haline getiren bir kanun teklifi Fransa Millet Meclisi tarafından onaylansa da, yasamanın tarihi gerçeğin belirlenmesine müdahalesini sert bir biçimde karşılayan akademisyenlerin tepkisi üzerine, teklif terk edilmiştir (Laurent Pech, "*Jurisprudence du Conseil constitutionnel – Lois mémorielles et liberté d'expression: de la controverse à l'ambiguïté*", **RFDC**, No. 91, 2012, s. 564).

³²³ Conseil constitutionnel, Décision n° 2012-647 DC du 28 février 2012 (*conseil-constitutionnel.fr*).

³²⁴ **Ibid.**, § 6. Bu karardan hareketle, bilim alanında genel olarak bazı deneylere yasak getirilebilmesine karşılık, bilimsel hipotezler üretilmesinin yasaklanmasının anayasal özgürlüklere aykırı olacağı savunulmuştur (bkz. Vergès, **op. cit.**, s. 376).

AB'nin çıkarmış olduğu 28 Kasım 2008 tarihli Ceza Hukuku Vasıtasıyla Irkçılık ve Yabancı Düşmanlığının Bazı Biçimleri ve İfade Ediliş Tarzları ile Mücadele Hakkında Çerçeve Karar³²⁵, özgürlük, demokrasi ve temel hak ve özgürlüklere saygının sağlanması amacıyla üye devletlerin gerek Uluslararası Ceza Mahkemesi Statüsü'nde, gerek 8 Ağustos 1945 tarihli Londra Antlaşması'na ek Uluslararası Askeri Ceza Mahkemesi Statüsü'nde tanımlanan soykırım, insanlığa karşı suçlar ve savaş suçlarının, belli bir grup aleyhine şiddet ve nefrete tahrik eder biçimde haklı gösterilmeye çalışılmasının, inkarının veya sıradanlaştırılmasının cezalandırılması için gerekli tedbirleri almasını öngörmüştür (m. 1/1-c ve d). Bu tedbirler alınırken özellikle ifade özgürlüğü, örgütlenme özgürlüğü ve basın özgürlüğüne saygı duyulması gerektiği de açıkça belirtilmiştir (m. 7)³²⁶. Böylece inkar kanunları çıkarmak, en azından AB üyesi ülkeler bakımından ve çerçeve kararda gösterilen sınırlar dahilinde, uluslararası hukuktan doğan bir yükümlülük haline gelmiştir.

AİHM de ilk önce içtihadında soykırım inkarı niteliğindeki söylemlerin AİHS m. 10 çerçevesinde koruma görmeyeceğini kabul etmiş³²⁷, bu ilkeyi daha sonra inkarcılık ve bilim özgürlüğünün kesiştiği davalara da teşmil etmiştir. Konu hakkındaki ilk davalardan biri olan *Marais* davasında başvuru, ifade özgürlüğünün sınırlarını düzenleyen AİHS m. 10/2'nin bilimsel araştırmalar söz konusu olduğunda uygulanamayacağını ileri sürmüş olsa da, Mahkeme ortada "bilimsel" bir eser olsa dahi ilgili madde metninin ifadenin niteliği bakımından bir ayrıma gitmediğini belirtmiş ve başvuruçunun soykırım inkarı suçundan dolayı mahkum edilmesinin demokratik bir toplumda gerekli olduğu sonucuna varmıştır³²⁸. Mahkeme'ye göre,

³²⁵ Décision-cadre 2008/913/JAI du conseil du 28 novembre 2008 sur la lutte contre certaines formes et manifestations de racisme et de xénophobie au moyen du droit pénal (*eur-lex.europa.eu*).

³²⁶ AİHM'nin benimsediği kriterler göz önüne alındığında, bu çerçeve karar gereği yapılacak kanuni düzenlemelerin ifade özgürlüğü ile bağdaşmasının zor olabileceği hakkında bkz. Sean Gorton, "The Uncertain Future of Future of Genocide Denial Laws in European Union", **The George Washington International Law Review**, Vol. 47, No.2, 2015, s. 421-445, s. 440-441. Soykırım inkarı kanunlarının, meşru bir sebebe dayansalar da, her zaman zorlayıcı bir toplumsal ihtiyaca cevap vermeyebileceği ileri sürülmektedir.

³²⁷ X. c. République fédérale d'Allemagne (déc.), No. 9235/81, 16.07.1982. Olayda bahçesindeki panoya İkinci Dünya Savaşı'nda Yahudilerin öldürülmesinin bir Siyonist yalanı olduğunu ileri süren broşürler asan başvuruçuya karşı Yahudi bir komşusu, kişilik haklarına saldırının durdurulması talebiyle dava açmış ve kazanmıştır. AİHM, bunu başkalarının şöhretinin korunması amacıyla demokratik bir toplumda gerekli bir tedbir olarak görmüştür.

³²⁸ *Marais c. France* (déc.), No. 31159/96, 24.06.1996. Mühendis olan başvuruçunun, işlem için gerekli su miktarının fazlalığı nedeniyle Struthof Toplama Kampı'nda otuz kişinin aynı anda gaz odasında öldürülmesinin teknik bakımdan olası olmadığını iddia eden bir makale kaleme almıştır.

tarihi gerçeği aramak ifade özgürlüğünün ayrılmaz parçasını teşkil eder ve bu cihetle siyasi ifadeler ve basın özgürlüğü kadar yüksek bir korumaya sahip olması gerekir³²⁹. Ancak, Yahudi Soykırımı gibi “açıkça ortaya konmuş tarihi gerçekler” (*clearly established historical facts* (İng.), *faits historiques clairement établis* (Fr.)), inkarı ya da gözden geçirilmesi AİHS’nin hakların kötüye kullanılmasını yasaklayan 17. maddesi uyarınca imkansız olan bir kategori oluşturmaktadır³³⁰. Bu bağlamda Yahudi Soykırımı gibi bir gerçeğe karşı gelmek, tarihi bir araştırma olarak nitelendirilemeyecektir³³¹. *Lehideux ve Isorni* kararına konu olan Mareşal Pétain’in Fransa tarihindeki rolü ise, halen tartışmalara konu olduğu için bu konuda bir yazı kaleme alanların cezalandırılması ifade özgürlüğüne aykırı olacaktır. Bu kararda AİHM, AİHS m. 17’ye *obiter dictum* olarak yer vermiştir. Mahkeme daha sonra tekrar “açıkça ortaya konmuş tarihi gerçekleri” sorgulayan bir kitabın, gerçeği araştırmaya yönelik bir tarihi çalışma olarak kabul edilmesinin mümkün olmadığını belirterek, bu tür faaliyetlerin tam da 17. madde ile yasaklanan faaliyetlerden sayıldığını kabul etmiştir³³². 17. maddenin doğrudan uygulanması sayesinde AİHM, inkarcılık ile ilgili davalarda esasa girmeden, baştan konu (*ratione materiae*) bakımından yetkisizlik kararları verme imkanına kavuşmuştur. Alman Anayasa Mahkemesi de, aynı ilkeyi, açık biçimde yanlış olan bilgilerin kişilerin yeni fikirler edinmesine katkıda bulunmayacağı için ifade özgürlüğünün koruma alanı dışına çıkararak uygulamaktadır³³³. AİHM benzer şekilde, Ermeni Soykırımı konusunun da henüz açıkça ortaya konmuş bir tarihi gerçek olmadığı sonucuna varmış³³⁴ ve Ermeni Soykırımını inkar etmenin cezai yaptırımla karşılanmasını Sözleşme’ye aykırı bulmuştur. AİHM’nin Yahudi Soykırımı dışındaki tarihi tartışmalara daha hoşgörülü yaklaştığı gözlemlenmektedir³³⁵. Mahkeme, tarihi gerçeğin araştırılmasının ifade özgürlüğünün bir parçası olduğunu ve tarihçiler arasında tartışma konusu olan

³²⁹ Ungváry and Irodalom Kft v. Hungary, No. 64520/10, 03.12.2013, § 63.

³³⁰ *Lehideux et Isorni c. France* [GC], No. 24662/94, 23.09.1998, § 47.

³³¹ *Garaudy c. France (déc.)*, No. 65831/01, 24.06.2003. Mahkeme bu kararında, davaya konu olan eserin “bilimsel” olmamasından hareketle başvuruçunun demokrasi ve insan hakları karşıtı faaliyette bulunma kastı içinde olduğu sonucuna varmıştır.

³³² *Garaudy c. France (déc.)*, No. 65831/01, 24.06.2003; Kuri/Marguénaud, **op. cit.**, s. 2927.

³³³ “(...) anayasa hukukunda varsayılan fikir oluşumuna katkı sağlamayı kestikleri noktada somut olaylar hakkındaki iddialara sağlanan koruma sona erer. Bu bakış açısına göre, yanlış olan bilgiler, korumaya layık bir menfaat teşkil etmemektedir.” Kararın İngilizce tercümesi için bkz. BVerfGE 90, 241-255, 11.01.1994, çev. Raymond Youngs, *utexas. edu*, Erişim tarihi: 15.09.2014.

³³⁴ 1915 Olayları kararda “ihtilaflı ve canlı bir tartışma konusu” olarak nitelenmiştir (bkz. *Perinçek c. Suisse*, No. 27510/08, 17.12.2013, § 112). Davanın İsviçre hükümetinin talebi üzerine 02.06.2014 tarihinde Büyük Daire’ye gönderildiğini ve Büyük Daire’nin 25.07.2015 tarihi itibarıyla karar vermediğini de belirtmek gerekir.

³³⁵ Karan, **op. cit.**, s. 363.

konularda bir hükme varmanın kendi görevi olmadığını belirtmiştir³³⁶. Hatta Mahkeme'ye göre “*Tarih'in kapsamında olan veya bilimi ilgilendiren olaylar söz konusu olduğunda, tartışmalar aradan zaman geçtikçe olayların gerçekliğini daha iyi anlamamızı sağlayabilecek yeni veriler ile beslenecektir.*”³³⁷. Bu esasları ortaya koyan olaylar akademik çerçevede gerçekleşmemekle birlikte, aynı ilkelerin bilimsel araştırmalara da uygulanacağı açıktır.

Yahudi Soykırımı'nın tarihteki özel durumu göz önüne alındığında, bunun inkarını suç haline getiren kanunların kabul edilebileceği; ancak genel olarak inkarı suç haline getiren kanunların, AİHM'nin *Aksu* kararından çıkan ilkeler uygulandığında, ifade özgürlüğüne orantısız bir müdahale teşkil edebileceği ileri sürülmüştür³³⁸. *Aksu* kararına konu olan olay, araştırma özgürlüğünden ziyade ifade özgürlüğünü ilgilendirmektedir. Türkiye Kültür Bakanlığı, dinler ve kültür tarihi alanında çalışan bir akademisyenin kaleme aldığı “Türkiye Çingeneleri” adlı bir kitap bastırılmıştır. Kitapta Çingeneler ile ilgili olumsuz, aşağılayıcı, ayrımcı ve önyargılarla dolu ifadeler yer verildiği iddiasıyla tazminat davası açılmış ve kitabın toplatılması istenmiştir. Hem adli hem de idari yargı yerleri, kitabın akademik bir çalışmanın ürünü olduğu, yazarın Çingeneleri küçük düşürme veya aşağılama niyeti taşımadığı gerekçesiyle, başvurucunun taleplerini reddetmiştir. Başvuruyu özel hayatın korunması (AİHS m. 8) bağlamında değerlendiren AİHM, kitap hakkındaki davada Türk mahkemelerinin dayandığı gerekçeyi Sözleşme'ye uygun bulmuş, “akademisyenlerin araştırma yapma ve araştırma sonuçlarını yayımlama konusunda sahip olduğu özgürlüğe sınırlama getirilmesinin sıkı bir denetime tabi tutulmasının kendi içtihadına tamamen uyduğunu” belirtmiştir³³⁹. Kararda eserin akademik nitelik taşımasına özel bir önem atfedildiği göze çarpmaktadır. Dolayısıyla iyiniyetli, belli bir grubu aşağılama, hakir görme yahut halkı kin ve düşmanlığa tahrik etmek amacı taşımayan akademik eserlerin, inkar kanunları bağlamında da, daha geniş bir korumaya sahip olması gerektiği görüşü savunulabilecektir.

³³⁶ Chauvy c. France, No. 64915/01, 29.06.2004, § 69.

³³⁷ Mamère c. France, No. 12697/03, 07.11.2006, § 24.

³³⁸ Kuri/Marguénaud, **op. cit.**, s. 2927

³³⁹ Aksu c. Turquie, No. 4149/04 et 41029/04, 15.03.2012, § 71. Yargıç Gyulumyan'ın, yazdığı karşı oy yazısında (bkz. Opinion dissidente de la juge Gyulumyan, § 6), söz konusu kitabın akademik bir çalışma olmasının bir başkasının etnik kökenine hakaret etmesi için bir bahane olamayacağını belirttiğinin de altını çizmek gerekir.

4- Araştırma Kapsamında Bilgi ve Belgelere Ulaşma Hakkı

Araştırma özgürlüğünün etkin kullanılması bakımından çok önemli bir husus da, araştırma için gerekli bilgi ve belgelere ulaşma hakkıdır. Bilimsel araştırma maksadıyla bilgiye ulaşmanın doğrudan bilim özgürlüğünden kaynaklanan bir hak olduğu da ileri sürülmüştür³⁴⁰. Fikri mülkiyet mevzuatının bu konuda sınırlamalar getirmiş olduğu malum olsa da, daha genel bir düzlemde akademisyenlerin bilgi edinme hakkının ne şekilde değerlendirildiğini incelemekte fayda vardır. 2010 Anayasa Değişikliği ile 1982 Anayasası'nın 74. maddesinde açıkça herkesin “bilgi edinme hakkına” sahip olduğu belirtilmiştir. Bilim özgürlüğünden ayrı bir maddede ve bölümde, siyasi haklar ve ödevler bölümünde düzenlenen bu hak, akademisyenlerin de araştırmaları için devletin elindeki bilgilere ulaşması, anayasal güvence altına alınmıştır. Anayasa'nın sadece kanunla düzenleneceğini belirttiği bilgi edinme hakkı ile ilgili olarak, daha önce çıkarılmış bulunan 4982 sayılı Bilgi Edinme Hakkı Kanunu çerçeveyi çizmekte, bu hakkın kapsamı dışında kalan bilgileri belirtmektedir³⁴¹. Kamu yararı ile araştırma özgürlüğü arasındaki dengeyi korumak, her zaman kolay olmayabilir. Örneğin ABD’de kamuya açık bazı bilgiler, bilhassa 11 Eylül saldırılarından sonra idarelerce hassas bilgi olarak kabul edilerek erişime kapatılmış, bu durum da söz konusu bilgilerin “bilgi tacirleri” tarafından araştırmacılara satılmasına yol açmıştır³⁴². Bilgiye erişme hakkının sınırlandırılması, belki de en fazla araştırma özgürlüğünü olumsuz etkilemektedir. Anayasa m. 74 gibi bir hüküm pozitif hukuk normu olarak bulunmasa bile, bilim özgürlüğünün ve genel olarak ifade özgürlüğünün, bir önşart olarak bilgi edinme hürriyetini de mündemiç olduğu savunulabilir. Ne var ki AİHM içtihadında konu hakkında muhafazakar bir yaklaşım sergilendiği görülmektedir.

³⁴⁰ Société Suisse d’Histoire, **Principes de le liberté de la recherche et de l’enseignement scientifiques de l’histoire**, 2004, hist-pro.ch/fileadmin/user_upload/SSH-Principes.pdf, Erişim tarihi: 16.05.2014, s. 8.

³⁴¹ 09.10.2003 tarih ve 4982 sayılı Bilgi Edinme Hakkı Kanunu (RG. 24.10.2003 – 25269).

³⁴² Knezo, **op. cit.**, s. 30-31. Kamunun elindeki bilgilerin ticarileşmesinin, büyük oranda arşiv araştırmasına dayanan tarih bilimi açısından sakıncalı olduğu hakkında bkz. Société Suisse d’Histoire, **op. cit.**, s. 11. Türkiye’de de, yüksek yargı yerlerinin kararlarının tamamını internet sitelerine koymaması, hukuk araştırmacılarını zor duruma düşürmekte ve diğer hizmet sunucularına yönlendirerek bilginin ticarileşmesine katkıda bulunmaktadır.

AİHM'ye göre ifade özgürlüğü, devlet kurumlarına ilgililere bilgi vermek gibi bir pozitif yükümlülük getirmemektedir³⁴³. Mahkeme'ye göre bilgi edinme hakkı, devletin üçüncü kişilerden bilgi alınmasını engellemesini yasaklamakla birlikte, devlete kişiye bilgi verme yükümlülüğü yüklememektedir³⁴⁴. Ancak mahkeme, bilgi edinme hakkı ile ilgili olarak ortaya koyduğu bu ilkeyi zaman içinde yumuşatmıştır. Halen AİHS m. 10'un genel bir bilgi edinme hakkı tanımadığı kabul edilmekle birlikte, kamuoyunun bilgi edinme hakkı da göz önüne alınarak, toplumun bilmeye hakkı olan bilgilere erişimin engellenmesi için çok önemli nedenler gösterilmesi gerektiği belirtilmiştir. Bu bağlamda da özellikle basın mensuplarının ve sivil toplum kuruluşlarının kamuoyunu ilgilendiren konularda bilgi ve belgelere erişiminin sağlanmasının önemini altını çizmiştir³⁴⁵. Kendi ifadesiyle Mahkeme, “son zamanlarda ‘bilgi edinme özgürlüğü’ kavramının yorumunu genişletmiş (...), bir bilgiye erişme hakkını tanımaya yaklaşmıştır”³⁴⁶. Avrupa Konseyi de 2009 yılında Resmi Belgelere Erişim Hakkında Sözleşme’yi hazırlayıp imzaya açarak³⁴⁷, bu hakkın tanınması yönünde bir adım atmıştır.

Akademik çalışmalar bağlamında bilgi edinme hakkı da AİHM içtihadına konu olmuştur. *Kenedi* davasında bir tarihçinin devlet arşivlerine erişimi konusu, ifade özgürlüğü bakımından değerlendirilmiştir. Baskıcı rejimlerdeki istihbarat güçleri ve gizli servisler üzerine uzmanlaşmış bir tarihçi olan başvurucu, 1960’larda Macaristan’daki durum üzerine bir çalışma yapmak için içişleri bakanlığının belgelerini kullanmak istemiş, bakanlığın izin vermemesi üzerine iş yargıya taşınmıştır. Yargı süreci bitene kadar belgeler –biri hariç- aleni hale gelmiştir ve bakanlık o tek belgeyi, mahkeme kararına rağmen, başvurucuya vermeyi reddetmiştir. 10 yıldan uzun bir süre boyunca belgeye ulaşamayan Kenedi, idarenin kendisine söz konusu belgeyi vermemesi nedeniyle Macar Devlet Güvenlik Teşkilatı hakkında eserini yazamadığını, ifade özgürlüğünün ihlal edildiğini ileri sürmüştür. Mahkeme, “meşru tarihi araştırmalar için orijinal kaynaklara erişimin başvurucunun ifade

³⁴³ van Dijk/van Hoof/van Rijn/Zwaak (eds.), **op. cit.**, s. 787; Karan, **op. cit.**, s. 357.

³⁴⁴ Leander c. Suède, No. 9248/81, 26.03.1987, § 74.

³⁴⁵ Bkz. Guseva v. Bulgaria, No. 6987/07, 17.2.2015, § 36-38; Österreichische Vereinigung zur Erhaltung, Stärkung und Schaffung v. Austria, No. 39354/07, 28.11.2013, § 33-34, 41 ve buralarda atıf yapılan kararlar.

³⁴⁶ Társaság a Szabadságjogokért c. Hongrie, No. 37374/05, 14.04.2009, § 35.

³⁴⁷ **Council of Europe Convention on Access to Official Documents**, *conventions.coe.int*. Sözleşme, 10 devletin onayından sonra yürürlüğe girecektir. 13.07.2015 itibarıyla 7 devlet Sözleşme’yi onaylamıştır. Türkiye, henüz bu Sözleşme’yi imzalamamıştır.

özgürlüğünü kullanmasının temel unsurlarından biri olduğunun³⁴⁸ altını çizdikten sonra, idarenin belgeleri vermemek yönünde sergilediği keyfiyete varan tavrın, kanunla öngörülme şartını yerine getirmediği gerekçesiyle AİHS m. 10'un ihlal edildiği sonucuna varmıştır. Kararda dikkat çeken nokta, AİHM'nin bu sefer bilgi edinme hakkının AİHS m. 10 kapsamına girip girmediği tartışmasına girmeden, neredeyse doğrudan tarihi araştırmalar söz konusu olduğunda, bu hakkın varlığını kabul etmesidir. İhlalin temelinde hakkın esasına ilişkin bir hususun değil de idarenin kanunilik şartını yerine getirmeyen tutumunun olmasının, bu konuda bir tartışmayı gereksiz kıldığı düşünülebilir. Yine de karardaki ifadelerden hareketle, Mahkeme'nin bilgi edinme hakkını, tıpkı basın ve sivil toplum kuruluşlarında yaptığı gibi, araştırma özgürlüğü lehine³⁴⁹ de genişletme eğiliminde olduğu sonucuna varmamamız için bir neden görmemekteyiz.

AİHM'nin *Gillberg* davası ise, bir akademisyen ile diğer akademisyenler ve üniversitesini karşı karşıya getirmesi bakımından dikkat çekicidir. Olayda bir psikiyatri profesörü, çocuklarda ADHD (*attention deficit hyperactivity disorder* - dikkat eksikliği ve hiperaktivite bozukluğu) üzerine bir araştırma yapmış, çalışmaya katılan çocuklar ve ailelerine bilgilerinin gizli tutulacağı teminatı verilmiştir. Çalışmanın üzerinden uzunca bir süre geçtikten sonra başka bir üniversiteden bir sosyolog ve bir çocuk doktoru, kendi çalışmaları için Profesör Gillberg'in araştırma dosyasını incelemek istemişlerdir. Üniversitenin ret kararı üzerine idare mahkemeleri, ilgililerin dosyadaki bilgilerin gizliliğini korumak kaydıyla profesörün araştırma dosyalarını incelemelerine izin verilmesine karar vermiştir. Ne var ki Gillberg, karar icra edilmeden dosyaları imha etmiştir. Bu davranışı nedeniyle görevi kötüye kullanmadan dolayı ceza almıştır. Başvurucu, AİHS m. 10'un araştırma belgelerini vermeme, bir diğer deyişle bir çeşit susma hakkı tanıdığını da ileri sürüp bu hakkının ihlal edildiğini savunmuştur. Mahkeme, kural olarak AİHS m. 10'un negatif bir ifade

³⁴⁸ Kenedi v. Hungary, No. 31475/05, 26.05.2009, § 43.

³⁴⁹ Bu noktada İsviçre Federal Mahkemesi'nin konuya yaklaşımını belirtmekte fayda vardır. Bir rock yıldızının hayatı ile ilgili kitap yazmak isteyen tarihçiye söz konusu şarkıcının dava dosyalarının açılmaması hakkında verdiği kararda Federal Mahkeme, önce araştırma özgürlüğünün herkese açık olmayan bilgilere erişme hakkı verebileceğini belirtmiştir (ATF 127 I 145, JdT 2003 I 150, s. 158). Ancak daha sonra bunun sınırsız bir hak olmadığını, araştırma özgürlüğüne dayanarak herkese açık olmayan kaynaklara ulaşmak için özel bir bilimsel yöntem ve zorunluluk bulunması gerektiğini ifade etmiştir. Somut olayda davacının kitabını mahkeme dosyalarına başvurmadan da yazması için yeterli kaynak olduğunu belirten Federal Mahkeme, olayda bilim özgürlüğünün ihlal edilmediğine karar vermiştir (*Ibid.*, s. 161-162). Karardan da anlaşılacağı üzere bilim özgürlüğü, araştırmacıları genel hukuk kuralları karşısında ayrıcalıklı konuma getirmeye yetmemektedir.

özgürlüğünü de kapsadığını teslim etmekle birlikte, her somut olayın ayrı ayrı değerlendirilmesi gerektiğini ifade etmiştir ³⁵⁰ . Davaya konu olan olayda başvuruçunun bu tür bir negatif hakkının varlığının kabul edilmesinin, dosyalara erişmek isteyen iki araştırmacının AİHS m. 10'dan kaynaklanan bilgi edinme hakkına aykırı olacağı ³⁵¹ , olayda başvuruçunun ifade özgürlüğüne bir müdahale olmadığı sonucuna varılmıştır. AİHM'nin olayı değerlendirirken, dosyalara erişmek isteyen iki araştırmacının araştırma özgürlüklerine de değinmesinin yerinde olabileceği kanaatindeyiz.

5- Araştırma Yapacak Zamana Sahip Olma Hakkı

Doğrudan araştırma özgürlüğünün kullanılmasına dair bu noktaların dışında, gözden kaçabilen, ancak araştırma için hayati öneme sahip bir husus daha vardır: Akademisyenlerin araştırma yapmaya zamanının kalması. Üniversitelerin akademisyenlere gittikçe daha fazla “mesai doldurması gereken çalışan” gözüyle bakması, ayrıca eğitim ve araştırma görevlerine ek olarak birçok idari görev de yüklenmesi ile “akademik çalışma yapacak zamana sahip olma hakkı” gibi bir hak talebinin akademisyenler tarafından dillendirilmesi yadırganmamalıdır. Türkiye’de de, özellikle vakıf üniversitelerinde, akademisyenlere şehir içinde ve dışında üniversite tanıtımlarına gitme, derslerin akreditasyon içeriklerini hazırlama, öğrenci kaydı alma ve hatta kredi kartı ile öğrenim ücreti tahsil etme gibi akademi dışı angaryaların yüklenmesi ³⁵² , akademisyenlerin asıl işlerini yapmaya zaman bulamamasına yol açmaktadır. Zaman yokluğuna idari engeller de eklendiğinde ³⁵³ bilim yapmanın akademisyenler bakımından bir lüks haline geldiğini söylemek pek de yanlış olmaz. Yükseköğretimin kitleleşmesi, üniversitelerde istihdam edilen idari personel sayısının yetersizliği ile birleşince, akademisyenlerin üniversite

³⁵⁰ Gillberg c.Suède [GC], No. 41723/06, 03.04.2012, § 86.

³⁵¹ **Ibid.**, § 93-94. Mahkemenin bu sonuca varmasında, araştırma dosyalarının mülkiyetinin üniversiteye ait olması nedeniyle başvuruçunun bunlar üzerinde bir tasarruf yetkisinin kalmaması da etkilidir.

³⁵² Aslı Vatansver/Meral Gezici Yalçın, “**Ne Ders Olsa Veririz**” – **Akademisyenin Vasıfsız İşçiye Dönüşümü**, İstanbul: İletişim, 2015, s. 130-132.

³⁵³ Kötü niyetli bir rektörün ders saatleri ve derslerin yapılacağı yerler, yurtdışında eğitim faaliyetlerine, bilimsel bir toplantıya ve hatta bir tez jürisine katılmak için gereken izinleri vermeyi reddederek meslektaşlarına hayati çekilmez kılması mümkündür (bkz. Jean Morange, “La liberté du professeur des facultés de droit”, **RDP**, Tome 124, No. 1, 2008, s. 60).

bünyesinde öğretim ve araştırma faaliyetlerinin yanında sekreteryaya işlerini de yürütmesi sonucu doğmuştur. Okumak ve yazmanın ana eksenini oluşturduğu akademisyenlik mesleğinin *otium*'u³⁵⁴, bilimsel çalışmalara ayrılacak zamandır. Bu zaman dilimi gittikçe azalmış ve mesleğin asli işlevinin yerine getirilmesi zorlaşmıştır³⁵⁵. Mesleğin ayırt edici özellikleri, akademisyenin zamanını kendi yönetebilmesi ve boş zamana sahip olmasıdır. Bu boş zamana yönelik müdahaleler, aynı zamanda araştırma özgürlüğüne yapılan vahim müdahalelerdir³⁵⁶.

Akademisyenlerin araştırma yapmaya ayırabilecekleri zamanın nasıl azaldığını Fransa örneği üzerinden somut olarak göstermek mümkündür. III. Cumhuriyet döneminde, haftalık çalışma saatleri genel olarak günümüze göre çok daha yüksek olmasına rağmen, akademik çalışmanın mahiyeti göz önünde bulundurularak üniversite öğretim görevlilerinin yılda sadece 25 hafta boyunca, haftada 3 saatlik bir ders vermesi öngörülmüştü³⁵⁷. Bilhassa 1980'lerden itibaren, akademisyenlerin iş yükü çarpıcı bir biçimde artırılmaya başlamıştır. 17 Ağustos 1982 tarihli bir sirküler ile akademisyenler için de diğer kamu görevlileri gibi tam zamanlı çalışma esası getirilmiştir. 6 Haziran 1984 tarihli bir Kararname ile de akademisyenlerin yıllık çalışma yükü 128 saat ders, 192 saat seminer dersi veya 288 saat pratik ders olarak belirlenmiştir³⁵⁸. Yıllık 75 saatlik ders yükü esası böylelikle terk edilmiştir. Giderek artan ders yükü³⁵⁹, bu dersler için yapılması gereken sınavlar ve ödevlerin

³⁵⁴ *Otium* (Lat.): boş vakit, serbestlik; devlet görevlerinden çekilme, inziva; huzur, özel ve bireysel işlere ayrılan vakit (bkz. Sina Kabağaç/Erdal Alova, **Latince-Türkçe Sözlük**, İstanbul: Sosyal, 1995).

³⁵⁵ Beaud, *Les libertés universitaires (I)*, s. 183.

³⁵⁶ Beaud, *Les libertés universitaires à l'abandon?*, s. 269.

³⁵⁷ Morange, **op. cit.**, s. 63. Yazar, eski hukukçuların daha uzun tatiller sayesinde kendilerini çalışmaya adayıp büyük hukuk *traité*'lerini yazabildiklerini belirtmektedir. Eski profesörlerden Jean Rivero'ya akademik tatilin temmuzda başlayıp eylülün başında bittiğini söylediğinde Rivero'nun, yazara "Fakat siz ne zaman çalışıyorsunuz?" diye sormuş olması (**Ibid.**, dn. 8), bilimsel faaliyette bulunmaya ayrılabilen zamanın nasıl azaldığını göstermesi bakımından çarpıcıdır.

³⁵⁸ Décret n° 84-431 du 6 juin 1984 relatif au statut des enseignants chercheurs de l'enseignement supérieur, m. 7 (legifrance.gouv.fr). Söz konusu Kararname'nin bugünkü haline göre, üniversite öğretim elemanlarının yıllık çalışma gerekliliklerini yerine getirip getirmediğinin belirlenmesinde aynı ders saatlerinin tamamlanmış olmalarının yanı sıra, Kararname'de öngörülen koşullara uygun olarak araştırma faaliyetinde bulunup bulunmadıkları da dikkate alınmaktadır. Yapılan bu değişiklik, akademisyenlik mesleğini fazlasıyla karikatürüze ettiği gerekçesiyle eleştirilmiştir (bkz. Tortonese, **op. cit.**, s. 1002).

³⁵⁹ Haftada azami 36 saat çalışma ve yıllık 56 gün izinle, Rusya'da bir akademisyenin yıllık ders yükünün, üçte ikisi doğrudan sınıfta olmak üzere, yılda 700 ila 900 saat arasında değiştiği belirtilmektedir (bkz. Anna Smolentseva, "Challenges to Russian Academic Profession", **Higher Education**, Vol. 45, No. 4, 2003, s. 404).

değerlendirilmesi gerekliliği, akademisyenin mesai dışı zamanını da özgürce akademik araştırmalara hasretmesini engelleyecek niteliktedir.

Akademisyenlerin tam gün esasına göre çalışması meselesi, Türkiye’de de gündemi uzun süre meşgul etmiştir. 4936 sayılı Üniversiteler Kanunu’nun 30. maddesine göre, akademisyenlerin devlet memurları için kabul edilen saatler dahilinde üniversite içinde çalışmaları, bu saatler dışında haftada 8 saati³⁶⁰ aşmayacak biçimde dışarıda çalışabilmeleri kabul edilmiştir. 1750 sayılı Üniversiteler Kanunu’nun 38. maddesi ile yine akademisyenlerin tam gün çalışması esası benimsenmiş, resmi çalışma saatleri dışında çalışmalarına müsaade edilmiştir. Ancak 2547 Yükseköğretim Kanunu 36. maddesinde, devamlı ve kısmi statüde olmak üzere iki tür çalışma şekli öngörmüştür. Buna göre kısmi statüde olanlar haftada 20 saat üniversitede bulunacak; devamlı statüde olanlar ise üniversite dışında başkaca bir iş yapamayacaktır.

Kamuoyunda “Tam Gün Yasası” olarak da bilinen 5947 sayılı Üniversite ve Sağlık Personelinin Tam Gün Çalışmasına ve Bazı Kanunlarda Değişiklik Yapılmasına Dair Kanun, 2547 sayılı Kanun’da değişiklik yaparak, bütün öğretim elemanları için yükseköğretim kurumlarında devamlı statüde çalışma zorunluluğu getirirken aynı zamanda başka yerlerde çalışmalarını da yasaklamıştır³⁶¹. Aynı hükme göre, öğretim üyelerinin haftalık ders yükü, asgari 10 saat, öğretim görevlisi ve okutmanların ise 12 saat olarak belirtilmiştir. AYM, tam zamanlı statüde çalışma esasını ve haftalık asgari ders yükünü incelerken, “yüksek düzeyde bilimsel çalışma ve araştırma yapma, bilgi ve teknoloji üretme, bilim verilerini yayma, ulusal alanda gelişme ve kalkınmaya destek olma, yurt içi ve yurt dışı kurumlarla işbirliği yapmak

³⁶⁰ Daha sonra bu süre haftada 10 saat olarak değiştirilmiştir (27.10.1960 tarih ve 115 sayılı 13.06.1940 tarih ve 4936 sayılı Üniversiteler Kanununun bazı maddelerinin değiştirilmesi ve bu kanuna madde eklenmesi hakkında Kanun, RG. 28.10.1960 – 10641).

³⁶¹ 21.01.2010 tarihli ve 5947 sayılı Üniversite ve Sağlık Personelinin Tam Gün Çalışmasına ve Bazı Kanunlarda Değişiklik Yapılmasına Dair Kanun m. 6: “4.11.1981 tarihli ve 2547 sayılı Yükseköğretim Kanununun 36 ncı maddesi aşağıdaki şekilde değiştirilmiştir.

‘Madde 36 – Öğretim elemanları, üniversitede devamlı statüde görev yapar. Öğretim elemanları, bu Kanun ile diğer kanunlarda belirlenen görevler ve telif hakları hariç olmak üzere, yükseköğretim kurumlarından başka yerlerde ücretli veya ücretsiz, resmi veya özel başka herhangi bir iş göremezler, ek görev alamazlar, serbest meslek icra edemezler. Öğretim elemanının görevi ile bağlantılı olarak verdiği hizmetin karşılığında telif ücreti adıyla bir bedel tahsil etmesi halinde 58 inci madde hükümleri uygulanır. (...)’” (RG. 30.01.2010 - 27478).

suretiyle bilim dünyasının seçkin bir üyesi haline gelme gibi yükseköğretimin temel amaçlarının gerçekleştirilmesi de üniversitelerde devamlı statüde çalışmayı gerekli kılabilir. Bu nedenle, kamu görevlisi olmaları nedeniyle öğretim elemanlarının da hangi statüde çalışacaklarının belirlenmesi yasakoyucunun takdir yetkisi içinde kalmaktadır. (...)Üniversitelerde ders verme öğretim elemanı olarak çalışmanın doğal bir sonucudur.” değerlendirmesinde bulunmuştur³⁶². Söz konusu düzenlemeler bu nedenle çalışma özgürlüğüne aykırı bulunmamış; buna mukabil bu tür bir çalışma temposunun bilimsel faaliyet üzerinde nasıl etki edeceği incelenmemiştir. AYM, Anayasa m. 130 bakımından yaptığı incelemeyi, seminer, proje, tez danışmanlıklarının kaç ders saatine denk geleceğini belirleme yetkisinin YÖK’e bırakılması konusundan yapmıştır.

AYM aynı maddenin başka yerlerde çalışma yasağına ilişkin fıkrasını incelerken, Anayasa m. 130’un akademisyenlere bilimsel araştırma yapma özgürlüğü tanıdığını hatırlatarak, bu kişilerin çalışma koşullarını düzenleyen kuralların “üniversitelerdeki bilim özgürlüğü ve bilimsel özerkliğin gereği olan her türlü bilimsel faaliyeti engelleyici nitelikte” olamayacağını belirtmiş, söz konusu kuralı da “üniversitelerin bilim verilerini yaymak, ulusal alanda gelişime ve kalkınmaya destek olmak, ülkeye ve insanlığa hizmet etmek gibi görevlerini yerine getirmesinin engellendiği” ve öğretim elemanları arasında akademik yetkinliğe dayalı hiçbir ayırım yapılmadan genel bir kural getirilmiş olmasını Anayasa’nın 130. maddesine aykırı olduğu gerekçesiyle iptal etmiştir³⁶³. Böylece mesai sonrası başka işlerde çalışmaya izin verilmiştir. AYM’nin kararı, üniversiteden başka yerde çalışma yasağının hangi şekilde bilim özgürlüğüne hanel getireceği noktasında açık değildir. Yine de kararın arkasında, akademisyenlerin bütün gün üniversiteye bağlanarak kendi alanlarındaki tecrübelerini arttırabilecekleri işlerde çalışamamalarının, araştırma özgürlüğüne aykırı düştüğü düşüncesi hissedilmektedir. Aksi kabul, akademisyenin sahip olduğu özgürlüğe ve şahsi özerkliğe aykırı olacaktır.

³⁶² AYM, E. 2010/29, K. 2010/90, Kt. 16.07.2010.

³⁶³ AYM, E. 2010/29, K. 2010/90, Kt. 16.07.2010. Haşim Kılıç, Şevket Apalak ve Nuri Necipoğlu karara muhalif kalmışlar, söz konusu düzenlemenin, devamlı statüde çalışmayı gerektiren hükmün bir sonucu olduğunu, üniversite çalışanlarını bilimsel faaliyeti ile ilgili olmadığını kendi karşı oy yazılarında ileri sürmüşlerdir.

Yükseköğretim, sıradan bir kamu hizmeti değildir. Bu nedenle devlet, yükseköğretim ile ilgili düzenlemeler getirirken idare hukukunun temel kavramlarından biri olan “hizmetin gereklerini” dilediği gibi kullanamayacaktır. Bu nedenle akademisyenlerin üzerindeki ders yükünün arttırılması, araştırmaya ayrılacak zamanı azaltacağı için otomatik olarak akademik özgürlüğe bir müdahale olarak kabul edilmelidir³⁶⁴. Ancak AYM'nin yukarıda yer verilen kararda, akademisyenlerin çalışma esasları ile ilgili düzenlemeyi salt çalışma özgürlüğü bakımından incelemiş olması eleştiriye açıktır. Üniversitedeki çalışmanın değil de üniversite dışı mesleki faaliyette bulunmanın Anayasa m. 130 bakımından değerlendirilmiş olmasının yerinde olmadığı kanaatindeyiz. Üniversitede tam zamanlı statüde çalışmanın değil, aksine mesai sonrası çalışmanın çalışma özgürlüğü ve hakkını düzenleyen Anayasa m. 48 ve 49 bakımından değerlendirilmesi, fikrimizce daha yerinde olacaktır.

AYM, daha sonra yalnızca tıp ve diş hekimliği alanlarında çalışan öğretim elemanları bakımından mesai saatleri dışında çalışma yasağı getiren Kanun'un³⁶⁵ Anayasa'ya uygunluğunu incelediği kararında³⁶⁶, yine Anayasa m. 130'u uygulayarak bu sefer aksi sonuca varmış ve bu tür bir yasağın Anayasa'ya uygun olduğuna karar vermiştir. AYM'ye göre:

“(...) öğretim elemanlarının öncelikli ve asli görevi, yükseköğretim kurumlarında, kanunlarda belirtilen amaç ve ilkelere uygun biçimde ön lisans, lisans ve lisansüstü düzeylerde eğitim-öğretim ve uygulamalı çalışmalar yapmak, proje hazırlıklarını ve seminerleri yönetmek, bilimsel araştırmalar ve yayımlar yapmak, öğrenci yetiştirmek, öğrencilere rehberlik etmektir. Öğretim elemanlarının kamu görevlisi olmaları nedeniyle yukarıda belirtilen bu görevlerini aksatmadan yerine getirmeleri esastır. Kanun koyucu, yükseköğretimin Anayasa'da belirtilen ilkeler doğrultusunda geliştirilmesi ve sağlık sorunlarının çözüme kavuşturulması için öğretim elemanlarının unvan

³⁶⁴ Beaud, *Les libertés universitaires à l'abandon?*, s. 169.

³⁶⁵ 2.1.2014 tarihli ve 6514 sayılı Sağlık Bakanlığı ve Bağlı Kuruluşlarının Teşkilat ve Görevleri Hakkında Kanun Hükmünde Kararname ile Bazı Kanunlarda Değişiklik Yapılmasına Dair Kanun (RG. 18.01.2014 – 28886).

³⁶⁶ AYM, E. 2014/61, K. 2014/166, Kt. 7.11.2014.

ve statülerine uygun bazı sınırlamalar getirerek çalışma koşullarını belirleyebilir. Bu bağlamda kanun koyucu dava konusu kurullarla, üniversitelerde daha iyi eğitim ve sağlık hizmeti verilmesini sağlama amacına yönelik olarak burada görev yapan öğretim elemanlarının unvan ve statülerini dikkate almak suretiyle çalışma koşullarını belirlemiş ve bazı sınırlamalara tâbi tutmuştur. Kuralda öğretim elemanlarının bilimsel özerklik gereği bilimsel/akademik faaliyetler yapmasını engelleyen bir yön bulunmamaktadır. Dolayısıyla kanun koyucunun takdir yetkisi kapsamında söz konusu öğretim elemanlarının çalışma koşullarıyla ilgili düzenlediği kurulların bilimsel özerklik ilkesine aykırı değildir.”

AYM bu kez Anayasa m. 130’u, devletin sağlık alanındaki ödevlerini düzenleyen Anayasa m. 56 ile birlikte okuyarak ve 5947 sayılı Kanun hakkında verdiği karara hiçbir atıf yapmadan³⁶⁷, sağlık alanında çalışan öğretim elemanlarının mesai sonrası çalışmalarının, bilimsel faaliyette bulunmalarını engellemeyeceği sonucuna varmıştır. İki karar yan yana konduğunda, birine göre mesai sonrası çalışmamak bilimsel faaliyeti engelleyecekken, diğerine göre aynı durumun bilimsel faaliyeti engellemeyeceği ortaya çıkmaktadır. İlk kararda mesai sonrası çalışmanın hangi şekilde araştırma özgürlüğünü olumsuz etkileyeceği açıklanmadığı için, ikinci kararın anlaşılması da güçleşmektedir. AYM, bilimsel özerklik ilkesini uygularken akademisyenlerin özgürce bilimsel araştırmada bulunacak zamanlarının bulunması, resmi çalışma zamanları dışındaki araştırma faaliyetlerini düzenlemekte serbest oldukları ve resmi çalışma saatlerinin de araştırma yapmaya engel olmayacak biçimde düzenlenmesi gerektiği ilkelerinden yola çıksaydı, çok daha anlaşılır bir karar ortaya koyabilirdi.

³⁶⁷ AYM, 2010/90 sayılı kararına, yalnızca mesai sonrası çalışmayı 3 ay içinde bırakmayan öğretim elemanlarının kurumları ile ilişkilerinin kesilmesini öngören hükümleri (6514 sayılı Kanun m. 14 ve 19) iptal ederken dayanmıştır. AYM’ye göre: “(...) söz konusu öğretim üyeleri için yargı kararlarına güvenerek mesai sonrası çalışma ve faaliyette bulunmaları bu statünün kazanılmış hak olarak değerlendirilmesini olanaklı kılmasa da bu statülerin belli bir süre devam edeceğine ilişkin meşru bir beklenti oluşturduğu ve bu beklentinin hukuki güvenlik ilkesi gereğince korunması gerektiğinin kabulü gerekir. (...) dava konusu kurullar hukuk devletinin gereği olan hukuki güvenlik ve hukuki belirlilik ilkelerine aykırıdır.” (AYM, E. 2014/61, K. 2014/166, Kt. 7.11.2014).

B- Öğretim Özgürlüğü

Öğretim özgürlüğü, araştırma özgürlüğünün arkasında, ikinci planda kalmaktadır. Çünkü üniversite mevcut bilgilerin öğrencilere aktarıldığı bir kurum olmaktan ziyade farklı görüşlerin öğrencilere sunulduğu bir yerdir. Dersi veren akademisyen sınırlı, çerçevesi çizilmiş bir bilgiler bütünü öğretmekle yükümlü olmadığından, neyi, nasıl öğreteceğini belirlemek de kendi ihtiyarındadır³⁶⁸. Bu sebeple öğretim özgürlüğünü de arka plana atmamak gerekir. Ayrıca araştırma da ancak ve ancak tam bir özgürlük ortamında yapılabileceği için araştırmaya sıkı sıkıya bağlı olan öğretimin de özgür olması bir zorunluluk olarak ortaya çıkar³⁶⁹. Üniversitenin işlevini tam olarak yerine getirebilmesi için, hem akademisyenlerin kendilerini yeni bilgi üretmeye adayabilmek üzere geniş bir özgürlükten faydalanmaları, hem de özgür bireyler olan öğrencilere serbestçe kendi bildiklerini öğretebilmeleri gerekmektedir³⁷⁰. Öğretim özgürlüğünü, “akademisyenlik mesleğinin kalbi” olarak nitelendirmek hatalı olmayacaktır³⁷¹. Bir akademisyenin “zincire vurulmuş olması, onu öğrencileri nazarında ölümcül bir günah işlemiş konumuna düşürecektir”³⁷².

XIX. yüzyılın başında ABD’de müteveli heyetler, akademik ders programlarını belirledikleri gibi öğretim görevlilerin verdikleri dersleri de denetleme gibi yetkilere sahip olmasına rağmen³⁷³; aynı dönemde Almanya’da akademik özgürlük düşüncesinin ortaya çıkışından beri *Lehrfreiheit*, akademik özgürlüğün bir parçası olmuştur. Bugün hâlâ Alman Anayasa Mahkemesi, bilimsel ve akademik araştırma ile bağlantılı olduğu sürece öğretim özgürlüğünü de bilim özgürlüğünü

³⁶⁸ Beaud, *Les libertés universitaires (I)*, s. 188; Vedel, *op. cit.*, s. 135. “... bir üniversite profesörü kendisine dayatılan bir programı öğretmez, üniversitenin veya devletin görüşlerini değil, meslektaşlarının görüşleri ile bir diyalog içinde bulunarak, bizzat kendi görüşlerini iletir. İşte akademik özgürlük budur.” (bkz. Tortonese, *op. cit.*, s. 1003).

³⁶⁹ Fromont, *op. cit.*, s. 623.

³⁷⁰ Beaud, *Les libertés universitaires (II)*, s. 471.

³⁷¹ Beaud, *Les libertés universitaires à l’abandon?*, s. 75. Bu özgürlüğü akademik unvana sahip olmayan, bilimsel araştırmalarının sonucunu aktarmayan, belli bir müfredatı öğreten okutman ve öğretim görevlilerinin kullanamayacağı görüşü de ileri sürülmüştür (bkz. Atalay, *Bilim Özgürlüğü*, s. 19). Bu yönde bir kabul, bilim özgürlüğünün varlık amacıyla bağdaşmayacaktır; zira bilim yapmak akademik unvan sahibi olmaya bağlı değildir ve müfredatın belli olması, yükseköğretimin seviyesinin ilk ve orta öğretiminkine indirilmesini gerektirmez.

³⁷² Vedel, *op. cit.*, s. 139.

³⁷³ Metzger, *Academic Freedom in the Age of the University*, s. 30.

güvence altına alan hüküm ile korumakta; neyin nasıl öğretileceğini belirleme yetkisini öğretmene bırakmaktadır³⁷⁴. Bu anlayışa paralel olarak *Sweezy* kararında Yargıç Frankfurter, akademik özgürlüğün neyin nasıl öğretileceği meselesini de kapsadığını belirtmiştir³⁷⁵. Kişinin ders esnasında söyledikleri, onun ifade özgürlüğünün bir parçası olarak görülebilse de öğretim özgürlüğü, ayrı bir özgürlük alanı olarak görülmelidir. 1961 Anayasası'nın 21. maddesinde, bu savı doğrular nitelikte, bilimin ardından ayrıca eğitim ve öğretimin de –devletin denetim ve gözetimi altında- serbest olduğu belirtilmişti. 1982 Anayasası'nın bilim özgürlüğünü düzenleyen 27. maddesinde bu kez öğretim özgürlüğüne yer verilmemiş olsa da, 42/4 hükmünde eğitim ve öğretim hürriyetinden bahsedilmesi de buna işaret etmektedir³⁷⁶. 27. maddede yer alan “öğrenme” ifadesi, bilimsel faaliyette bulunan kişilerin, başkalarının gerçekleştirdiği bilimsel çalışmaların sonuçlarının öğrenilmesi şeklinde yorumlanmaktadır³⁷⁷. Eğitim ve öğretim, üniversitenin temel işlevlerinden biridir ve bu işlev yerine getirilirken akademisyene bir özgürlük alanı tanınmıştır. Ne var ki devlet eliyle yürütülen yükseköğretim faaliyetinin bir kamu hizmeti olması ve özerkliği haiz üniversitenin akademik konularda karar alma yetkisinin olması, akademisyenin öğretim konusunda sahip olduğu özgürlük ile çatışma içine girebilmektedir. Esas olarak idare hukukunun temel ilkelerinden biri olan hiyeraşi, akademisyenlere idari üstlerinin akademik konularda emir ve talimat vermesini içermemektedir ve genel rejime bir istisna teşkil eder³⁷⁸. Cevaplanması gereken soru, bir akademisyenin öğretim özgürlüğünün hangi sınırlar içinde kullanılabileceğidir.

³⁷⁴ Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 127.

³⁷⁵ *Sweezy v. New Hampshire*, 354 U.S. 234 (1957), *law.cornell.edu*, Erişim tarihi: 25.06.2014, s. 264.

³⁷⁶ Anayasa'nın 42. maddesinin de devletle bilim arasındaki ilişkiyi düzenleyen bir hüküm olduğu görüşü için bkz. Ömer İzgi/Zafer Gören, **Türkiye Cumhuriyeti Anayasasının Yorumu**, Cilt II, Ankara: TBMM Basımevi, 2002, s. 332.

³⁷⁷ Atalay, *Bilim Özgürlüğü*, s. 22. *Atalay*, madde metninde bu ibarenin çıkarılmasını savunmaktadır, zira bu düzenleme ile bilimi öğrenme, devlete pozitif yükümlülük yükleyen bir pozitif statü hakkı olarak yorumlanabilir. Bu da tüm bilimsel araştırmaların sonuçlarının yayımlanması gibi söz konusu olamayacak bir zorunluluk getirecektir (**Ibid.**, s. 23). Bilimi öğrenme hakkının devlete pozitif bir yükümlülük yükleyeceği ve devletin bilim insanlarını çalışmalarının sonuçlarını yayımlamaya icbar edebileceği şeklinde yorumlanamayacağı kanaatindeyiz. Bir bilim insanının çalışmalarını sonuçlarını yayımlayıp yayımlamaması, kendi ihtiyarında olan bir konudur. Devlet, yayımlanmamış bir çalışmanın varlığından haberdar da olamayacağı için çalışmanın sahibini yayına zorlayamaz. Bilakis, bilimsel eserler üzerinde de fikri mülkiyet haklarının kabul edilmiş olması, devletin eserlerin kamusal değil, kişisel nitelikte olduğunu kabul ettiğini göstermektedir. Söz konusu ibare, devletin bilimsel araştırma çerçevesinde kaynaklara erişimi engellemeyecek şekilde davranması gerekliliğine işaret etmektedir.

³⁷⁸ Gözler, *İdare Hukuku*, s. 206-207. Buna göre bir dekan, bir öğretim üyesine derste ne anlatacağı konusunda emir veremeyecekken, dersin belli bir saatte yapılmasına yönelik talimat verebilecektir.

Türkiye uygulamasına baktığımızda, öğretim özgürlüğüne Anayasa m. 42/3 ile getirilen, “Atatürk ilkeleri ve inkılapları doğrultusunda, çağdaş bilim ve eğitim esaslarına göre, Devletin gözetim ve denetimi altında” yapıma kaydının 2547 sayılı Yükseköğretim Kanunu’nun 4. ve 5. maddeleri ile somutlaştırıldığını görmekteyiz. Kanun’un 4. maddesinde yükseköğretimin amacı, “Atatürk inkılapları ve ilkeleri doğrultusunda Atatürk milliyetçiliğine bağlı; Türk milletinin milli, ahlaki, insani, manevi ve kültürel değerlerini taşıyan, Türk olmanın şeref ve mutluluğunu duyan; toplum yararını kişisel çıkarının üstünde tutan, aile, ülke ve millet sevgisi ile dolu; Türkiye Cumhuriyeti Devletine karşı görev ve sorumluluklarını bilen ve bunları davranış haline getiren; hür ve bilimsel düşünce gücüne, geniş bir dünya görüşüne sahip, insan haklarına saygılı; beden, zihin, ruh, ahlak ve duygu bakımından dengeli ve sağlıklı şekilde gelişmiş; ilgi ve yetenekleri yönünde yurt kalkınmasına ve ihtiyaçlarına cevap verecek, aynı zamanda kendi geçim ve mutluluğunu sağlayacak bir mesleğin bilgi, beceri, davranış ve genel kültürüne sahip, vatandaşlar olarak yetiştirmek” olarak belirtilmiştir. Buna göre akademisyenin vereceği eğitim de bu amaçlara yönelik olmak durumundadır. Üniversitenin temel amacı olan “hür ve bilimsel düşünceye”, ancak beşinci sırada yer verilmesi dikkat çekicidir³⁷⁹. Yükseköğretimin amaçları arasında ideolojik olarak nitelendirilebilecek hedeflerin bulunması, akademik özgürlüğün temeli olarak kabul edilen yöntem özgürlüğünü sınırladığı için eleştirilmiştir³⁸⁰.

2547 sayılı Kanun, asıl amacı bilimin araştırılması ve öğretilmesi olan üniversiteler ile kişilere meslek kazandırmaya yönelik meslek yüksekokullarını aynı kurallara bağlaması sebebiyle eleştirilmiştir³⁸¹. Yükseköğretimde verilen eğitimin nihai amacı, kişinin bir meslek sahibi olup “vatana millete hayırlı bir evlat” olarak yetiştirilmesi şeklinde özetlenebilir. Bu amaç hükmü, özgür düşüncenin beşiği olması gereken üniversitelerden çok milli eğitimin amaçları düşünülerek kaleme alınmış gibidir³⁸². Akademik karakteri ağır basan ve bilimsel faaliyetlere ve

³⁷⁹ Seggie/Gökbel, **op. cit.**, s. 9.

³⁸⁰ Erdem, **op. cit.**, s. 25.

³⁸¹ **Ibid.**, s. 23. *San* da üniversitenin gençleri belli mesleklere hazırlayan bir kurum olarak görülmesini ve 2547 sayılı Kanun’la meslek okullarının da üniversite çatısı altına alınmış olmasını eleştirmekte, “mesleki eğitim fakültesi” ifadesini dahi çelişik ve saçma bulmaktadır (bkz. *San*, **op. cit.**, s. 150).

³⁸² Keza 14.06.1973 tarih ve 1739 sayılı Milli Eğitim Temel Kanunu’nun “Genel Amaçlar” başlıklı maddesi, mezkur 2547 sayılı Kanun hükmü ile paralellik göstermektedir:

“Madde 2 – Türk Milli Eğitiminin genel amacı, Türk Milletinin bütün fertlerini,

araştırmaya ağırlık vermesi gereken üniversitelerin mesleğe yönelik eğitim ve öğretim yükünün artmasıyla, bilimsel araştırmalara yeterince zaman ve kaynak kalmadığı ifade edilmiştir³⁸³. Şüphesiz üniversitenin varlık sebebiyle bir arada düşünilemeyecek bu kısıtlayıcı ve korumacı anlayış ile çerçevesi çizilen bir sistemde, öğretim özgürlüğü de son derece sınırlı olacaktır.

1750 sayılı Üniversiteler Kanunu'nun "Üniversitelerin Görevleri"ni düzenleyen 3/b hükmünde de üniversitelere, "*öğrencilerini, bilim anlayışı kuvvetli, millî tarih şuuruna sahip, vatanına, örf ve âdetlerine bağlı, milliyetçi ve sağlam düşünceli aydınlar ve yükseköğrenime dayanan mesleklerde türlü bilim ve uzmanlık kolları için iyi hazırlanmış bilgi ve tecrübe sahibi, sağlam karakterli vatandaşlar olarak yetiştirmek*" görevi yüklenmişti. Hükümde yer alan "örf ve âdetlerine bağlı" ve "milliyetçi" ifadeleri ayrı ayrı AYM önüne götürülmüştür. Yükseköğretimin örf ve âdetlere bağlı öğrenci yetiştirme görevi ile ilgili olarak verdiği kararda AYM, bilim özgürlüğünü "devrim" kavramını oluşturan öğelerden biri olarak saymıştır. 1961 Anayasası'nın üniversite eğitiminin çağdaş bilim esaslarına göre yapılacağını hüküm altına alan 21/4 ve 120/6 hükümleri karşısında, yüzyıllar öncesindeki toplum düzeninin gereksindirdiği ve yarattığı örf ve âdetlere bağlılık ekseninde bir eğitim vermek kabul edilemeyecektir³⁸⁴. Bu karar, öğretim özgürlüğünü destekler

1. (Değişik: 16/6/1983 - 2842/1 md.) Atatürk inkılap ve ilkelerine ve Anayasada ifadesini bulan Atatürk milliyetçiliğine bağlı; Türk Milletinin milli, ahlaki, insani, manevi ve kültürel değerlerini benimseyen, koruyan ve geliştiren; ailesini, vatanını, milletini seven ve daima yüceltmeye çalışan, insan haklarına ve Anayasanın başlangıcındaki temel ilkelere dayanan demokratik, laik ve sosyal bir hukuk Devleti olan Türkiye Cumhuriyetine karşı görev ve sorumluluklarını bilen ve bunları davranış haline getirmiş yurttaşlar olarak yetiştirmek;

2. Beden, zihin, ahlak, ruh ve duygu bakımlarından dengeli ve sağlıklı şekilde gelişmiş bir kişiliğe ve karaktere, hür ve bilimsel düşünme gücüne, geniş bir dünya görüşüne sahip, insan haklarına saygılı, kişilik ve teşebbüse değer veren, topluma karşı sorumluluk duyan; yapıcı, yaratıcı ve verimli kişiler olarak yetiştirmek;

3. İlgî, istidat ve kabiliyetlerini geliştirerek gerekli bilgi, beceri, davranışlar ve birlikte iş görme alışkanlığı kazandırmak suretiyle hayata hazırlamak ve onların, kendilerini mutlu kılacak ve toplumun mutluluğuna katkıda bulunacak bir meslek sahibi olmalarını sağlamak;

Böylece bir yandan Türk vatandaşlarının ve Türk toplumunun refah ve mutluluğunu artırmak; öte yandan millî birlik ve bütünlük içinde iktisadi, sosyal ve kültürel kalkınmayı desteklemek ve hızlandırmak ve nihayet Türk Milletini çağdaş uygarlığın yapıcı, yaratıcı, seçkin bir ortağı yapmaktır."

³⁸³ Bingöl, Üniversite Özerkliği, s. 417.

³⁸⁴ "Çağdaş bilim ve teknoloji esaslarına göre özgür düşünceli bilim ve meslek adamı, araştırmacı ve uzman yetiştirmekle görevli üniversitelerin bütün öğretim dallarında, bu amacın dışında, ayrıca örf ve âdet öğretimi de yapılması Anayasanın 120. maddesinin öngördüğü temel eğitim ilkelerine aykırı düşer." (AYM, E. 1973/37, K. 1975/22, Kt. 11, 12, 13, 14 ve 25.02.1975).

niteliktedir. Bilimin dışında kalan amaçları yükseköğretimin dışına itmektedir³⁸⁵. Ancak AYM, aynı hükmün milliyetçi öğrenciler yetiştirme amacını öngören kısmı ise Anayasa'ya uygun bulmuştur. AYM kararında, “*maddede yer alan ‘milliyetçi’ sözcüğünün amacı, üniversite gençliğinin, Anayasanın başlangıç bölümünde özü belirtilen Türk milliyetçiliği doğrultusunda yetiştirilmeleridir*” diyerek ırkçı manada milliyetçilik anlayışını dışlamıştır ve iptal istemini reddetmiştir³⁸⁶. Bu sefer bilim özgürlüğü veya yükseköğretimin amaçlarından çok, Anayasa'nın da birçok yerinde milliyetçiliğe gönderme yapması göz önüne alınmış, AYM'nin içtihat yoluyla oluşturduğu milliyetçilik yorumu doğrultusunda bir karar verilmiştir.

Hukuki düzenlemelerle getirilen bu sınırlar haricinde bir akademisyenin derslerinin içeriğini ve yöntemini belirlerken sahip olduğu özgürlük de sınırsız değildir. Bir kere bir akademisyenden derste dersin konusunu, yükseköğretim düzeyinde öğretmesi beklenir ki bu öğretim özgürlüğüne getirilen mesleki bir sınırlamadır. Öğretmekle yükümlü olduğu dersin konusuyla örtüştüğü ölçüde akademisyen, vereceği eğitimin içeriğini, uygulayacağı yöntemi, sınavlarını ve başarı değerlendirmesini nasıl yapacağını belirlemede serbesttir³⁸⁷. Bir başka deyişle akademisyenin öğretim özgürlüğü, pedagojik özgürlük, genel kabul görmüş öğretileri derste eleştirme özgürlüğü ve nesnellik ilkelerine dayanır³⁸⁸. Ancak bu bağlamda nesnelliğin mutlak bir yan tutmama olarak anlaşılmadığının da altını çizmek gerekmektedir. Üniversite eğitimi çerçevesinde akademisyenlerin ders verirken tamamen tarafsız davranması beklenmemektedir; zira hitap ettikleri kitle ileri sürülen görüşler karşısında etki altında kalmayacak bir yaş grubundan oluşmaktadır. Akademisyenlerin muhataplarının çocuk olmaması, onlara verecekleri eğitim konusunda bir özgürlük tanır. İlk ve orta öğretimde okutulacak müfredat idare tarafından belirlenmektedir ve önceden belirlenmiş ders kitapları okutulmaktadır³⁸⁹. Yükseköğretim, böyle tek tip bir eğitim sunmaz. Akademisyeni bağlayan tek husus,

³⁸⁵ AYM'nin bu iptal kararı, Mahkeme “garip bir zihniyet ve gerekçe” benimsediği, örf ve adetin çağdaş uygarlık seviyesine çıkmaya mutlak anlamda engel olmayacağı ve AYM, kararda “*her türlü örf ve adeti, akıl ve bilinç dışında bir takım kurallar topluluğu olarak niteleyen bir görüşü benimseme olanağı yoktur*” demek suretiyle kendi içinde çelişkiye düştüğü için eleştirilmiştir (bkz Özçelik, **op. cit.**, s. 209-213).

³⁸⁶ AYM, E. 1973/38, K. 1975/23, Kt. 11, 12, 13, 14 ve 25.02.1975. Bu karar, Türk anayasa hukuku uygulamasında milliyetçilik kavramına uygundur (bkz. Tanör/Yüzbaşıoğlu, **op. cit.**, s. 81-82).

³⁸⁷ Prüm/Ergec, **op. cit.**, s. 14; **Message du Conseil fédéral du 20 novembre 1996 relatif à une nouvelle constitution fédérale**, FF 1997 I 167 (*admin.ch*); Kley, **op. cit.**, s. 4.

³⁸⁸ Beaud, *Les libertés universitaires à l'abandon?*, s. 77-79.

³⁸⁹ Standler, **op. cit.**, s. 15.

aynı konuda farklı görüşlerin olduğunu da öğrencilerine söylemektir, bunun haricinde konuyla ilgili olarak istediği görüşü savunmakta serbesttir³⁹⁰. Bilhassa tek bir doğrunun bulunmasının imkansız olduğu sosyal bilimler alanında bu ilke daha da önem kazanmaktadır. Bir başka deyişle akademisyen, öğrencilerinin öğrenim özgürlüğüne tecavüz etmeden, öğrencinin kendi görüşünü oluşturmaya engel teşkil etmeyecek veya endoktrinasyon niteliği taşımayacak şekilde kendi görüşlerini derste savunabilmelidir³⁹¹.

Bologna Süreci kapsamında, öğretim özgürlüğü ilkesiyle bağdaşmayacak şekilde ders içeriklerine ilişkin pedagojik standardizasyon politikalarının izlenmesi, Avrupa Yükseköğretim Alanı'nda yeknesaklığı sağlamak adına üniversitelerde verilen derslerin “çıktılarına” göre değerlendirilip tek tipleştirilmesi eleştirilmektedir³⁹². Böylece akademisyenlerin ders içeriklerini ve yöntemlerini belirleme özgürlükleri kısıtlanmaktadır. Bu durumun, genel olarak mesleği itibarsızlaştırdığını da söylemek mümkündür. Akademisyeni yükseköğretim sürecinde pasifleştiren “akademik Taylorizm” ve akademisyenin özgün bir bilgi yaratıcısından ziyade bir bilgi işçisi olduğu anlayışı gittikçe kökleşmektedir³⁹³. Ders içeriklerinin bir örnekleştirilmesi nedeniyle bir çeşit “akademik taşeronlaşma” yaşandığı da dile getirilmiştir³⁹⁴; öyle ki derste anlatılacak konular önceden belli olduğu ve akademisyenin bunu değiştirme ihtiyarı bulunmadığı için, bir akademisyenin dersini diğer bir meslektaşına kaldığı yerden alıp aynen devam

³⁹⁰ Atalay, *Bilim Özgürlüğü*, s. 24. “Uygarlık Tarihi” adlı kitabı ve verdiği dersler ile komünizm propagandası yaptığı iddiasıyla yargılanan Server Tanilli, mahkeme önündeki savunmasında kitabını yazarken olaylara bir bilim adamı gözüyle objektif yaklaştığını, bu nedenle de tarafsız kalamadığını, keza bir bilim adamı olarak bir görüşe sahip olmasının da gerektiğini ifade etmiştir (bkz. M. Emin Değer, **Bir Bilim Adamının Savunması –Tanilli Dosyası-**, 1. Bası, Çağ Matbaası, 1978, s. 76). Daha sonra kitabın bilimsel bir eser olması ve derslerde görüşlerini açıklamasının düşünce özgürlüğünün bir parçası olması gerekçesiyle Tanilli hakkında beraat kararı verilmiştir (**Ibid.**, s. 253). Aynı kitabın kısa bir süre sonra, 12 Eylül döneminde, 08.08.1983 tarihli YÖK genelgesi ile ders kitabı olarak okutulmasının yasaklandığını; hatta KTÜ’de yasağı uygulamak için kitabın kütüphanede bulunan nüshalarının imha edildiğini de belirtmek gerekir (bkz. Özen, **op. cit.**, s. 51).

³⁹¹ Vrieling/Lemmens/Parmentier/The LERU Working Group on Human Rights, **op. cit.**, s. 125; Prüm/Ergec, **op. cit.**, s. 14. Fransa’daki eski yükseköğretim kanunu da bu yönde bir hüküm içermekteydi: “Eğitim ve araştırma bilginin nesnel olmasını ve farklı görüşlere müsamaha göstermeyi ifade eder. Hiçbir tür propaganda ile uyumlu değildir ve her tür siyasi veya iktisadi etkinin dışında kalmak zorundadır.” (Loi No 68-978 du 12 novembre 1968 d’orientation de l’enseignement supérieur, art. 35, *legifrance.gouv.fr*).

³⁹² Moutsios, **op. cit.**, s. 18, 21.

³⁹³ Bilge Bingöl, “Üniversite Özerkliğinin Değişen Tanımı ve Üniversitelerin Yeniden Yapılandırılması”, **Hacettepe Hukuk Fakültesi Dergisi**, Cilt: 2, Sayı: 2, 2012, s. 60.

³⁹⁴ Selin Önen, “*Vakıf Üniversitelerinde Çalışan Akademisyenlerin Çalışma Koşulları*”, **Yükseköğretim Serbest Düşüşü: Özel Üniversiteler**, Serdar M. Değirmencioğlu/Kemal İnal (der.), İstanbul: Ayrıntı, 2015, s. 200.

ettirebilecektir. Öğretim özgürlüğü elinden alınan ve diplomalı mezunlar üreten bir fabrikaya indirgenen üniversitede, akademisyenlerin derslerini verirken sahip olmaları gereken özgürlüğün bir hayal olarak kalacağı söylenebilir.

“Derste siyaset yapmama” meselesi de, öğretim özgürlüğünün kullanılması konusunda öncelikli endişelerden biri olmuştur. Örneğin AAUP’nin 1940 Bildirgesi’nde öğretmenlerin derste konularıyla ilgili özgürce tartışabileceği, ancak konularıyla ilgisi olmayan “tartışmalı” hususlara sınıfta yer vermemeleri gerektiği belirtilmiştir³⁹⁵. Bu anlayış, ifade özgürlüğü konusundaki gelişmelere paralel olarak daha sonra yumuşamış olsa da, özellikle Türkiye’de derslerde anlatılan konular, okutulan kitaplar, sınavlarda sorular konular kimseyi rahatsız etmesin diye akademisyenler teori ve bilgi odaklı dersler işlemeye yönelmiştir³⁹⁶. Neyin devlet tarafından sakıncalı görülebileceğinin belli olmaması, kişilerin kendini sürekli yaptırım tehdidi altında hissetmesinin yaratacağı otokontrol³⁹⁷, bilimin ilerlemesi ve eğitimin çağdaş standartlara ayak uydurması bakımından olumsuz etki yaratacaktır. Derslerde tartışmalı konuların ve siyasetin konuşulamaması, siyaset bilimi, tarih, anayasa hukuku gibi içeriği siyasi olanla sıkı sıkıya bağlı olan derslerin böyle bir anlayışın boyunduruğu altında anlatılması neredeyse imkansız olacaktır. 1860’lı yılların başında Rus İmparatorluğu’nda anayasa hukuku derslerinin, felsefe dersleri ile beraber, tehlikeli oldukları için üniversitelerin müfredatından tamamen kaldırılmış olması³⁹⁸, bu endişeyi somutlaştıran bir örnektir. Akademik özgürlük, günümüzde bu tür olayların yaşanmasının önünü kesecektir.

³⁹⁵ AAUP, *1940 Statement of Principles on Academic Freedom and Tenure with 1970 Interpretive Comments*. Benzer yönde bkz.: “Bir üniversite öğretim üyesi, kişisel eğilimi ne olursa olsun, kürsüye çıktığında sadece ilmin ve dersinin konusunun diliyle konuşmalı, politikayı kürsüye sıçratmamalıdır. Üniversite öğretim üyesinin saygınlığı ve etkinliği davranışlarıyla, dersleri ve eserleriyle ölçülür. Üniversite kürsüsü politik amaçların ve eğilimlerin vasıtası olamaz.” (Anayasa Komisyonu adına Feyzi Feyzioğlu, Danışma Meclisi Tutanak Dergisi, C. 9, B. 146, s. 426).

³⁹⁶ Seggie/Gökbel, **op. cit.**, s. 25; Dinler, **op. cit.**, s. 245. Örneğin Akdeniz Üniversitesi’nde ceza hukuku özel hükümler dersinde cinsel suçlar konusu ile ilgili olarak lezbiyen ilişki içerikli bir soru soran öğretim üyesi hakkında disiplin soruşturması başlatılmıştır (**Lezbiyen içerikli soruya soruşturma**, *hurriyet.com.tr*, 22 Aralık 2012, Erişim tarihi: 28.07.2014). Gelen tepkiler üzerine soruşturma üniversite yönetimince durdurulmuştur (**Sınavdaki 'lezbiyen sorusu'na soruşturma yok**, *radikal.com.tr*, 26 Aralık 2012, Erişim tarihi: 28.07.2014). Eğitimin bir parçası olan sınavlarda dersin içeriğiyle doğrudan bağlantılı bir konuda soru sorulmasının bile kişiyi yaptırımlarla karşı karşıya bırakabileceği görülmektedir.

³⁹⁷ ABD Yüksek Mahkemesi, *Keyishian v. Board of Regents*, 385 U.S. 589 (1967), *law.cornell.edu*, Erişim tarihi: 25.06.2014, s. 604.

³⁹⁸ Christophe Charle/Jacques Verger, **Üniversitelerin Tarihi**, Çev.: İsmail Yerguz, Ankara: Dost, 2005, s. 108. Anayasa hukuku alanında çalışan akademisyenler, doğrudan kendi alanlarıyla ilgili

Siyaset ile akademik konuların kesiştiği noktada, AİHM'nin *Wille* kararına değinmek gerekir. Liechtenstein'da daha önceden hükümette görev alan ve olay tarihinde idare mahkemesi başkanlığı yapan başvurucu, bir araştırma enstitüsünde Anayasa Mahkemesi'nin yetkileri üzerine verdiği bir konferansta, hükümet ile yasama organı arasında anayasanın yorumlanması ile ilgili bir sorun çıktığında Anayasa Mahkemesi'nin yorum yapmaya yetkili olduğu görüşünü savunmuştur. Bu görüşe katılmayan Liechtenstein Prensi, ilgiliye resmi bir mektup yazarak kendisini bir daha hiçbir resmi göreve atamayacağını belirtmiş; gerçekten de görev süresi dolduktan sonra başvurucu tekrar mahkeme başkanlığına aday gösterilmesine rağmen onu atamamıştır. Olayı değerlendiren AİHM, başvurucunun anayasa hukuku ile ilgili bu görüşlerini akademik bir konferansta dile getirdiğinin altını çizerek, anayasa hukukunun, bilhassa da egemenliği kullanan bir organın anayasa yargısı denetimine tabi olup olmadığı gibi bir konunun ister istemez siyasi imalar içereceğini belirtmiştir. Anayasa hukuku, tabiatı gereği siyasetle bağlantılıdır ve bu durum, anayasa hukuku meseleleri hakkında hiç konuşulmamasını gerektirmez³⁹⁹. Olay doğrudan akademisyenlerle ilgili olmasa da, AİHM'nin *Wille*'nin hakim kimliğinin yanı sıra dava konusu sözleri akademik bir ortamda dile getirmesini dikkate alması göz önüne alındığında, akademisyenlerin öğretim özgürlüğü konusunda da AİHS m. 10 ışığı altında benzer bir yorum yapılmasının olası olduğu kanaatindeyiz.

çalışmaları nedeniyle sürekli risk altında olmuştur. Örneğin 1930'larda egemenliğin imparatora ait olmadığını ve imparatorun egemenliği kullanan organlardan biri olduğu kuramını savunan anayasa profesörü Minobe Tatsukichi, Japon senatosundaki görevinden çekilmeye ve ceza yaptırımıyla karşı karşıya kalmamak için söylediklerini geri almaya zorlanmış, kitapları yasaklanmıştır (bkz. Dale M. Hellegers, **We, the Japanese People: World War II and the Origins of the Japanese Constitution**, Vol. 2, Palo Alto: Stanford University Press, 2001, s. 449). Selangor Sultanının çıkardığı bir kararnameyi eleştiren anayasa profesörü görevinden uzaklaştırılmıştır (bkz. Rosli H. Mahat/Mohd Hazim Shah, "*Academic Rights 101: An introduction in a Malaysian context*", **Australian Universities' Review**, Vol. 55, No. 2, 2013, s.110). Türkiye'de de CHP'nin mallarına el konmasına yönelik kanunu eleştiren Bülent Nuri Esen, 1954'te AÜ Hukuk Fakültesi'nden uzaklaştırılmış, TBMM İçtüzüğü'nde yapılan değişiklikleri eleştiren Hüseyin Nail Kubalı da MEB kararı ile üniversitedeki derslerinden alıkonulmuştur (bkz. Mümtaz Soysal, "*İki Kavram: Özerklik ve Tarafsızlık*", **Mülkiye**, Cilt: XXIV, Sayı: 221, 2000, s. 115).

³⁹⁹ *Wille* c. Liechtenstein, No. 28396/95, 28.10.1999, § 65, 67. AİHM, netice olarak AİHS m. 10'un ihlal edildiği sonucuna varmıştır. Ayrıca *mutatis mutandis* bkz. "*Mahkeme'ye göre kralın siyasi hayatta tarafsız bir konumu olması, hakem konumunda olması ve devletin birliğinin sembolü olması, onu resmi veya –somut olayda olduğu gibi- sembolü olduğu devletin temsilcisi olarak görevlerini yerine getirirken eleştirilerden masun kılmaz (...)*" (Otegi Mondragon c. Espagne, No. 2034/07, 15.03.2011, § 56).

C- İş güvencesi

Akademisyenlerin iş güvencesine sahip olması, keyfi olarak görevlerinden uzaklaştırılmamaları, akademik özgürlüğün en önemli unsurlarındandır. Akademisyenler, üniversitenin eğitim ve araştırma görevlerini yerine getirirken kullandığı “ifa vasıtaları” olmaktan da öte, üniversite tüzel kişiliğini oluşturan temel unsurlardandır⁴⁰⁰. İş güvencesi, akademisyenlerin bireysel özgürlüklerini güven içinde kullanmalarını sağlayacağı gibi, bir tüzel kişi olarak üniversitenin devamına da hizmet edeceğinden akademik özgürlük konusunda son derece önemli bir yer kaplamaktadır.

Özellikle Amerikan yükseköğretim hukukunda karşımıza çıkan *tenure* kavramı, bu bağlamda dikkat çekicidir. Sözleşme ile istihdamın esas olduğu ABD’de iş güvencesi, bizdeki “kadro” kavramına benzetebileceğimiz⁴⁰¹ *tenure* kurumu ile sağlaştırılmaya çalışılmıştır. Belli bir deneme süresinden sonra çalıştığı kurum tarafından yeterli görülen akademisyenlere, kurum tarafından *tenure* verilir. *Tenure* sahibi akademisyenlerin, haklı bir gerekçe veya zorlayıcı bir sebep olmaksızın işten çıkarılmaları mümkün değildir⁴⁰². Şüphesiz, üniversite öğretim görevlilerinin devlet memuru sayıldığı sistemlerde de güvenceli çalışma koşullarının sağlandığı söylenemez, zira bu durumda da akademik olmayan sebeplerle işten çıkarmalar yaşanabilmektedir. Öyle ki, bir akademisyenin tartışmalı konularda, toplumun geneli tarafından kabul görmeyen görüşlerini ifade etmesinin önüne geçmenin en etkili yolu, onu görevinden uzaklaştırmak olmuştur⁴⁰³. Bu yüzden iş güvencesi, erken bir tarihten itibaren akademik özgürlüğün ayrılmaz bir parçası haline gelmiştir. İş

⁴⁰⁰ Onar, **op. cit.**, s. 880; İsmet Giritli/Pertev Bilgen/Tayfun Akgüner/Kahraman Berk, **İdare Hukuku**, 6. Basım, İstanbul: Der, 2013, s. 526.

⁴⁰¹ *Tenure* terimini karşılamak üzere “işinde kalabilme hakkı” ifadesi de kullanılmıştır (bkz. YÖK, **Türkiye’nin Yükseköğretim Stratejisi**, Ankara, 2007, s. 199).

⁴⁰² Krş.: “...bir devlet üniversitesi, kadro (tenure) sahibi olmayan bir profesörün sözleşmesini, söz konusu profesörün eğitim yöntemleri, kadro sahibi diğer öğretim görevlilerinininkine uygun değilse veya üniversite tarafından onaylanmıyorsa, yenilemeye yetkisine sahiptir.” (bkz. Hetrick v.Martin, 480 F.2d 705, 706 (6th cir. 1973), 708’den aktaran Prüm/Ergeç, **op. cit.**, s. 16); Byrne, **op. cit.**, s. 265. *Tenure* sahibi öğretim görevlileri, isteğe bağlı (*at-will*) çalışan olmaktan çıkıp, sebebe bağlı (*for-cause*) çalışan statüsüne geçerler (bkz. Standler, **op. cit.**, s. 3). *Tenure*, ömür boyu iş garantisi sağlamamakla birlikte belli ölçüde bir iş güvencesi sağlamaktadır (bkz. Daughtrey, **op. cit.**, s. 242).

⁴⁰³ ABD federal istinaf mahkemesinin ifade ettiği üzere “fikirler, bazı derslerin verilmesinin yasaklanması ile olduğu kadar *tenure* verilmesinin reddedilmesiyle de etkin bir biçimde bastırılabilir” (bkz. Dinnan v. Blauberger, 661 F.2d 426 (5th Cir. 1981), Daughtrey, **op. cit.**, s. 247).

güvencesi olmaması durumunda, üniversite yönetimi veya başkaca baskı gruplarının istediği doğrultuda bilgi üretmeyen akademisyenlerin işlerine son verilmesi, işine son verilmese bile akademisyenin bir otosansür uygulaması söz konusu olacaktır⁴⁰⁴. Üniversite öğretim görevlileri de her vatandaş gibi hukuk kurallarıyla bağlıdırlar ve bu bağlamda yaptırımlarla karşılaşabilirler. Ne zaman ki hukukun yaptırım öngörmediği bir davranışa karşılık bir ceza olarak görevlerinden uzaklaştırılırlar, o zaman bir akademik özgürlük sorunu ortaya çıkar⁴⁰⁵.

İş güvencesinin varlığının kabul edilmesi, elbette akademisyene mutlak bir dokunulmazlık sağlamayacaktır. İş güvencesinin anlamı, kişinin meslekle ilgisi olmayan nedenlerle, sadece temel hak ve özgürlüklerini kullandığı için işten çıkarılmasının engellenmesidir. Örneğin bir tarih profesörü, daha önceki çalışmaları tarih bilimi açısından bir yenilik getirmediği ve doktora çalışmalarından sonra hiçbir eser vermediği gerekçesiyle işinden çıkarıldığında, bu durumun iş güvencesine aykırılık teşkil etmediği kabul edilmelidir⁴⁰⁶. Ancak aynı profesör, haftalık olarak bir gazeteye köşe yazıları yazdığı için işten çıkarılmış olsaydı, bir iş güvencesi sorunu doğabilirdi; zira ilk bakışta gazetede yazı yazmanın mesleki yeterlilik ile bir ilişkisi olmadığı açıktır.

AAUP (Amerikan Üniversite Profesörleri Derneği) tarafından hazırlanan ve akademik özgürlük ile ilgili ilk kapsamlı modern belge olarak kabul edilen 1915 Akademik Özgürlük ve Akademik İş Güvencesine ilişkin İlkeler Bildirgesi, iş güvencesine aykırı olarak ABD’de yaşanan keyfi işten çıkarmalara karşı bir tepki olarak doğmuştur. Üniversitelerin özel kuruluşlar olduğu ABD’de akademisyenler de alelade birer “çalışan” olarak görülmekte, müteveli heyetin istekleri doğrultusunda

⁴⁰⁴ Sever, *op. cit.*, s. 6.

⁴⁰⁵ Murphy, *op. cit.*, s. 469-470.

⁴⁰⁶ Petersen c. Allemagne (déc.), No. 39793/98, 22.11.2001. Olayda Doğu Almanyalı bir tarih profesörü, Almanya’nın birleşmesinden sonra çoğunluğu profesörlerden kurulu bir heyetin görüşüne istinaden işinden uzaklaştırılmıştır. Başvurucu, bu işlemin kendisini tezlerinde savunduğu siyasi görüşler nedeniyle yapıldığını ileri sürse de AIHM, kamu görevlilerinin kalitesini sağlamakla yükümlü olan devletin, bu gibi tedbirleri almada takdir yetkisi olduğuna, başvurunun tezlerinin bilimsel açıdan yetersizliği ve uzun yıllardır bilimsel yayın yapmamış olmasına dayanıldığı için, üniversiteden uzaklaştırılmasının da orantılı bir önlem olduğuna, başvurunun açıkça dayanaktan yoksun olduğuna karar vermiştir.

işten çıkarılabilmektedir⁴⁰⁷. Bunlardan birkaç örnek vermek gerekirse, 1900 yılında ABD'nin gümüş ticareti ve –öjenik gerekçelerle de olsa- göç politikalarını sert bir biçimde eleştiren sosyolog Edward Ross, üniversitenin kurucularından Leland Stanford'ın görüşlerinden hoşnut olmaması nedeniyle Stanford Üniversitesi'nden çıkarılmıştır. 1915'te iktisatçı Scott Nearing, radikal görüşleri yüzünden hiçbir sebep gösterilmeden Pennsylvania Üniversitesi'nden uzaklaştırılmıştır⁴⁰⁸. Üniversite ile ilişkisi kesmek, yönetimin akademisyene karşı kullandığı en etkili silah olmuştur; bu nedenle akademik özgürlük tartışmaları iş güvencesi üzerinden yürümüştür.

Böyle bir ortamda akademisyenlerin haklarını savunmak için kurulan AAUP'nin öncelikli amacı, üniversitenin bir iktisadi girişim ve akademisyenlerin de sıradan birer maaşlı çalışan olduğu algısıyla savaşmak olmuştur. Dolayısıyla 1915 Bildirgesi, akademik özgürlüğü ayrı bir bireysel hak kategorisi olarak tanımamakta, akademisyenlik mesleğini akademik kurallara göre yürütme özgürlüğü olarak öngörmektedir⁴⁰⁹. Akademisyen, çalıştığı kurum tarafından göreve getirilmektedir ancak bu görevlendirme, bir iş verme niteliğinde değildir. Görevlendirmeyi yapan kurum, uzmanı olduğu alandaki bilgiyi hiçbir maddi ve manevi baskı altında kalmadan yayması görevini yerine getirirken akademisyene karışmamalıdır. Akademisyen ile üniversite mütevelli heyetleri arasındaki ilişki, hakimlerle o hakimleri atayan merciler arasındaki ilişkiye benzetilmiştir: Nasıl ki yüksek hakimleri atayan devlet başkanı, atadığı hakimlerin kararları üzerinde bir denetim yetkisine sahip değilse akademisyeni göreve getiren mütevelli heyet üyeleri de onun görüşleri üzerinde bir denetim yetkisine sahip olmamalıdır. Bu tür heyetlerin bilimsel konularda söz söyleme yetkinliği olmadığı gibi bu yönde bir kabul, akademinin saygınlığına da halel getirecektir⁴¹⁰. Bu nedenle akademisyenlere bilimsel, objektif ölçütler çerçevesinde *tenure* tanınmasının sağlanması, işten çıkarmayı gerektirecek hallerin açıkça belirlenmesi ve savunma hakkını kullanılmasını sağlayacak usuli güvencelerin öngörülmesi önerilmiştir.

⁴⁰⁷ ABD'de benzer bir tutum, neredeyse tüm meslek grupları için geçerliydi. Massachusetts Yüksek Mahkemesi önüne gelen bir olayda, siyasi faaliyette bulunduğu için işinden uzaklaştırılan bir polis memuru hakkında bu durum, “Başvurucunun siyaset hakkında konuşmak gibi bir anayasal hakkı olabilir, ancak polis olma gibi bir anayasal hakkı yoktur.” (McAuliffe vs. Mayor and Board of Aldermen of New Bedford, 155 Mass. 216 (1892), 220, *masscases.com*, Erişim tarihi: 4.4.2015); Van Alstyne, *The Specific Theory...*, s. 141.

⁴⁰⁸ Finkin / Post, **op. cit.**, s. 30-32; Rajagopal, **op. cit.**, s. 25.

⁴⁰⁹ Finkin / Post, **op. cit.**, s. 38.

⁴¹⁰ AAUP, *1915 Declaration of Principles on Academic Freedom and Academic Tenure*.

1915 Bildirgesi ile getirilen bu öneriler, yine AAUP tarafında hazırlanan 1940 Akademik Özgürlük ve İş Güvencesine ilişkin Bildiri⁴¹¹ ile de tekrarlamıştır. Bildiri'ye göre akademik iş güvencesi, öğretim ve araştırma özgürlüğünü sağlamak ve akademisyenliği yetenekli insanlar için cazibeli bir meslek haline getirmek amacıyla hizmet eden bir vasıtaadır. Bu bağlamda her öğretim görevlisine, belli bir deneme süresinden sonra *tenure* tanınmalı, bundan sonra da o kişi, yaş haddi sebebiyle emeklilik ve mali zorunluluklar nedeniyle iyi niyetli işten çıkarmalar hariç, geçerli bir neden olmadıkça işinden uzaklaştırılamamalıdır. 240'tan fazla bilimsel ve akademik örgüt ve kuruluş, bu Bildiri'yi onaylamış; böylece Bildiri, ABD'de akademik konularda uygulanabilir bir standart haline gelmiştir⁴¹².

Akademik özgürlük ile ilgili uluslararası belgelerde de iş güvencesi konusu, akademik özgürlüğün ayrılmaz bir parçası olarak değerlendirilmiştir. UNESCO Yükseköğretim Akademik Personelinin Statüsüne İlişkin Tavsiye Kararı'na göre de *tenure* veya işlevsel olarak ona denk düşen kurum, akademik özgürlüğün keyfi kararlara karşı korunması için en önemli usuli güvencelerden olduğu gibi, bireysel sorumluluğu artırır ve yetenekli yükseköğretim personelinin meslekte kalmasını sağlar⁴¹³. UNESCO da ayrıntılı incelemeler sonucu devamlı akademik kadroya sahip olan öğretim personelinin, yalnızca mesleki nedenlerle ve savunma hakları gözetilmek suretiyle işten çıkarılabileceğini, mali sebeplerle işten çıkarmada kurumun şeffaflık içinde ve iyi niyetle hareket etmesi gerektiğini belirtmiştir⁴¹⁴. Akademik personele tanınan bu dokunulmazlıkları, basit birer ayrıcalık olarak görmemek gerekir. Bunlar hizmetin serbestçe yerine getirilmesine ilişkin güvenceler olmanın yanı sıra, insan kişiliğinin tam bir özgürlük ortamı içinde gelişmesine yönelik dokunulmazlıklar olarak değerlendirilmek gerekir⁴¹⁵.

⁴¹¹ AAUP, **1940 Statement of Principles on Academic Freedom and Tenure with 1970 Interpretive Comments**, *aaup.org*, Erişim tarihi: 24.06.2014.

⁴¹² Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 168. Yine de Bildiri'nin bağlayıcı bir hukuk normu olmadığı unutulmamalıdır. *Van Alstyne*, Bildiri'yi "very soft law" olarak nitelendirilmiş, bu esnek hukuk belgesinin Yüksek Mahkeme içtihadı sayesinde katı anayasa hukuku kurallarına dönüştürüldüğünü savunmuştur (bkz. William W. Van Alstyne, "Academic Freedom and the First Amendment in the Supreme Court of the United States: An Unhurried Historical Review", **Law and Contemporary Problems**, Vol. 53, No. 3, 1990, s. 79,81).

⁴¹³ UNESCO, **Recommandation concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur**, *portal.unesco.org*, Erişim tarihi: 05.03.2014, §45.

⁴¹⁴ *Ibid.*, § 46.

⁴¹⁵ Soysal, *İki Kavram*, s. 120.

Kural olarak işe alım, akademik kariyer ve disiplin konularında söz söylemeye yetkili organların, meslektaşlardan oluşması da önem teşkil etmektedir. ABD’de akademi dışı kimselerden oluşan mütevelli heyetlerinin varlığı bu kurala aykırı olsa da; üniversitelerin devlet kuruluşu olduğu, akademisyenlerin devlet memurları ile aynı statüye ve dolayısıyla aynı iş güvencesine sahip olduğu ülkelerde⁴¹⁶, bu esasın gözetildiği görülmektedir. Söz gelimi Fransa’da, öğretim üyelerinin bağımsızlığını ve üniversite özerkliğini sağlamak adına meslektaşlar tarafından değerlendirilmeye özel bir önem atfedilmiştir. Akademisyenlerin diğer kamu görevlilerinden farklılığı, bu mekanizmalarla ortaya konmaktadır⁴¹⁷. İş güvencesi bağlamında da öğretim üyesinin yalnızca akademik mülahazalarla işten çıkarılmasını sağlamak adına meslektaşlar tarafından bu kararların verilmesi esası kabul edilmiştir. Sözleşmeli öğretim görevlilerinin sözleşmelerinin yenilenmesi konusunda görüş veren okula bağlı konseylerde akademisyenlerle eşit sayıda öğrenci bulunmasını, Fransız Danıştay’ı kanuna aykırı bulmuştur; zira eğitimle ilgili temel ilkeler kanunla belirlenir ve öğretim görevlilerinin öğrenciler karşısında bağımsızlığı da eğitimin temel ilkelerinden biri sayılmaktadır⁴¹⁸. Bir akademisyenin sözleşmesinin yenilenmemesi ve işinden uzaklaştırılmasında, akademik yeterlik hakkında belirleyici olmaktan uzak öğrencilerin söz sahibi olması, akademisyenlerin öğrencilere bağımlı kılınması kabul edilmemiştir.

İş güvencesi, üniversite özerkliği ile birlikte düşünülmüştür. Akademik camianın kendi kendini yönetmesi esası, işten uzaklaştırma kararlarında da kendini göstermektedir. Türk anayasa hukukunda iş güvencesine ilişkin getirilen düzenlemelere baktığımızda bunu açıkça görebilmekteyiz. Üniversitelere anayasal bir kurum olarak ilk kez yer veren 1961 Anayasası, 120. maddesinin 3. fıkrasında

⁴¹⁶ Fransa ve Portekiz, bu tür ülkelere örnektir (bkz. Karran, “*Academic Freedom in Europe: A Preliminary Comparative Analysis*”, s. 306). Keza Yunanistan Anayasası’nın 16/6 hükmü de, üniversite öğretim üyelerinin bir kamu hizmeti yerine getirdiğini belirtip onları kamu görevlisi statüsüne sokmakta, görev süreleri dolmadan görevden uzaklaştırılmalarını yasaklamaktadır. Görev süresi dolmadan kurumdan uzaklaştırılma konusunda Anayasa, hakimlik teminatının düzenlendiği m. 88/4’e atıf yaparak öğretim üyelerine de hakimlerle aynı iş güvencesini sağlamaktadır.

⁴¹⁷ Moniolle, **op. cit.**, s. 233.

⁴¹⁸ Conseil d’État, N° 88572, 5 avril 1974, *Sieur Leroy*, **AJDA**, No. 9, 1974, ss. 441-444. Söz konusu davadaki hükümet komiseri (*commissaire du gouvernement*), bu durumu doktorların hastalarının beklentileri doğrultusunda değil, hastanın iyiliği için kendi uygun gördüğü reçeteyi yazmasına benzetmiştir. *Beaud*’ya göre üniversite yönetiminde öğrencileri temsil edilmesi demokrasinin bir gereği ise de, çoğu öğrenci sendikalarını temsil eden siyasetleşmiş öğrenci temsilcilerine öğretim üyelerinin kariyerleri üzerinde söz hakkı vermemek yerinde bir tercihtir (bkz. *Beaud, Les libertés universitaires à l’abandon?*, s. 163).

“Üniversite organları, öğretim üyeleri ve yardımcıları, Üniversite dışındaki makamlarca, her ne suretle olursa olsun, görevlerinden uzaklaştırılamazlar.” şeklinde son derece kesin bir hükme yer vermiştir. İş güvencesinin yanı sıra üniversitenin kendi eliyle seçtiği organların korunmasını da sağlayan bu hükmün, daha önce Milli Eğitim Bakanlığı emrine alma şeklinde gerçekleştirilen tasfiyelere bir tepki niteliğinde olduğu savunulabilir. Ne var ki 1961 Anayasası’nın 1971 değişiklikleri⁴¹⁹ ile bu kurala bir istisna getirilmiş ve olağanüstü hallerde Bakanlar Kurulu’na üniversite yönetimlerine el koyma yetkisi verilmiştir. Anayasa’da açıkça bu durumlarda görevden uzaklaştırmaya ilişkin bir esasa yer verilmemiş olsa da, ilgili fıkraya eklenen cümle ile Bakanlar Kurulu’nun yönetime el koyması halinde bu yetkiye evleviyetle sahip olacağı düşünülmüştür. Bu anayasa değişikliğini uygulamaya yönelik olarak çıkarılan 1750 sayılı Üniversiteler Kanunu, el koyma halinde Bakanlar Kurulu’nun sahip olacağı yetkileri düzenlemiştir. Bu yetkiler arasında, üniversite yöneticilerinin görevlerine son verip yerlerine yenilerini belirlemek (m. 70/1-a), el koymaya neden olan durumun faileri hakkında disiplin ve ceza soruşturması yürütmek (m. 70/1-b), bu soruşturma gereğince söz konusu kişileri görevden almak (m. 70/1-c) bulunmaktadır. Ayrıca son iki bent gereğince görevinden uzaklaştırılmış olanlar, el koyma hali sona erse bile kesin yargı kararı olmadıkça görevlerine dönememekteydi (m. 70/2).

1750 sayılı Kanun’un bu hükümleri AYM önüne gittiğinde AYM, öncelikle Bakanlar Kurulu’nun el koyma halindeki yetkilerinin, üniversitedeki eğitim ve öğretim özgürlüğünün içine düştüğü tehlikeyi ortadan kaldırmaya yönelik olması gerektiğini, bu amacı aşan düzenlemelerin Anayasa’ya aykırı olacağını belirtmiştir. Bu sebeple Bakanlar Kurulu’na el koyduğu üniversitenin yöneticilerini değiştirme yetkisi veren kanun hükmü, amacı aşan bir düzenleme olmanın yanı sıra üniversite özerkliğine de aykırıdır. Aynı şekilde disiplin ve ceza soruşturması yürütme yetkisi de amacı aşan bir düzenleme olduğundan Anayasa’ya aykırıdır. AYM, bu soruşturma kapsamında Bakanlar Kurulu’na tanınan gerekli görülen hallerde ilgilileri görevden alma yetkisinin de, üniversiteyi içine düştüğü tehlikeden kurtarmaya yönelik olarak

⁴¹⁹ 22.09.1971 tarih ve 1488 sayılı Türkiye Cumhuriyeti Anayasasının bazı maddelerinin değiştirilmesi ve geçici maddeler eklenmesi hakkında Anayasa Değişikliği, m. 1 (RG. 22.09.1971 - 13964).

kullanılması, keyfi kullanılmaması gerektiğini vurguladıktan sonra, “gerekli görülenlerin uzaklaştırılmasını” öngören söz konusu düzenleme hakkında:

“Bakanlar Kurulu, elkoymayı gerektiren olaylarla hiç ilgisi olmayan, lakin siyasal iktidarca, "gerekli görülen", diğer bir deyimle, siyasal iktidarın hoşlanmadığı bütün öğretim üye ve yardımcılarını hakkında görevden uzaklaştırma kararı verebilecektir. Bu tür bir uygulamaya elverişli bir hükmün Anayasa'ya uygunluğunu savunmak mümkün değildir”

sonucuna varmıştır. Durumun kanunun m. 70/2 hükmü ile daha da ağırlaştırıldığını, bu şekilde görevden uzaklaştırılanlar için bir tür “suçluluk karinesi” getirildiğini de belirten AYM, “ne vakit, hangi nedenlerle ve hangi siyasal iktidar devrinde meydana geleceği bilinmeyen bir elkoyma halinde, zamanın siyasal iktidarı tarafından görülecek lüzum üzerine görevinden uzaklaştırılıp suçsuzluğunu ispata zorlayabilecek ve görevden uzak bulunduğu dönem içinde kendisinin ve ailesinin geçimini sağlamıyacak duruma düşecek olan bir öğretim üyesi veya yardımcısının, Anayasa'nın 120. maddesinin dördüncü fıkrasının öngördüğü gibi serbestçe araştırma ve yayım yapabileceğini ve öğretim görevlerini hürriyet ve teminat içinde yürütüleceğini düşünmek mümkün değildir” diyerek, söz konusu hükmün Anayasa m. 120 ile garanti altına alınmış olan bilimsel özerkliğe, öğretim üyelerinin akademik özgürlüklerine ve eğitim ve öğretim hakkını koruyan Anayasa m. 21'e aykırı olduğuna hükmetmiştir⁴²⁰. AYM'nin, pozitif hukuk düzenimizde bu konuya ilişkin açık bir atıf bulunmamasına rağmen “akademik hürriyet” terimini kullanmış olması, Mahkeme'nin Anayasa'nın lafzından öteye geçerek üniversitelere ilişkin düzenlemenin ardında yatan gerçek amacı referans aldığını göstermektedir⁴²¹.

⁴²⁰ AYM, E. 1973/37, K. 1975/22, Kt. 11, 12, 13, 14 ve 25.02.1975. AYM'ye göre iptal edilen bu hükümler, “ereği aşan ve üniversitelerle öğretim üyelerini, normal dönemlerde bile, baskı altında tutar niteliktedir”.

⁴²¹ AYM kararının geneline bakıldığında ise Mahkeme'nin akademik özgürlüğün 4 unsuru olduğunu kabul etmiş gibi görünmektedir: Yönetim ve bilim özgürlüğü; serbestçe araştırma ve yayında bulunma özgürlüğü; düşünce, bilim ve sanat özgürlüğü; öğretim ve öğrenimin özgürlük ve güven içinde yürütülmesi.

AYM'nin iş güvencesi hakkındaki önemli bir diğer kararı da “ODTÜ kararı”dır ⁴²² . ODTÜ’de sözleşmesi yenilenmeyen bir asistanın açtığı dava çerçevesinde itiraz yoluyla AYM önüne gelen hükümler, özel bir kanuna tabi olan ODTÜ’yü yöneten mütevelli heyetin akademik personel üzerinde sahip olduğu yetkilere ilişkindir. Bunlara göre mütevelli heyet, öğretim üyelerinin çalışma koşullarını belirlemede tamamen serbesttir ve üniversite ile öğretim üyeleri arasındaki ilişkilerde özel hukuk hükümleri geçerli olacaktır ⁴²³ . AYM, ilgili hükümleri 1961 Anayasası’nın 120. maddesine aykırı bulmuştur. Mahkeme, iptal kararını verirken, doğrudan Anayasa’nın iş güvencesine ilişkin değişik 120/3 hükmüne değil, genel olarak daha geniş kapsama sahip üniversite özerkliğine dayanmıştır. ODTÜ’nün özel kanuna tabi olmasını yalnızca yönetim organlarının oluşumuyla sınırlayan AYM, mütevelli heyetine sözleşmelerle ilgili sınırsız takdir yetkisi veren düzenlemeleri, “*öğretim üyelerinin bilimsel özgürlüğünü, görev ve meslek güvencelerini, serbestçe araştırma ve yayında bulunma haklarını, özgürlük ve teminat içinde öğrenim ve öğretimde bulunma yetkilerini zedelemekte*” olduğundan bahisle Anayasa m. 120’ye aykırı bulmuştur. AYM’nin aşağıdaki değerlendirmeleri, iş güvencesinin akademik özgürlük bakımından taşıdığı önemi açık bir biçimde göstermektedir:

“...üniversite öğretim üyelerinin; bilimsel çalışma ve araştırmaları, öğrenim ve eğitimi, yan tutmadan, hiç bir endişeye kapılmadan özgürce yapabilmeleri için her şeyden önce kendilerinin mesleki güvenceye sahip kılınmaları şarttır. Mesleğini kaybetme kuşkusu içinde olan ve kendini güvencede görmeyen bir öğretim üyesinden bilimin gerekleri beklenemez.”

“Mesleki güvencesi olmayan, görevine son verileceğinden ya da sözleşmesinin yenilenmeyeceğinden kuşku duyan ve böylece sürekli olarak tedirginlik ortamı içinde bulunan bir öğretim üyesinin, bilimsel özerkliği bulunduğunu, eğitim ve öğretim hizmetini yan tutmadan yürüteceğini, bağımsız ve yansız olarak araştırma ve yayında bulunabileceğini düşünmek ileri derecede iyimserlik olur.”

⁴²² AYM, E. 1976/1, K. 1976/28, Kt. 25.05.1976.

⁴²³ 27.05.1959 tarihli ve 7307 sayılı Orta Doğu Teknik Üniversitesi Kanunu, m. 6/F ve 17 (RG. 04.06.1959 – 10222).

AYM benzer bir yaklaşımı, tabii olduğu özel kanuna göre⁴²⁴, üniversite öğretim görevlilerini atama yetkisi Milli Eğitim Bakanlığı'na ait olan KTÜ hakkında verdiği kararda da sergilemiştir. AYM'ye göre “*hükümetin veya bir bakanlığın üniversite yönetimi üzerinde etkili olması üniversitenin bilimsel ve nesnel isterlere göre öğretim yapmasını engeller*” ve “*atama işlerinde yürütmenin söz sahibi kılınmasıyla ise gözetim ve denetim sınırlarını aşan bir yetki tanınmış olur*”⁴²⁵. Bu noktalardan hareketle AYM, söz konusu hükmü, üniversite özerkliğine ve bu ilkenin bir gereği olan üniversitelerin kendi seçtikleri organlarca yönetilmesi ilkesine aykırı bularak iptal etmiştir. Bu itiraz davasına konu olan hüküm, öğretim görevlilerinin görevden uzaklaştırılmasına değil de atanmasına ilişkin olduğundan, AYM'nin değişik 120/3 hükmüne dayanmaması anlaşılabilir. Ancak her iki kararda da iş güvencesinin öneminin altı çizilmekle birlikte, daha geniş bir kavram olan özerkliğin içinin doldurulmaya çalışıldığı hissedilmektedir.

1982 Anayasası da m. 130/7'deki “*Üniversite yönetim ve denetim organları ile öğretim elemanları; Yükseköğretim Kurulunun veya üniversitelerin yetkili organlarının dışında kalan makamlarca her ne suretle olursa olsun görevlerinden uzaklaştırılmazlar.*” hükmüyle, 1961 Anayasası'ndaki yaklaşımı korur gibi gözükmektedir. AYM de kararlarında, kanun koyucunun üniversite kurarken üniversitenin organları ile öğretim üye ve yardımcılarının üniversiteler dışında kalan bir makam ya da kişi tarafından görevlerinden uzaklaştırılmaması ilkesini göz önünde bulundurmak zorunda olduğunun altını çizmiş; bu ilkenin hem devlet hem de vakıflar tarafından kurulacak üniversiteleri bağlayacağını belirtmiştir⁴²⁶. Ancak bu düzenlemede üniversite öğretim elemanlarını işinden uzaklaştırmaya yetkili makamlar arasında YÖK de sayılmıştır. YÖK'ün Anayasa m. 131 ile öngörülen yeni kompozisyonunun da, AYM'nin ilk YÖK kararında söylediği gibi, YÖK'ün “*üniversiteler dışı*” bir kurum olma niteliğini ortadan kaldırmadığı kanaatindeyiz. Bu nedenle YÖK'e Anayasa ile akademisyenleri işten uzaklaştırma yetkisinin verilmiş olması, AYM içtihadında iş güvencesi ile ilgili olarak ortaya konan ilkelere aykırı düşmektedir.

⁴²⁴ 20.05.1955 tarihli ve 6594 sayılı Karadeniz Teknik Üniversitesi Adiyle Trabzon'da Bir Üniversite Kurulması Hakkında Kanun, Muvakkat madde 1, RG. 27.05.1955 - 9013.

⁴²⁵ AYM, E. 1971/40, K. 1971/82, Kt. 23.12.1971.

⁴²⁶ Vakıfların kuracağı yükseköğretim kurumlarına YÖK kararı ile üniversite adı verilmesine ilişkin 23.11.1989 tarih ve 3589 sayılı Kanun ile ilgili karar, AYM, E. 1990/2, K. 1990/10, Kt. 30.05.1990.

Yükseköğretim reformunun gerçekleştirilmesi için YÖK tarafından 2013 Ocak ayında Milli Eğitim Bakanlığı'na sunulan Yükseköğretim Yasası taslağında⁴²⁷ da iş güvencesi ile ilgili olarak gereken güvencelerin getirilmemiş olduğu görülmektedir. Tasarıda genel olarak daha çok kalite, performans, rekabet gibi alanlarda düzenlemelere gidildiği görülmektedir. Taslakta bir de anayasa değişikliği öngörülmüştür, ancak bu değişiklik önerisiyle de akademik özgürlük ve iş güvencesi bakımından mevcut düzenlemeye ek olarak esaslı bir güvencenin getirildiği söylenemez⁴²⁸.

AYM, 1982 Anayasası döneminde de iş güvencesi lehine yorumlanabilecek bir tutum sergilemiştir. 2547 sayılı Yükseköğretim Kanunu'nun, YÖK'e öğretim elemanlarından yetersiz gördükleri ve yükseköğretimin amaç, ana ilkeleri ve Kanun'un öngördüğü düzene aykırı harekette bulunanları, rektörün önerisi üzerine veya doğrudan, üniversite ile ilişkisini kesmek veya denemek üzere başka bir kuruma atamak yetkisini veren 7/1 hükmü, itiraz yoluyla AYM önüne gelmiştir. İtiraz yoluna başvuru davanın niteliği gereği AYM, incelemeyi sadece "denemek üzere başka bir yükseköğretim kurumuna atanma" ile sınırlı yapmıştır. Bu atama da kişinin asıl çalıştığı üniversite ile ilişkisinin kesilmesi sonucunu doğurduğundan esasen iş güvencesi ile ilişkilidir. Mahkeme, kanunda söz edilen "yetersizlik" ve "düzene aykırı hareket etme" olgularının nasıl saptanacağına belli olmadığını ve bunların muğlak kavramlar olduğunu belirttiikten sonra başka yere atanmanın bir disiplin cezası niteliğinde olduğunu, bu nedenle başka yere atama halinde de kişiye disiplin hukukuna uygun biçimde savunma hakkı gibi güvencelerin tanınması gerektiğinin altını çizmiştir. Dolayısıyla AYM, "denemek üzere başka bir yükseköğretim kurumuna atanan öğretim elemanın hangi süreyle atandığının belli olmaması, bu yolla atanan kişinin hak ve yükümlülüklerinin ve deneme sürecinin takip ve sonlandırılmasına ilişkin usul ve esasların yasa da gösterilmemiş olmasını" Anayasa'nın 2. ve 130. maddelerine aykırı bulmuştur⁴²⁹. 130. maddeye aykırılık, iş güvencesine ilişkin 7. fıkra ya değil, öğretim elemanları ile ilgili hususların ve

⁴²⁷ YÖK, **Yeni Yasa Taslağı Önerisi (Ocak 2013)**, yeni.yasa.yok.gov.tr, Erişim tarihi: 01.07.2014.

⁴²⁸ Bingöl'e göre, tasarı ile öngörülen yükseköğretim sisteminin başarılı şekilde işlemesi için "mesleki güvencelerle desteklenmiş bir akademik özgürlük" anlayışına ihtiyaç vardır. Yazar, ayrıca Anayasa m. 130'a öğretim elemanları ile ilgili olarak "yargılanma ya da mesleğini kaybetme korkusu ve tehdidi olmaksızın her türlü araştırma, öğrenim, öğretim ve eğitimi gerçekleştirmekte özgürdür." hükmünün eklenmesini –yerinde olarak- önermektedir (bkz. Bingöl, *Üniversite Özerkliği*, s. 422-423).

⁴²⁹ AYM, E. 2010/20, K. 2011/166, Kt. 22.12.2011.

öğrenimin ve öğretimin hürriyet ve teminat içinde yürütülmesinin kanunla düzenlenmesi gerektiğini söyleyen 9. fıkra ve bilimsel özerkliğe dayandırılmıştır. Anayasa ile YÖK'e öğretim elemanlarını işlerinden uzaklaştırma yetkisi tanınması karşısında AYM'den farklı bir tutum da beklenemezdi; ancak AYM'nin YÖK'ün keyfi davranışlarının karşısında durma yönünde bir eğilim gösterdiği söylenebilir.

Benzer şekilde, Anayasa 130/9'a göre üniversiteler arası ihtiyaçlara göre öğretim elemanlarının görevlendirilmesi de kanunla düzenlenmesi gereken konulardan biridir. Karara konu olan 2547 sayılı Kanun'un 2880 sayılı Kanun ile değişik 41/1 hükmü, YÖK'ün öğretim elemanına ihtiyaç duyulduğunu bildirmesi üzerine rektörlerin görevlendirilen kişileri belirlemesi öngörülmüştür. AYM, görevlendirmeyi yapacak olan rektörlerin esas alacağı kriterlerin kanunda yer almamasının keyfiyete yol açabileceği, bu durumun da *“öğretim üyesi gönderecek üniversitelerin çalışmaları ve ilgili öğretim üyeleri bakımından belirsizlik oluşturacağı”* gerekçesiyle yine ilgili hükmü Anayasa'nın 2. ve 130. maddelerine aykırı bulmuştur⁴³⁰. Anayasa ile bazı hususlar hakkında getirilen bu “kanunla düzenleme” zorunluluğu, YÖK'ün varlığına rağmen, nispi de olsa akademisyenlere bir güvence sağlamaktadır.

AYM, akademisyenlerin iş güvencesini, kanun koyucunun tasarruflarına karşı da korumaktadır. Kamuoyu tarafından “Tam Gün Yasası” olarak bilinen 5947 sayılı Üniversite ve Sağlık Personelinin Tam Gün Çalışmasına ve Bazı Kanunlarda Değişiklik Yapılmasına Dair Kanun, öğretim elemanlarının devamlı statüde görev yapacağı esasını getirmiştir. Bu Kanun, 2547 sayılı Kanun'a bir madde ekleyerek⁴³¹, üniversitelerde kısmi statüde görev yapan doçent ve profesörlerin, 1 yıl içinde tam zamanlı statüye geçirilme talebinde bulunmamaları halinde görevlerinden istifa etmiş sayılacakları belirtmiştir. Söz konusu hüküm akademik özgürlükle ayrıca

⁴³⁰ AYM, E. 2009/56, K. 2011/71, Kt. 28.04.2011.

⁴³¹ 21.01.2010 tarihli ve 5947 sayılı Üniversite ve Sağlık Personelinin Tam Gün Çalışmasına ve Bazı Kanunlarda Değişiklik Yapılmasına Dair Kanun m. 6:

“2547 sayılı Kanuna aşağıdaki geçici madde eklenmiştir.

'Geçici Madde 57- Bu maddenin yayımlandığı tarihte kısmi statüde görev yapmakta olan öğretim üyelerinden, Kanunun yayımlandığı tarihten itibaren bir yıl içerisinde talepte bulunanlar devamlı statüye geçirilir.

Bu süre içerisinde talepte bulunmayanlar istifa etmiş sayılır.” (RG. 30.01.2010 - 27478).

ilişkilendirilmeden, hukuk devleti ilkesine uygunluğu açısından denetlenmiştir. Kanun metninde değişiklik yapılmadan önce 5 yıl devamlı statüde çalışmış olan öğretim üyeleri, talep etmeleri halinde 2 yıl süre ile kısmi statüye alınabilmekteydi; durumları da iki yılda bir incelenmekteydi⁴³². AYM'ye göre bu hüküm ilgili öğretim üyelerine buldukları kısmi statünün iki yıl boyunca sona erdirilemeyeceği yönünde bir güvence sağlamaktadır ve devamlı statüye geçmeyenlerin kanunla tanınan iki yıllık süre dolmadan istifa etmiş sayılmaları, hukuk devletini gereği olan belirlilik ve hukuki güvenlik ilkeleri ile bağdaşmamaktadır. Bu statü bir kazanılmış hak olmasa da ilgilide haklı bir beklenti uyandırdığı için hukuken korunmaya mazhardır⁴³³. Söz konusu maddede 1 yıllık geçiş döneminin makul olduğu ve öngörülebilirliği sağladığı yönünde karşı oy yazıları bulunmasına rağmen⁴³⁴ çoğunluk, 2 yıl boyunca ekonomik ve sosyal hayatlarını kısmi statüde çalışmaya göre düzenlemiş olan öğretim üyelerinin haklarını üstün tutmuştur. Karar bu yönüyle akademik özgürlüğe atıfta bulunmamasına rağmen akademik iş güvencesi bakımından olumlu bir karardır.

1982 Anayasası ile vakıfların “kazanç amacına yönelik olmamak şartı ile” üniversite kurmasına izin verilmiştir. Bu üniversitelerin, mali ve idari konular bakımından Anayasa’da devlet üniversiteleri için öngörülen hükümlerin dışında olduğu; akademik çalışmaları, öğretim elemanlarının sağlanması ve güvenlik yönlerinden ise Anayasa’da devlet üniversiteleri için öngörülen hükümler ile bağlı olduğu belirtilmiştir. Bu durum, uygulamada iş güvencesi bakımından sorunlara yol açmıştır. 2547 sayılı Yükseköğretim Kanunu, vakıf üniversitelerinin akademik çalışmalar, öğretim elemanlarının sağlanması ve güvenlik yönlerinden bu Kanun’a uyacağını (Ek madde 2); öğretim elemanlarının sözleşmelerini yapma, atamalarını ve görevden alınmalarını onaylama yetkisinin mütevelli heyete ait olduğunu (Ek madde 5) belirtmiştir. Akademisyenler, iş güvencesi bakımından mütevelli heyetlerinin alacağı kararlara bağlı hale getirilmiştir. Vakıf üniversitelerinde istihdamın, ABD’dekine benzer şekilde sürekli yenilenen sözleşmelerle sağlanması ve *tenure* güvencesinin olmaması, özellikle kariyerlerinin başındaki akademisyenlerin kendilerini güvende hissetmelerine engel olmaktadır. Hatta vakıf üniversiteleri,

⁴³² 2547 sayılı Kanun’un 14.05.1997 tarih ve 4549 sayılı Kanun ile değişik m. 36/a-1-4 ve m. 36/a-2-1 hükümleri.

⁴³³ AYM, E. 2010/29, K. 2010/90, Kt. 16.07.2010.

⁴³⁴ AYM, E. 2010/29, K. 2010/90, Kt. 16.07.2010, Haşim Kılıç ve Nuri Necipoğlu’nun karşı oy gerekçeleri.

kıdem tazminatı ve ders dönemi dışında maaş ödememek maksadıyla akademisyenlere “mevsimlik işçi” muamelesi yapmaktadır⁴³⁵.

Danıştay, vakıf üniversitelerinin yaptıkları sözleşmeleri idari yargı alanına sokarak, işine son verilen akademisyenlere, devlet üniversitesinde çalışanlara denk güvenceler sağlamaya çalışmıştır. Öyle ki vakıf üniversiteleri de birer kamu tüzel kişisidir ve yaptıkları sözleşmeler idari sözleşme niteliğindedir. Ayrıca bilimsel özerkliğin korunması için, vakıf üniversitelerindeki akademik personelin güvenliği konusu da 2547 sayılı Kanun’a tabi olmalıdır⁴³⁶. Danıştay, daha sonra bu içtihadını daha çok akademik özgürlük temeline oturtmuş, özellikle AYM’nin 1976’da ODTÜ ile ilgili olarak verdiği karara dayanarak vakıf üniversitelerinden çalışan akademisyenlere iş güvencesi konusunda bir teminat tanımaya çalışmıştır⁴³⁷. Danıştay’a göre Anayasa m. 130/10, bu kararda belirtilen ilkelerin anayasa kuralı haline getirilmesinden ibarettir. Mahkeme, “*öğretim üyesinin sözleşmesinin herhangi bir neden gösterilmeden yenilenmeyeceğini öngören bir işlemin ve böyle bir işleme dayanak olabilecek düzenlemenin, öğretim üyelerinin bilimsel özgürlüğünü, mesleki güvencesini zedeleyeceği, dolayısıyla akademik faaliyeti aksatacağı açık olup, böyle bir durum Anayasa’nın 130. maddesine uygun görülemeyeceğini*” belirterek, aynı esasın vakıf üniversitesinde çalışanlar bakımından da geçerli olacağını şu şekilde ifade etmiştir:

“Anayasa’nın 130. maddesinde belirtilen vakıf yükseköğretim kurumlarının mali ve idari konular yönünden devlet eliyle kurulan

⁴³⁵ Vatansever/Yalçın, **op. cit.** s. 118. Akademisyenlerin bu konudaki tanıklıkları için bkz. **Ibid.**, s. 112-118. Bu konuda çarpıcı bir örnek, 2014 yazında Bahçeşehir Üniversitesi’nde yaşanmıştır. 42 akademisyenin sözleşmesi yenilenmeyerek işlerine son verilmiştir. Üniversite, işten çıkarılanların yerine 150 öğretim üyesi alındığı ve bunun *normal* bir durum olduğunu söyleyerek kendini savunmuştur (*Bahçeşehir’de 42 Akademisyen İşten Çıkarıldı*, bianet.org/bianet/egitim/156913-bahcesehir-de-42-akademisyen-isten-cikarildi, Erişim tarihi: 04.07.2014).

⁴³⁶ “*Kamu tüzel kişiliğine ve ayrıcalıklı kamu gücüne sahip olan davalı vakıf üniversitesinin, kamu hizmeti görmek amacıyla, davacı öğretim üyesi ile aralarında yaptığı sözleşme, kamu hukukuna tabi idari hizmet sözleşmesi niteliğindedir. Aksi düşünce, hem "Bilimsel Özerkliğin" sağlanması yolundaki Anayasal hedefe, hem de öğretim elemanlarının "güvenliği" konusunun, 2547 sayılı Yükseköğretim Yasasına tabi olduğu yolundaki anılan yasal düzenlemelere aykırı düşecektir.*” (Danıştay 8. D., E. 2002/5557, K. 2003/561, Kt. 04.02.2003, kazanci.com).

⁴³⁷ Danıştay 8. D., E. 2008/8235, K. 2011/2451, Kt. 29.04.2011, kazanci.com. Bu karar, esasen, aynı konuda verilen yürürlüğü durdurma kararının gerekçesini tekrar etmektedir. Bkz. Danıştay İDDK, E. 2010/5, Kt. 12.13.2010, kazanci.com).

yükseköğretim kurumlarından farklı olması, vakıf yükseköğretim kurumlarında istihdam edilen akademik personelin mesleki güvenceden yoksun kılınması sonucuna yol açamaz. Anayasa koyucunun böyle bir amacının bulunduğu kabul edilemeyeceği gibi, bilimsel özerklik ilkesinin gereği hiçbir ayırım yapılmadan bütün yükseköğretim kurumlarında bilimsel özgürlük, serbestçe araştırma ve yayın yapabilme, eğitim ve öğretimi özgürlük ve güvence içinde sürdürebilme hak ve yetkileri bütün üniversitelerdeki akademik personele tanınmıştır. Gerek devlet, gerekse vakıf yükseköğretim kurumlarında görev yapan akademik personelin, mesleki güvenceleri yönünden idare hukukuna tabi olduklarının kabulü gerekmektedir. Dolayısıyla, vakıf yükseköğretim kurumlarındaki akademik personelin mesleki güvenceleri yönünden özel hukuk hükümlerine tabi olmaları Anayasa'ya uygun görülemez.”

Danıştay, yükseköğretim hizmetinin kamu hizmeti olma niteliğini de göz önüne alarak, vakıf üniversitelerinin akademisyenlerle yaptığı sözleşmeleri idari sözleşme olarak nitelmiştir. Vakıf üniversiteleri mali bakımdan devlet üniversitelerinden farklı olmakla birlikte, akademisyenlerin mesleki güvencelerine ilişkin çalışma esasları (akademik personelin atanması, görevleri, unvanları, emeklilikleri, terfileri ve görevlerine son verilmesi gibi) idari sözleşmeyle belirlenecek; bunlar dışında kalan özlük hakları ise (ücret, prim, çalışma saatleri, tatil günleri ve sosyal güvenlik gibi) iş hukuku hükümlerine tabi olacaktır. Vakıf üniversitelerinin, işten çıkarmalarda da iş hukuku hükümlerini uygulamasına olanak sağlayacak şekilde yorumlanabilecek Vakıf Yükseköğretim Kurumları Yönetmeliği'nin 23/2⁴³⁸ hükmündeki “özlük” işleri ifadesi, iptal edilmiştir. Buna ek olarak, davacının sözleşmesinin yenilenmemesine dayanak olacak, görevinde başarısız olduğuna veya hizmetine ihtiyaç duyulmadığına dair bir somut veri de ortaya konmadığı durumlarda işten çıkarma kararı hukuka aykırı bulunacaktır. Vakıf üniversitelerinin akademik personel ile yaptığı sözleşmelerin feshi halinde

⁴³⁸ Vakıf Yükseköğretim Kurumları Yönetmeliği, m. 23/2: “*Vakıf yükseköğretim kurumlarında görev alacak olan akademik ve idari personelin çalışma esasları 2547 sayılı Kanunda devlet üniversiteleri için öngörülen hükümlere tabidir. Bu personelin aylık ve diğer özlük hakları bakımından ise 4857 sayılı İş Kanunu hükümleri uygulanır.*” (RG. 31.12.2005 - 26040).

idari yargının görevli olacağı, Uyuşmazlık Mahkemesi tarafından da kabul edilmiştir⁴³⁹.

Vakıf üniversiteleri ile devlet üniversitelerinde çalışan akademisyenlerin idari yargıda eşit sayılmasına karşılık AYM, disiplin işleri bakımından iki grubun ayrı tutulmasına izin vermiştir. Disiplin hukuku da kişiyi yıldırım suretiyle istifaya zorlamak veya doğrudan bir disiplin yaptırımı olarak meslekten çıkarmak suretiyle iş güvencesine karşı kullanılan bir araç olabilmektedir; bu nedenle disiplin hukukunun da bu konuda teminatlar sağlaması gerekmektedir. 2547 sayılı Kanun'un disiplin ve ceza işlerinde uyulacak genel esasları düzenleyen 53/c maddesinde, öğretim elemanlarının görevleri dolayısıyla veya görevlerini yaptıkları sırada işledikleri suçlar hakkında yürütülecek soruşturmalarda izlenecek usul ayrıntılı olarak düzenlenmiştir. İlgili hüküm aleyhine itirazda bulunan mahkemeye göre, kanunda vakıf üniversitesi çalışanlarının bu usule tabi olacağına dair herhangi bir belirleme bulunmamakta, vakıf üniversitelerinde çalışanlar aynı suçları işlediklerinde 5271 sayılı Ceza Muhakemesi Kanunu'nda herkes için öngörülen soruşturmaya tabi olmaktadır; bu durum da eşitlik ilkesine aykırılık teşkil etmektedir. Ne var ki AYM, *“vakıf üniversitelerinde çalışanlar ile Devlet üniversitelerinde görev yapanlar statüleri ve özlük hakları bakımından farklı kurallara bağlıdır ve dolayısıyla aynı hukuksal durumda değildirler. Bu nedenle, vakıf üniversitelerinde çalışanlar ile Devlet üniversitelerinde görev yapanların farklı soruşturma usulüne tabi tutulmalarında eşitlik ilkesine aykırılık bulunmamaktadır.”* sonucuna varmıştır⁴⁴⁰. Yine AYM'nin aynı kararda ifade ettiği üzere, bu düzenleme görevin niteliğinden kaynaklanmaktadır ve ilgili kişilerin görevlerini etkin ve kesintisiz bir biçimde yerine getirmeleri için getirilmiştir. Hatta AYM, daha da ileri giderek öğretim elemanlarının

⁴³⁹ Uyuşmazlık Mahkemesi Hukuk Bölümü, E. 2012/178, K. 2012/174, Kt. 02.07.2012 ve Uyuşmazlık Mahkemesi Hukuk Bölümü, E. 2012/189, K. 2012/234, Kt. 05.11.2012 (*kanunum.com*). Bu kararlara konu olan olay, bir İstanbul Bilgi Üniversitesi İletişim Fakültesi Görsel İletişim Tasarım Bölümü öğrencisinin bitirme tezi olarak üniversitede porno film çekmesi üzerine tez ile alakalı akademisyenlerin işten çıkarılmasıdır (bkz. **Üniversitede porno tez ilişik kestirdi**, *ntv.com.tr/arsiv/id/25167221/*, Erişim tarihi: 28.07.2014). Bu içtihat, Yargıtay tarafından da dikkate alınmıştır: Yargıtay 22. HD, E. 2012/15013, E. 2013/4250, Kt. 01.03.2013 (*kazanci.com*). Bu kararlardan önce Yargıtay, vakıf üniversitelerinin yaptığı sözleşmelerden doğan uyuşmazlıklarda adli yargıyı görevli görmekteydi: örneğin bkz. Yargıtay 9. HD, E. 2009/20382, K. 2010/20663, Kt. 28.06.2010 (*kazanci.com*); Yargıtay 9. HD, E. 2007/7323, K. 2007/17668, Kt. 04.06.2007 (*kazanci.com*). Vakıf üniversitesi ile akademisyen arasındaki alacak davalarında ise halen adli yargı görev yapmaktadır: Yargıtay 9. HD, E. 2010/20850, K. 2013/4273, Kt. 05.02.2013 (*kazanci.com*); Yargıtay 9. HD, E. 2010/51009, K. 2013/8916, Kt. 14.03.2013 (*kazanci.com*).

⁴⁴⁰ AYM, E. 2013/58, K. 2013/114, Kt. 10.10.2013.

diğer kamu görevlilerinden de ayrı bir konumda olduğunu belirtmiştir⁴⁴¹. Danıştay'ın da yukarıda verilen kararlarında belirtildiği üzere, devlet üniversitesi de vakıf üniversitesi de bir kamu hizmeti yerine getirmektedir. İki tür üniversite arasında disiplin hukuku bakımından fark yaratılması, vakıf üniversitelerinde çalışanların devlet üniversitelerinde çalışanlar için öngörülen bu ek güvenceden mahrum bırakılması için makul bir sebep olmadığından, kararın çok da tatmin edici olmadığını söylemek gerekir⁴⁴².

Disiplin hukukunun akademik özgürlük ve iş güvencesi ile ilgisini ortaya koyan bir başka kararda, YÖK'ün disiplin bakımından yetkilerine ilişkin bir kural⁴⁴³, iptal davası yoluyla AYM önüne getirilmiştir. Disiplin cezalarının kanunda sayılması Anayasa'ya uygun bulunmuş; uygulamada asıl sorunu yaratacak olan disiplin suçlarını belirleme yetkisinin YÖK'e bırakılması ise, Anayasa'ya aykırı bulunarak iptal edilmiştir. Dava dilekçesinde konunun akademik özgürlük ile olan ilişkisi son derece etraflıca ortaya konmasına rağmen, fikrimizce AYM, akademik özgürlük ile ilgili içtihadını geliştirmek için eline geçen bu fırsatı kullanmayıp, son derece pozitivist bir yaklaşımla iptal kararı vermiştir. AYM'ye göre söz konusu hüküm, suçta ve cezada kanuniliği garanti altına alan Anayasa m. 38, memurların ve diğer kamu görevlilerinin özlük işlerinin kanunla düzenleneceğini öngören Anayasa m. 128/2 ve öğretim elemanlarının disiplin ve ceza işlerinin kanunla düzenleneceğini

⁴⁴¹ “Anayasa’da üniversite, bilimsel çalışmaların yapıldığı ve bilimin öğretildiği kurum olarak nitelendirilip bilimsel ve idari özerkliğe sahip kılınarak diğer kamu kurumlarından farklı değerlendirilmiş, öğretim üyelerine de kamu görevlisi olmakla birlikte genel sınıflandırma içinde ayrı bir yer verilerek kendilerine özgü önem ve değerinde bir meslek sınıfı olduğu belirtilmiştir. Öğretim üyelerinin bu konuları dikkate alındığında bunları diğer kamu görevlileri gibi değerlendirmek mümkün değildir.” (AYM, E. 2010/29, K. 2010/90, Kt. 16.07.2010). Fransa’da da birer kamu görevlisi olarak akademisyenlerin özlük haklarının düzenlenmesi kanun koyucuya bırakılmış olmasına rağmen kanun koyucunun bunlara diğer kamu görevlilerinden farklı muamele etmesi, akademisyenlerin bağımsızlığı ilkesini gözetmesi gerektiği ileri sürülmektedir (bkz. Gaudemet, *L’université vue de la constitution*, s. 372).

⁴⁴² 2547 sayılı Kanun, Ek Madde 2’de ile vakıf üniversitelerinin “akademik çalışmalar, öğretim elemanlarının sağlanması ve güvenlik” yönlerinden Kanun’da gösterilen usul ve esaslara uyacağını söylemektedir. Burada yer alan “güvenlik” ifadesini öğretim elemanlarının güvenliği olarak geniş olarak yorumlarsak ceza soruşturmaları bakımından onların da devlet üniversitesinde çalışanlarla aynı usule tabi olacakları sonucuna ulaşılabilir.

⁴⁴³ 01.03.2014 tarihli ve 6528 sayılı Milli Eğitim Temel Kanunu İle Bazı Kanun ve Kanun Hükmünde Kararnamelerde Değişiklik Yapılmasına Dair Kanun m. 7, 2547 sayılı Kanun’un 53/b hükmünü şu şekilde değiştirmiştir: “b. Öğretim elemanları, memur ve diğer personele uygulanabilecek disiplin cezaları uyarı, kınama, yönetim görevinden ayırma, aylıktan kesme, kademe ilerlemesinin durdurulması, üniversite öğretim mesleğinden çıkarma ve kamu görevinden çıkarma cezalarıdır. Hangi fiillere hangi disiplin cezasının uygulanacağı, bu bentte sayılan kişilerin disiplin işlemleri ve disiplin amirlerinin yetkileri, Devlet memurlarına uygulanan usul ve esaslar da göz önüne alınmak suretiyle Yükseköğretim Kurulunca düzenlenir.” (RG. 14.03.2014 - 28941).

öngören Anayasa m. 130/9'a aykırıdır. Davaya konu olan hükümde, sadece “devlet memurlarına uygulanan usul ve esasların göz önüne alınacağı belirtilmiştir; bu da yeterli bir kanuni güvence sayılmaktan uzaktır⁴⁴⁴. AYM'nin, dava dilekçesinde ileri sürülen, kamu personeli disiplin hukukuna hakim olan hiyerarşi ilkesinin yükseköğretim kurumlarında da göz önüne alınmasının “bilimin ve sanatın serbestçe icra edilmesini, öğretilmesini ve akademik özgürlüğü tehlikeye atacağı” yönündeki iddiayı değerlendirmemesi ve söz konusu ifadenin akademik özgürlüğü ihlal edeceğini saptamamasının da, kanun koyucuya ileride yol gösterici olmak açısından, yerinde olmadığı kanaatindeyiz⁴⁴⁵.

AİHM de akademisyenlerin iş güvencesine sahip olmasına, akademik nedenler dışında işten çıkarılmamalarına özel bir önem atfetmiştir. Vatikan'ın görüşlerini Katolik inancına aykırı bulması üzerine yıllardır çalıştığı üniversitenin sözleşmesini yenilemediği Lombardi Vallauri'nin davası, Mahkeme'ye akademik özgürlüğün iş güvencesi boyutu hakkında da tespitlerde bulunma imkanı vermiştir. Kararda ifade özgürlüğünün usuli boyutu ve adil yargılanma hakkının ihlaline karar verilmiştir. Vallauri'nin sözleşmesinin yenilenmemesinin sebebinin kendisine açıkça bildirilmemesi, yerel mahkemelerin bu noktayı kararlarında hiç değerlendirmemesi ve bu nedenle başvuruçunun kendini hiçbir aşamada etkili olarak savunamamasına yol açmıştır⁴⁴⁶. Kararda açıkça iş güvencesinden bahsedilmese de mahkemenin vardığı sonuçlardan, akademisyenlerin geçerli bir sebep gösterilmeden işlerinden uzaklaştırılmalarına ve bu işten uzaklaştırmalara karşılık kişiye kendini savunma imkanı tanınmamasına sıcak bakmayacağı sonucuna varabiliriz⁴⁴⁷.

⁴⁴⁴ AYM, E. 2014/100, K. 2015/6, Kt. 14.01.2015.

⁴⁴⁵ Benzer yönde bkz. Beaud, “*Les libertés universitaires I*”, s. 186. Yazar da akademisyenlerin herhangi bir hiyerarşi ilişkisi içine sokulmaması, idareden talimat almaması gereken, diğerlerinden farklı bir devlet memuru olduğunu ileri sürmektedir. Akademik özgürlük, esasen akademisyenlerin her türlü güç odağına tabi olmayı ve boyun eğmeyi reddetmesidir. Alman Anayasa Mahkemesi de devlet üniversitesinde çalışan akademisyenleri klasik anlamıyla kamu görevlisi saymayarak, onları kamu görevlilerini bağlayan hiyerarşi ve ifade özgürlüğünün kullanımında özen yükümlülüğüne tabi olmamalarını sağlamıştır (bkz. Prüm/Ergeç, **op.cit.**, s. 25).

⁴⁴⁶ Lombardi Vallauri c.Italie, No. 39128/05, 20.10.2009, § 47, 49, 52, 54, 71.

⁴⁴⁷ Krş.: Serdar Çakmak v. Turkey, No. 29600/02, 12.04.2007. Davaya konu olan olayda İTÜ'deki bir araştırma görevlisinin sözleşmesi, doktora tezinin reddedilmesi üzerine yenilenmemiştir. Başvurucu, okuldan uzaklaştırılmasının doktorasını tamamlamasına engel olduğunu ve bu duruma karşı başvurabileceği etkili bir hukuk yolu olmadığından bahisle, ifade özgürlüğünün, eğitim hakkının ve etkili başvuru hakkının ihlal ettiğini ileri sürmüştür. Ancak mahkeme, kişinin üniversitede çalışmamasının doktorasını tamamlamasına engel olmayacağını ve başvuruçunun sözleşmesinin

Görüldüğü üzere akademisyenler ne sıradan ücretli çalışan gibi, ne de tipik devlet memuru gibi görülebilecek bir meslek grubu oluşturmaktadırlar. Sahip oldukları bilgi ve bu bilgiyi öğrencilere ve kamuoyuna aktarıyor olmaları, onları işverenleri konumunda olan devletten daha üstün bir duruma getirmektedir⁴⁴⁸. Yürüttükleri bilimsel faaliyet, ancak belli bir mesleki güvence ortamında olmaları halinde gerçekleştirilebilecektir. Keyfi bir şekilde işine son verilmeyeceğini bilen akademisyen, çekinmeden objektif bilimin gereklerini yerine getirebilecektir. Akademik özgürlük bağlamında iş güvencesi, akademiye giren kişinin kayıtsız şartsız, ilelebet meslekte kalacağı anlamına gelmeyip; akademisyenlerin keyfi nedenlerle işten çıkarılmamaları ve bu nitelikte olduğunu düşündükleri işten çıkarmalara karşı koymaları için usuli güvencelere sahip olmaları anlamına gelmektedir⁴⁴⁹.

D- İfade Özgürlüğü

Akademik özgürlük ABD Yüksek Mahkemesi ve AİHM içtihadında ifade özgürlüğü başlığı altında değerlendiriliyor olsa da, esasen ifade özgürlüğü, çok daha geniş bir özgürlük alanını kapsamaktadır. Akademik özgürlük, yalnızca ifade özgürlüğüne sahip olmak demek değildir; aksine ifade özgürlüğü, akademik özgürlüğü oluşturan unsurlardan biridir⁴⁵⁰. Zaman zaman “akademik ifade özgürlüğü” kavramıyla karşılaşılmaktadır; ancak bu, akademik özgürlüğün ifade özgürlüğünün bir alt kategorisi olduğunu göstermekten ziyade, ifade özgürlüğünün akademik söylem şeklinde tezahür ettiği durumlarda ifade özgürlüğünün akademik özgürlüğün bir bileşeni haline geldiğini göstermektedir. Akademisyenlerin ifade özgürlüğü, akademik söylemin de ötesine geçebilmektedir, bu yüzden salt bu sınırlar içinde incelenmemesi gerekir.

yenilenmemesi kararına karşı idare mahkemelerinde itiraz etmiş olduğunu belirterek, taleplerin açıkça dayanaktan yoksun olduğuna karar vermiştir.

⁴⁴⁸ Murphy, **op. cit.**, s. 458.

⁴⁴⁹ Akademik özgürlüğe sağlanacak güvencede iş güvencesinin öz itibarıyla tanınmasından ziyade usuli güvencelerin sağlanmasının, kişiye kendini savunma hakkı tanındığında birçok keyfi işten çıkarmanın hiç gerçekleşmemesini sağlayacağı için daha önemli olduğu görüşü için bkz. Murphy, **op. cit.**, s. 484.

⁴⁵⁰ Beaud, *Les libertés universitaires à l'abandon?*, s. 86.

Akademisyenler de her vatandaş gibi ifade özgürlüğüne sahiptir, ancak bu özgürlüğün kapsamı genel ifade özgürlüğü rejimine göre daha geniştir; bu nedenle de akademisyenlerin ifade özgürlüğü, genel rejimin istisnasını oluşturur⁴⁵¹. Ne var ki ifade özgürlüğü kuramlarından hiçbiri akademisyenlerin üniversite dışı söylemlerinin neden daha fazla korumaya mazhar olması gerektiğini açıklamaya yetmemektedir. Bu teorilere, bir akademisyenin söylemlerinin akademik camia tarafından sürekli mesleki bir denetim altında tutuluyor olmasını eklediğimizde ve akademisyenlerin ifade özgürlüğü üzerindeki asıl sınırlamayı bu iç denetim olarak kabul ettiğimizde, akademisyenlerin ifade özgürlüğünün genel ifade özgürlüğünden ayrıldığı önemli bir noktayı ortaya koymuş oluruz⁴⁵². Akademisyenlerin kullandığı ifade özgürlüğü, sıradan bir insana göre daha fazla olmasına karşılık, akademisyenler sıradan insanların tabi olmadığı bu denetimle karşı karşıyadırlar. Kullandıkları ifadeler, bir akademisyen olarak yetersiz sayılmalarına ve netice olacak akademik camianın dışına itilmelerine sebep olabilecektir. Bu açıdan bakıldığında akademisyenlere daha geniş bir ifade özgürlüğü tanınmasının, son derece ağır bir külfet getirdiği de görülecektir.

Akademisyenlerin ifade özgürlüğü, temel olarak iki başlık altında incelenebilir: Üniversite içi (*intramural*)/akademik söylemler ve üniversite dışı (*extramural*) söylemler⁴⁵³. İfade özgürlüğü konusunu bu iki alan bakımından ayrı ayrı değerlendirmekte yarar vardır.

1- Üniversite İçi Söylemler

Pür bilimsel, akademik olarak nitelendirilebileceğimiz, derste söylenen ve bilimsel verilerle desteklenen tezler ile akademik yönetim hakkındaki eleştiriler, üniversite içi söylemin içeriğini oluşturmaktadır⁴⁵⁴. Daha ziyade üniversiteyi,

⁴⁵¹ **Ibid.**, s. 110.

⁴⁵² Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 18-20.

⁴⁵³ Bunlara bir de konu dışı (*off-topic*) söylemleri ekleyen bir görüş olsa da (bkz. Vrieling/Lemmens/Parmentier/The LERU Working Group on Human Rights, **op. cit.**, s. 132), bu nitelikteki söylemlerin akademik özgürlük bağlamında ayrıca incelenmesine gerek görmemekteyiz.

⁴⁵⁴ Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 270.

akademinin iç işleyişini ilgilendiren konularda mahkemelerin kişinin hukuki veya cezai sorumluluğuna gitme konusunda çekimser olması gerektiği dile getirilmiştir⁴⁵⁵. Yargı organları, genel olarak hakem denetiminden geçen akademik çalışmalarda dile getirilen ifadelerle, daha önce incelediğimiz inkarcılık vakaları dışında, pek karışmamayı tercih etmektedir⁴⁵⁶. Akademik nitelikteki ifadelerin sınırlanmasında daha sıkı bir denetim uygulanmasının, AİHM içtihadına da uygun olduğu dile getirilmiştir⁴⁵⁷. Kişilik haklarının korunmasına ilişkin bir davada AİHM, davaya konu olan eserin bilimsel bir çalışma olmasına özel bir önem atfetmiştir. Mahkeme'ye göre uyuşmazlık konusu eser, *“bilimsel araçlar kullanarak toplumsal bir olgu olan yıldızları ele almaktadır. Bu yüzden, bu kitap, asıl amacı toplumun belli bir kesiminin ünlü bir şahsın özel hayatı ile ilgili ayrıntılar hakkındaki merakını tatmin etmeye yarayan (...) yayınlardan biri gibi düşünülmemelidir.”*⁴⁵⁸ Netice olarak akademik nitelikteki ifadelerin, genel ifadelerden ayrılması, bunlar hakkında daha kapsamlı bir koruma sağlanmasını da beraberinde getirecektir.

Akademik söylemde çoğu kez kabul edilecek tek ve en uygun sınır, kişinin meslektaşları tarafından değerlendirilmesidir. Akademisyenlerin kendilerine münhasır yöntemler uygulamaları ve azınlıkta kalan görüşleri savunmaları ile akademik olarak yetersiz olmaları arasındaki çizgiyi çizmenin ayrı bir sorun teşkil ettiğini de⁴⁵⁹ teslim etmek gerekir. Yine de meslektaşlar tarafından değerlendirilme ilkesinin dışına çıkıldığında ve neyin bilimsel olup olmadığına mahkemeler karar verdiğinde, bu durum “mağdurların” doğmasına neden olacak ve normalde eleştirilebilecek eserlerin dahi eleştirilememesine yol açacaktır⁴⁶⁰. Hukuki gerçek ile bilimsel gerçeği ayıran en önemli özelliklerden biri de budur. Hukuk, tarafsız bir üçüncü kişi niteliğinde olan hakimin gözüyle bir yargıya varır ve kendisine karşı gelinemeyecek bir kesin hüküm ortaya koyar. Oysaki bilimde kesin hüküm yoktur;

⁴⁵⁵ Vrieling/Lemmens/Parmentier/The LERU Working Group on Human Rights, **op. cit.**, s. 128.

⁴⁵⁶ “*Academic abstention*” olarak da ifade edilen bu tutum, eğitim kurumlarının iç işlerini ilgilendirdiği düşünülen konularda mahkemelerin çekimser kalmasını ifade etmektedir (bkz. Byrne, **op. cit.**, s. 323; Murphy, **op. cit.**, s. 450; Standler, **op. cit.**, s. 16; “*Federal Mahkeme (...) kamu eğitim kurumlarının öğretim üyeleri tarafından günlük olarak alınan çok sayıdaki akademik kararın esasını değerlendirmek için uygun bir forum değildir.*” (ABD Yüksek Mahkemesi, Regents of the University of Michigan v. Ewing, 438 U.S. 214 (1985), s. 214, (*supreme.justia.com*)). Bu tutum, yalnızca üniversite karar organlarının akademisyenlerden oluştuğu veya akademisyenlerin esaslı biçimde temsil edildiği hallerde haklı görülmektedir (bkz. Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 194).

⁴⁵⁷ Aksu c. Turquie [GC], No. 4149/04 et 41029/04, 15.03.2012, § 71.

⁴⁵⁸ Sapan c. Turquie, No. 44102/04, 08.06.2010, § 34.

⁴⁵⁹ Vrieling/Lemmens/Parmentier/The LERU Working Group on Human Rights, **op. cit.**, s. 136.

⁴⁶⁰ Tanör, *Türkiye'nin İnsan Hakları Sorunu*, s. 94-95.

her bilimsel yargının doğruluğu her an sorgulanabilir ve değerlendirmeyi yapacak olan üçüncü kişiler değil, aynı konu ile ilgilenen diğer bilim insanlarıdır⁴⁶¹. Bilimin bağımsızlığının ve onurunun korunması, pür bilimsel ifadelerin mahkeme salonlarından uzak tutulması ile mümkün olacaktır⁴⁶². Bilimsel yayınlar yapmak, mesleğin getirdiği bir hak ve yükümlülüktür. Bu yükümlülük yerine getirilirken, bilimsel disiplinin kurallarına uyulması zorunluluğu vardır.

Neyin bilimsel olup olmadığına yargı yerlerinin değil, mesleki yeterlilik kriterlerine göre meslektaşların karar vermesi yerinde bir yaklaşım gibi görülse de anayasa yargıcı, hukuki düzenlemelerin anayasaya uygun olup olmadığını denetlerken kaçınılmaz olarak anayasa ile korunan “bilim özgürlüğündeki” bilimi tanımlamak zorunda kalmıştır. Alman Anayasa Mahkemesi’ne göre bilim, “içerik ve şekil bakımından, gerçeği bulmaya yönelik her türlü ciddi ve sistemli çabadır”⁴⁶³. Buna göre ifadenin bilimsel değeri üzerine bir yargıya varılmadığı izlenimi doğsa da uygulama sorunlu olabilmektedir. Örneğin Alman Anayasa Mahkemesi, İkinci Dünya Savaşı’nın aslında Almanya’nın düşmanları tarafından çıkarıldığı tezini savunan ve bu konuda yazdığı kitap yasaklanan kişi hakkında verdiği bireysel başvuru kararında, olayı bilim özgürlüğü altında değil, genel ifade özgürlüğü altında değerlendirmeyi tercih etmiştir. Yaptığı değerlendirmede mahkeme, bir çalışmanın sahibinin eserini bilimsel olarak nitelemesinin bilim özgürlüğü koruması kapsamına girmesi için yeterli olmayacağını, mahkemelerin de o eserin akademik faaliyet kriterlerini yerine getirip getirmediğini denetleyebileceğini belirtmiştir. Mahkeme’ye göre, bir eserin taraflı olması veya karşıt görüşlere yeterince yer vermemesi eserin bilimsel niteliğini ortadan kaldırmamaktadır. Ne zaman ki eser, yazarının önyargılarını ve ön kabullerini ispatlamak için, sistematik olarak gerçekleri, kaynakları, görüşleri ve verileri tamamen görmezden gelir, o zaman çalışmanın akademik ciddiyeti sorgulanır hale gelecektir. Somut olayda da başvuru, kendine karşıt görüşleri savunan ve Hitler’in savaş çıkarma arzusunu gösteren resmi belgeler,

⁴⁶¹ Vergès, **op. cit.**, s. 394.

⁴⁶² Macar Anayasası da bu minvalde bir açık bir hüküm içermektedir (m. X/2): “Devlet bilimsel gerçekle ilgili meselelerde karar verme hakkına sahip değildir; yalnızca bilim adamları bilimsel araştırmayı değerlendirebilir.” Ayrıca bkz.: “...doğrudur veya yanlıştır, taraftar olunur veya olunmaz, bir bilim adamı olarak kabul ettiğim metod, görüş ve düşüncelerimden dolayı kime karşı sorumluyum? Yaşadığım çağa ve topluma karşı. Ya mahkemelere? Asla...” (bkz. Değer, **op. cit.**, s. 29-30).

⁴⁶³ Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 126.

günlükler ve monografilerden oluşan bir kaynakçayı tamamen görmezden gelmesinin, bu eserlere genel kaynakçasında bile yer vermemiş olmasının, eserini bilim özgürlüğünün koruma alanından çıkardığı sonucuna varmış ve olayı genel olarak ifade özgürlüğü altında değerlendirmiştir⁴⁶⁴. Genel olarak bir çalışmanın bilimsel niteliği haiz olup olmadığını belirlerken kullanılan kaynakların çokluğu ve kaynakların nesnel bir gözle değerlendirilmesi; yani “iyi niyet” esas alınacaktır. Nesnellikten kasıt, çalışmada düşmanca saiklerle, belli bir ideolojiye körü körüne hizmet etmek veya kişisel saldırılarda bulunmak amacıyla değil, gerçekten bilimsel ilerlemeye hizmet etmek amacıyla hareket etmektir⁴⁶⁵. *Chauvy ve diğerleri* davasında AİHM, bu ilkeleri uygulamaya koymuştur. Davaya konu olan kitapta ağırlıklı olarak tek bir kaynağa dayanılması, tarihi olaylarla ilgili yeterince belgeye yer verilmemiş olması, halen hayatta olan tanıkların ifadelerine başvurulmaması, olaylara dahil olan Almanların kaynaklarına hiç başvurulmaması ve “tarih biliminin temel yöntemlerine” uyulmamış olması nedeniyle, Mahkeme kitabı nesnel bulmamış ve olayda ifade özgürlüğüne yapılan müdahaleyi orantılı bulmuştur⁴⁶⁶.

Kişilik hakları bakımından özellik arz eden intihal ile ilgili vakalar da üniversite içi söylem sayılabilir. Bir akademisyenin, akademik etiğe en önemli aykırılıklardan birini teşkil eden intihal ile ilgili yazılar yazmasının, müntehil olmakla suçlanan kişilerin kişilik hakları bakımından sorun oluşturup oluşturmayacağı tartışma konusudur. Uzmanlık alanı intihalcilik olan bir

⁴⁶⁴ Kararın İngilizce tercümesi için bkz. BVerfGE 90, 1-22, 11.01.1994, çev. Raymond Youngs, *utexas.edu*, Erişim tarihi: 15.09.2014. Bernard Lewis davasında da Fransız mahkemeleri, benzer bir tutum sergilemiştir. *Le Monde* gazetesine verdiği röportajlarda Lewis, Osmanlı Devleti'nin Ermenileri soykırıma uğratma değil tehcir etme niyeti taşıdığını ve bunun o dönemde bölgedeki şartlar karşısında alınan cezalandırıcı ve önleyici tedbirler olduğunu ileri sürmüştür. Mahkeme, Lewis'in kendi tezine karşı olan unsurları tamamen görmezden gelip bir tarihçi olarak sahip olması gereken nesnellik ve özen ödevine aykırı davrandığı sonucuna vararak, davacı derneğe 1 Frank tazminat ödemesine mahkum etmiştir (Tribunal de grande instance de Paris, 1^{ère} chambre, 1^{ère} section, jugement du 21 juin 1995 (*lexisnexis.com*)). Lewis davasında uyumsuzluğa konu olan eserin bilimsel niteliğinin değil, söylemin sahibinin bilim insanı kişiliğinin etkili olduğunun da altının çizilmesi gerekir (bkz. Hochmann, *Les limites à la liberté de l'«historien» en France et en Allemagne*, s. 529, dn. 10).

⁴⁶⁵ Hochmann, *Les limites à la liberté de l'«historien» en France et en Allemagne*, s. 542.

⁴⁶⁶ *Chauvy et autres c. France*, No. 64915/01, 29.06.2004, § 73, 76-77. Benzer şekilde bir eserin bilimsel niteliğini tartışan bir Fransız Danıştay kararı için bkz. Conseil d'État, N°. 159236, 28 septembre 1998 (*conseil-etat.fr*): “[davacının] bir taraftan sadece bilimsel olmayan savlara dayanıp, buna karşılık tüm tarih çalışmalarını bir kenara bırakarak ve gaz odalarının tanıklarını ve o dönemde hayatta kalanlar ile tarihçilerin ciddiyetini tartışma konusu yaparak, inkarcı kampanyaya katkıda bulunduğu; diğer taraftan şiddetle ırkçı ve antisemitist tezleri desteklediği” göz önüne alındığında ilgilinin akademisyenlerin uyması gereken tolerans ve nesnellik ödevine aykırı davrandığı sonucuna varılmıştır.

akademisyene karşı açılan bir davada Fransız Yargıtayı, davaya konu olan eser, özel bir yayınevinden yayımlanmış olsa da, akademik çalışmalar sonucu ortaya çıkan bir ürün ve yükseköğretim kamu hizmetinin bir parçası olduğu gerekçesiyle, olayda idari yargının görevli olduğuna karar vermiştir⁴⁶⁷. Bu kararın da gösterdiği gibi, intihalleri ortaya çıkarmak da, akademisyenlik mesleğinin gereklerinden biri olarak görülmektedir. *Hasan Yazıcı* kararında AİHM de, olayı genel olarak ifade özgürlüğü ile kişilik haklarının arasında denge kurmak suretiyle çözümlenerek ifade özgürlüğünün ihlal edildiğine karar vermiş olsa da, olayın akademik özgürlük bakımından önemine de dikkat çekmiştir: “... başvuru aynı zamanda Türkiye Bilimler Akademisi [TÜBA] etik kurulunun eski başkanı olan bir akademisyendir. Bu nedenle intihal konusu, başvurucuyu özellikle ilgilendirmektedir ve TÜBA önünde daha önce bulunmuş olduğu girişimlerin gösterdiği gibi, şikayetçinin *Annenin Kitabı* kitabında intihal işlediğine inanmaktadır. Bu bağlamda, Mahkeme akademisyenlerin çalıştıkları kurum veya sistem hakkındaki görüşlerini özgürce ifade etmelerine izin veren akademik özgürlük ile bilgiyi ve gerçeği hiçbir sınırlamaya tabi olmaksızın yayma özgürlüklerinin önemini altını çizer.”⁴⁶⁸ Bu karardan hareketle akademisyenler bakımından intihal vakalarının ortaya çıkarılmasının kişilik haklarına bir saldırı teşkil etmekten ziyade, akademisyen olmanın getirdiği sorumluluğun bir gereği olduğu sonucuna varılabilir.

Üniversite içi söylemlerin bir başka türü olan üniversite yönetimine yöneltilen eleştiriler, özellik arz etmektedir. Burada üniversite içi olma, ifadenin dile getirildiği yere değil, ifadenin içeriğine işaret etmektedir. Kişinin bünyesinde bulunduğu kurumu eleştirmesi, çoğu kez akademisyen ile üniversiteyi iş ilişkisi çerçevesinde karşı karşıya getiren uyuşmazlıklara yol açmaktadır. Tutarlı ve hukuken savunulabilir bir akademik özgürlük teorisinin oluşturulabilmesi için üniversite içi söylemlerin, genel ifade özgürlüğü kapsamına girecek ifadelerden ayırt edilmesi önem taşımaktadır. İfade, akademik özgürlüğün koruduğu değerlerle ne kadar sıkı bir

⁴⁶⁷ Cour de Cassation, Première chambre civile, Arrêt n° 183 du 23 février 2011 (09-72.059), *courdecassation.fr*. Bu tür davaların adli yargıya bırakılmasının akademisyenlerin ifade özgürlüğü bakımından olumsuz sonuçlar doğuracağı yönünde bkz. Kuri/Marguénaud, **op. cit.**, s. 2922. Fransa’da yükseköğretim bir kamu hizmeti olarak kabul gördüğünden, akademisyenler de akademik faaliyetleri sırasında idarenin ajanı sayılmakta, eserleriyle verdikleri zararlardan dolayı idarenin sorumluluğu doğmaktadır (bkz. Thomas Hochmann, “*L’université, l’enseignant-chercheur, et la responsabilité pour les dommages causés par la publication de recherches: une victoire à la Pyrrhus?*”, **RDP**, Tome 127, No. 4, 2011, s. 871).

⁴⁶⁸ Hasan Yazıcı v. Turkey, No. 40877/07, 15.04.2014, § 55.

ilişki içindeyse, üniversite içi söylem olarak da o kadar korunmalıdır⁴⁶⁹. Akademisyenin üniversite hakkında konuşması, içinde bulunduğu sistem hakkındaki görüşlerini dile getirmesi, onun bizzat üniversiteyi oluşturan bileşenlerden biri olması nedeniyle, en doğal hakkı gibi görülmektedir⁴⁷⁰. UNESCO Yükseköğretim Akademik Personelinin Statüsüne İlişkin Tavsiye Kararı'nda da akademisyenlerin, kendi çalıştıkları kurum da dahil, yükseköğretim kurumlarının işleyişini eleştirme hakkına sahip olmaları gerektiği dile getirilmiştir⁴⁷¹. Neredeyse tüm ülkelerde, akademisyenlerin devlet memuru olma sıfatıyla özel bir özen yükümlülüğü altında olduğu Fransa'da bile, akademisyenlerin üniversiteyi eleştirme hakkı bulunmaktadır; söz konusu yükümlülük akademisyenleri bağlamamaktadır⁴⁷².

AİHM içtihadında da kamu görevlilerinin kurumlarına karşı ifade özgürlükleri güvence altına alınmıştır. Mahkeme'ye göre AİHS m. 10, hem kamu sektöründe hem de özel sektörde çalışan ile işveren arası ilişkilerde ifade özgürlüğünü

⁴⁶⁹ Rabban, **op.cit.**, s. 295. Yazara göre üniversitenin öğrenci kabul politikaları, kütüphaneye mali kaynak aktarımı, hakem değerlendirmeleri hakkındaki eleştiriler, üniversite yönetiminin akademik özgürlüğe müdahaleleri, ders programları gibi konular üniversite içi söylem kapsamında kabul edilmelidir.

⁴⁷⁰ "... Mahkeme, akademisyenlerin, özellikle içinde çalıştıkları sistem veya kurum hakkındaki görüşlerini özgürce ifade etmelerinin yanı sıra hiçbir sınırlamaya tabi olmadan bilgiyi ve gerçeği yaymalarına olanak sağlayan akademik özgürlüğün önemini altını çizer." (Sorguç c.Turquie, No. 17089/03, 23.06.2009, § 35). Sorguç kararında ortaya konan ilkelerin önemine istinaden, bu kararın dünyanın her yerinde öğretim üyelerinin odalarının girişine asılması gerektiği ileri sürülmüştür (bkz. Kuri/Marguénaud, **op. cit.**, s. 2928). Belçika Anayasa Mahkemesi de akademisyenlere yönetimi eleştirme hakkını tanımıştır (Cour d'arbitrage, Arrêt no. 167/2005, 23.11.2005, § B.20.3 (*const-court.be*)).

⁴⁷¹ UNESCO, **Recommandation concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur**, *portal.unesco.org*, Erişim tarihi: 05.03.2014, § 31.

⁴⁷² Beaud, *Les libertés universitaires I*, s. 188; Hochmann, *L'université, l'enseignant-chercheur, et la responsabilité pour les dommages causés par la publication de recherches*, s. 880. ABD'de ise, *state action doctrine* uyarınca hakların yalnızca dikey etkisi vardır; dolayısıyla özel üniversitelerde çalışanlar işverene karşı ifade özgürlüğünü ileri süremez (bkz. Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 292; Byrne, **op. cit.**, s. 299). Doğrudan devlet üniversitesinde çalışan akademisyenlerle ilgili bir uyuşmazlık Yüksek Mahkeme önüne gelmemiştir; ancak içtihadta kamu görevlilerinin "kamuoyunu ilgilendiren konularda" ifade özgürlüğünden diğer vatandaşlar gibi faydalanması gerektiği esası kabul edilmiştir (bkz. Pickering v. Board of Education, 391 U.S. 563 (1968), s. 568, *supreme.justia.com*, Erişim tarihi: 25.04.2015). Ancak daha sonra Yüksek Mahkeme, kamu çalışanlarının görevleri kapsamında dile getirdikleri ifadeler bakımından sıradan bir vatandaş gibi değerlendirilemeyecekleri ve disiplin yaptırımlarına tabi tutulabilecekleri yönünde görüş bildirmiştir (bkz. Garcetti v. Ceballos, 547 U.S. 410 (2006), *law.cornell.edu*, Erişim tarihi: 25.04.2015). Bu karar, görev kapsamı öğretim ve yayın faaliyetleri gerçekleştirmek olan akademisyenlerin ifade özgürlüğünü olumsuz etkileyeceği, üniversitelerin akademisyenlerin ifadelerine karışmasına zemin hazırlayacağı gerekçesiyle eleştirilmiştir (Kararın değerlendirmesi ve akademik özgürlüğün yorumlanması bakımından yaratacağı sorunlar için bkz. Darryn Cathryn Beckstrom, "Note, Reconciling the Public Employee Speech Doctrine and Academic Speech After Garcetti v. Ceballos", **Minnesota Law Review**, Vol. 94, Issue 4, 2010, ss. 1202-1238; Oren R. Griffin, "Academic Freedom and Professorial Speech in the Post-Garcetti World", **Seattle University Law Review**, Vol. 37, Issue 1, 2013, ss. 1-54; ayrıca bkz. Yargıç Souter'in karşı oy yazısı).

korunmaktadır⁴⁷³. Bu esas çerçevesinde kamu çalışanlarının kurumlarına yönelik eleştiriler yöneltmesi ve kurumdaki hukuka ve etiğe aykırılıkları kamuoyuna açıklaması (*whistleblowing*) özel olarak korunmaktadır. Kamu görevlilerinin devlete karşı bir sadakat ve özen yükümlülüğü bulunmasına rağmen, bir kamu kurumundaki yolsuzlukların kamuoyu ile paylaşılmasında da kamu yararı vardır; bu yolsuzluklar hakkında yalnızca belli kamu görevlilerinin bilgisi oluyorsa, bu kişilerin ifadelerinin özellikle korunması gerekmektedir. Eğer sorun kurum içi yollarla çözülemiyorsa son çare olarak sorunun halka açıklanmasında haklılık vardır⁴⁷⁴. *Whistleblowing*'in koruma altına alınması sayesinde; işveren, çalışanına kendisi aleyhine beyanlarından dolayı yaptırım uygulayamayacaktır.

Bu ilkelerin AİHM tarafından üniversite içi söylemlere uygulanmasını görmek açısından *Rubins*⁴⁷⁵ davasını incelemek faydalı olacaktır. Çalıştığı devlet üniversitesinde başkanı bulunduğu ana bilim dalı başka bir ana bilim dalıyla birleştirilen bir profesör, yeni çalışma koşullarına karşı gelmiştir. Kürsüleri birleştirme kararı alan üniversite yönetiminde demokrasi ve hesap verilebilirlik ile ilgili sorunlar bulunduğunu, rektöre ve senato üyelerine gönderdiği bir elektronik postada dile getirmiştir. Senato üyelerinin seçimine ilişkin değişiklik önerilerinde bulunmuştur. Üniversite yönetimi kürsülerle ilgili olarak aldığı kararı değiştirmeyince Rubins, rektöre yolladığı bir başka elektronik postada ana bilim dalı kapatıldığı takdirde iç denetim raporlarıyla ortaya konmuş üniversitedeki yolsuzluklar ve intihal vakaları ile ilgili olarak basına açıklamalarda bulunacağını belirtmiştir. Rektör tarafından talepleri kabul edilmeyince de ulusal bir haber ajansına konuşmuştur. Bunun üzerine, rektöre karşı şantaj yoluyla kişisel çıkar elde etmeye çalıştığı gerekçesiyle üniversite ile ilişkisi kesilmiştir.

AİHM öncelikle iş ilişkilerinde iyi niyet ilkesine saygı gösterilmesi gerektiğini, ancak bu ilkenin ne işverene mutlak bir sadakati, ne de çalışanın tamamen işverenin iradesine tabi olmasını gerektirdiğini ifade ederek, normal şartlar altında kabul edilebilir nitelikte olan ifadelerin iş ilişkisi kapsamında bu niteliklerini

⁴⁷³ Fuentes Bobo c. Espagne, No. 39293/98, 29.02.2000, § 38.

⁴⁷⁴ Guja c. Moldova [GC], No. 14277/04, 12.02.2008, § 70-73; Heinisch c. Allemagne, No. 28274/08, 21.07.2011, § 63-65; Marchenko v. Ukraine, No. 4063/04, 19.02.2009, § 46.

⁴⁷⁵ Rubins v. Latvia, No. 79040/12, 13.01.2015.

kaybedebileceklerinin altını çizmiştir⁴⁷⁶. Daha sonra mahkeme, kullanılan ifadeler karşısında uygulanan yaptırımın demokratik bir toplumda gerekli olup olmadığını incelerken, konu ile ilgili içtihadında daha önce ortaya koyduğu kriterlerden⁴⁷⁷ dördü altında olayı incelemiştir: Kamu yararı, başvuruçunun niyeti, başkalarının şöhretine yapılan zarar ve yaptırımın ağırlığı. Rubins'in basına açıkladığı hususların gerçekliği ihtilafli olmadığından kamu yararının bulunduğu kabul edilmiştir⁴⁷⁸. Başvuruçunun taleplerini öncelikle hiyerarşik üstü olan rektöre iletmesi ve konuyu üniversite yönetim kurulunda görüşmeye açmak yönünde bir irade göstermesi de makul karşılanmıştır⁴⁷⁹. Yapılan açıklamaların dayanağı iç denetim raporları ve tabipler odası tarafından yayımlanan bir rapor olmakla, kişinin işvereni ve çalışma arkadaşları bakımından küçük düşürücü ifadeler içermemektedir⁴⁸⁰. Son olarak, en ağır disiplin yaptırımı olan işten uzaklaştırma cezasının verilmesi, başvuruçunun kısa bir süre sonra başka bir üniversitede iş bulmuş olsa da, diğer üniversite çalışanları bakımından caydırıcı etki yaratıp üniversiteyi eleştirmelerini engelleyeceği için kabul edilemez⁴⁸¹.

AİHM'nin *Rubins* kararında olayın akademik özgürlük bakımından ne anlama geldiği konusunda bir belirleme yapmamış olması eleştirilebilecek olsa da, iş ilişkilerinde ifade özgürlüğü bakımından son derece dikkat çekici bir karar olduğu su götürmez bir gerçektir. AİHM, kararda ifade özgürlüğünün kapsamını çok geniş olarak çizmiştir. Bu durumun oluşmasında, başvuruçunun akademisyen kimliğinden ziyade, kullanılan ifadelerin üniversiteyle ilişkili olması ve doğru bilgilere dayanması,

⁴⁷⁶ Palomo Sánchez et autres c. Espagne [GC], No. 28955/06 ..., 12.09.2011, § 76. Bu davaya konu olan olayda özel bir kargo şirketinin çalışanları, şirketin insan kaynakları müdürü ile şirkette çalışan diğer kimseleri uygunsuz pozisyonda çizen bir bülten hazırladıkları için işten atılmışlardır.

⁴⁷⁷ Bu kriterler şunlardır: Çalışanın söz konusu bilgileri açıklamaktan başka başvurabileceği bir yol olup olmadığı, bilgilerin açıklanmasında kamu yararı olup olmadığı, açıklanan bilgilerin doğruluğu, ilgilinin iyi niyetli olup olmadığı, açıklamanın işverene verdiği zarar, yaptırımın ağırlığı (bkz. Guja c. Moldova [GC], No. 14277/04, § 80-96; Heinisch c. Allemagne, No. 28274/08, 21.07.2011, § 71-92; Bucur et Toma c. Roumanie, No. 40238/02, 08.01.2013, § 95-119).

⁴⁷⁸ Rubins v. Latvia, No. 79040/12, 13.01.2015, § 85.

⁴⁷⁹ *Ibid.*, § 88.

⁴⁸⁰ *Ibid.*, § 91.

⁴⁸¹ *Ibid.*, § 92. Karara muhalif kalan iki hakim ise olayın tipik bir iş uyuşmazlığı olduğu ve ifade özgürlüğüne bir müdahale olmadığı, aksi kabul halinde dahi müdahalenin demokratik bir toplumda gerekli görülmesi gerektiği yönünde fikir belirtmişlerdir. Ayrıca, "genel olarak demokrasiye ve özel olarak da ifade özgürlüğüne hizmet eden üniversite özerkliğinin", üniversiteye işe alma konusunda karar verme yetkisi tanımış olmasını çoğunluğun değerlendirmemiş olmasını eleştirmişlerdir (Hakim Mahoney ile Wojtyczek'in karşı oy yazısı, § 15). Letonya hükümeti, *Rubins* kararının Büyük Daire'ye gönderilmesini talep etmişse de, beş yargıçlı Büyük Daire paneli bu talebi 01.06.2015 tarihli toplantısında reddetmiştir.

AİHM'nin ifade özgürlüğünün ihlal edildiği yönünde karar vermesinde etkili olduğu görülmektedir. Bu karar, akademisyenlerin üniversite içi söylemlerinde geniş bir ifade özgürlüğüne sahip olması gerektiği yönündeki görüşü destekler niteliktedir. Hatta bir adım öteye giderek, eleştirel düşünceyi geliştirmek ve varılan sonuçları yayımlamak gibi bir işleve sahip olan akademisyenlik mesleğinin tabiatı gereği, üniversite içi konularda kamuoyunun bilgilendirilmesinin, klasik birer *whistleblowing* vakası olmaktan da öte, akademisyenin sorumluluklarından biri olduğu ileri sürülebilir⁴⁸².

2- Üniversite Dışı Söylemler

İfade özgürlüğünün ikinci kullanım alanını oluşturan üniversite dışı (*extramural*) söylemler, akademisyenlerin ifade özgürlüğü bakımından en sorunlu konuyu oluşturmaktadır. Üniversite içi söylemde olduğu gibi burada da kast edilen, ifadenin dile getirildiği yer değil, ifadenin içeriğidir. Üniversite dışı söylemler, akademisyenlerin kamuoyunu ilgilendiren, genel siyasi konular üzerinde uzmanlık alanlarıyla sınırlı olmadan, sade birer vatandaş olarak dile getirdikleri görüşlerdir⁴⁸³. Almanya'da modern anlamda akademik özgürlük fikrinin oluştuğu XIX. yüzyılda *Lehrfreiheit*'in öğretim üyelerinin üniversite dışındaki siyasi nitelikli faaliyetlerini kapsamayacağı görüşü hakimdi⁴⁸⁴. Ancak ABD'de öğretim görevlileri ile üniversiteler arasındaki uyuşmazlıkların sıklıkla ifade özgürlüğünün kullanımından çıkması, bu ülkede üniversite dışı söylemlerin de akademik özgürlük öğretisinde yer almasına neden olmuştur⁴⁸⁵. Zamanla Almanya'dan alınan anlayış değişmiş ve gelişmiş; akademiye girmekle kişinin temel siyasi ve medeni haklarından tamamen mahrum bırakılamayacağı, bu sebeple yaptırıma uğrayamayacağı görüşü hakim olmuştur. Bu noktada da akademisyenin her vatandaş ile aynı seviyede ifade özgürlüğüne mi sahip olması gerektiği, ifade özgürlüğünü kullanmak bakımından birtakım ayrıcalıklara sahip olmasının haklı sayılıp sayılamayacağı sorunu karşımıza çıkmaktadır. İsviçre'de ve Almanya'da, ileri sürülen görüşlerin "bilimsel" nitelik taşımadığı durumlarda, kişi bilim özgürlüğünü koruyan maddeler uyarınca değil,

⁴⁸² Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 36-37.

⁴⁸³ Finkin/Post, *op. cit.*, s. 127.

⁴⁸⁴ Metzger, *Academic Freedom in the Age of the University*, s. 115.

⁴⁸⁵ Rabban, *op. cit.*, s. 232; Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 165-166.

genel olarak ifade özgürlüğünü koruyan maddeler uyarınca korunacaktır⁴⁸⁶. Ne var ki bu sınırı çizmek, her zaman kolay değildir. Akademik söylemle genel ifadeleri ayırt etmede yaşanan güçlükleri bertaraf etmek için, derslerle, bilimle ilgili olmayan, ancak kamuoyunu ilgilendiren konularda akademik camia üyelerinin söylediği sözlerin, aynı sözlerin sıradan bir kimse tarafından söylenmesi durumuna göre daha fazla korumaya layık olması gerektiği de ileri sürülebilir. Öyle ki, akademisyen, sahip olduğu birikime dayanarak sosyal, siyasi ve ekonomik konularda görüşlerini dile getirmektedir ve sahip olduğu akademik yetkinlik nedeniyle bu görüşlerin kamuoyuna yapacağı katkının daha fazla olduğu düşünülmektedir. Bu yüzden akademik ifade özgürlüğü, daha fazla korunmalıdır⁴⁸⁷.

Akademik özgürlüğün, “’korkunç’ olarak nitelenebilecek usul hataları ve gülünç bir gerekçeyle”⁴⁸⁸ yerel mahkemeler düzeyinde de olsa, ilk kez ABD’de yargı kararlarına girmesine vesile olan Bertrand Russell davasından, ifade özgürlüğü altında bahsetmekte fayda vardır. Russell, mantık ve matematik dersleri vermek üzere New York Üniversitesi’nde görevlendirilmiştir, bu görevlendirme kamuoyunda büyük huzursuzluk yaratmıştır. Russell’in görüşlerinden rahatsız olan bir vatandaş olan Jean Kay, yalnızca ödediği vergilerle Russell’a maaş verilecek olmasına ve ileride çocuğunun onun öğrencisi olma ihtimaline dayanarak, bu görevlendirmeye itiraz etmiş ve Russell’in cinsellik üzerine görüşleri nedeniyle ahlaki bakımdan sakıncalı olduğu gerekçesiyle kararın geri alınmasını sağlamıştır⁴⁸⁹. Mahkeme

⁴⁸⁶ Kley, **op. cit.**, s. 5; Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 277-279. Barendt, Almanya’da olduğu gibi üniversite dışı söylemlerin genel ifade özgürlüğü altında değerlendirilmesini yerinde bulmaktadır (**Ibid.**, s. 272).

⁴⁸⁷ Vrieling/Lemmens/Parmentier/The LERU Working Group on Human Rights, **op. cit.**, s. 128. Bir akademisyenin ifadelerinin hem kendi uzmanlık alanına girip hem de kamuoyunu ilgilendirebilmesine, Mersin Üniversitesi Kamu Yönetimi Bölümü öğretim üyesi Ali Ekber Doğan vakası örnek gösterilebilir. Kentleşme ve yönetim bilimi alanında çalışmalar yapan Doğan, yerel bir gazeteyle 2014 yerel seçim sonuçlarını ve seçimleri kazanan adayın daha önceki dönemlerde izlediği yönetim politikasını değerlendirdiği bir röportaj vermiştir (**Doç. Dr. Ali Ekber Doğan, Yerel Seçimleri Değerlendirdi**, *gazeteimece.com/ml?id=11540*, 2 Nisan 2014, Erişim tarihi: 04.07.2014). Daha sonra Mersin Büyükşehir Belediye Başkanının, söz konusu röportajın kendisine karşı hakaret teşkil ettiğini ileri sürmesiyle Doğan’a karşı ceza davası açılmıştır (**Belediyeyi eleştiren akademisyene hapis istemi**, *t24.com.tr/haber/belediyeyi-elestiren-akademisyene-hapis-istemi,263172*, 3 Temmuz 2014, Erişim tarihi: 04.07.2014). Doğan, yapılan yargılama sonucunda, ifadelerinin düşünce özgürlüğü kapsamında olduğundan bahisle beraat etmiştir (**Yrd. Doç. Dr. Ali Ekber’e beraat**, *diclenews.com/tr/news/content/view/419900?page=5&from=3969113102*, 16 Eylül 2014, Erişim tarihi: 30.04.2015). Somut olayda olduğu gibi akademisyen lehine yorum yapılması, yerinde olacaktır.

⁴⁸⁸ Standler, **op. cit.**, s.6.

⁴⁸⁹ Konu hakkında ayrıntılı bilgi için bkz. The Bertrand Russell Case: The History of a Litigation, **Harvard Law Review**, Vol. 53, No. 7, 1940, ss. 1192-1197; Paul Edward, “How Bertrand Russell was prevented from teaching at the College of the City of New York”, Bertrand Russell, **Why I Am**

Russell’ın İngiliz vatandaşlığında olmasını ve söz konusu kamu görevine getirilirken bir eleme sınavına tabi tutulmamasını atamanın usul yönünden eksiklikleri olarak değerlendirdiyse de kararın asıl dayanağının, Russell’ın daha önce verdiği eserlerin ahlaka aykırı bulunması olduğu açıktır⁴⁹⁰. Bu olay akademik özgürlüğün hakimlere karşı da korunması lazım gelebileceğini, akademik hak ihlallerinin mahkeme kararları vasıtasıyla da gerçekleştirilebileceğini göstermesi açısından dikkat çekicidir⁴⁹¹.

Akademisyenlerin ifade özgürlüğünün daha geniş değerlendirilmesini desteklemek üzere, akademisyenlerin uzmanlık alanına giren ve girmeyen konular arasındaki sınırı çizmenin zaman zaman zor ve tehlikeli olması, üniversite ile akademisyen arasındaki farklılığın güçlendirilip üniversitenin kurumsal olarak baskılardan uzak tutulması ve üniversite dışı söylemlerin korunmaması durumunda, akademisyenlerin çalışmalarını yürütebilmeleri için gerekli güven ortamına sahip olamamaları şeklinde savlar ileri sürülmüştür⁴⁹². Buna karşılık, üniversite dışı söylemlerin akademik özgürlük koruması altına alınmasının, akademisyenleri kamuoyunu ilgilendiren konular hakkında görüşlerini dile getirmek konusunda imtiyazlı bir konuma getireceği şeklinde eleştiriler yapılması da mümkündür⁴⁹³. Hatta akademik özgürlüğün bu kadar geniş bir kapsama sahip kılınması, gerçek akademik özgürlük meseleleri söz konusu olduğunda, bunları dile getiren kişilerin yalancı çoban hikayesinde olduğu gibi, asıl tehlikenin gerçekleştiği durumda ciddiye

Not A Christian: and Other Essays on Religion and Related Subjects, Londra: Routledge, 2004’e Ek, ss. 166-212.

⁴⁹⁰ Mahkeme, Russell’ın öğrenciler üzerinde kötü etkisi olacağını, akademik özgürlük açısından kabul edilmesi mümkün olmayan şu ifadelerle dile getirmiştir: “*Bertrand Russell’in sıra dışı olduğu kabul edilmektedir. Bu, onu daha da tehlikeli kılmaktadır. Bay Russell’in felsefesi ve geçmişteki davranışları New York eyaleti ceza kanunlarıyla doğrudan çatışma içindedir ve onları ihlal etmektedir. İnsan zihninin kendisine ders veren öğretmenlerin fikirleri ve felsefesinden etkilenmeye ne kadar açık olduğunu düşündüğümüzde, yükseköğretim kurulunun eylemlerinin olası sonuçlarının tamamen görmezden geldiği veya önlerindeki sorunun başkaca yollarını yeterince düşünmeden sözüm ona ‘akademik özgürlüğe’ dokunan bir meselenin savunuculuğunu yapmayı tercih ettiği açıktır. Mahkeme, kurulun salt ‘geçerli’ akademik özgürlüğü ilgilendiren eylemlerine katılmayacak olmasına karşın, ceza hukuku tarafından yasaklanmış eylemlerin gençlerin zihinlerinde yayılması için akademik özgürlük perdesinin arkasına saklanmasını kabul etmeyecektir. İşbu görevlendirme, kamu sağlığını, kamu güvenliğini ve toplum ahlakını etkilemektedir ve bu konuda harekete geçmek, mahkemenin görevidir. Akademik özgürlük, akademik serbestlik demek değildir. Akademik özgürlük, iyi olanı yapma ve kötü olanı öğretmeme özgürlüğüdür.*” (Kay v. Board of Higher Education, N.Y. City, 173 Misc. 943 (N. Y. Misc. 1940), 950-951, *casetext.com*, Erişim tarihi: 25.02.2015). New York Yüksek Mahkemesi’nin bu kararda yer verdiği ifadeler, hukuk sözlüklerinde akademik özgürlüğün tanımı olarak dahi yer almıştır (bkz. Henry Campbell Black, **Black’s Law Dictionary**, 6th edition, St. Paul: West Publishing, 1993, s. 11).

⁴⁹¹ Byrne, **op. cit.**, s. 307, dn. 221.

⁴⁹² Finkin/Post, **op. cit.**, s. 133-140.

⁴⁹³ Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 272.

alınmamasına yol açabilecektir⁴⁹⁴. Ancak bağımsız bir şekilde araştırma yapılabilmesi ve yükseköğretimin sağlıklı bir şekilde yürütülebilmesi için akademisyenlerin ifade özgürlüğüne sahip olması, bir ayrıcalık olmaktan öte olmazsa olmaz bir şarttır⁴⁹⁵. Keza, AİHM de ifade özgürlüğü ihlali iddialarını değerlendirirken, başvurucuların akademisyen kimliklerinin yeterince dikkate alınmamış olmasını, ifade özgürlüğüne yapılan müdahalenin haklılığını ortaya koymak bakımından bir eksiklik olduğunu kabul ederek⁴⁹⁶, ifade özgürlüğüne ilişkin meselelerde ifadenin sahibinin akademisyen olmasının özel bir öneme sahip olabileceğine işaret etmiştir⁴⁹⁷.

Üniversite dışı söylemler, tıpkı iş güvencesinde olduğu gibi, akademik özgürlük fikrinin gelişiminde önemli bir öge olmuştur. 1915 Bildirgesi'nde AAUP, akademisyenlerin üniversite dışı söylemlerinde aceleci ve doğruluğundan emin olmadıkları beyanlarda bulunmaktan ve ölçsüz ifadeler kullanmaktan kaçınma yükümlülüğü altında olduklarının altını çizmiştir⁴⁹⁸. 1940 Bildirgesi'nde de aynı çekimser tavır sürdürülmüş, akademisyenlerin ifade özgürlüklerini kullanırken sansüre ve disiplin yaptırımlarına uğramamaları gerektiğini kabul etmiş; ancak bunun yanında akademisyenlerin beyanlarıyla ait oldukları kurumu ve mesleği de temsil ettiklerinden, bu bilinçle konuşmaları ve kurumları adına konuşmadıklarını belirtmeleri gerektiği ifade edilmiştir⁴⁹⁹. Bildirge'deki bu ibare, profesyonel bir bilinç etrafında hareket edilmesini telkin etmekten ziyade, bu bilince uyulmadığı gerekçesiyle kurumların akademisyenleri denetime tabi tutması, hatta onları işten uzaklaştırması için bir bahane oluşturabileceği için eleştirilmiştir⁵⁰⁰. Keza 1970

⁴⁹⁴ Van Alstyne, *The Specific Theory of Academic Freedom...*, s. 142.

⁴⁹⁵ Moniolle, **op.cit.**, s. 230.

⁴⁹⁶ Başkaya et Okçuoğlu c. Turquie [GC], No. 23536/94 et 24408/94, 08.07.1999, § 65. Ayrıca *mutatis mutandis* bkz. Erdoğan et İnce c. Turquie [GC], No. 25067/94 25068/94, 08.07.1999, § 51. Olayda sosyolog İsmail Beşikçi ile yaptıkları röportajı yayımlayan derginin yayın müdürü ve röportajı yapan gazeteci, devletin bölünmezliği aleyhine propaganda yaptıkları gerekçesiyle mahkum olmuştur. AİHM, röportajın yapıldığı kişinin tamamen sosyolojik çözümler yapmış olduğunun altını çizmiştir.

⁴⁹⁷ Krş. Cox v. Turkey, No. 2933/03, 20.05.2010. Türkiye'deki Ermeni ve Kürt meseleleri hakkında dile getirdiği görüşler yüzünden üniversite tarafından iş sözleşmesi feshedilen ve sınır dışı edilen Cox, üniversitede ifade özgürlüğünün sınırsız olması gerektiğini ileri sürmüştü de (§ 22, 36), AİHM ihlal kararını verirken ne başvuranın akademisyen kimliğine, ne de olayın üniversite ortamında geçmiş olmasına değinmiştir.

⁴⁹⁸ AAUP, *1915 Declaration of Principles on Academic Freedom and Academic Tenure*.

⁴⁹⁹ AAUP, *1940 Statement of Principles on Academic Freedom and Tenure with 1970 Interpretive Comments*.

⁵⁰⁰ Van Alstyne, *The Specific Theory of Academic Freedom...*, s. 154.

yılında yayımlanan yorum ile AAUP, bu çekinceli yaklaşımdan sıyrılmış, açıkça buldukları konuma uygun olmadıkları ortaya konmadan, akademik geçmişi hesaba katılmadan, öğretim görevlilerinin ifade özgürlüklerini kullandıkları için işlerinden uzaklaştırılmayacaklarını, üniversite dışı söylemlerin çoğu kez kişinin akademik yetkinliği ile bağı olmayacağını dile getirmiştir⁵⁰¹.

Türkiye özelinde duruma bakıldığında da sorunun farklı bir boyutu ortaya çıkmaktadır: Akademisyen vakıf üniversitelerinde, ABD’de olduğu gibi, “çalışan” statüsündedir. Ancak devlet üniversitelerinde çalışanlar, kamu görevlisi statüsündedir. Akademisyenlere kamu görevlilerine tanınan güvencelerin sağlanması olumlu görülebilse de, bir yandan da idarenin eline “hizmetin gerekleri” gibi bir silah vermektedir⁵⁰². Bu noktada bir de devlet memurlarının devlete göstermekle yükümlü olduğu sadakatin akademik çalışmalarda da geçerli olup olmadığı sorunu ortaya çıkacaktır⁵⁰³. Bu sadakat ödevi ile bilim insanı olmanın gerektirdiği bağımsızlığın birbiri ile çatışmaya girmesi neredeyse kaçınılmazdır. Bu sorunu Alman Anayasası, ifade, bilim ve sanat özgürlüğünü düzenleyen 5/3 hükmü ile çözmeye çalışmıştır: “*Öğretim özgürlüğü hiç kimsenin anayasaya sadakat borcunu ortadan kaldırmaz.*” AİHM ilk başta akademisyenlerin ifade özgürlüğü ile anayasaya sadakat ödevi arasındaki çatışmayı, AİHS tarafından korunmayan “kamu hizmetine girme hakkı” olarak nitelmiş ve ifade özgürlüğüne bir müdahale olmadığı sonucuna varmıştır⁵⁰⁴. AİHM daha sonra, konuyu ifade özgürlüğü kapsamında değerlendirerek, devletin kural olarak memurlarından anayasaya sadık kalmalarını istemesini haklı bulmuştur; ancak özel yaşam ile meslek yaşamı ayrı yapmadan, memurların devletin anayasaya aykırı saydığı faaliyetlerde bulunmalarını mutlak biçimde yasaklamasını eleştirmiştir⁵⁰⁵. Davaya konu olan olayda bir ortaokul öğretmeni Alman Komünist

⁵⁰¹ **Ibid.**

⁵⁰² Beaud, *Les libertés universitaires à l’abandon?*, s. 175. “Hizmetin gerekleri”, söz konusu yükseköğretim olduğunda, akademisyenin eğitim ve araştırma konularında özgür olmasını gerektirir. Bu nedenle akademik özgürlük ile ilgili konularda içtihat, idare hukukunda sınırlayıcı bir nitelik taşıyan “hizmetin gerekleri” kavramına göre farklı bir biçimde gelişme göstermiştir (**Ibid.**, s. 136).

⁵⁰³ Dinler, **op. cit.**, s. 243. Hakkında soruşturma açılan bir kitabın akademik bir çalışma olduğu itirazıyla karşılaşan savcının, “Yağma yok. Hem devletin parasını yiyeceksin, hem de devleti yıkmaya çalışacaksın.” şeklinde verdiği cevap; bu konuya bakışı özetlemektedir (bkz. Fikret Başkaya, “*Resmi İdeoloji ve Akademik Özgürlükler*”, **İfade Özgürlüğü**, Gökçen Alpkaya et al., İstanbul: İletişim, 2007, s. 244).

⁵⁰⁴ Kosiek c. Allemagne, No. 9704/82, 28.08.1986, § 39. Karar, Almanya Nasyonal Demokrat Partisi’ne üye olduğu için çalıştığı enstitüden atılan bir fizikçi ile ilgilidir.

⁵⁰⁵ “*Mahkeme, demokratik bir devletin, memurlarından devletin dayandığı anayasal ilkelere sadık olmalarını talep etme hakkı olduğu varsayımından yola çıkmaktadır. (...) Buna karşılık, Alman*

Partisi'ne üye olduğu için disiplin soruşturmasına uğramış ve görevden uzaklaştırılmıştır. AİHM, başvurucunun devlet kurumları dışında mesleğini icra etmesinin neredeyse imkansız olduğunu ve başvurucunun öğrenciler üzerindeki nüfuzunu kötüye kullandığı veya görevini yerine getirmekte yetersiz olduğuna dair herhangi bir şikayet olmamasına rağmen işinden alıkonulduğunu belirterek, uygulanan yaptırımın orantısız olduğuna ve AİHS m. 10'un ihlal edildiğine karar vermiştir⁵⁰⁶. Aynı ilkelerin yükseköğretim düzeyinde evleviyetle uygulanması gerektiği açıktır.

ABD'de de benzer bir sadakat yükümlülüğü, devlet memurlarının ifade özgürlüğü ile ilgili içtihat, "imtiyaz doktrini" (*privilege doctrine*) olarak ortaya çıkmıştır. Buna göre devlet memurluğu, kişiyi koşullarını devletin belirlediği ayrıcalıklı bir konuma sokmaktadır ve devlet, dilerse memurlarının diğer vatandaşların sahip olduğu haklardan yararlanmasını sınırlayabilir. Ancak ABD Yüksek Mahkemesi, devlet memurlarının temel hak ve özgürlüklerinden mahrum bırakılmayacağı yönünde bir içtihat benimsemiştir. Anayasa işveren konumundaki devletin yetkilerini sınırlamak üzere var olduğundan, devlet memuru statüsü, hakların devlet tarafından sınırlanması için bir gerekçe olmak yerine memurun haklarının devlete karşı korunmasına dayanak teşkil etmektedir⁵⁰⁷. Devlet üniversitelerinde çalışanların hakları da, en az diğer devlet memurlarının hakları kadar korunacaktır⁵⁰⁸.

Türkiye'de anayasa düzeyinde bu tür bir "sadakat yükümlülüğü", genel olarak tüm memurları kapsayacak biçimde Anayasa'nın 129. maddesinin 1. fıkrasında yer almaktadır: "*Memurlar ve diğer kamu görevlileri Anayasa ve kanunlara sadık kalarak faaliyette bulunmakla yükümlüdürler*". Devlet üniversitelerinde çalışan

yargısının yorumladığı şekliyle bu yükümlülüğün mutlak yapıda olması dikkat çekicidir. Söz konusu yükümlülük, görevleri ve kıdemleri ne olursa olsun, tüm devlet memurlarına aynı şekilde uygulanmaktadır. Buna göre her devlet memuru, bir konu üzerinde kendi görüşleri ne olursa olsun, yetkili makamların Anayasa'ya karşıt olarak gördüğü her türlü örgüt ve harekete katılmaktan açıkça vazgeçmek zorundadır. Sadakat yükümlülüğü mesleki faaliyetler ile özel hayat arasında ayırım yapılmasına müsaade etmemektedir; bağlamı her ne olursa olsun, bu yükümlülük her daim yerine getirilmek zorundadır." (Vogt c. Allemaigne [GC], No. 17851/91, 26.09.1995, §59).

⁵⁰⁶ *Ibid.*, § 60-61.

⁵⁰⁷ Murphy, *op. cit.*, s. 461.

⁵⁰⁸ Frederick Schauer, "*Is There a Right to Academic Freedom?*", *University of Colorado Law Review*, Vol. 77, 2006, s. 910.

akademisyenler de “diğer kamu görevlileri” kapsamına girdiğinden⁵⁰⁹, bu hüküm akademik özgürlük bakımından önem kazanacaktır. Eğitim ve öğrenim hakkı ve ödevini düzenleyen 42. maddenin 4. fıkrası da benzer bir hüküm içermektedir: “Eğitim ve öğretim hürriyeti, Anayasaya sadakat borcunu ortadan kaldırmaz.” Böylesi bir hükmün anayasanın sosyal haklara ilişkin bölümünde düzenlenmiş olması dikkat çekicidir⁵¹⁰. 1961 Anayasası m. 21/2’de eğitim ve öğretim özgürlüğü, kişinin hakları ve ödevleri arasında, bilim ve sanat hürriyeti başlığı altında düzenlenmişti ve buna benzer bir kayıt içermemekteydi. 1982 Anayasası’nda eğitim ve öğrenim, sosyal bir hak olarak düzenlenmiştir ve konunun özgürlük boyutuna da bilim ve sanat özgürlüğünü garanti altına alan 27. maddede değil, 42. maddede yer verilmiştir. Anayasa’ya sadakat yükümlülüğü, ceza hukukunda düşünce suçları olarak tezahür etmiştir. Türkiye’nin kanayan yarası olan düşünce suçlarına bakıldığında, bunların birçoğunun akademik çalışma alanlarını da kapsadığını ve akademisyenlerin Anayasa ile kurulmuş olan düzene ters düşecek konularda görüş beyan etmesini engelleyici nitelikte olduğunu görürüz⁵¹¹. Yapılan soruşturma ve kovuşturmaların takipsizlik veya beraat ile sonuçlanması da ifade özgürlüğü bakımından var olan durumu değiştirmeyecektir; zira herhangi bir ceza soruşturmasına uğramış olmak bile, ifade özgürlüğünü kullanmanın nasıl bir risk ve cesaret işi olduğunu göstermektedir⁵¹². 5237 sayılı Türk Ceza Kanunu’nun “Türk Milletini, Türkiye Cumhuriyeti Devletini, Devletin kurum ve organlarını aşağılama” başlıklı 301. maddesi⁵¹³, bu anlamda en fazla sorun teşkil eden hükümlerden biri olmuştur.

Bilimsel nitelikteki çalışmaları da olumsuz etkileyen düşünce suçları bakımından ilgi çekici bir örnek, *Kaboğlu-Oran* davasıdır. 2001 yılında Başbakanlık’a bağlı olarak çalışacak İnsan Hakları Danışma Kurulu kurulmuştur.

⁵⁰⁹ Giritli/Bilgen/Akgüner/Berk, **op. cit.**, s. 679.

⁵¹⁰ Anayasa m. 27’de yer alan “öğretme” ile Anayasa m. 42’de yer alan “öğretim” teriminin aynı olduğu ve anayasaya sadakat borcunun bilim özgürlüğü bakımından da geçerli olacağı yönünde bkz. Atalay, *Bilim Özgürlüğü*, s. 37-38.

⁵¹¹ 765 sayılı mülga Türk Ceza Kanunu döneminden örnekler için bkz. Tanör, *Türkiye’nin İnsan Hakları Sorunu*, s. 63-76.

⁵¹² **Ibid.**, s. 67.

⁵¹³ Söz konusu maddenin başlığı, “Türklüğü, Cumhuriyeti, Devletin kurum ve organlarını aşağılama” şeklindeyken 30.04.2008 tarihli ve 5759 sayılı Türk Ceza Kanununda Değişiklik Yapılmasına Dair Kanun ile (RG. 08.05.2008 - 26870) ile hükmün başlığı ve içeriği değiştirilmiştir. Yapılan kavramsal değişikliklerin yanı sıra bu suç hakkında soruşturma yapılabilmesi Adalet Bakanının iznine bağlanmıştır.

Kurul'da azınlık hakları ile ilgili çalışmak üzere kurulan ve Baskın Oran'ın başkanlığını yaptığı alt komisyon, 2004'te bir "Azınlık Hakları ve Kültürel Haklar Çalışma Grubu Raporu"⁵¹⁴ hazırlamış; bu rapor İbrahim Özden Kaboğlu'nun o dönem başkanlığını yaptığı Kurul tarafından görüşülmüş, onaylanmış ve Başbakanlık'a sunulmuştur. Raporda Türkiye'de "azınlık" kavramının çok sınırlı bir çerçevede ele alması, bu sınırlı çerçeve içinde dahi azınlıklara tanınması gereken tüm hakların tanınmaması, ayrımcılık yapan mevzuat ve yargı uygulaması eleştirilmiştir. Raporun sonunda da Türkiye'de üst kimlik olarak "Türk" kavramının değil, ırksal çağrışımı bulunmayan "Türkiyeli" kavramının kullanılması önerilmiştir. Raporda ileri sürülen bu görüşlere istinaden Kaboğlu ve Oran'a karşı devletin yargı organlarını aşağılamak (TCK m. 301) ve halkı kin ve düşmanlığa tahrik etmekten (TCK m. 216) dava açılmıştır. Devletin yargı organlarını aşağılamak suçu bakımından kovuşturma şartının yerine gelmemesi nedeniyle dava, halkı kin ve düşmanlığa tahrik etme suçu üzerinden yürümüştür. İlk derece mahkemesi profesörlerin beraatine karar vermesine rağmen Yargıtay, raporun eleştiri ve düşünce özgürlüğü sınırlarını aşarak toplumsal tehlike boyutuna ulaştığı gerekçesiyle kararı bozmuştur⁵¹⁵. Yargıtay cumhuriyet başsavcısının itirazı üzerine dava, Ceza Genel Kurulu önüne gelmiştir. Ceza Genel Kurulu, olayı Anayasa m. 26'da düzenlenen düşünceyi açıklama özgürlüğü üzerinden değerlendirerek çözmüştür. Profesörler savunmalarında raporun bilimsel niteliğine dikkat çekmiştir; Ceza Genel Kurulu da "sanıkların bilim adamı ve akademisyen kimlikleri gözetilerek ve insan hakları konusunda yaptıkları geçmiş çalışmaları nedeniyle Kurulda görevlendirildikleri açıktır. Bu nedenle hazırlanan raporun, sanıkların akademisyen kimlikleri nazara alındığında bilimsel içerik taşıdığı kuşkudan uzaktır" demek suretiyle bu savunmayı dikkate almıştır. Netice olarak bilimsel şekilde oluşturulan raporun, TCK m. 216'daki suçun oluşması için aranan açık ve yakın tehlikeyi oluşturacak nitelikte

⁵¹⁴ Başbakanlık İnsan Hakları Danışma Kurulu, **Azınlık Hakları ve Kültürel Haklar Çalışma Grubu Raporu**, baskinoran.com/belge/IHDKAzinliklarRaporu-MakamaTakdim_Ekim2004_.pdf, Erişim tarihi: 17.10.2014.

⁵¹⁵ Bu kararda Hakim Hamdi Yaver Aktan tarafından kaleme alınan karşı oy yazısı, olayı bilim özgürlüğü bakımından değerlendirmesi açısından önemlidir: "...bilim adamları, bilim yapar ve üretirler. Bilimde özgürlük asıldır ve eleştiri esastır. Tersine bir düşünce bilimle bir araya gelemez; bilimle birlikte düşünülemez, Bilim adamları, bilimsel-akademik birikimlerini, ulaştıkları sonuçları her zaman ve her yerde açıklayabilirler; bu da bilim adamlığı dürüstlüğüne ve zorunluluğunun gereğidir. Bilim dünyasına karşı, tarihe karşı sorumlu olmak gibi etik değerleri taşımaları nedeniyle bilim üretenlerin düşünce özgürlüğünden en geniş ölçüde yararlanmaları gerekmektedir." (Yargıtay 8. CD, E. 2007/5522, K. 2007/5583, Kt. 12.07.2007, Hamdi Yaver Aktan, "İfade Özgürlüğüne Bir Katkı (-Kaboğlu/Oran Kararı-)", Prof. Dr. Yılmaz Aliefendioğlu'na Armağan, Ankara: Yetkin, 2009, s. 508.)

olmaması nedeniyle beraat hükmünün onanmasına karar vermiştir⁵¹⁶. Söz konusu dava, düşünce özgürlüğüne olduğu kadar bilim özgürlüğü ve akademik özgürlüğe de bir saldırı niteliğindedir⁵¹⁷. Yargıtay, sanıkların akademik kimlikleriyle söz konusu raporu hazırladığını da göz önüne almasına rağmen, fikrimizce olayda akademik özgürlüğe yeterince ağırlık vermemiştir. Bir siyaset bilimi profesörünün azınlıklar ile ilgili araştırma yaparak bir rapor hazırlaması ve bir hukukçunun bu raporu onaylaması, tamamen ilgililerin uzmanlık alanları dahilinde bir eylem olup üniversite içi, bilimsel ifade sayılmalıdır. Raporun resmi olarak Başbakanlık tarafından istenmesi de durumu değiştirmemelidir.

TCK 301'in ifade özgürlüğüne, özellikle de akademisyenlerin ifade özgürlüğü üzerindeki olumsuz etkisine AİHM de dikkat çekmiştir. Ağırlıklı olarak Ermeni olayları üzerine çalışmalarını yürüten bir profesör hakkında olan *Altuğ Taner Akçam* davasında başvurucu, akademik çalışmaları nedeniyle sürekli TCK 301 bakımından ceza takibine uğrama riski altında bulunduğunu ileri sürmüştür. Mahkeme kararında başvurucunun tarihçi kişiliğini de göz önüne alarak, onun söz konusu maddeden olumsuz etkilenme riski yüksek gruplardan birine mensup olduğu, hakkında açılmış bir kovuşturma olmasa dahi hakkındaki karalama kampanyaları ve takibata uğrama riski nedeniyle akademik çalışmalarını yayımlamayı durdurduğunu tespit etmiştir⁵¹⁸. Başvurucuyu ifade özgürlüğünü kullanma konusunda böylesine güç duruma düşüren TCK 301, içerik itibariyle fazla geniş, bulanık ve öngörülemez bulunmuş ve bu düzenlemenin AİHS manasında kanun sıfatını taşımadığından bahisle ifade özgürlüğünün ihlaline karar verilmiştir⁵¹⁹. Genel olarak ifade özgürlüğünün kullanımı açısından da sorunlu olan böylesi bir düzenlemenin, özel olarak akademisyenler üzerindeki olumsuz etkisi de böylece ortaya konmuştur.

Fransa'da da kamu görevlisi sayılan kişiler, bu sıfatı taşımanın gereği olarak tarafsız olma ve çekinceli davranma yükümlülüğü altındadır; ancak akademisyenler

⁵¹⁶ Yargıtay Ceza Genel Kurulu, E. 2007/8-244, E. 2008/92, Kt. 29.04.2008, (*kazanci.com*).

⁵¹⁷ İbrahim Özden Kaboğlu, "Le Conseil des droits de l'Homme devant le Tribunal pénal – Cas de la Turquie", **RSC**, No. 3, 2006, s. 534.

⁵¹⁸ Altuğ Taner Akçam v. Turkey, No. 27520/07, 25.10.2011, § 71, 75. AİHM, başvurucunun mağdur sıfatını belirlerken bu gerekçelere başvurmuştur.

⁵¹⁹ **Ibid.**, § 93-96.

bu özel rejimin istisnasını teşkil ederler. Akademisyenler, geleneksel olarak diğer kamu görevlilerine kıyasla daha geniş bir ifade özgürlüğünden faydalanmaktadırlar⁵²⁰. Fransız Eğitim Kanunu, akademisyenlerin ifade özgürlüğünü açıkça düzenlemiş ve bunların eğitim işlevlerini ve araştırma faaliyetlerini yerine getirirken tam bir bağımsızlık içinde hareket edeceklerini ve tam bir ifade özgürlüğüne sahip olacaklarını hüküm altına almıştır. Bu özgürlüklerin tek sınırı, hoşgörü ve nesnellik ilkeleridir⁵²¹. İfade özgürlüğünün akademik özgürlük ile sıkı ilişkisi, Fransız Anayasa Konseyi'nin konuyla ilgili kararlarında kullanmayı tercih ettiği terimlerle de kendini gösterir. Konsey, konuyla ilgili vermiş olduğu ilk kararında öğretim ve araştırma işlevinin yerine getirilmesinin, doğrudan hizmetin gereği olarak, ilgili personelin ifade özgürlüğünün garanti altına alınmasına “izin vermekle” kalmayıp, bunu “gerekli” kıldığını belirtmiştir⁵²². Anayasa Konseyi sonraki bir kararında daha da ileri giderek, tabiatları gereği öğretim ve araştırma faaliyetlerinin, ilgililerin ifade özgürlüğünün garanti altına alınmasını “zorunlu” kıldığını ifade etmiştir⁵²³.

Akademisyenlere ifade özgürlüğünün kullanımı bakımından daha ayrıcalıklı bir konum tanınmış olmasına rağmen, bir akademisyen bir suç işlediğinde veya akademik etik kurallarına aykırı davranışlarda bulunduğu anda, ifade özgürlüğünün koruması bu noktada sona erecek, herkese uygulanan ceza hukuku ona da uygulanacaktır⁵²⁴. Daha önce araştırma özgürlüğü bağlamında yer verdiğimiz soykırım inkar kanunları ile halkı kin ve düşmanlığa tahrik eden söylemler, bunun somut bir örneğini oluşturmaktadır. Hatta TCK m. 112'de düzenlenen eğitim ve

⁵²⁰ Moniolle, **op. cit.**, s. 231-232. Yine de Fransa'da Yükseköğretimden Sorumlu Bakan'ın, “hizmetin gerekleri” nedeniyle öğretim görevlilerini geçici olarak çalıştıkları kurumdan uzaklaştırma yetkisine sahip olması (Code de l'éducation, L. 951-4), bunların tamamen kamu personeli rejiminin de dışına çıkarılmadığını göstermektedir. Fransız Danıştay'ının bir kararına konu olan bir olayda, üyesi olduğu siyasi partinin faaliyeti kapsamında Yahudi Soykırımını inkar eden ifadeler kullanan ve öğrenciler arasında olayların çıkmasına neden olan bir profesör üzerinde bu yetkinin kullanılması haklı görülmüştür (bkz. Conseil d'État, No. 279189, 26 octobre 2005, *M. Gollnisch*, **AJDA**, No. 9, 2006, s. 506).

⁵²¹ Code de l'éducation, art. L952-2, (*legifrance.gouv.fr*). Bu ilke Fransa'da yükseköğretimi düzenleyen önceki kanunlarda da (Loi n°68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur art. 34 ve Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur art. 57) aynen bulunmaktadır.

⁵²² Conseil constitutionnel, Décision n° 83-165 DC du 20 janvier 1984, §19 (*conseil-constitutionnel.fr*).

⁵²³ Conseil constitutionnel, Décision n° 93-322 DC du 28 juillet 1993, §7 (*conseil-constitutionnel.fr*). Bu ifade farklılığına *Kuri/Marguénaud* dikkat çekmektedir (bkz. *Kuri/Marguénaud*, **op. cit.**, s. 2921).

⁵²⁴ Beaud, *Les libertés universitaires (I)*, s. 188.

öğretim hakkının engellenmesi gibi, özellikle akademisyenlerle öğrencileri karşı karşıya getirebilecek suç tipleri de mevcuttur⁵²⁵. Ancak sıradan vatandaşlar için suç sayılan bazı eylemler, bilimsel çalışmalar söz konusu olduğunda bu niteliklerini kaybetmektedir. Örneğin 5237 sayılı Türk Ceza Kanunu'nun “müstehcenlik” suçunu düzenleyen 226. maddesinin 7. fıkrası, açıkça bilimsel eserleri suçun kapsamının dışına çıkarmıştır⁵²⁶. Müstehcen bir filmi kamuya gösteren kişilerin cezalandırılması kabul edilebilse de, söz gelimi kitle iletişim araçlarının düzenlenmesi konusunda ders veren bir akademisyenin aynı filmi derste müstehcenliğe örnek teşkil etmesi bakımından göstermek konusunda akademik özgürlüğü vardır⁵²⁷. 765 sayılı Türk Ceza Kanunu'nun sosyal bir sınıfın diğer sosyal sınıflar üzerinde tahakkümünü tesise veya ülkedeki düzeni yıkmaya yönelik propagandada bulunmayı suç haline getiren 142. maddesinin uygulamasında dahi, kanunda açıkça bu yönde bir belirleme olmamasına rağmen, AYM kararları ile bilimsel eserlerin propaganda sayılmayacağına karar verilmiştir⁵²⁸. Böylece AYM, düşünce özgürlüğünün

⁵²⁵ Söz konusu hüküm, Profesör Pekünlü vakası ile gündeme gelmiştir. Astronomi profesörü olan Pekünlü, başörtülü öğrencileri derse almadığı gerekçesiyle bu suçtan dolayı mahkum edilmiştir (Yargıtay 4. CD, E. 2013/835, K. 2013/17101, Kt. 3.6.2013 (*kazanci.com*)). Pekünlü'nün mahkumiyeti, kamuoyunda akademik özgürlük tartışmalarını da alevlendirmiştir. Yerel mahkemenin gerekçesinde AYM'nin daha önce konu ile ilgili olarak vermiş olduğu iptal ve yorumlu ret kararlarını etkisiz kabul ederek mahkumiyet hükmü kurması, anayasa hukuku ve ceza hukuku bakımından pek çok tartışmaya yol açacak niteliktedir. Pekünlü'nün AYM'ye yaptığı bireysel başvuru, şikayetlerinin esasen yargılamanın sonucuna ilişkin ve kanun yolu şikayeti niteliğinde olduğu gerekçesiyle açıkça dayanaktan yoksun bulunarak reddedilmiştir (Esat Rennan Pekünlü başvurusu, BN. 2013/6401, Kt. 23.1.2014). AİHM'ye yapılan başvuruda da Pekünlü, diğer şikayetlerinin yanı sıra, mahkumiyetinin akademik araştırma yapma özgürlüğünü ihlal ettiğini, ceza kovuşturması nedeniyle akademik çalışmalarını terk etmek zorunda kaldığından AİHS m. 8'in ihlal edildiğini de ileri sürmüştür (Pekünlü c. Turquie, No. 25832/14, Communiqué le 27 mai 2015). AİHM'nin bu iddiayı değerlendirmesinin, akademik özgürlük içtihadını zenginleştireceği kanaatindeyiz.

⁵²⁶ TCK m. 226/7: “*Bu madde hükümleri, bilimsel eserlerle; üçüncü fıkra hariç olmak ve çocuklara ulaşması engellenmek koşuluyla, sanatsal ve edebi değeri olan eserler hakkında uygulanmaz.*”. Bu ilke hukukumuzda, 765 sayılı mülga Türk Ceza Kanunu'nun müstehcenlik suçunu düzenleyen 426. maddesine, 30.07.2003 tarihli ve 4963 sayılı Kanun ile “*Bilim ve sanat eserleri ile edebi değere sahip olan eserler bu madde kapsamı dışındadır.*” hükmünün eklenmesiyle girmiştir. Yeni ceza kanununda sanat eserleri bakımından müstehcen ürünlerin üretiminde çocukların kullanılmaması ve bu ürünlerin çocuklara ulaştırılmaması kayıtları konmuşken bilimsel eserler bakımından hiçbir kayıt getirilmediği göze çarpmaktadır. Bilimsel eserlerin müstehcen sayılmaması ve ifade özgürlüğü bağlamında korunması gerektiği, ABD Yüksek Mahkemesi tarafından da kabul edilmiştir (bkz. Miller v. California, 413 U.S. 15 (1973), s. 34, *law.cornell.edu*, Erişim tarihi: 20.11.2014).

⁵²⁷ Rabban, **op. cit.**, s. 242.

⁵²⁸ “*Görüldüğü gibi sözü geçen madde hükümleri, bu konulardaki bilimsel inceleme ve araştırmaları yasaklamış değildir. Propaganda sınırına girmek şartıyla her çeşit toplumcu bilim ve bu açıdan anarşizm ve komünizm üzerinde öğrenme, öğretme, açıklama, yayma ve araştırma yapılması, bu maddelerdeki yasakların kapsamına girmez. Şüphesiz bilimlerin kendilerine özgü ve bilimsel nitelikte öğrenme, öğretme, inceleme ve araştırma metodları vardır. Bunlara uyulmak, yani bilimsel nitelikleri korunmak ve 21 inci maddede öngörülen kayıtlar gözönünde tutulmak şartıyla bilim ve sanat çalışmaları serbesttir. İptali istenen 142 nci maddenin 1 numaralı bendi ise, bu nitelikteki bilimsel eylemleri değil, propaganda niteliğindeki eylemleri yasaklamıştır.*” (AYM, E.1963/173, K. 1965/40, Kt. 26.9.1965); “*(...) her tür düşünce açıklamasını propaganda saymaya olanak yoktur. Kuşkusuz, propaganda da, bir açıklama vardır; fakat bu, sözelimi başka kişilerde bir bilgi yaratmaya veya bir*

sınırlılığını, bilim özgürlüğünün ise sınırsızlığını kabul etmiş görünmektedir; ancak bu belirleme dahi bilimi düşünce suçlarından korumaya yetmemiştir⁵²⁹.

Ceza hukukunun yanında, disiplin hukuku da akademisyenlerin ifade özgürlüklerini kullanmalarına engel olabilmektedir. Bu konuda Türkiye, son derece çarpıcı bir örnek sunmaktadır: Yükseköğretim Kurumları Yönetici, Öğretim Elemanı ve Memurları Disiplin Yönetmeliği m. 6/ö⁵³⁰. Buna göre “*bilimsel tartışma ve açıklamalar dışında, yetkili olmadığı halde basına, haber ajanslarına veya radyo ve televizyon kurumlarına resmi konularda bilgi veya demeç vermek*”, kınama cezasıyla cezalandırılan bir disiplin suçu haline getirilmiştir. Akademisyenlerin eleştiri özgürlüklerini kullanmalarının karşısında açılan tazminat davaları, endişe verici bir hal almıştır. Bilhassa son yıllarda akademisyenlerin sık sık uzman olarak basın aracılığıyla görüşlerinin alınıyor olması, baskı grupları ve siyasiler tarafından onları yıldırım için açılan davaların artmasına sebep olmuştur⁵³¹. Söz konusu yönetmelikteki hüküm ve benzerleri de akademisyenler üzerindeki bu baskıya bir de disiplin yaptırımı tehdidini eklemektedir ve akademisyenlerin kendi alanları dışında herhangi bir konuda konuşmasını engelleyici niteliktedir. Yasağın sadece “resmi konular” ile sınırlı olduğu savunulabilse de, bu tür bir hükmün yaratacağı caydırıcı etki göz ardı edilemez. YÖK, bu tür endişelere karşı yaptığı basın açıklamasında, ilgili hükmün 675 sayılı Devlet Memurları Kanunu ile uyumluluğu sağlamayı hedeflediğini belirtmiş; “*akademik ve bilimsel araştırma veya tartışmaların*

duyguyu harekete geçirmeye yönelik bilimsel ve öğretici nitelikte salt ve soyut bir düşünce açıklaması değildir. Böyle olunca, bilim ve san'ata ilişkin inceleme ve araştırmaların, itiraz konusu hükümlerin kapsamı dışında kalması doğal sayılmalıdır. Türk Ceza Yasasının, 142. maddesinin birinci fıkrasıyla yasaklanan, örneğin Anayasanın 21. maddesindeki anlamda salt düşünce açıklaması olmayıp, onun bu sınırı aşarak propagandaya dönüşen türüdür.” (AYM, E. 1979/31, K. 1980/59, Kt. 27.11.1980).

⁵²⁹ Tanör, *Türkiye’de Demokratikleşme Perspektifleri*, s. 117.

⁵³⁰ Daha önce Yönetmelik’in 9/g hükmünde yer alan (RG. 21.08.1982 - 17789) ve kademe ilerlemesinin durdurulması ile cezalandırılan bu eylem, sonradan kınama cezasını düzenleyen maddeye eklenmiştir (RG. 29.01.2014 - 28897). 1945’te de üniversite profesörlerinin ve öğretmenlerin siyasi yazı yazamayacaklarına ilişkin bir Milli Eğitim Bakanlığı Genelgesi yayımlanmış, buna aykırı davrandığı düşünülen kişiler bakanlık emrine alınmıştır (bkz. Çetkin, **op. cit.**, s. 32). 1997’de dönemin başbakanı Mesut Yılmaz, YÖK’e tüm kamu görevlilerinin “*kanun, kararname ve özel kanunlarla yetkili kılınmadıkları sürece, hükümetin siyasi, ekonomik ve sosyal politikalarına yönelik kararları hakkında açıklama yapmaması ve basın ve yayın organlarına görüş bildirmemelerine*” yönelik bir genelge yollamıştır (Başbakanlık Personel ve Prensipler Genel Müdürlüğü, Genelge 1997/59, 25.09.1997, basbakanlik.gov.tr). YÖK bu genelgeyi alarak tüm üniversitelere iletmıştır (bkz. Hatipoğlu, **op. cit.**, s. 212). Yönetmelik’teki 6/ö hükmü ile aynı ruhun yaşatıldığı söylenebilir.

⁵³¹ Beaud, *Les libertés universitaires à l’abandon?*, s. 95-101. Yazar, “Strategic Lawsuit Against Public Participation (SLAPP)” (katılımcılık karşıtı stratejik davalar) olarak nitelenen, gündemdeki konular hakkında eleştirilerini dile getiren kişileri caydırmaya yönelik davaları engellemek adına yasal düzenleme yapılmasını önermektedir.

yasaklanması ya da öğretim elemanlarının güncel konulara ilişkin medyadaki tartışmalara katılmasının yasaklanması değil, yetkili olmadığı halde ilgili üniversite adına o üniversiteyle ilgili resmi konulara ilişkin beyan ve demeç vermeyi engelleme amacı” taşıdığını ifade etmiştir⁵³². Ancak bu hükmün kötü niyetli uygulamalara açık olduğu, basında da geniş yer bulan Hayrettin Ökçesiz vakasında görülmüştür.

2014 cumhurbaşkanlığı seçimlerini kazanmasına rağmen AKP genel başkanlığından istifa etmeyen Erdoğan hakkında savcılığa suç duyurusunda bulunan Profesör Ökçesiz’e, söz konusu Yönetmelik hükmüne dayanılarak kınama cezası verilmiştir⁵³³. Ökçesiz’in söz konusu suç duyurusunun çalıştığı kurumla ilgili resmi bir konu olmadığı açık olduğu gibi, suç duyurusunu da kendi adına yaptığı anlaşılmaktadır. YÖK’ün sınırlayıcı yorum temennisine rağmen, üniversitenin bir hukuk hocasının hukuksuz gördüğü bir duruma, yine hukuk çerçevesinde tepkisini göstermesine tahammül edemediği ortaya çıkmaktadır. Bu ve buna benzer olaylar, akademik özgürlükler bakımından son derece endişe vericidir.

Akademisyenlerin ifade özgürlüğünün kullanımı bakımından bu ayrıcalıklı konumunu, basıninkine benzetmek mümkündür. ABD Yüksek Mahkemesi, basın özgürlüğü ile ilgili bir kararında basının yerine getirdiği bilgilendirme işlevini akademik araştırmacıların da yerine getirdiğini belirterek, basın özgürlüğü ile akademisyenlerin ifade özgürlüğü arasında bir paralellik kurmuştur⁵³⁴. AIHM de

⁵³² **YÖK’ten 'yasak' açıklaması**, *ntvmsnbc.com.tr*, 31 Ocak 2014, Erişim tarihi: 14.06.2015. YÖK’ün bahsettiği Devlet Memurları Kanunu’nda kınama suçunu düzenleyen maddede bulunan hüküm (m. 125/B/m: “Yetkili olmadığı halde basına, haber ajanslarına veya radyo ve televizyon kurumlarına bilgi veya demeç vermek.”), sonradan eklenmiştir (17.9.2004 tarih ve 5234 sayılı Kanun, m. 1 (RG. 21.09.2004 – 25590)).

⁵³³ **Erdoğan'a suç duyurusu yapan hukuk profesörüne üniversiteden soruşturma!**, 3 Eylül 2014, *t24.com.tr/haber/erdogana-suc-duyurusu-yapan-hukuk-profesorune-universiteden-sorusturma,269617*, Erişim tarihi: 11.10.2014; **O profesöre kınama**, 25 Eylül 2014, *dha.com.tr/o-profesore-kinama_765375.html*, Erişim tarihi: 11.10.2014. Hemen ardından üç gün üst üste işe gelmediği gerekçesiyle Ökçesiz’in iş sözleşmesi feshedilmiştir (**Görevine son verilen Prof. Ökçesiz: Akademide ağalar ve marabalar var**, 22 Ekim 2014, *diken.com.tr/akademide-universite-agalari-ve-marabalar-var*, Erişim tarihi: 05.07.2015). Ökçesiz’in beyanları nedeniyle itibarının zedelendiğini ileri süren üniversitenin açtığı manevi tazminat davası, ilk derece mahkemesince reddedilmiştir (**Dava esastan reddedildi**, 19 Mart 2015, *ulusalkanal.com.tr/gundem/dava-esastan-reddedildi-h53612.html*, Erişim tarihi: 05.07.2015).

⁵³⁴ *Branzburg v. Hayes*, 408 U.S. 665 (1972), *law.cornell.edu*, s. 705, Erişim tarihi: 23.04.2015. *Barendt*, açıkça Birinci Değişiklik’in metni ile bir kurum olarak basını koruduğu, akademik özgürlüğü de aynı şekilde anayasal güvenceye kavuşturmak için ABD sisteminde yeterli anayasal dayanağın olmadığını savunmaktadır (bkz. *Barendt, Academic Freedom and the Law*, s. 184).

aynı paralelliğe, basın mensuplarının AİHS m. 10 uyarınca ifade özgürlüklerini kullanırken sahip olduğu ödev ve yükümlülüklerin, aynı şekilde akademik araştırmacılara da uygulanacağını belirtmek için dayanmıştır⁵³⁵. AİHM, basın özgürlüğü ile akademik özgürlüğün kesiştiği bir davada ise, olayı basın özgürlüğü çerçevesinde çözmeyi tercih etmiştir. Mafya ile yargı arasındaki ilişkileri inceleyen bir yazı yazıp bunu bir gazetede yayımlayan ve bir üniversitede siyaset bilimi alanında araştırmacı olan başvurucunun durumu, kişi mutad olarak gazetecilik yapmamasına rağmen, bir gazetecinin durumu ile bir tutulmuştur⁵³⁶. Davaya konu olan yazı, başvurucunun akademik çalışma alanı ile ilgilidir, ancak AİHM, akademik ifade özgürlüğü ile kurulabilecek bağı basın özgürlüğünü kullanarak kesmiştir. Akademisyenlere de basın kadar geniş bir ifade özgürlüğü tanınması olumlu olarak görülebilse de, akademisyenlerin çalışmalarının belli bir bilgi birikimi ve uzmanlığa dayanıyor olması, bu cihetle de basının yerine getirdiği işlevden farklı bir işlev yerine getirmesi nedeniyle *Riolo* davasına benzer durumlarda bir ayırım yapılması ve olayın akademik özgürlük ışığı altında çözümlenmesi savunulabilir⁵³⁷. Akademisyenlerin ifade özgürlüğünün en az basın kadar geniş olmasına katılmakla birlikte, akademik ifadelerin basınıkinden ayrı bir korumaya tabi tutulması görüşüne katılmaktayız.

II- Kurumsal Akademik Özgürlük

Üniversite özerkliğine karşılık gelen kurumsal akademik özgürlük, genel olarak akademik özgürlüğün hayata geçirilebilmesi için gereklidir, ancak yeterli değildir. Öyle ki özerk üniversitelerin akademisyenlerin akademik özgürlüklerini ihlal etme ihtimali her zaman vardır⁵³⁸. Örneğin ABD’de uzun bir zaman boyunca

⁵³⁵ Lunde v. Norway (dec.), No. 38318/97, 13.02.2001.

⁵³⁶ Riolo c. Italie, No. 42211/07, 17.07.2008, § 63. Benzer yönde bkz. Karsai v. Hungary, No. 5380/07, 01.12.2009. Başvurucu, özellikle İkinci Dünya Savaşı alanında çalışan bir tarih profesörüdür. Nazilerle işbirliği yapmış eski Macar başbakanının heykelinin dikilmesi konusundaki tartışmalar çerçevesinde, başbakanın icraatlerini çarpıtan sağ kanat yazarlarını eleştirdiği bir yazı yazmış ve bu nedenle ilgililere tazminat ödemesine karar verilmiştir. AİHM, olayın kamuoyunu yakinen ilgilendirdiğinin ve bu gibi bir konuda bir tarihçinin değerlendirmelerinin basın ile aynı derecede korumaya mazhar olduğunun altını çizmiştir (§ 35). Başvurucunun bir de düzeltme yayımlamaya mahkum edilmesinin de, “bir tarihçi olarak inanılabilirliğini etkileyeceği” için, onun üzerinde caydırıcı etkiye sahip olacağını da belirtmiştir (§ 36).

⁵³⁷ Hänni, *op. cit.*, s. 17-18.

⁵³⁸ Karran, *Academic Freedom in Europe: Reviewing UNESCO’s Recommendation*, s. 198.

akademik özgürlüğün bireysel ve kurumsal yönleri birbirini tamamlıyor gibi görülmüştür; ancak öğretim görevlilerinin üniversite yönetimleri aleyhine açtıkları davalarda akademik özgürlüğün bu iki yönünün birbiriyle çatışma halinde olabileceği ortaya çıkmıştır.⁵³⁹ . Yine de kurumsal akademik özgürlük, bireysel akademik özgürlüğün varlığı için bir *sine qua non* şarttır; öyle ki kurumsal akademik özgürlüğün sağladığı teminatlar olmadan bireysel akademik özgürlüğün getirdiği haklar da kullanılamayacaktır⁵⁴⁰.

Bu kısımda öncelikle “özerklik” kavramından ne anlaşılması gerektiğini ortaya koyduktan sonra, Türk anayasa hukukunda özerklik kavramının gerçideği evrimi ele alacağız.

A- Kurumsal Akademik Özgürlüğün Temeli Olarak “Özerklik” Kavramı

Sözlük anlamıyla özerklik, “ayrı bir yasaya bağlı olarak kendi kendini yönetme yetkisi”dir⁵⁴¹ . Özerklik kavramı Avrupa dillerine Yunanca’dan geçmiştir: *αὐτονομία [autonomía]*, kendini kendi kurallarıyla yönetme hakkı anlamına gelmektedir⁵⁴² . Üniversitelerin özerk olması halinde, üniversiteler de kendi kendilerini yönetecek, ““erk’lerini kendi ‘öz’lerinden alacaklardır”⁵⁴³ . Hukuki alanda da özerklik, bu tanımları yansıtmaktadır. Kamu hukukunda özerklik, bir kurumun kendi iç yaşamını hukuk kuralları koymak suretiyle bağımsızca düzenleyebilme yetkisi olarak tanımlanmıştır⁵⁴⁴ . Özerklik, icrai kararlar alıp bunları uygulama gücünü haiz olan hukuksal varlıkları tanımlamak için kullanılan bir terimdir⁵⁴⁵ . Bir kamu kurumunun kendine has karar alma organlarına, ayrı bir malvarlığına, bütçeye

⁵³⁹ Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 177.

⁵⁴⁰ Vrieling/Lemmens/Parmentier/The LERU Working Group on Human Rights, **op. cit.**, s. 133; YÖK, *Türkiye’nin Yükseköğretim Stratejisi*, s. 19. *Kant* da üniversite özerkliğini akademisyenlerin özgürlüğü bağlamında savunmuş ve bunun modern özerklik anlayışı olduğunu ileri sürmüştür (bkz. Timur, **op. cit.**, s. 71).

⁵⁴¹ **TDK Güncel Türkçe Sözlük**, *tdk.gov.tr*, Erişim tarihi: 14.07.2015.

⁵⁴² **Trésor de la langue française**, Tome: 3, Paris: CNRS, 1974, s. 1001.

⁵⁴³ Soysal, *100 Soruda Anayasanın Anlamı*, s. 240.

⁵⁴⁴ Azrak, **op. cit.**, s. 24.

⁵⁴⁵ İl Han Özay, **Günüşğında Yönetim**, İstanbul: Filiz, 2004, s.181. Özerklik, “*kamu kurumlarının görevli oldukları hizmet alanında mevzuatla tanınan yetkileri yetkileri serbestçe kullanma*” olarak da tanımlanmıştır (bkz. Turan Yıldırım et al., **İdare Hukuku**, 4. Baskı, İstanbul: On İki Levha, 2012, s. 269).

ve personele sahip olması, onun özerk olduğunu gösterir⁵⁴⁶. Üniversite özerkliğinin amacı, yasama ve yürütmeye karşı araştırma özgürlüğünü güvence altına almak olarak belirtilmiştir⁵⁴⁷. AYM özerkliği “*belli sınırlar içerisinde serbestçe davranabilme*” olarak tanımlamakta, özerk kuruluşların, yasayla çizilen sınırlar içerisinde kalmak koşuluyla kendi davranışlarına egemen olacak kuralları kendisinin düzenlemesi gerektiğini belirtmektedir⁵⁴⁸.

Üniversite, bilimi ve her tür etkiden uzak biçimde gerçeği aramayı koruyan kurum olarak, kendi kendini yönetmek suretiyle, dışarıdan gelebilecek etkilerden korunmalıdır. Devleti yöneten hükümetlerin zaman zaman artan baskılarına ve kültürel yaşamı güdüm altına alma çabalarına karşılık, özerklik, üniversiteyi bu durumların yaratacağı sakıncalardan kurtaracaktır⁵⁴⁹. Ayrıca unutmamak gerekir ki özerklik, kendi başına bir amaç değil, bilimin özgürce gelişebilmesi için bir araçtır. Kurumsal akademik özgürlüğü simgeleyen özerklik, akademisyenlerin bireysel özgürlüğe sahip olabilmesi için gerekli bir şarttır; kurumsal özgürlük olmadan üniversiteden de söz edilemeyecektir⁵⁵⁰. Üniversitelerin özerk olması, bireysel anlamda akademik özgürlüğün de temin edilmiş olduğu anlamına gelmez. Üniversitelere özerk statü verilmesine rağmen akademik hak ihlalleri gerçekleşebilir ve akademik özgürlüğün bireysel boyutu ile kurumsal boyutu çatışma içine girebilir⁵⁵¹. Bu nedenle akademik özgürlük tartışmalarında üniversite özerkliğinin arka planda kaldığı olmuştur⁵⁵². Ne var ki özerk olmayan bir üniversite ortamında bireysel akademik özgürlüğün de yaşama alanı bulamayacağı açıktır.

⁵⁴⁶ Gözler, *İdare Hukuku*, s. 557.

⁵⁴⁷ Kaboğlu, *Özgürlükler Hukuku*, s. 256. Yazara göre özerkliğin bir yönü hizmetin örgütlenmesine ilişkin güvenceler, diğer yönü ise öğretim üyelerinin görevlerine ve kariyerlerine ilişkin güvencelerdir. Gözler ve Günday’a göre ise üniversite, bilimsel, teknik ve kültürel nitelikte bir kamu hizmeti yürüttüğü için özerk olarak düzenlenmiştir (bkz. Gözler, *İdare Hukuku*, s. 576; Metin Günday, **İdare Hukuku**, 7. Bası, Ankara: İmaj, 2003, s. 473)).

⁵⁴⁸ AYM, E. 1990/2, K. 1990/10, Kt. 30.5.1990.

⁵⁴⁹ Çeçen, **op. cit.**, s. 238.

⁵⁵⁰ Gaudemet, *L’indépendance des professeurs d’Université*, s. 102. Tarihi gelişimleri boyunca da üniversiteler, hep otoriteden bağımsız olmaya çalışmıştır. Buna özerkliğin bireysel akademik özgürlüğün korunması bakımından destekleyici rolü de eklenince, üniversite özerkliğinin gerekliliği ortaya çıkmaktadır (bkz. Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 64-68).

⁵⁵¹ Prüm/Ergeç, **op. cit.**, s. 12. Bu çatışmaların devlet üniversitelerinde akademisyen lehine, özel üniversitelerde kurum lehine sonuçlanmaya eğilimli olduğu belirtilmiştir.

⁵⁵² Beaud, *Les libertés universitaires (I)*, s. 177. Yazar, Fransa özelinde yükseköğretimin devlet çatısı altında merkezleşen bir kamu hizmeti şeklini almasının da bu durumun diğer nedeni olduğunu söylemektedir.

Üniversitelerin en başından beri devletten bağımsız olduğu ABD’de, 1978 tarihli *Regents of the University of California v. Bakke* kararına kadar akademik özgürlüğün kurumsal yönü üzerinde durulmamıştır⁵⁵³. Ancak Amerikan sisteminde bile üniversite özerkliğine devlet tarafından müdahaleler olabileceği görülmüştür. *Bakke* kararına⁵⁵⁴ konu olan olay, Kaliforniya Üniversitesi Tıp Fakültesi’nin öğrenci kabulünde “ekonomik ve eğitimsel bakımdan geri kalmış” gruplara ve azınlıklara (siyahiler, Asyalılar, Meksikalılar, Amerikan yerlileri gibi) mensup adayların ayrı bir usulle değerlendirilmesi ve genel kabul şartlarına tabi tutulmamasıdır. Allan Bakke, kendisinin beyaz bir Amerikan vatandaşı olarak ekonomik ve eğitimsel bakımdan geri kalmış gruptan sayılmayarak bu grup için gerekli görülen şartları taşımasına rağmen üniversiteye kabul edilmediğini, mevcut kabul usulünün ırk bazında ayrımcılık yaptığını, dolayısıyla On Dördüncü Değişiklik ile güvence altına alınan kanun önünde eşitlik ilkesinin ihlal edildiğini ileri sürmüştür. Yüksek Mahkeme, kararda daha çok ayrımcılık yasağı ile ilgili değerlendirmelerde bulunmasına karşılık, Üniversite’nin savunma olarak ileri sürdüğü “çoğulcu bir öğrenci profili yaratma” amacına cevaben, akademik özgürlüğe de değinmiştir. *Sweezy* kararında Yargıç Frankfurter’in karşı oy yazısına atıf yaparak söz konusu amacın anayasal korumaya layık, meşru bir amaç olduğunu; akademik özgürlük açıkça anayasada sayılan haklardan olmamasına rağmen, uzun süredir Birinci Değişiklik’in özellikle ilgilendiği bir konu olarak kabul edildiğini; üniversitelerin öğrencilerin seçimi de dahil olmak üzere eğitimle ilgili konularda kendileri karar vermekte özgür olduğunu belirtmiştir⁵⁵⁵.

Üniversite özerkliğine yapılacak herhangi bir müdahale, aynı zamanda bilim özgürlüğünü de zedeleyecektir, zira üniversite, bilim özgürlüğünün kurumsal garantisidir ve bilim özgürlüğünden tam olarak yararlanılabilmesi için devletin üniversite özerkliğini de sağlaması gerekmektedir⁵⁵⁶. Alman Anayasa Mahkemesi de

⁵⁵³ Rabban, **op. cit.**, s. 256.

⁵⁵⁴ *University of California Regents v. Bakke*, 438 U.S. 265 (1978), *findlaw.com*, Erişim tarihi: 04.04.2015.

⁵⁵⁵ **Ibid.**, s. 312. Özerkliğin idari yönü ile ilgili bu değerlendirmeleri yapmasına rağmen Yüksek Mahkeme, sonunda dava konusu düzenlemenin ırka dayalı ayrımcılık yapmak suretiyle özel kotalar oluşturulmasının, On Dördüncü Değişiklik’e aykırı olduğu sonucuna varmış ve *Bakke*’nin okula alınmasına karar vermiştir. Yüksek Mahkeme’nin akademik özgürlüğün kurumsal boyutuna bu kadar vurgu yaptıktan sonra üniversite özerkliğinin karşısında yer alan anayasal normların üniversitenin kararlarını ortadan kaldırmak için kullanılmış olması eleştirilmiştir (bkz. Rabban, **op. cit.**, s. 256).

⁵⁵⁶ Bingöl, *Üniversite Özerkliği*, s. 151, 411; Tanör/Yüzbaşıoğlu, **op. cit.**, s. 179.

ilkel *Hochschulurteil* kararında⁵⁵⁷ bilim özgürlüğünün çerçevesini çizerken, bu özgürlüğün bir ayağının devletin akademisyenin araştırmalarına ve öğretim özgürlüğüne karışmaması ve ona gerekli araçları sağlaması⁵⁵⁸, diğer ayağının da üniversitelerin araştırma ve öğretim özgürlüğünü güvence altına alacak şekilde örgütlenmesi olduğunu belirtmiştir. Bu ilkelerden hareket ederek, akademisyenlerin kendilerini ilgilendiren kararlar alan konseylerde çoğunlukla temsilini sağlamayan kanunun anayasaya aykırı olduğuna karar vermiştir.

Akademisyenin piyasadaki rekabetten bağımsız olmasını kamu hizmeti şeklinde örgütlenmiş, devlet eliyle yürütülen bir yükseköğretim modelinin sağlayacağı belirtilmiştir. Ancak yükseköğretimin klasik anlamda bir kamu hizmeti göbi yürütülmesi özgürlükleri felce uğratacağı gibi çağdaş gerekliliklere de cevap vermemektedir. Üniversitenin tek başına piyasa koşullarına terk edilmesi de düşünülmemeyeceğinden, devletin varlığı ile üniversitenin özerkliğinin uzlaştırılması gerekmektedir⁵⁵⁹. Üniversite özerkliği sayesinde üniversite devlete karşı korunurken, devlet de temel hak ve özgürlüklerin garantörü olarak bireysel akademik özgürlüklere kendi müdahale etmeyeceği gibi, özerk üniversitelerden gelebilecek müdahalelere karşı akademisyenleri korumalıdır.

1997 tarihli UNESCO Yükseköğretim Akademik Personelinin Statüsüne İlişkin Tavsiye Kararı'nda da üniversite özerkliğinin akademik özgürlüğün kurumsal yönü olduğunun altı çizilmiştir (m. 18). Karar'da özerklik, yükseköğretim kurumlarının akademik faaliyetleri, işleyiş kuralları, yönetimleri ve diğer bağlı

⁵⁵⁷ Michel Fromont, "R.F.A. : Les événements internationaux, législatifs et jurisprudentiels survenus en 1972 et 1973", **RDP**, Tome 91, No.1, 1975, s. 153-154; Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 134-136.

⁵⁵⁸ Akademisyenin sahip olduğu mali olanakların, bir mülkiyet hakkı meselesi olmaktan da öte, bilimsel faaliyetin gerçekleştirilmesi ile sahip oldukları sıkı bağ nedeniyle, bilim özgürlüğünün alanına girmesi söz konusu olacaktır (bkz. H. Burak Gemalmaz, **Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesinde Mülkiyet Hakkı**, İstanbul: Beta, 2009, s. 558, dn. 1768). Yazar, AİHM'nin bir kararında (Smokovitis and others v. Greece, No. 46356/99, 11.4.2002) sözleşmeli öğretim görevlilerine tanınan araştırma ödeneklerini kesip, yalnızca kadrolu öğretim görevlilerine bu ödeneği sağlayan bir kanun çıkarılmasının, salt mülkiyet hakkı bakımından değerlendirmesini eleştirmekte; bu tür bir müdahalenin ölçsüzlüğünü tespitinde bilim özgürlüğü ve AİHS m. 10'un da destek olarak kullanılabileceğini savunmaktadır.

⁵⁵⁹ Alain Renaut, "L'éducation est-elle une marchandise comme une autre?", **Pouvoirs**, No. 122, 2007, s. 131-133.

faaliyetleri hakkında etkili bir biçimde karar alabilmeleri için gerekli serbestliği⁵⁶⁰ şeklinde tanımlanmıştır. Bu serbestlik özellikle devlet tarafından sağlanan maddi kaynaklar üzerindeki kamusal denetim, akademik özgürlük ve kişinin haklarına uygun kullanılmalıdır (m. 19). Kendi kendini yönetme, ortak karar alma ve uygun bir akademik yönetim, yükseköğretim kurumlarının özerkliğinin temel unsurlarıdır (m. 21). 1988 tarihli Lima Bildirgesi de özerkliği yükseköğretim kurumlarının kendi iç yönetimi, mali durumu ve idaresi hakkında kararlar alma ve eğitim, araştırma, ek işleri ve diğer bağlantılı faaliyetleri ile ilgili politikalarını belirleme konusunda devletten ve toplumdaki diğer tüm güç odaklarından bağımsız olması şeklinde tanımlamıştır (m. 1/c)⁵⁶¹.

Üniversite özerkliğinin bir bütün olduğu, mali, idari ve bilimsel özerklik şeklinde üç ayrı özerklik alanı yaratılıp birbirinden ayrı olarak ele alınamayacağı, özerkliği öğelerine ayırmanın üniversite özerkliğinin doğasına aykırı biçimci bir anlayışla zarar vereceği öne sürülmüş olsa da⁵⁶²; yukarıdaki tanımlara da bakıldığında üniversite özerkliğinin mali, idari ve bilimsel olmak üzere üç yönü olduğundan söz edilebilir⁵⁶³. Mali özerklik, üniversitenin kendi maddi kaynaklarına sahip olması ve bunları dilediği gibi kullanması anlamına gelmektedir. Yükseköğretimin bir kamu hizmeti olarak görüldüğü ve devlet eliyle kurulan üniversiteler aracılığıyla gerçekleştirildiği sistemlerde mali özerkliğin varlığından söz etmek pek mümkün olmamaktadır⁵⁶⁴. Üniversitelerin mali açıdan devlete bağımlı kılınmasının, üniversitelerin devlete karşı bağımsızlıklarını ileri sürmelerini de

⁵⁶⁰ Metnin Fransızcası'nda özgürlük, serbestlik manasına gelen "latitude" kelimesi kullanılırken, İngilizcesi'nde "self-governance" ifadesi kullanılarak doğrudan kendi kendini yönetmeye işaret edilmiştir.

⁵⁶¹ Öğretide de birçok farklı özerklik tanımı yapılmıştır. Bunlar için bkz. Bingöl, *Üniversite Özerkliğinin Değişen Tanımı ve Üniversitelerin Yeniden Yapılandırılması*, s. 54-58.

⁵⁶² Azrak, **op. cit.**, s. 24; Bingöl, *Üniversite Özerkliği*, s. 157; Dölen, *Türkiye Üniversite Tarihi 5*, s. 261.

⁵⁶³ Fransız mevzuatında bu üç alana bir de "pedagojik" özerklik eklenmiştir (Code de l'éducation, art. L711-1, *legifrance.gouv.fr*). Bu kanuna göre özerk yükseköğretim kurumları, görevlerini yerine getirirken eğitim, araştırma ve belgeleme politikalarını kendileri belirler. Pedagojik özerkliğin de bilimsel ve idari özerklik içinde telakki edilebileceği kanaatindeyiz.

⁵⁶⁴ Üniversitenin ihtiyaçlarını tek başına karşılaması mümkün olmadığı için devletin maddi açıdan yardımını ve dolayısıyla denetimini kabul etmek, üniversiteler için bir zorunluluk olarak ortaya çıkmaktadır. Ayrıca "bir amme hizmetinin tamamen kendi başına bırakılması idare hukuku prensiplerine de tevafulk etmez." (bkz. Hıfzı Timur, "Üniversite Muhtariyeti Meselesinin Ana Hatları", *Dünya Üniversiteleri ve Türkiye'de Üniversitelerin Gelişmesi*, Ernst E. Hirsch (ed.), Cilt: I, 2. Baskı, Ankara: Ankara Üniversitesi, 1998, s. 168).

güçleştireceği belirtilmiştir⁵⁶⁵. Mali özerklik, daha ziyade ABD sisteminde olduğu gibi üniversitelerin idare teşkilatının dışında yer aldığı sistemlerde gündeme gelebilmektedir. Keza, Türkiye’de de 1961 Anayasası’nda 1971 yılında yapılan değişiklikle, üniversite bütçelerinin genel ve katma bütçelerin tabi olduğu esaslara göre yürürlüğe konacağı ve uygulanacağı belirtilerek bu durum açıklığa kavuşturulmuştur⁵⁶⁶. Aynı kural, bugün de Anayasa’nın 130. maddesinin sekizinci fıkrasında yer almaktadır⁵⁶⁷. Üniversitelerin mali kaynaklarının devlet tarafından karşılandığı sistemlerde mali özerklik kısmının eksik kaldığı da bir gerçektir⁵⁶⁸. Bu nedenle mali özerkliğin, üniversite özerkliğinin zorunlu bir ögesi olmadığı söylenebilir⁵⁶⁹.

Mali özerklik, üniversite için arzulanabilir bir imkan olsa da, mali özerklik karşılığında akademik özgürlük aleyhine ödenecek bir bedel olabileceği de gözden kaçırılmamalıdır. Üniversitenin kendi gelir kaynaklarına sahip olmasının hangi araçlarla sağlanacağı hususu önemlidir. Bu konuda akla gelen bağışlar üniversiteyi bağışçılara, üniversitenin kendi ürettiği bilgiyi satması ise, bilginin alıcısı konumunda olan piyasaya bağımlılığını arttıracaktır. Yükseköğretimin sadece kamu kaynaklarına dayalı olarak sürdürülebilirliği tartışmalı olsa da, akılcılık adına mali kaynaklarda çeşitliliğe gidilmesi ve üniversitelere daha geniş bir mali özerklik verilmesi, “siyasetin ve piyasanın miyopik bakış açılarıyla yönlendirilen bir

⁵⁶⁵ Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 27, 30.

⁵⁶⁶ 22.09.1971 tarih ve 1488 sayılı Anayasa Değişikliği Kanunu (RG. 22.09.1971 - 13964) ile m. 120/7’ye “*Üniversitelerin bütçeleri, genel ve katma bütçelerin bağlı olduğu esaslara uygun olarak yürürlüğe konulur ve denetlenir.*” hükmü eklenmiştir. Bu değişikliğin özerkliğin mali özerklik olarak anlaşılması için özellikle yapıldığı belirtilmiştir (bkz. Gören, *Anayasa Hukuku*, s. 458).

⁵⁶⁷ Bu bağlamda Anayasa’ya göre devlet üniversiteleri yalnızca bilimsel özerkliği haizken, vakıf üniversiteleri bilimsel, idari ve mali alanlarda özerktir (bkz. Bingöl, *Üniversite Özerkliği*, s. 156). Anayasa’nın 130. maddesinin son fıkrasında da vakıf üniversitelerinin devlet üniversiteleriyle aynı hükümlere tabi olduğu belirtilirken, mali ve idari konular ayrı tutulmuştur. Keza AYM, bu hükmü “*mali ve idari özerklik konuları dışında vakıf yükseköğretim kurumları ile devlet yükseköğretim kurumları arasında fark yoktur*” şeklinde yorumlayarak, vakıf üniversitelerinin idari ve mali alanda da özerk olduğunu kabul etmiştir (AYM, E. 2001/38, K. 2002/69, Kt. 15.07.2002). İlk YÖK başkanı İhsan Doğramacı, mali özerklik fikrini dışlar biçimde üniversitelerin kamu kaynaklarından ne kadar pay alacaklarını belirlemek konusunda bir özgürlüğe sahip olamayacağını belirtmesine rağmen daha sonra Türkiye’nin devletten de kaynak alan ve devlet üniversitelerine kıyasla daha geniş bir özerliğe sahip olan ilk vakıf üniversitesi olan Bilkent Üniversitesi’ni kurmuş olması yönüyle eleştirilmiştir (Summak, *op. cit.*, s. 36).

⁵⁶⁸ Mali kaynaklarının yetersizliği nedeniyle, üniversitelere kamu tüzel kişiliği tanınmasına karşılık bunların sahip olduğu özerkliğin eksik kaldığı da ifade edilmiştir (bkz. Laubadère, *op. cit.*, s. 212, 245).

⁵⁶⁹ San, *op. cit.*, s. 151.

üniversite”⁵⁷⁰ yaratacak ve bu da üniversitenin asli rolünden uzaklaşmasına neden olacaktır.

Türkiye’de yeni bir YÖK kanunu hazırlanması için yürütülen çalışmalar, bu endişeleri somutlaştırır niteliktedir. Mali özerklik konusu, “mali esneklik” ifadesi kullanılarak ele alınmıştır ve “mali esneklik ve çok kaynaklı gelir yapısı”, yeni kanunun temel amaçlarından biri olarak ele alınmıştır. Gelir kaynakları olarak da bölgeden ve mezunlardan alınan kaynakların arttırılmasına, ayrıca üniversitenin proje üreterek kendine mali kaynak oluşturmasına işaret edilmektedir⁵⁷¹. Bu doğrultuda üniversiteler tarafından kurulması öngörülen “bilgi lisanslama ofisi” (Kasım 2012 Taslağı, m. 33) ve “teknoloji transfer ofisi” (Ocak 2013 Taslağı, m. 34) adlı şirket yapılanmaları, bilimsel çalışmaları piyasanın hizmetine sunup, piyasada talep görmeyecek çalışma alanlarını dışladıkları için, üniversiteyi mali açıdan özerk kılmak yerine piyasaya bağımlı kıldığı için eleştirilmiştir⁵⁷². Bilhassa bilgi lisanslama ofislerini düzenleyen maddede yer verilen araştırmacıları ve öğrencileri “yapacakları bilimsel çalışmalar itibarıyla ticari değeri yüksek konulara *yönlendirme*” şeklindeki amaç, bireysel akademik özgürlüğün en önemli unsurlarından biri olarak ortaya koyduğumuz araştırma özgürlüğünün özüne dokunmakta, akademisyenin araştırma yapacağı konuyu belirlemedeki özgürlüğünü adeta ortadan kaldırmaktadır. Yine kanun taslaklarında öngörülen ihtiyari bir yönetim organı olan ve önemli akademik ve idari kararlar alma yetkisine sahip “üniversite konseyi”nde (Kasım 2012 Taslağı, m. 10⁵⁷³; Ocak 2013 Taslağı, m. 12), üniversiteye bağlıta bulunan kişilerin bulunmasının öngörülmesi de, mali özerklik adına üniversitenin idari özerkliğinden de fedakarlıkta bulunmasının beklendiğine işaret etmektedir.

İdari özerklik ise, kısaca üniversitenin kendi kendini yönetmesi, başka herhangi bir kurum veya kuruluşun yönetimi altında olmaması demektir. AYM de idari

⁵⁷⁰ YÖK, *Türkiye’nin Yükseköğretim Stratejisi*, s. 19.

⁵⁷¹ YÖK, **Yeni Bir Yükseköğretim Yasası’na Doğru**, *yeniyasa.yok.gov.tr*, Erişim tarihi: 05.04.2015; YÖK, **Yeni Yasa Taslağı Önerisi (Ocak 2013)**, Erişim tarihi: 05.04.2015, s. 4-5.

⁵⁷² Aksoylu, **op. cit.**, s. 19.

⁵⁷³ Bu taslakta üniversite konseyine seçilebilecekler arasında “*son üç yıl içinde üniversitenin bulunduğu ildeki vergi mükellefleri içerisinde en çok gelir vergisi ödeyen gerçek kişiler ya da kurumlar vergisi ödeyen tüzel kişi temsilcileri*”nin de sayılmasının (bkz. YÖK, **Yeni Yasa Taslağı Önerisi (Kasım 2012)**, *yeniyasa.yok.gov.tr*, Erişim tarihi: 01.07.2014, m. 10/4), üniversitenin piyasa güçlerinin etkisine sokulmasına olanak sağlayacak bir düzenleme olduğu kanaatindeyiz.

özerkliği tanımlarken, kendi kendini yönetme unsuru üzerinde durmuştur⁵⁷⁴. Akademisyenlerin üniversite idaresine katılımının, bireysel ve kurumsal akademik özgürlükten ayrı bir hak olduğu ileri sürülmüşse de⁵⁷⁵, üniversite tüzel kişisini devletin müdahalelerine karşı koruyacak bir mekanizma olarak, kendi kendini yönetmenin kurumsal akademik özgürlük başlığı altında değerlendirilmesi taraftarıyız. Üniversitenin dışı karşı bağımsızlığını sağlayacak olan en önemli unsur da budur. Üniversitelerin devlet eliyle kurulması halinde bile, üniversitelerin hiyerarşik idari düzen içinde herhangi bir idari makam olması kabul edilemez. Üniversitenin idari yönden tamamen devlete bağlı kılınması, “hakiki ilmin mezarı” olur⁵⁷⁶. İdari özerklik, çoğu kez üniversitenin kendi üyelerince yönetilmesi olarak algılansa da, yine üniversite üyeleri tarafından seçilen ancak üniversite dışında olan kişilerin üniversite idaresinde görev almasının da idari özerkliğe aykırı olduğu söylenemeyecektir. Önemli olan kararı alanın akademik yapılar olmasıdır; kararları icra eden harici idari yapılar olabilir⁵⁷⁷.

Son olarak da bilimsel özerklik, bilim ve araştırma konularında üniversitenin bağımsız olmasını, bu alandaki çalışmaları emir ve talimat almadan, sadece bilimin gereklerine göre yürütmesini ifade etmektedir. Bilimsel özerklik esasen, bir tüzel kişi olarak üniversiteden çok akademisyenlerin sahip olduğu özgürlüğe işaret eder. Bu nedenle bireysel akademik özgürlüğün sağlanmış olması, üniversitenin de bilimsel açıdan özerk olduğunu gösterecektir. Dolayısıyla üniversitenin bilimsel özerkliğe sahip olduğu belirtilmese bile, akademisyenlerin sahip olduğu özgürlük dolayısıyla, üniversitede bilimsel özerkliğin de bulunduğu kabulü gerekecektir. 1982

⁵⁷⁴ “Üniversiteler, ilk önce kanunun çizdiği sınırlar içerisinde (kendi kendisini yönetme) yetkisine sahip kamu tüzel kişileri olarak kurulmalıdırlar. Ancak kanun koyucu, bu sınırları da dilediği şekilde ve dilediği derecede tayin edemez. Sınırları tayin ederken Anayasa'nın söz konusu ilkesini gözönünde tutmak ve (kendi kendisini yönetme) imkanının Üniversitelere sağlayacak surette hükümler koymak zorunluğundadır. Yasama yetkisini kullandığından bahisle Üniversiteyi (kendi kendisini yönetme) imkanından yoksun bırakacak şekilde sınır koyamaz.” (AYM, E. 1965/32, K. 1966/3, Kt. 4.2.1966)

⁵⁷⁵ Barendt, *Academic Freedom and The Law*, s. 32-34. Buna göre akademisyenler her konuda değil, yalnızca akademik konularda karar alacak; diğer konularda karar alan organlarda da temsil edileceklerdir (*Ibid.*, s. 71).

⁵⁷⁶ Ernst E. Hirsch, “*Üniversite Muhtariyeti*”, *Dünya Üniversiteleri ve Türkiye’de Üniversitelerin Gelişmesi*, s. 186-187.

⁵⁷⁷ Moutsios, *op. cit.*, s. 13. Eskiden üniversitelerde böylesi bir yapı olmasına rağmen günümüzde akademisyenlerin idari yapı altında ezilip sürekli denetime tabi tutulması eleştirilmiştir. Konu hakkındaki Fransız ve Alman içtihadına bakıldığında da akademisyenlerin üniversite yönetimine katılmasının kendi başına bir amaç olmadığı, hükümetin dahli olmadan ve üniversitelerin görüşü alınarak dışarıdan gelen organların yönetimde yer almasının mümkün olduğu ortaya çıkmaktadır (bkz. Prüm/Ergeç, *op. cit.*, s. 22-23).

Anayasası'nda yalnızca bilimsel özerklikten bahsediliyor olması, Türkiye'de üniversite özerkliği, bilim özgürlüğü ve akademik özgürlük tartışmalarının bilimsel özerklik eksenine üzerine oturmasına sebep olmuş; bunlar arasındaki ayrımlar dikkatlerden kaçmıştır. Halbuki gerçek anlamda özerklik, idari ve bilimsel özerkliğin; yani akademik özgürlüğün kurumsal ve bireysel yönünün bir arada bulunması ile gerçekleşebilecektir.

AYM içtihadında da bilimsel özerklik ile idari özerklik arasındaki sınırların çok net çizilmediği görülmektedir. AYM'ye göre:

“Bilimsel özerklik kavramı, yargı içtihatları ve öğretide, bilimsel çalışmaların üniversite ortamında amacına uygun yürütülebilmesinin olmazsa olmaz koşulu olarak görülmekte ve bilimsel özerklik, üniversite mensuplarının, ekonomik ve siyasi yönden nüfuz sahibi bulunan kişi ve kurumların baskısı, yönlendirmesi olmadan ve toplumda genel olarak hakim olan düşünce ve kabuller doğrultusunda sonuçlara varmak gibi bir zorunluluk hissetmeden sadece bilimsel ölçütler ve etik kurallar çerçevesinde eğitim, öğretim, araştırma ve yayın yapabilme olanaklarına sahip bulunmaları biçiminde açıklanmaktadır.

Üniversitelerin bilimsel özerklik derecelerinin saptanmasında ise; üniversitelerde yürütülen eğitim, araştırma, yayın ve benzeri etkinliklerin planlanması, düzenlenmesi ve icra edilmesi aşamalarında, yönetim yetkisinin ne oranda serbestçe kullanılabilirdiği ve bu konularla ilgili gerekli kararların üniversite yönetim organlarınınca ne ölçüde serbestçe alınabilirdiği hususlarının belirleyici olduğu kabul edilmektedir.”⁵⁷⁸

Görüldüğü gibi AYM, “bilimsel” konularda karar alma yetkisinden hareketle bilimsel özerkliği tanımlama yoluna gitmiştir. Ancak karar alma, idari bir tasarruf

⁵⁷⁸ AYM, E. 2005/67, K. 2009/99, Kt. 25.06.2009. AYM, kanunla yükseköğretim kurumlarına yabancı kurum ve kuruluşlarla ortak programlar yürütme yetkisi tanınmasının, bilimsel özerklik kapsamında kaldığına karar vermiştir.

olacağından, bilimsel özerkliğin, idari özerklik alanına taşıdığı da açıktır. Üniversitenin temel faaliyeti eğitim ve araştırma olduğundan, üniversitenin alacağı yönetsel kararların çoğunun da bu iki konuda olması kaçınılmazdır ve AYM'nin bu yaklaşımına göre bunların hepsi, bilimsel özerklik kapsamında değerlendirilecektir.

AYM'nin bilimsel özerklik kavramını kabul ettiği bu ilkelere aykırı biçimde değerlendirdiği de olmuştur. Örneğin yeni kurulan üniversitelerin kurucu rektörlerinin seçiminde, YÖK'ün rolünü ortadan kaldıran⁵⁷⁹ ve yetkilerini kullanmasını zorlaştıran⁵⁸⁰ iki kanun hakkında verdiği kararlarda AYM, bilimsel özerklik ile ilgili yukarıdaki aynı değerlendirmelere yer verdikten sonra, üniversite tüzel kişiliğini temsil eden ve yönetiminde bulunduğu üniversitenin eğitim öğretim, bilimsel araştırma ve yayın faaliyetleri ile o üniversitenin genel yönetim ve denetiminde birinci derecede yetki ve sorumluluk sahibi olan rektörlerin seçiminde YÖK'ün yetki sahibi olmasının, bilimsel özerklik ilkesinin bir gereği olduğunu içtihat etmiştir. Kararda iki çelişkili yön bulunmaktadır. İlk olarak, bilimsel olarak kabul edilen eğitim ve öğretim, araştırma ve yayın konularında kural olarak üniversite yönetim organlarının karar alması gerektiği ifade edilmesine rağmen, bu konularda en yetkili isim olarak görülen rektörün seçiminde üniversite dışı bir kurum olan YÖK'ün söz sahibi olmasının bilimsel özerklik gereği zorunlu olduğunun kabul edilmesi⁵⁸¹, kendi içinde bir çelişki yaratmaktadır. İkinci çelişkili yön ise, bilimsel özerkliğin konusu en başta eğitim ve araştırmaya özgü konularla sınırlandırılmışken, daha sonra idari özerklik kapsamına girmesi gereken, üniversitenin genel yönetiminden sorumlu rektörün seçimi konusunun, bilimsel özerkliğe bağlanmasıdır.

Türkiye'deki duruma bakıldığında görülmektedir ki Anayasa ve 2547 sayılı Kanun, YÖK'ü bir "yükseköğretim bakanlığı", üniversiteleri de YÖK'ün taşra

⁵⁷⁹ 1.3.2006 tarih ve 5467 sayılı Kanun hakkında AYM, E. 2006/51, K. 2006/57, Kt. 04.05.2006.

⁵⁸⁰ 11.1.2007 tarih ve 5573 sayılı Kanun hakkında AYM, E. 2007/5, K. 2007/18, Kt. 07.02.2008.

⁵⁸¹ 2006/57 sayılı kararda karara muhalif kalan Haşim Kılıç, karşı oy yazısında Anayasa ile üniversitelere çok sınırlı bir özerklik alanı bırakıldığını belirtmiş, bu sınırlı yapıda YÖK'e rektör seçiminde yetki verilmesinin Anayasa'dan kaynaklanan bir zorunluluk olmadığını altını çizmiştir. Hakim Kılıç'a göre söz konusu düzenlemenin Anayasa'ya uygun olmasının sebebi, rektör seçiminin siyasi sorumluluk doğurabilecek bir hükümet etme işlemi olmasından dolayı, cumhurbaşkanının bu yetkiyi Milli Eğitim Bakanı ile birlikte kullanmasının parlamenter rejime uygun olmasıdır.

teşkilatı gibi kurgulamıştır⁵⁸². Örneğin YÖK'ün Kanun'un m. 7/g bendinde sayılan “her yıl üniversitelerin verecekleri faaliyet raporlarını inceleyerek değerlendirmek; üstün başarı gösterenlerle, yeterli görülmeyenleri tespit etmek ve gerekli önlemleri almak” görevi; normal şartlar altında özerk bir üniversitenin kendisinin belirlemesi gereken akademik yeterlik hakkında YÖK'e doğrudan karar verme ve kararı üniversiteye uygulama yetkisi verdiği için özerklikle bağdaşmamakta, YÖK'ün üniversiteler üzerinde tam bir vesayet makamı olduğunu⁵⁸³ göstermektedir.

Avrupa Üniversiteler Birliği'nin (*European University Association*) 2010'da 27 ülkeyi ve 29 yükseköğretim sistemini kapsayan bir araştırma sonucu hazırladığı üniversite özerkliği raporuna değinmekte fayda vardır. Araştırmada üniversitelerin örgütsel, mali, personelin durumuna ilişkin ve akademik konular şeklinde kabaca 4 kategori altında toplanan 38 farklı kritere göre üniversitelerin özerkliği değerlendirilmiştir. Buna göre Türkiye örgütlenme açısından 28., mali açıdan 23., personelin durumu açısından 21. ve akademik açıdan 25. sırada yer almıştır⁵⁸⁴. “Bilimsel özerkliği” anayasası ile güvence altına alan bir ülkenin, diğer ülkelerle kıyaslandığında özerkliğin her alanında bu kadar geri kalmış olması gerçekten düşündürücüdür.

B- Türk Anayasa Hukukunda “Özerklikten” “Bilimsel Özerkliğe”

Türkiye'de akademik özgürlük, bireysel yönünden ziyade özerklik yönüyle özdeşleştirilmiş, akademik özgürlük mücadelesi genelde üniversite özerkliği mücadelesiyle eşdeğer tutulmuştur. Üniversite özerk olduğunda akademik özgürlüğün de sağlanacağı varsayılmıştır⁵⁸⁵. Türkiye'de 1919'da ilk kez özerkliği tanınan üniversite, takip eden yıllarda hep bu özerkliği muhafaza etmeye çalışmıştır.

⁵⁸² Turan Yıldırım, **Türkiye'nin İdari Teşkilatı**, 5. Baskı, İstanbul: Alkım, 2007, s. 321; aynı yönde bkz. Erdem, **op. cit.**, s. 24.

⁵⁸³ Danıştay, YÖK'ün üniversitelerin hiyerarşik üstü olmadığına karar vererek bir üniversitenin YÖK'e karşı idari yargıda dava açabileceğini belirtmiştir (Danıştay 8. D., E. 2002/1831, K. 2003/1942, Kt. 29.04.2003 (*kazanci.com*)). Karardan Danıştay'ın bu iki kamu tüzel kişisi arasında ilişkiyi idari vesayet olarak gördüğü anlaşılmaktadır.

⁵⁸⁴ Araştırmada kullanılan kriterler ve ayrıntılı rapor için bkz. *university-autonomy.eu*, Erişim tarihi: 15.04.2014.

⁵⁸⁵ Seggie/Gökbekel, **op. cit.**, s. 17.

4936 sayılı Üniversiteler Kanunu ile üniversite özerkliğinin tanındığı bir dönemde çıkarılan 1961 Anayasası ile özerklik, ilk defa anayasal güvenceye kavuşturulmuş ve bu güvence, değişikliklere uğrayarak da olsa, günümüze kadar devam etmiştir. Akademik özgürlük bağlamında idari, mali ve bilimsel olmak üzere üç ayağı olduğu düşünülen özerklik kavramının günümüzde anayasa tarafından yalnızca “bilimsel” kısmı korunmaktadır. Anayasamızda bulunan “bilimsel özerklik” kavramının, özerkliği “sulandırmak ve amacından saptırmak ve bilim ve sanat özgürlüğünü gözlerden kaçırmak” için icat edilmiş bir kavram olduğu ileri sürülmüş ve bu kavram eleştirilmiştir⁵⁸⁶.

1919 tarihli Darülfünun-ı Osmani Nizamnamesi, 2. maddesinde Darülfünun’un “ilmî muhtariyeti haiz” olduğunu belirtmiştir⁵⁸⁷. Görüldüğü gibi bu özerklik, sadece bilimsel alanla sınırlı olarak verilmiştir. 1982 Anayasası’ndaki özerklik düzenlemesi ile, üniversitenin özerklik bakımından ilk başladığı yere döndüğü söylenebilir. İdari anlamda Darülfünun, Maarif Nazırı’nın başkanlığındadır (m. 19). Darülfünun’un yönetiminde, öğretim üyeleri tarafından seçilen iki aday arasından Maarif Nazırınca atanan bir emin (rektör) ve yönetim işlerinin görüşüldüğü bir divan (senato) bulunmaktadır. Bundan kısa bir süre sonra, 1922’de çıkartılan Darülfünun’un Şahsiyet-i Hükmiyesi Hakkında Kararname ile de Darülfünun’a yapılacak bağışları kabul etme ve bu mallar üzerinde işlem yapmak ile sınırlı tüzel kişilik tanınmıştır⁵⁸⁸. Dönemin koşulları göz önünde bulundurulduğunda bunlar önemli kazanımlar olarak değerlendirilmektedir. Milli Eğitim Bakanı’nın üniversitenin başı olarak konumlandırılması, 1960’a kadar özerklik üzerinde bir gölge gibi devam etse de bakanların üniversitelere korkulduğu kadar karışmadığı ifade edilmiştir⁵⁸⁹.

Darülfünun yeniden yapılandırılarak İstanbul Üniversitesi kurulurken, özerklik konusu gündeme gelmiştir. Üniversite reformu için bir öneri hazırlamak üzere Türkiye’ye davet edilen İsviçreli pedagoji profesörü Albert Malche⁵⁹⁰, raporunda

⁵⁸⁶ San, **op. cit.**, s. 151.

⁵⁸⁷ Nizamname’nin metni için bkz. Dölen, *Türkiye Üniversite Tarihi 1*, s. 758-763.

⁵⁸⁸ Dölen, *Türkiye Üniversite Tarihi 1*, s. 559.

⁵⁸⁹ Hatiboğlu, **op. cit.**, s. 74.

⁵⁹⁰ Malche’in Türkiye’ye daveti, çalışmaları ve tepkiler için bkz. Widmann, **op. cit.**, s. 32-37; Dölen, *Türkiye Üniversite Tarihi 3*, s. 81- 89. Malche, özerkliğe yönelik tespitlerinin hemen ardından üniversitenin bilimsel özgürlüğünü bu yönde kullanamayacağına, üniversitenin hükümetin bir parçası

“muhtariyet meselesinin her türlü ıslahattan evvel halli icap eder” diyerek bu noktaya işaret etmiştir. Muhtariyet de, “kendi kendini idare etmek salahiyetidir”⁵⁹¹. Ancak ne İstanbul Üniversitesi’ni kuran kanunda, ne de kanuna dayanılarak çıkarılan yönetmeliklerde üniversiteye bilimsel veya idari özerklik tanındığı görülmektedir⁵⁹².

4936 sayılı Üniversiteler Kanunu, Türk üniversite tarihinde özerk dönemi en geniş manasıyla hayata geçiren kanun olmuştur. Dönemde üniversite özerkliğine yönelik taleplerin cılız kaldığı belirtilse de⁵⁹³, hükümetin girişimleriyle yeni bir yükseköğretim kanunu hazırlanmıştır. Bu esnada üniversitelerden tam destek alınmış, 4936 sayılı Kanun’un altyapısını akademisyenler hazırlamıştır⁵⁹⁴. Kanun’un 1/2 hükmüne göre, “Her üniversitenin genel özerkliği ve tüzelkişiliği içinde, o üniversiteyi oluşturan fakülteler de, bu kanun hükümlerine göre bilim ve yönetim özerkliğine ve tüzelkişiliğe sahiptirler.”. Görüldüğü gibi üniversitenin “genel” bir özerkliğinin olduğu kabul edilirken, fakültelerin bu genel özerklik içinde idari ve bilimsel özerkliğe sahip olduğu belirtilmiştir. Bu iç içe geçmiş yapıda, üniversitenin sahip olması lazım gelen özerkliğin daha fazla olduğu açıktır. Kanun ile getirilen özerkliğe ilişkin yeniliklerden öne çıkanlar şunlardır⁵⁹⁵: Üniversiteler ve fakülteler tüzel kişiliği haiz kılınarak bunlara özerklik tanınmıştır; tüm yöneticiler üniversite içi seçimle göreve gelmektedirler; üniversiteler arası koordinasyonu sağlamak üzere, seçilmiş üyelerden oluşan Üniversitelerarası Kurul kurulmuştur; Milli Eğitim Bakanı’nın üniversiteler üzerindeki rolü sembolik bir hale indirilmiştir. 4936 sayılı Kanun’un mirası, özerkliğin anayasal olarak da tanınmasına neden olmuştur.

Üniversite özerkliği anayasa hukukumuzda ise ilk kez 1961’de girmiştir. 1961 Anayasası için hazırlanan anayasa tasarısının gerekçesinde, üniversitelerin bilimsel ve düşünsel alanda görevlerini yerine getirebilmeleri için, geçmiş tecrübelerden yola çıkarak, üniversite özerkliğinin anayasada açıkça güvence altına alınmasının bir

olduğuna işaret etmektedir. Raporun bu çelişkili kısmının birtakım dış telkinler ile kaleme alındığı ileri sürülmektedir (bkz. Dölen, *Türkiye Üniversite Tarihi* 3, s. 110).

⁵⁹¹ Albert Malche, “*İstanbul Üniversitesi Hakkında Rapor*”, **Dünya Üniversiteleri ve Türkiye’de Üniversitelerin Gelişmesi**, C. 1, s. 255.

⁵⁹² Dölen, *Türkiye Üniversite Tarihi* 5, s. 111.

⁵⁹³ **Ibid.**, s. 55.

⁵⁹⁴ Dönemde üniversite mensupları tarafından yapılan kanun hazırlık çalışmaları ve kanun önerileri için bkz. Hirsch, **op. cit.**, C. 2, s. 675-785.

⁵⁹⁵ Dölen, *Türkiye Üniversite Tarihi* 5, s. 69-70.

zorunluluk olarak ortaya çıktığı belirtilmiştir. Bu doğrultuda üniversiteler, anayasa tasarısında idare başlığı altında özerk kuruluşlardan biri olarak öngörülmüştür⁵⁹⁶. Özerk üniversitelerin Temsilciler Meclisi'nde görüşülmesi esnasında, daha sonra üniversiteler ile ilgili yapılan her düzenlemede tekrarlanan, hararetle tartışmalar yaşanmıştır. Bu tartışmalar esnasında, “üniversite” kelimesi yerine “bilgitay” kelimesinin kullanılması dahi önerilmiştir⁵⁹⁷. Daha en başında “muhtar, serbest, dokunulmaz, murakabe edilmez geniş haklara, teminata sahip” olan üniversite kavramı ile bilim ve sanat özgürlüğünü düzenleyen 21. maddedeki öğretimin devletin denetim ve gözetimi altında olması ilkelerinin bağdaşmayacağı ileri sürülmüştür⁵⁹⁸.

Araştırma ve yayın yapmak üniversitenin görevlerinden olduğu ve böyle bir hüküm olmasa da her bilim insanı bu özgürlüğe sahip olacağı için, malumun ilanı niteliğinde olan üniversite öğretim üyelerinin araştırma ve yayınlarında serbest oldukları yolundaki fıkranın anayasaya konmasına lüzum dahi olmadığı dile getirilmiştir⁵⁹⁹. Bu görüş doğrultusunda Anayasa Komisyonu Sözcüsü, anayasa tasarısında “araştırma” kelimesinin önünde yer alan “ilmi” sıfatının çıkartılacağını belirtmiştir⁶⁰⁰. Buna mukabil, madde hakkında birçok değişiklik önergesi verilmiştir. Bilhassa üniversite öğretim üyelerinin siyasi partilere üye olabilmeleri tartışma konusu olmuştur. Üniversite öğretim üyelerine, diğer devlet memurlarının aksine, siyasi partilere üye olma imkanı verilmesi, bunun akademisyen sınıfı lehine bir

⁵⁹⁶ “Madde 119. — Üniversiteler, ancak Devlet eliyle ve kanunla kurulur. Üniversiteler, bilimsel ve idari özerkliğe sahip kamu tüzel kişileridir ve yetkili öğretim üyelerince seçilen organları eliyle yönetilir. Bu organlar, Üniversite dışındaki makamlarca görevlerinden uzaklaştırılmaz.

Üniversite öğretim üyeleri, bir kadronun kaldırılması sebebine dayansa bile, aylıklarından yoksun kılınamaz.

Üniversite öğretim üyeleri ve yardımcıları, bilimsel araştırma ve yayımlarında serbesttir. Üniversitelerin kuruluş ve işleyişleri, oranları ve bunların görev ve yetkileri, öğretim ve araştırma görevlerinin Üniversite organlarıncaya denetlenmesi, bu esaslara göre kanunla düzenlenir.

Siyasi partilere üye olma yasağı, Üniversite öğretim üyeleri ve yardımcıları hakkında uygulanmaz.”; (Türkiye Cumhuriyeti Anayasa Tasarısı ve Anayasa Komisyonu Raporu, Temsilciler Meclisi Tutanak Dergisi, C. 2, B. 34, S. Sayısı 35, s. 46, 76). 1961 Anayasası'nda üniversitelerin özerk kuruluşlar olarak yer almasının, üniversitelerin 1960 askeri müdahalesinde DP'ye karşı tavır almaları ve yeni anayasal düzenin kurulmasında etkin rol oynamaları nedeniyle verilen bir mükafat niteliğinde olduğu görüşü de ileri sürülmektedir (bkz. Erdem, **op. cit.**, s. 21).

⁵⁹⁷ “Üniversite kelimesi yerine ‘bilgitay’ kelimesi niçin konulmamıştır? Yargıtay, Danıştay, Sayıştay denilmektedir.” (bkz. Vecihi Tönük, Temsilciler Meclisi Tutanak Dergisi, C: 4, B. 50, s.43); Tönük'ün konu ile ilgili verdiği değişiklik önergesi de reddedilmiştir; Temsilciler Meclisi Tutanak Dergisi, C: 4, B. 60, s.611.

⁵⁹⁸ Muharrem İhsan Kızıloğlu, Temsilciler Meclisi Tutanak Dergisi, C. 2, B. 36, s. 480.

⁵⁹⁹ Bülent Ecevit, Temsilciler Meclisi Tutanak Dergisi, C. 4, B. 50, s. 28.

⁶⁰⁰ **Ibid.**, s. 38.

imtiyaz olması ve eşitlik ilkesine aykırılık teşkil etmesi gerekçesiyle eleştirilmiştir⁶⁰¹. İlgili hükmü savunmak adına Anayasa Komisyonu Sözcüsü, birçok ülkede “ilmin ışığından mümkün olduğu kadar faydalanılması” için üniversite hocalarının siyasi partilerde faaliyette bulunmaktan da öte, yasama meclislerinde üyelik ve yüksek mahkemelerde hakimlik yapabildiklerini ifade etmiştir⁶⁰². Madde, tasarıda öngörülen halinin özüne dokunmayan kelime değişiklikleri ile kabul edilmiştir.

Tasarıda tek bir madde halinde düzenlenen kamulaştırma ve devletleştirmenin Temsilciler Meclisi’nde iki maddeye ayrılması sonucu 120. madde haline gelen üniversitelere ilişkin maddenin ikinci görüşmesinde, üniversitenin kendi seçtiği öğretim üyelerinden seçili organlarca yönetilmesi esasına bir istisna getirilmiştir. 4936 sayılı Üniversiteler Kanunu uyarınca kurulan ve yönetilen üniversitelerin yanı sıra uluslararası işbirliğiyle kurulan Atatürk Üniversitesi ve ODTÜ gibi kendilerine özel kanunla kurulan ve farklı yönetim usulleri belirlenen üniversitelerin⁶⁰³ anayasaya aykırı hale gelmemesi için “özel kanuna göre kurulmuş” üniversiteler, kendi yönetim organlarını seçme ilkesinden müstesna tutulmuştur⁶⁰⁴. Bu aşamada üniversitenin özerkliğinin tam olması için mali özerklik de tanınması yolunda bir önerge verilse de, mali özerklik esası kabul edilmemiştir.

Temsilciler Meclisi tarafından kabul edilen metin⁶⁰⁵, MBK önünde değişikliklere uğramıştır. Siyasi partilere asistanların (öğretim yardımcılarının) bile

⁶⁰¹ Suphi Doğukan, **Ibid.**, s. 34-35.

⁶⁰² Temsilciler Meclisi Tutanak Dergisi, C: 4, B. 56, s. 391; “*Üniversite hocalığı seviyesine gelmiş bir kimsenin siyasi kanaatleriyle ilmin gerektirdiği objektifliği bağdaştırabileceğini lütfen kabul buyurunuz.*” (bkz. Bülent Ecevit, **Ibid.**, s. 393). Fransa’da üniversitede görev yapan profesörlerin aynı zamanda milletvekili olabilmeleri, öğretim üyelerinin bağımsızlığının anayasal bir ilke olarak tanınmasına dayanak teşkil etmiştir (bkz. Conseil constitutionnel, Décision n° 83-165 DC du 20 janvier 1984, §20 (*conseil-constitutionnel.fr*)).

⁶⁰³ Örneğin ODTÜ, gençliğin yetiştirilmesine alaka göstermiş olan, geniş kültür anlayışına sahip, iyi karakterde, seçkin Türk vatandaşları arasından seçilen kişilerden oluşan ve ODTÜ’de öğretim üyesi, idareci ve müstahdem olarak vazife alamayan bir mütevellî heyeti tarafından yönetilir (27.05.1959 tarihli ve 7307 sayılı Orta Doğu Teknik Üniversitesi Kanunu, m. 3, RG. 04.06.1959 - 10222); Atatürk Üniversitesi de Milli Eğitim Bakanı tarafından bölgenin ileri gelenleri arasında seçilen bir “üniversite müşavirler heyeti” tarafından idare edilmektedir (31.05.1957 tarihli ve 6990 sayılı Atatürk Üniversitesi Kanunu, m. 2 ve 3, RG. 07.06.1957 - 9627).

⁶⁰⁴ Temsilciler Meclisi Tutanak Dergisi, C. 4, B. 60, s. 609.

⁶⁰⁵ Temsilciler Meclisi tarafından kabul edilen nihai metin şu şekildedir (bkz. **Ibid.**, s. 611):

“*Madde 120- Üniversiteler, ancak Devlet eliyle ve kanunla kurulur. Üniversiteler, bilimsel ve idari özelliğe sahip kamu tüzel kişileridir.*”

üye olabilmesi ve faal görev alabilmesi, mali özerkliğe sahip kılınmayan üniversitelerin bu bakımdan denetlenmesi sorunu maddenin gözden geçirilmesini gerektirmiş, 120. madde hükmü yeniden görüşülmek üzere MBK tarafından Anayasa Komisyonu'na gönderilmiştir⁶⁰⁶. Tekrar incelendikten sonra öğretim üye ve yardımcılarının siyasi partilerle ilişkileri bakımından üç öneride bulunulmuştur: hiçbir siyasi partiye üye olamamaları, siyasi partileri üye olup faaliyet göstermeleri ve siyasi partiye üye olabilmekle birlikte parti genel merkezi dışında görev alamamaları. Nihayetinde üçüncü seçenek kabul edilmiştir⁶⁰⁷.

MBK'nın kabul ettiği metin tekrar görüşülmek üzere Temsilciler Meclisi önüne geldiğinde Anayasa Komisyonu yapılan değişikliğin bir sakıncası olmadığı yönünde görüş bildirmiş, 120. madde bu şekliyle kabul edilmiştir. Böylece 1961 Anayasası'nda üniversiteler ile ilgili madde şu şekilde yer almıştır:

“Madde 120 — Üniversiteler, ancak Devlet eliyle ve kanunla kurulur. Üniversiteler, bilimsel ve idari özerkliğe sahip kamu tüzel kişileridir.

Üniversiteler, kendileri tarafından seçilen yetkili öğretim üyelerinden kurulu organları eliyle yönetilir ve denetlenir; özel kanuna göre kurulmuş Devlet Üniversiteleri hakkındaki hükümler saklıdır.

Üniversite organları, öğretim üyeleri ve yardımcuları, Üniversite dışındaki makamlarca, her ne suretle olursa olsun, görevlerinden uzaklaştırılmazlar.

Üniversite öğretim üyeleri ve yardımcuları serbestçe araştırma ve yayında bulunabilirler.

Üniversiteler, kendileri tarafından seçilen yetkili öğretim üyelerinden kurulu organları eliyle yönetilir ve denetlenir, özel kanuna göre kurulmuş Devlet Üniversiteleri hakkındaki hükümler saklıdır. Üniversite organları, öğretim üyeleri ve yardımcuları, Üniversite dışındaki makamlarca, her ne suretle olursa olsun, görevlerinden uzaklaştırılmazlar.

Üniversite Öğretim Üyeleri ve yardımcuları, serbestçe araştırma ve yayında bulunabilirler.

Üniversitelerin kuruluş ve işleyişleri, organları ve bunların seçimleri, görev ve yetkileri, öğretim ve araştırma görevlerinin Üniversite organlarıncaya denetlenmesi, bu esaslara göre kanunla düzenlenir. Siyasi partilere üye olma yasağı, Üniversite öğretim Üyeleri ve yardımcuları hakkında uygulanmaz.”

⁶⁰⁶ MBK Genel Kurul Toplantısı, C. 6, B. 85, s. 20-21.

⁶⁰⁷ MBK Genel Kurul Toplantısı, C. 6, B. 87, s. 31-32.

Üniversitelerin kuruluş ve işleyişleri, organları ve bunların seçimleri, görev ve yetkileri, öğretim ve araştırma görevlerinin Üniversite organlarınınca denetlenmesi, bu esaslara göre kanunla düzenlenir.

Siyasi partilere üye olma yasağı, Üniversite öğretim üyeleri ve yardımcıları hakkında uygulanmaz. Ancak, bunlar partilerin genel merkezleri dışında yönetim görevi alamazlar.”

AYM de anayasa ile getirilen bu korumanın hayata geçirilmesini sağlayacak kararlar vermiştir. AYM’ye göre, üniversitelere yönetim ve bilim açısından özerklik tanınmasının gerekçesi, siyasal çevrelerin ve özellikle iktidarın, üniversitelerin çalışma, öğretim ve eğitimi etkisi altında bulundurması yolunu kapamak ve üniversite çalışmaları ile öğretim ve eğitimi her türlü dış etkiden uzak bir ortam içinde sürdürmektir⁶⁰⁸. İdari özerklik, üniversitenin kendi kendisini yönetebilmesini ifade etmektedir. Bilimsel özerkliğin ise daha geniş bir kavram olduğu kabul edilmiş, üniversiteler “*Anayasa'nın 2 nci maddesinde yer alan ana niteliklere sahip bir hukuk devletinin Üniversitesine yaraşır şekilde öğretim, araştırma ve yayın konularını tertiplemek ve yürütmek ve mensuplarını bu yönden çalışmaya sevk etmek*”⁶⁰⁹ özgürlüğüne sahip kılınmıştır. 1961 Anayasası’nda ne 21. maddede ne de 120. maddede bu yönde açık bir kayıt olmasına rağmen AYM’nin üniversiteleri cumhuriyetin temel niteliklerini belirten Anayasa’nın 2. maddesi ile sınırlayan bir yoruma gitmesi, akıllara 1982 Anayasası’nın 27. maddesinin 2. fıkrasını getirmektedir. AYM daha sonra bilimsel özerkliğin öncelikle üniversitenin kendi öğretim görevlilerini kendisinin seçmesi temeline dayandığını, bu konuda dışarıdan hiçbir müdahalenin kabul edilemeyeceğini belirtmiştir. Dıştan gelen etkiler, akademisyenlerin araştırma ve yayında bulunma özgürlüklerini, dolayısıyla da bilimsel özerkliği zedeleyecektir. Üniversiteler, kendi, istekleri ile dahi idari ve

⁶⁰⁸ AYM, E. 1969/31, K. 1971/3, Kt. 12.1.1971. Üniversite akademik personelinin, mali konular bakımından 657 sayılı Devlet Memurları Kanunu’na tabi tutulması ve bu Kanun uyarınca sınıflandırma, kadrolar, yükselmeler, devlet memurluğuna giriş, adaylık ve adaylıktan aslı hizmete geçiş konularını düzenlemede üniversite dışı bir kurumlar olan Maliye Bakanlığı, Başbakanlık Devlet Personel Dairesi ve Bakanlar Kurulu’nun yetkili kılınması, Anayasa m. 120 ile güvence altına alınan üniversite özerkliğini zedelediği için 14.7.1965 günlü ve 657 sayılı Devlet Memurları Kanunu’nun 1. maddesinin 3. fıkrası iptal edilmiştir. AYM’ye göre üniversitenin akademik personel ile ilgili karar alma yetkisinin yürütme organına bırakılması, idari özerkliği zedelemektedir; ayrıca üniversitede eğitim ve araştırma faaliyetinin akademik personel ile yürütüldüğü göz önüne alındığında, dolaylı olarak bilimsel özerklik de zedelenmektedir (AYM, E. 1965/32, K. 1966/3, Kt. 04.02.1966).

⁶⁰⁹ AYM, E. 1965/32, K. 1966/3, Kt. 04.02.1966; aynı yönde bkz. AYM, E. 1990/2, K. 1991/10, Kt.30.05.1990.

bilimsel özerklikten vazgeçemez; hatta üniversite organlarını bu yönde alacakları kararlar hukuken geçersiz olacaktır⁶¹⁰.

1961 Anayasası'nın 149. maddesi ile üniversitelere kendi varlık ve görevlerini ilgilendiren alanlarda AYM'ye iptal davası açma yetkisinin tanınmış olduğunun da altını çizmek gerekir. Böylece akademik özgürlüklere müdahale eden düzenlemelerden birinci elden etkilenen üniversiteler, anayasaya aykırılık iddialarını doğrudan AYM'ye götürebilmekte; bu konuda da özerk bir kamu tüzel kişisi olarak davranabilmekteydi. Ne var ki 1982 Anayasası, 1961 Anayasası'nın aksine, yargı gücü ile bağlantılı kuruluşlar ile üniversitelerin iptal davası açma yetkisine yer vermemiştir. Böylece bağımsız olması gereken yargı ile üniversitenin, kendisini olumsuz yönde etkileyen bir kanunu AYM'ye götürebilmek için, bu yetkiye sahip siyasi odaklardan medet ummaktan başka çaresi kalmamıştır. 2010 Anayasa değişikliği ile öngörülen bireysel başvuru yolu da, üniversitelere kapatılmıştır. Anayasa m. 148/3, "herkes" in bireysel başvuruda bulunabileceğini belirtmesine rağmen, 6216 sayılı Anayasa Mahkemesi'nin Kuruluşu ve Yargılama Usulleri Hakkında Kanun, 46/2 maddesi ile kamu tüzel kişilerinin bireysel başvuruda bulunamayacağını belirtmiştir. Bu durum karşısında bir üniversite, Anayasa m. 27'nin ihlal edildiği iddiasıyla AYM önünde bireysel başvuruda bulunamayacaktır⁶¹¹. AİHS de m. 34 de sadece gerçek kişiler, hükümet dışı örgütler ve kişi topluluklarının AİHM'ye başvurabileceğini belirtep, kamu tüzel kişilerini dışarıda bırakmış gibi dursa da, içtihat yoluyla bu sınırlama aşılmıştır⁶¹². Ne var ki AYM'nin, 6216 sayılı

⁶¹⁰ AYM, E. 1969/48, K. 1971/5, Kt. 19.01.1971.

⁶¹¹ Almanya'da olduğu gibi üniversitelerin bilim özgürlüğü bakımından temel hak süjesi kabul edilip bireysel başvuruda bulunabilmesi gerektiği öğretide savunulmaktadır (bkz. Korkut Kanadoğlu, **Anayasa Mahkemesi'ne Bireysel Başvuru**, İstanbul: On İki Levha, 2015, s. 60). Anayasa m. 27'nin ihlal edildiği iddiasıyla gerçek kişiler tarafından yapılan başvuruların da AYM tarafından başka haklarla ilişkilendirilerek değerlendirildiği görülmektedir (Ahmet Teyit Keşli başvurusu, BN. 2013/2237, Kt. 18.09.2014 (Doktora programını tamamlayamadığı için görevinden uzaklaştırılan araştırma görevlisini şikayeti, çalışma hakkı, eşitlik ilkesi ve adil yargılanma hakkı bakımından incelenmiştir); Youtube ve diğerleri başvurusu [GK], BN. 2014/4705, Kt 29.5.2014 (bilimsel çalışmalarında Youtube'u kullandığını ifade eden başvurucuların siteye erişimin engellenmesi hakkında yaptıkları başvuru, ifade özgürlüğü altında değerlendirilmiştir)). AYM, açıkça Anayasa m. 27 ve sanat özgürlüğünün kapsamına girdiğini kabul ettiği olaylarda bile ihlal kararını 26. maddede düzenlenen ifade özgürlüğüne dayandırmaktadır (Fatih Taş başvurusu [GK], BN. 2013/1461, Kt. 12.11.2014, § 59, 110).

⁶¹² AİHM, belediyeler, komünler vb. gibi yerinden yönetim idarelerinin kendisine başvuru yapamayacağını belirtmekle birlikte, devletin yayın organı olan Radio France'ı, mali açıdan devlete bağımlı olup bir kamu hizmeti yürütüyor olmasına rağmen, kamu gücü kullanmaması ve özerkliğe sahip olması nedeniyle AİHS m. 34 bağlamında bir hükümet dışı örgüt saymıştır (bkz. Radio France

Kanun'daki açık hüküm nedeniyle benzer bir hareket alanı bulunmamaktadır. Bir üniversite tarafından yapılan bireysel başvuruyu, söz konusu hükme dayanarak kabul edilemez bulmuştur⁶¹³.

1961 Anayasası'nda anayasal koruma ile de taçlandırılan üniversite özerkliğinin kısa bir süre sonra budanması söz konusu olmuştur. Özellikle 1960'lardaki sivil toplum hareketlerinden özerk üniversiteler sorumlu tutulmuş; ülkede otoriteyi sağlamlaştırma faaliyetlerine yine ilk kurban giden kurum üniversiteler olmuştur. 12 Mart 1970 askeri müdahalesi sonucu yapılan kapsamlı anayasa değişikliğinde değişikliğe uğrayan maddelerden biri de 120. madde olmuştur:

“Madde 120 - Üniversiteler, ancak Devlet eliyle ve kanunla kurulur. Üniversiteler, özerkliğe sahip kamu tüzel kişileridir. Üniversite özerkliği, bu maddede belirtilen hükümler içinde uygulanır ve bu özerklik, üniversite binalarında ve eklerinde suçların ve suçluların kovuşturulmasına engel olmaz.

Üniversiteler, Devletin gözetimi ve denetimi altında kendileri tarafından seçilen organları eliyle yönetilir. Özel kanuna göre kurulan Devlet üniversiteleri hakkındaki hükümler saklıdır.

Üniversite organları, öğretim üyeleri ve yardımcıları, üniversite dışındaki makamlarca, her ne suretle olursa olsun, görevlerinden uzaklaştırılmazlar. Son fıkra hükümleri saklıdır.

Üniversite öğretim üyeleri ve yardımcıları serbestçe araştırma ve yayında bulunabilirler.

Üniversitelerin kuruluş ve işleyişleri, organları ve bunların seçimleri, görev ve yetkileri, üniversiteler üzerinde Devletin gözetim ve denetim hakkını

et autres (déc.), No. 53984/00, 23.09.2003, § 26). AİHM aynı çözümü daha sonraki benzer başvurularda da sürdürmüştür: Österreichischer Rundfunk v. Austria, No. 35841, 07.12.2006, § 52-53; Mackay and BBC Scotland, No. 10734/05, 07.12.2010, § 19; Islamic Republic of Iran Shipping Lines v. Turkey, No. 40998/98, 13.12.2007, § 81-82 (“...[AİHS m. 34'te belirtilen] ilkenin arkasındaki fikir, taraf devletlerin Mahkeme önünde hem başvuru hem de davalı taraf olmasını engellemektir.”). Henüz üniversiteler tarafından yapılmış bir başvuru tespit edemesek de aynı ilkelerin üniversitelere de uygulanması olasıdır.

⁶¹³ “...kuruluş, görev ve yetkileri kanunla düzenlenen, kamu gücü ayrıcalık ve yükümlülükleri ile donatılan ve kamu tüzel kişiliğini haiz üniversitelerin bireysel başvuru ehliyeti bulunmamaktadır.” (İhsan Doğramacı Bilkent Üniversitesi başvurusu, BN. 2013/1430, Kt. 21.11.2013, § 28).

kullanma usulleri ve üniversite organlarının sorumluluğu, öğrenim ve öğretim hürriyetlerini engelleyici eylemleri önleme tedbirleri, üniversiteler arasında ihtiyaca göre öğretim üyeleri ve yardımcılarının görevlendirilmesinin sağlanması, öğrenim ve öğretimin hürriyet ve teminat içinde ve çağdaş bilim ve teknoloji gereklerine ve kalkınma plânı ilkelerine göre yürütülmesi esasları kanunla düzenlenir.

Üniversitelerin bütçeleri, genel ve katma bütçelerin bağlı olduğu esaslara uygun olarak yürürlüğe konulur ve denetlenir.

Üniversitelerle onlara bağlı fakülte, kurum ve kuruluşlarda öğrenim ve öğretim hürriyetlerinin tehlikeye düşmesi ve bu tehlikenin üniversite organlarınca giderilmemesi halinde Bakanlar Kurulu, ilgili üniversitelerin veya bu üniversiteye bağlı fakülte, kurum ve kuruluşların idaresine el koyar ve bu kararını hemen Türkiye Büyük Millet Meclisi Birleşik Toplantısının onamasına sunar. Hangi hallerin el koymayı gerektireceği, el koyma kararının ilan ve uygulanma usulleri ile süresi ve devamınca Bakanlar Kurulunun yetkilerinin nitelik ve kapsamı kanunla düzenlenir.”⁶¹⁴

Anayasa değişikliği teklifinin gerekçesinde, değiştirilen madde hükmü tekrar edilmiş, değişikliğin sebebi “ihtiyaç” olarak belirtilmiştir⁶¹⁵. Değişikliğin ardında yatan mülhazaları tam anlamıyla anlamak için meclis görüşmeleri sırasında ifade edilen görüşlere bakmakta fayda vardır. Değişiklikle ilgili yapılan konuşmaların ekseriyetle üniversitelerin “kızıl tehdidin” yuvalandığı, anarşik faaliyetlerin kol gezdiği, özerklik kisvesi altında kendini kanunun dışında gören, ülke gençliğini ayartan görüşlerin yayılarak iç savaş tehlikesi yaratan, devlet içinde devlet olma iddiasında olan yerler olduğu noktaları üzerinde yoğunlaştığı görülmektedir. Özerklik ve siyasi iktidarın üniversiteye doğrudan müdahale etme imkanının olmaması, yaşananların tek sorumlusu olarak görülmüştür. Konuşan parti temsilcileri idari ve bilimsel özerklik ayrımının yapay olduğu ve biri olmadan diğersinin de olamayacağı konusunda hemfikir gibi olsalar da üniversitelere her alanda

⁶¹⁴ 22.09.1971 tarih ve 1488 sayılı Türkiye Cumhuriyeti Anayasasının bazı maddelerinin değiştirilmesi ve geçici maddeler eklenmesi hakkında Anayasa Değişikliği, m. 1 (RG. 22.09.1971 - 13964).

⁶¹⁵ Cumhuriyet Senatosu ve Millet Meclisi (430) üyesinin, Türkiye Cumhuriyeti Anayasasının bazı maddelerinin değiştirilmesi ve geçici maddeler eklenmesi hakkında teklifi ve Anayasa Komisyonu raporu, Millet Meclisi Tutanak Dergisi, C. 17, B. 156, S. Sayısı: 419, s. 13.

müdahaleye imkan tanıyan bu düzenlemeyi kabul etmişlerdir⁶¹⁶. 1968 öğrenci hareketleri, dünyada üniversitelerin özgürleşmesi ve demokratikleşmesine neden olurken Türkiye, tam aksi yönde bir gelişme göstermiştir⁶¹⁷.

Anayasa değişikliğinin Cumhuriyet Senatosu görüşmeleri de üniversiteleri ve üniversite özerkliğini suçlayıcı bir tonda geçmiştir. Dönemin başbakanı Nihat Erim, 120. maddenin değiştirilmesi üzerine yaptığı konuşmada, dünyanın hiçbir demokratik ülkesinde üniversitelerin anayasada ayrıntılı bir biçimde düzenlenmediğini belirterek, 1968 olayları sonrası farklı ülkelerde çıkarılan yükseköğretim kanunlarında hep üniversiteler üzerinde devlet denetimin öngörüldüğünün altını çizmiştir. Japonya’da da, Anayasa’nın 120. maddesine eklenen son fıkrada olduğu gibi eğitim bakanlığının üniversite yönetimlerine el koyma yetkisinin düzenlendiğini belirterek söz konusu hükmün antidemokratik olmadığını savunmuştur⁶¹⁸. Cumhuriyet Senatosu’nda Milli Eğitim Bakanlığı’nın üniversitelere el koyması yetkisinin usul ve esaslarının belirlenmesinin yasama organına bırakılmasının, iktidar partisinin çıkarlarına göre uygulamalara yol açabileceği için sakıncalı olduğuna dikkat çekilse de⁶¹⁹, neticede anayasa değişikliği Cumhuriyet Senatosu’nda büyük çoğunlukla Millet Meclisi’nden geldiği şekliyle kabul edilmiştir.

Üniversitelere ilişkin hüküm, böylece Anayasa’daki ilk metnin iki katı uzunluğunda, son derece ayrıntılı bir düzenleme haline gelmiştir. 1971 değişikliğinden sonra AYM, üniversite özerkliğinin kapsamı hakkında önemli kararlar vermiştir. İlk olarak AYM, 1961 Anayasası’nın ilk halinde yer alan “bilimsel ve idari özerklik” kavramı ile 1971 değişikliğinden sonra gelen salt “özerklik”

⁶¹⁶ Millet Meclisi Tutanak Dergisi, C. 17, B. 158, s. 462-473; Millet Meclisi Tutanak Dergisi, C: 17, B: 162, s. 726-730. Görüşmeler sırasında Hasan Tosyalı, “*Ya Rab, üniversite özerkliği adına bir millet batıyor.*” diyerek üniversite özerkliğine olan karşıtlığını dile getirmiştir.

⁶¹⁷ Sever, **op. cit.**, s. 2.

⁶¹⁸ Cumhuriyet Senatosu Tutanak Dergisi, C. 67, B. 115, s.472-475. Erim’in şu sözleri, ülkede yaşanan olayların sorumluluğunun tamamen üniversitelere yüklendiğini, hükümetin iktidarı önünde tek engel olarak üniversitelerin görüldüğünü göstermektedir: “*Memleket, arazi parsellenmiş gibi parsellenmiş şekilde. TRT özerkliği, üniversite özerkliği, şu yetkisi, bu kudreti... Her parselin üzerine bir grup çıkmış, benim parselime dokunma diyor. E, senin parseline dokunmazsam bu bozuk gidişi nasıl düzeltereğim, nasıl yapacağım?*”, **Ibid.**, s. 475.

⁶¹⁹ Kamil Karavelioğlu ve Hüseyin Öztürk’ün konuşmaları için bkz. **Ibid.**, s. 460, 462.

kavramının aynı olduğunu, önündeki “bilimsel” ve “idari” sıfatları silinmesine rağmen özerklik kavramından üniversitenin bu iki alanda sahip olduğu özerkliğin anlaşılması gerektiğini belirtmiştir⁶²⁰. Mali özerklik konusu daha önce parlamento tartışmalarında da gündeme getirilmiş olmakla birlikte AYM’nin özerkliğin bu yönüne hiç değinmeden, eski düzenlemedeki anlayışı devam ettirmesi dikkat çekicidir. AYM’nin anayasa değişikliğinden sonra çıkarılan 1750 sayılı Üniversiteler Kanunu hakkında verdiği kararlar, üniversite özerkliği ile Anayasa m. 120/2’de bahsedilen “devletin gözetim ve denetiminin” nasıl gerçekleştirileceği konusunda aydınlatıcıdır⁶²¹. Söz konusu kanun ile bir Yüksek Öğretim Kurulu kurulması öngörülmüş ve bu kurula birçok yetki verilmişti. AYM, YÖK’e kanunla verilen görevin⁶²² üniversite yönetimine katılma derecesine varmadığı, devletin Anayasa ile öngörülen gözetim ve denetim ödevini yerine getirmeye yönelik olduğu için Kurul’un varlığının *per se* Anayasa’ya aykırı olmadığı sonucuna varmıştır. Kararın bu kısmı 7’ye karşı 8 oyla çıkmıştır. AYM’ye göre YÖK’ün Anayasa’ya aykırı olan yönü, kuruluş şeklidir. YÖK’ün üyelerinin seçiminde yürütmenin etkili olması⁶²³, bu kurumun üniversiteler üstü değil, üniversiteler dışı bir nitelik kazanmasına; bu şekilde oluşan kurulun üniversiteler ile ilgili olarak üniversite kadrolarını düzenlemek, tam gün çalışma esaslarını saptamak, özel araştırma fonlarının üniversiteler arasında paylaşılmasını ve uluslararası bilimsel kuruluşlara katılma olanaklarını sağlamak gibi üniversite içi yönetim kararları niteliğinde kararlar alma yetkisine sahip olması da yürütmenin üniversitelerin yönetiminde etkili olmasına yol açmaktadır. Bu nedenle YÖK, Anayasa’nın 120. maddesine aykırıdır. YÖK’ün kuruluş şeklinin Anayasa’ya aykırı olduğuna dair karar da 7’ye karşı 8 oyla çıkmıştır. YÖK’ün kuruluş şeklini düzenleyen 5. maddenin iptaliyle uygulama imkanı

⁶²⁰ AYM, E. 1971/40, K. 1971/82, Kt. 23.12.1971; AYM, E. 1969/52, K. 1972/21, Kt. 04.05.1972. Anayasa’da yer alan “devletin gözetimi ve denetimi” nedeniyle, 1971 sonrası özerkliğin ancak soyut bir kavram olarak kaldığı yönünde bkz. Soysal, *100 Soruda Anayasanın Anlamı*, s. 240.

⁶²¹ Belirtmek gerekir ki aynı hükümde üniversitelerin kendileri tarafından seçilen organlar tarafından “denetleneceğine” ilişkin ifade de 1971 değişikliği ile çıkarılmıştır. Bu sayede de devlet denetimi olanaklı hale gelmiştir. Bu düzenleme, otokontrol yetkisinin ilgası olarak nitelendirilmiştir (bkz. Özçelik, *op. cit.*, s. 205, dn. 23).

⁶²² “Madde 4 - Yüksek Öğretim Kurulu; Yüksek Öğretimin bütünlüğü anlayışı içinde çağdaş bilim ve teknolojinin gereklerine ve Devlet Kalkınma Planının temel ilke ve politikalarına uygun olarak yüksek öğretim alanına yön vermek amacı ile, gerekli inceleme, araştırma ve değerlendirmeleri yapmak, yükseköğretim kurumları arasında koordinasyonu sağlamak, uygulamaları izleyerek yetkili makam ve mercilere önerilerde bulunmakla görevli bir kuruldur.” (20.06.1973 tarihli ve 1750 sayılı Üniversiteler Kanunu (RG. 07.07.1973 - 14587)).

⁶²³ YÖK’ün başkanı, Milli Eğitim Bakanı’dır. Kurul, her üniversitenin seçtiği bir profesör ve bunlara eşit sayıda Milli Eğitim Bakanı’nın teklifi üzerine Bakanlar Kurulu tarafından atanan üyelerden oluşur. Yürütmenin atadığı üyeler arasında yükseköğretim kurumları, Maliye, Milli Eğitim, Gençlik ve Spor bakanlıkları ile Devlet Planlama Teşkilatından ve Türkiye Bilimsel ve Teknik Araştırma Kurumundan en az birer üyenin bulunması şartı konmuştur (1750 sayılı Kanun m. 5).

kalmayan YÖK'ün yetkilerine dair 6. madde de iptal edilmiştir⁶²⁴ ve böylece YÖK, hukukumuzda, en azından 10 yıl daha, hukuken kurulmasında bir sakınca olmamasına rağmen fiilen mevcut olmayan, işlevsiz bir kurum olarak kalmıştır.

1750 sayılı Kanun'un Bakanlar Kurulu'na tanınan üniversitelere el koyma yetkisine ilişkin hükümleri de AYM tarafından iptal edilmiştir. Anayasa'ya göre Bakanlar Kurulu, “*öğrenim ve öğretim hürriyetlerinin tehlikeye düşmesi ve bu tehlikenin üniversite organlarıncı giderilmemesi*” koşulları gerçekleştiğinde üniversite yönetimlerine el koyabilecektir. 1750 sayılı Kanun, 69. maddesinin ilk fıkrasında Anayasa'nın ilgili hükmünü tekrar ettikten sonra, ikinci fıkrasında Anayasa'da yer alan hak ve hürriyetlerden herhangi birisinin, insan hak ve hürriyetlerini veya Türk Devletinin ülkesi ve milletiyle bölünmez bütünlüğünü veya dil, ırk, sınıf, din ve mezhep ayırımına dayanarak nitelikleri Anayasa'da belirtilen Cumhuriyeti ortadan kaldırmak kasdiyle kullanılması hallerinde yönetime el konacağını hükme bağlamıştır. Hüküm, kanun koyucunun sadece Anayasa hükmünü aynen tekrar ederek, kendisine yüklenen el koyma yetkisinin kullanılacağı halleri belirleme ödevini yerine getirmiş kabul edilmediği için iptal edilmiştir⁶²⁵. İkinci fıkrada belirtilen hallerin gerçekleşmesi ile üniversitede öğrenim ve öğretim hürriyetinin tehlikeye düşmesi arasında açıkça bir rabıta kurulmadığı, bu durumda üniversite dışında geçen ancak öğrencilerin karıştığı olaylara dayanılarak da üniversite yönetimine el konulmasının önünün açıldığı gerekçesiyle hükmün bu kısmı da iptal edilmiştir⁶²⁶.

12 Eylül 1980 askeri müdahalesinden sonra üniversiteler, bir kez daha günah keçisi ilan edilerek yeni kısıtlamalara tabi tutulmuşlardır⁶²⁷. İlk olarak 04.11.1981 tarih ve 2547 sayılı Yükseköğretim Kanunu yürürlüğe konmuş ve 1961 Anayasası'nın üniversitelere ilişkin hükmü, Anayasa Düzeni Hakkında Kanun⁶²⁸

⁶²⁴ AYM, E. 1973/37, K. 1975/22, Kt. 11, 12, 13, 14 ve 25.02.1975.

⁶²⁵ AYM, E. 1973/38, K. 1975/23, Kt. 11, 12, 13, 14 ve 25.02.1975.

⁶²⁶ AYM, E. 1973/37, K. 1975/22, Kt. 11, 12, 13, 14 ve 25.02.1975.

⁶²⁷ “...1980 öncesi ülkemizin içine düştüğü karışıklığın başta gelen sorumlusu olarak kabul edilen üniversiteler, ‘Hocasıyla, talebesiyle ıslah’ edilmek istenmiştir.”, Yıldırım, **op. cit.**, s. 316.

⁶²⁸ 27.10.1980 tarih ve 2324 sayılı Anayasa Düzeni Hakkında Kanun (RG. 28.10.1980 - 17145) m. 6: “*Milli Güvenlik Konseyinin Bildiri ve Kararlarında yer alan ve alacak olan hükümlerle Konseyce*

uyarınca yürürlükten kalkmış sayılmıştır. 2547 sayılı Kanun'un tanımlar maddesinde (m. 3/d) üniversite, “bilimsel özerkliğe ve kamu tüzelkişiliğine sahip, yüksek düzeyde eğitim - öğretim, bilimsel araştırma ve yayım yapan: fakülte, enstitü, yüksekokul ve benzeri kuruluş ve birimlerden oluşan bir yükseköğretim kurumu” olarak tanımlanmıştır. Görüldüğü üzere üniversite özerkliği, “bilimsel” alan ile sınırlanmıştır. 1982 Anayasası hazırlanırken MGK, Danışma Meclisi'nden gelen metin üzerinde değişiklik yaparken, üniversitelere ilişkin maddenin 2547 sayılı Kanun ile getirilen ve anayasa hükmü niteliğinde sayılan esasların bir kısmınının Anayasa'da yer alması gerekliliğine dayandıklarını ifade etmiştir⁶²⁹. Böylece sıradan bir kanunla getirilen düzenleme, anayasal değere kavuşturulmuştur.

1982 Anayasası, üniversitelerle ilgili son derece uzun ve ayrıntılı bir düzenlemeye yer vermiştir. Danışma Meclisi'nde görüşülen anayasa tasarısında yer alan metin⁶³⁰ ile görüşmeler sonunda kabul edilen metin⁶³¹ arasında birçok farklılık

kabul edilerek yayımlanan ve yayımlanacak olan kanunların 9 Temmuz 1961 tarihli ve 334 sayılı Anayasa hükümlerine uymayanları Anayasa değişikliği olarak ve yürürlükteki kanunlara uymayanları da kanun değişikliği olarak yayımlandıkları tarihte ve metinlerinde gösterilen tarihlerde yürürlüğe girer.”

⁶²⁹ Türkiye Cumhuriyeti Anayasa Tasarısının Danışma Meclisince Kabul Olunan Metni ve Milli Güvenlik Konseyi Anayasa Komisyonu Raporu, MGK Tutanak Dergisi, C. 7, B. 118, S. Sayısı 450, s. 84.

⁶³⁰ “Madde 165 - Üniversiteler devlet eliyle ve kanunla kurulur.

Üniversiteler bilimsel özerkliğe sahip kamu tüzelkişileridir.

Üniversiteler kendileri tarafından seçilen organları eliyle yönetilir. Üniversite öğretim üye ve yardımcılarının göreve alınmaları, yükseltilmeleri ve görevlerine son verilmesi, bilimsel özerklik esasına uygun olarak düzenlenir ve kendi organlarıncaya yürütülür.

Üniversite öğretim üye ve yardımcıları serbestçe bilimsel araştırma ve yayında bulunurlar.

Üniversitelerin kuruluş ve işleyişleri, organları ve bunların seçimleri, görev ve yetkileri, üniversiteler arasında ihtiyaca göre öğretim üye ve yardımcılarının görevlendirilmesinin sağlanması, öğrenim ve öğretimin özgürlük ve güvenlik içinde ve çağdaş bilim ve teknoloji gereklerine ve kalkınma planı ilkelerine göre yürütülmesi, üniversiteler üzerinde devletin sahip bulunduğu gözetim ve denetim hakkını kullanma usulleri, bilimsel özerklik esasına uygun olarak, kanunla düzenlenir.” (Türkiye Cumhuriyeti Anayasa Tasarısı, Danışma Meclisi Tutanak Dergisi, C. 7, B. 120, S. Sayısı 166, s. 33).

⁶³¹ “Madde 140 - Üniversiteler Devlet eliyle ve kanunla kurulan, bilimsel özerkliğe sahip kamu tüzelkişileridir.

Üniversiteler, çağdaş eğitim, öğretim, bilim ve teknoloji esasları ve gereklerine dayanan bir düzen ve güvenlik ortamı içinde, Atatürk ilkeleri doğrultusunda ve kalkınma planı çerçevesinde, milletin ve ülkenin ihtiyaçlarına uygun düzeyde ve miktarda insan gücü yetiştirmek üzere eğitim ve öğretimde bulunmak, bilimsel araştırma, yayım ve danışmanlık yapmak amacıyla faaliyet gösteren çeşitli birimlerden oluşur.

Üniversite öğretim üyeleri ve yardımcıları serbestçe bilimsel araştırmaya ve yayında bulunabilirler. Üniversite öğretim üyelerinin ve yardımcılarının faaliyetleri, Anayasaya sadakat borcunu ortadan kaldırmaz.

Üniversitelerin kuruluş ve işleyişleri, organları ve bunların seçimleri, görev ve yetkileri, öğretim üye ve yardımcılarının göreve alınmaları, yükseltilmeleri, görevlerine son verilmesi, üniversiteler üzerinde Devletin sahip bulunduğu gözetim ve denetim haklarını kullanma usuleni, bilimsel özerklik esaslarına aykırı olmamak üzere, kanunla düzenlenir.

bulunmaktadır. Tasarı'da yer almayan üniversitelerin amacı, rektörlerin seçimi, YÖK'ün anayasal bir kurum olarak öngörülmesi, 1961 Anayasası'na 1971 değişikliği ile giren Bakanlar Kurulu'nun üniversite yönetimine el koyması gibi hususlar metne sonradan eklenmiştir. En dikkat çekici değişikliklerden biri, akademisyenlerin göreve alınması, yükseltilmesi ve görevlerine son verilmesi konuları üniversite yönetim organlarına bırakılmışken, daha sonra bu alanın "devletin gözetim ve denetim hakları" ile bir tutularak kanun koyucunun insafına bırakılmış olmasıdır.

Madde gerekçeleri yine yapılan değişikliklerin ardında yatan mülahazaları tam olarak yansıtmamakla birlikte tartışmalara bakıldığında özerk üniversitelerin yine bahçesinde anarşistlerin silah talimi yaptıkları kurumlar⁶³², devletin ne idari ne mali denetim yapamadığı, silah ve cephane deposu haline gelmiş eğitim yuvaları⁶³³ olarak değerlendirildiği görülmektedir. Anayasa Komisyonu adına söz alan Hikmet Altuğ, üniversitelere ilişkin bu madde sayesinde cumhuriyetimiz ve demokrasimizin kurtulacağını, korunacağını ve daha üst düzeyde süreklilik kazanacağını ileri sürmüştür. Üniversite öncelikle Atatürk inkılaplarına ve milliyetçiliğine bağlı, Türk milletinin değerlerini taşıyan, toplum çıkarını kendi çıkarından üstün tutan "cumhuriyet evlatları" yetiştirmeli; ancak bu evlatlar bilimsel düşünce ve dünya görüşüne sahip ve insan haklarına saygılı da olmalıdır⁶³⁴. Bir kez daha ülkedeki

Rektörler, üniversitelerdeki öğretim üyesi profesörler arasından Cumhurbaşkanınca seçilir.

Devlet, yüksek öğretimi plânlamak, üniversitelerin ülke içindeki dağılımlarını düzenlemek, yüksek öğretimi kuruludan arasındaki öğretim üye ve yardımcı ihtiyacını, bilimsel özerklik esaslarına uygun olarak karşılamak ve üniversitelerin dayalı bulunduğu ortaöğretim ile yükseköğretim arasındaki dengeyi sağlamak amacıyla, üniversitelerin temsilcilerinin de katıldığı bir merkezî teşkilat kurur.

Üniversitelerin bütçeleri, genel ve katma bütçelerin bağlı bulunduğu esaslara uygun olarak yürürlüğe konulur ve denetlenir.

Devlet, üniversiteler üzerinde denetim ve gözetim hakkına her zaman için sahip olup, üniversitelerle, onlara bağlı fakülte, enstitü, yüksek okul ve diğer kuruluşlarda öğrenim ve öğretim hürriyetlerinin tehlikeye düşmesi ve bu tehlikenin olağan tedbirlerle giderilememesi hallerinde, Bakanlar Kurulu, ilgili üniversitelerin veya onlara bağlı fakülte ve birimlerin idarelerine el koyabilir. Üniversite ve yüksekokullardaki öğrencilere ve öğrenci kuruluşlarına sağlanacak burs, barınma, beslenme ve benzeri yardım ve kolaylıklar Devlet tarafından düzenlenir ve Devletin denetim ve gözetimi altında yürütülür." (Türkiye Cumhuriyeti Anayasa Tasarısının Danışma Meclisince Kabul Olunan Metni ve Milli Güvenlik Konseyi Anayasa Komisyonu Raporu, MGK Tutanak Dergisi, C. 7, B. 118, S. Sayısı 450, s. 160, 162).

⁶³² Süleyman Sırrı Kırçalı, Danışma Meclisi Tutanak Dergisi, C. 7, B. 122, s. 154.

⁶³³ Fuat Yılmaz, Danışma Meclisi Tutanak Dergisi, C. 7, B. 124, s. 319.

⁶³⁴ Danışma Meclisi Tutanak Dergisi, C. 7, B. 127, s. 601, 603. Asım İğneciler de üniversitelere ilişkin maddenin, Anayasa'nın değişmesi teklif dahi edilemeyen maddelerinden sonra en önemli maddesi olduğunu ifade etmiştir (bkz. Danışma Meclisi Tutanak Dergisi, C. 9, B. 146, s. 824).

sorunların üniversitelerin denetim altına alınmasıyla mucizevi bir biçimde düzeleceğine dair inancın hakim olduğu ve özgür bilimsel düşüncenin geliştirilmesinin üniversitenin birincil amaçları arasında değerlendirilmediği görülmektedir. Üniversiteler asıl amaçları görmezden gelinerek tamamen devlet tahakkümü altına alınmak istenmiş, Tasarı'da yer alan “*Üniversiteler kendileri tarafından seçilen organları eliyle yönetilir.*” şeklindeki ibare bile, “çok gizli bir idari özerklik ihtiva etmesi” nedeniyle eleştirilmiş ve metinden çıkarılması talep edilmiştir⁶³⁵. Daha önce bilimsel ve idari özerkliğin ayrılmasının mümkün olmadığı anlayışı hakim olmasına karşılık 1982 yılına gelindiğinde durum tamamen değişmiş; özerk üniversite bir devlet düşmanı gibi görülmüş ve üniversiteye ancak ve ancak bilimsel özerklik tanınabileceği anlayışı hakim olmuştur. Danışma Meclisi görüşmeleri sırasında YÖK’ün anayasal bir kurum haline getirilmesine karşı çıkılrsa da⁶³⁶ sonunda YÖK, “*yükseköğretimi planlamak, üniversitelerin ülke içindeki dağılımlarını düzenlemek, yükseköğretim kurumları arasındaki öğretim üye ve yardımcı ihtiyacını, bilimsel özerklik esaslarına uygun olarak karşılamak ve üniversitelerin dayalı bulunduğu ortaöğretim ile yükseköğretim arasındaki dengeyi sağlamak amacıyla, üniversitelerin temsilcilerinin de katıldığı bir merkezî teşkilat*” olarak anayasada yerini almıştır.

MGK, Danışma Meclisi’nden gelen maddeyi tekrar düzenlemeye tabi tutmuş, YÖK’ü ayrı bir maddede ismen düzenleyerek bir anayasal kurum haline getirmiştir. MGK’da Anayasa Komisyonu tarafından yapılan bu değişiklikler üzerinde bir tartışma bile yapılmadan maddeler kabul edilmiştir⁶³⁷. Böylece anayasa hukuku tarihimizde üniversitelere, 1982 Anayasası’nda yer verilen ifadeye uygun olarak “yükseköğretim kurumlarına”, ilişkin en uzun ve ayrıntılı düzenleme benimsenmiştir⁶³⁸. Böylelikle üniversitelerin bilimsel özgürlük ve idari özerklikten

⁶³⁵ Evliya Parlak, Danışma Meclisi Tutanak Dergisi, C. 9, B. 146, s. 830.

⁶³⁶ Feyzi Feyzioğlu, Danışma Meclisi Tutanak Dergisi, C. 9, B. 146, s. 827.

⁶³⁷ MGK Tutanak Dergisi, C. 7, B. 118, s. 385-386.

⁶³⁸ “*Madde 130 - Çağdaş eğitim - öğretim esaslarına dayanan bir düzen içinde milletin ve ülkenin ihtiyaçlarına uygun insan gücü yetiştirmek amacı ile; ortaöğretime dayalı çeşitli düzeylerde eğitim - öğretim, bilimsel araştırma, yayın ve danışmanlık yapmak, ülkeye ve insanlığa hizmet etmek üzere çeşitli birimlerden oluşan kamu tüzelkişiliğine ve bilimsel özerkliğe sahip üniversiteler Devlet tarafından kanunla kurulur.*

Kanunda gösterilen usul ve esaslara göre, kazanç amacına yönelik olmamak şartı ile vakıflar tarafından, Devletin gözetim ve denetimine tâbi yükseköğretim kurumları kurulabilir.

Kanun, üniversitelerin ülke sathına dengeli bir biçimde yayılmasını gözetir.

koparıp, “ceberut-merkezci”, sıradan bir devlet kurumuna dönüştürüldüğü ifade edilmiştir⁶³⁹. Daha önce ayrılmaz bir bütün olarak görülen idari ve bilimsel özerklik bu sefer ayrılmış, üniversitelerin yalnızca bilimsel özerkliğe sahip olduğu hüküm altına alınmıştır. AYM daha önce vermiş olduğu bir kararda, üniversite niteliğindeki bir kurumun bilimsel özerkliğe sahip olduğunun belirtilmesi halinde o kuruma idari özerklik tanınmadığı gibi sakıncalı bir sonucun doğabileceği, özerkliğin önüne gelen “bilimsel” sıfatının özerkliği sınırlayıcı bir niteliğe sahip olduğu sonucuna varmıştır⁶⁴⁰. Anayasa koyucu, özerklik konusunda AYM’nin gösterdiği hassasiyeti

Üniversiteler ile öğretim üyeleri ve yardımcıları serbestçe her türlü bilimsel araştırma ve yayında bulunabilirler. Ancak, bu yetki, Devletin varlığı ve bağımsızlığı ve milletin ve ülkenin bütünlüğü ve bölünmezliği aleyhinde faaliyette bulunma serbestliği vermez.

Üniversiteler ve bunlara bağlı birimler, Devletin gözetimi ve denetimi altında olup, güvenlik hizmetleri Devletçe sağlanır.

Kanunun belirlediği usul ve esaslara göre; rektörler Cumhurbaşkanınca, dekanlar ise Yükseköğretim Kurulunca seçilir ve atanır.

Üniversite yönetim ve denetim organları ile öğretim elemanları; Yükseköğretim Kurulunun veya üniversitelerin yetkili organlarının dışında kalan makamlarca her ne suretle olursa olsun görevlerinden uzaklaştırılmazlar.

Üniversitelerin hazırladığı bütçeler; Yükseköğretim Kurulunca tetkik ve onaylandıktan sonra Milli Eğitim Bakanlığına sunulur ve genel ve katma bütçelerin bağlı olduğu esaslara uygun olarak işleme tâbi tutularak yürürlüğe konulur ve denetlenir.

Yükseköğretim kurumlarının kuruluş ve organları ile işleyişleri ve bunların seçimleri, görev, yetki ve sorumlulukları üniversiteler üzerinde Devletin gözetim ve denetim hakkını kullanma usulleri, öğretim elemanlarının görevleri, unvanları, atama, yükselme ve emeklilikleri, öğretim elemanı yetiştirme, üniversitelerin ve öğretim elemanlarının kamu kuruluşları ve diğer kurumlar ile ilişkileri, öğretim düzeyleri ve süreleri, yükseköğretime giriş, devam ve alınacak harçlar, Devletin yapacağı yardımlar ile ilgili ilkeler, disiplin ve ceza işleri, mali işler, özlük hakları, öğretim elemanlarının uyacakları koşullar, üniversitelerarası ihtiyaçlara göre öğretim elemanlarının görevlendirilmesi, öğrenimin ve öğretimin hürriyet ve teminat içinde ve çağdaş bilim ve teknoloji gereklerine göre yürütülmesi, Yükseköğretim Kuruluna ve üniversitelere Devletin sağladığı mali kaynakların kullanılması kanunla düzenlenir.

Vakıflar tarafından kurulan yükseköğretim kurumları, mali ve idari konuları dışındaki akademik çalışmaları, öğretim elemanlarının sağlanması ve güvenlik yönlerinden, Devlet eliyle kurulan yükseköğretim kurumları İçin Anayasada belirtilen hükümlere tabidir.

Madde 131 - Yükseköğretim kurumlarının öğretimini planlamak, düzenlemek, yönetmek, denetlemek, yükseköğretim kurumlarındaki eğitim - öğretim ve bilimsel araştırma faaliyetlerini yönlendirmek bu kurumların kanunda belirtilen amaç ve ilkeler doğrultusunda kurulmasını, geliştirilmesini ve üniversitelere tahsis edilen kaynakların etkili bir biçimde kullanılmasını sağlamak ve öğretim elemanlarının yetiştirilmesi için planlama yapmak maksadı ile Yükseköğretim Kurulu kurulur.

Yükseköğretim Kurulu, üniversiteler, Bakanlar Kurulu ve Genelkurmay Başkanlığınca seçilen ve sayıları, nitelikleri ve seçilme usulleri kanunla belirlenen adaylar arasından rektörlük ve öğretim üyeliğinde başarılı Hizmet yapmış profesörlere öncelik vermek sureti ile Cumhurbaşkanınca atanan üyeler ve Cumhurbaşkanınca doğrudan doğruya seçilen üyelerden kurulur.

Kurulun teşkilatı, görev, yetki, sorumluluğu ve çalışma esaslari kanunla düzenlenir.”

⁶³⁹ Mustafa Altıntaş, “*Vakıf-Özel Üniversiteler: Düünden Geleceğe*”, **Yükseköğretimin Serbest Düşüşü: Özel Üniversiteler**, s. 68.

⁶⁴⁰ “...*(bilimsel) sözcüğü yönetsel özerkliği ortadan kaldıran bir sınırlandırma olarak yorumlanabilecek ve maddenin yazılışı böyle bir yoruma elverişli bulunacaktır imdi bu sözcük dahi iptal edilmelidir.*” (AYM, E. 1969/52, K. 1972/21, Kt. 04.05.1972). Yalnızca bilimsel özerklikten söz eden 1982 Anayasası’nın tam bir üniversite özerkliği getirmediği hakkında bkz. Soysal, *İki Kavram*, s. 118.

taşımaktan uzak kalmıştır. Hatta idari özerklik kavramından özellikle kaçınılmıştır⁶⁴¹. 1982 Anayasası'nda gerçek özerklik olan idari özerklik, üniversitelerden esirgenmiştir; bilim alanıyla sınırlanmış özerklik, kolayca yönetsel bağımlılığın kılıfı olabilecektir⁶⁴².

YÖK'ün düzenlendiği Anayasa m. 131'e bakıldığında, bu kurumun daha çok üniversiteler üzerinde bir eşgüdüm ve planlama makamı olduğu izlenimi uyanmaktadır. Ancak maddede yer verilen “*eğitim - öğretim ve bilimsel araştırma faaliyetlerini yönlendirmek*” yetkisi, doğrudan Anayasa tarafından bilimsel çalışmalara müdahaleye olanak tanınması olarak görülmelidir⁶⁴³. Bu alanlar, akademisyenlerin bireysel olarak akademik özgürlüklerini kullandıkları alanlardır. Üniversitelerin, dolayısıyla akademisyenlerin bu alanlarda herhangi merci tarafından “yönlendirmeye” tabi tutulmalarına izin verilmesi, hukuk ve akademik gelenekler çerçevesinde izin verilen sınırların dışına çıkma olasılığı nedeniyle sorun yaratabilecek niteliktedir. Ayrıca YÖK'e tanınan “*yükseköğretim kurumlarının öğretimini planlamak, düzenlemek, yönetmek, denetlemek*” yetkisi de üniversite özerkliği ile bağdaşmayacaktır. Bir üniversitenin elinden öğretim programını planlamak, düzenlemek ve yönetmek yetkileri alındığında yahut bu yetkiler üniversiteye tanınsa dahi YÖK denetimine tabi tutulduğunda, artık anayasa ile güvence altına alınan bilimsel özerklikten de söz edilemeyecektir. Öğretim gibi bir alanda bile kendi kendine kararlar alamayan bir üniversitenin özerk olduğunu söylemek imkansızdır. YÖK'e tanınan bu geniş yetkiler karşısında hem bireysel hem de kurumsal akademik özgürlük zarar görmektedir.

1982 Anayasası'nda dikkat çeken bir diğer farklılıkta, idari özerkliğe işaret eden kendi kendini yönetme ilkesinin anayasadan çıkarılmış olmasıdır. 1971 değişikliklerinden sonra 1961 Anayasası'na göre üniversiteler, devletin gözetimi ve denetimi altında kendileri tarafından seçilen organları eliyle yönetilmekte ve

⁶⁴¹ Yıldırım, **op. cit.**, s. 317.

⁶⁴² Eroğul, **op. cit.**, s. 91. Bu nedenle Anayasa m. 130'da bilimsel özerlikle birlikte idari özerkliğin de tanınması gerektiği dile getirilmektedir (bkz. Fikret İlkiz, “*Bilim Özgürlüğü Neye Yarar?*”, **Güncel Hukuk**, Sayı: 114, 2013, s. 22).

⁶⁴³ Günday, **op. cit.**, s. 478.

denetlenmekteydi⁶⁴⁴. 1982 Anayasası ise üniversitelerin devletin gözetimi ve yönetimi altında olduğunu belirtmekle yetinmiştir. Kaldı ki, özerkliğin önüne “bilimsel” gibi bir kayıtlama getirilirse bile, Anayasa m. 130/5 ve m. 131 ile öngörülen YÖK gibi bir kurumun var olduğu bir sistemde, herhangi bir idari özerkliğin bulunduğu söylenemeyecektir.

Anayasa’da sadece bilimsel özerkliğin tanınmış olmasının ne anlama geldiğini anlamak için AYM içtihadına bakmamız gerekir. AYM, bilimsel özerkliğin geniş bir kavram olduğunu belirttikten sonra, bu kavramı “[Anayasa’nın] 2. maddesinde yer alan ana niteliklere sahip bir hukuk devletinin üniversitesine yaraşır biçimde öğretim, araştırma ve yayın konularını belirlemek ve yürütmek ve ilgilerini bu doğrultuda çalışmaya yöneltmek serbestliği”⁶⁴⁵ olarak tanımlamış ve bilimsel özerkliği o kadar da geniş anlamadığını ortaya koymuştur. Buna karşılık AYM, Anayasa’da sadece “bilimsel” özerkliğin tanınmış olmasını, üniversitelerin idari özerklikten tamamen yoksun bırakıldığı şeklinde de yorumlamamıştır. AYM’ye göre: “1961 Anayasası’nın 120. maddesinde üniversitelerin ‘bilimsel ve idari özerkliği’ benimsenmişken, 1982 Anayasası’nın 130. maddesinde üniversitelerin sadece ‘bilimsel özerliğe’ sahip oldukları belirtilmiş ise de, bilimsel özerkliğin idari özerkliği de gerektirdiği ve bu iki ilkenin birbirini tamamladığı açıktır. Nitekim, Anayasa’nın 130. maddesinde üniversitelerin bilimsel özerliğinin vurgulanmasının yanında üniversitelerin idari özerkliğini sağlamaya yönelik kimi güvencelere de yer verilmiştir.”⁶⁴⁶ AYM, “bilimsel özerklik, kuruluştan işleyişe değin, bilimin gerektirdiği özgürlük ortamının tüm çalışmalarla yönetimde bir yaşam biçimi olarak sağlanmasıdır. Devletin gözetim ve denetim hakkı, yürütmenin üniversitede söz sahibi olması, çalışmalara el atıp bunları yönlendirip yönetmesi biçiminde algılanamaz (...) Üniversitede devlet yönetimindeki sıralama türünde bir yönetim biçimi, düşünce üretimine, özgür düşünce ve özgür çalışmaya elverişli bir ortama

⁶⁴⁴ Söz konusu hükmün, 1960 öncesi bakanlık emrine alma gibi işlemlerle özerliğe ve bilim özgürlüğüne müdahale eden Milli Eğitim Bakanlığı’nın üniversite organlarına katılmasının ve denetlemesinin önünü keseceği belirtilmiştir (bkz. Onar, **op. cit.**, s. 877).

⁶⁴⁵ AYM, E. 1965/32, K. 1966/3, Kt. 4.2.1966; AYM, E. 1990/2, K. 1990/10, Kt. 30.05.1990.

⁶⁴⁶ AYM, E. 2006/51, K. 2006/57, Kt. 04.05.2006; AYM, E. 2007/5, K. 2007/18, Kt. 07.02.2008. AYM daha sonra doğrudan üniversitenin “bilimsel ve idari özerliğe sahip kılınarak diğer kamu kurumlarından farklı değerlendirildiğini” ifade etmekle, Anayasa’da yalnızca “bilimsel özerliğe” yer verilmiş olmasının pek de bir manası olmadığını göstermiştir (AYM, E. 2010/29, K. 2010/90, Kt. 16.07.2010).

engeldir.”⁶⁴⁷ diyerek, Anayasa’nın lafzına rağmen, üniversitelerin idari alanda da özerkliğe sahip olması gerektiğini kabul eder gibi görünmektedir.

MGK’nın yaptığı önemli bir değişiklik de, Danışma Meclisi metninde 140. maddenin 5. fıkrası olarak yer alan kanun koyucunun devletin üniversiteler üzerindeki gözetim ve denetim yetkilerinin düzenlenmesi hususunda, bilimsel özerkliğe aykırı düzenleme yapılamayacağı esasını metinden tamamen çıkarmış olmasıdır. Anayasa’nın kabul edilen metninin 130/9 hükmünde kanunla düzenlenecek hususlar sayılırken, bu kayda yer verilmemiştir. Madde gerekçesinde dahi üniversiteler ile ilgili olarak yapılacak düzenlemelerde bilimsel özerkliğin dikkate alınacağı yazılıken⁶⁴⁸, nihai anayasa metninde kanun koyucuya sınırsız bir yetki tanınmış gibi görünmektedir. Hakimlik ve savcılık mesleğini düzenleyen 140. maddede, kanunla yapılacak düzenlemelerde, “*mahkemelerin bağımsızlığı ve hakimlik teminatı esaslarının*” göz önüne alınacağı açıkça belirtilmiş olmasına rağmen, tabiatı gereği bağımsız olması gereken üniversitelerde benzer bir kayıt getirilmemiş olmasının bir eksiklik olduğu kanaatindeyiz.

Anayasada özerklik konusunda yapılan bu değişiklik, Türkçe’ye dahi yansıtılmıştır. 1982’den önceki sözlüklerde “üniversite” maddesine bakıldığında “fakülteler birliği”⁶⁴⁹, “fakültelerden oluşan, yükseköğretim ve bilim kurumu”⁶⁵⁰ şeklinde bir tanım görülmektedir. 4936 sayılı Üniversiteler Kanunu’nun 1. maddesinde üniversitenin “fakültelerden, enstitü, okul ve bilimsel kurumlardan oluşmuş özerkliği ve tüzelkişiliği olan yüksek araştırma ve öğretim birliği” şeklinde tanımlanması, aynı maddenin 2. fıkrasına göre fakültelerin de tüzel kişiliğe sahip olması da bu tanıma paraleldir. “Üniversite” sözcüğünün Fransa’dan alındığı ve Fransa’da fakülterle üniversiteden önce tüzel kişilik verilmiş olduğu⁶⁵¹

⁶⁴⁷ AYM, E. 1991/21, K. 1992/42, Kt. 29.06.1992.

⁶⁴⁸ MGK’nın madde metinlerini değiştirirken gerekçelerde gerekli değişiklikleri yapmayı unuttuğu açıktır. Anayasa hükmünün yorumlanmasında madde gerekçesini de dayanak olarak kullanan genetik yorum yöntemi seçildiğinde (yöntem hakkında ayrıntılı bilgi için bkz. Bertil Emrah Oder, **Anayasa Yargısında Yorum Yöntemleri**, İstanbul: Beta, 2010, s.81) bu durum sorun yaratabilecektir.

⁶⁴⁹ Türkçe Sözlük, Ankara: Türk Dil Kurumu, 3. Baskı, 1969.

⁶⁵⁰ Türkçe Sözlük, Ankara: Türk Dil Kurumu, 6. Baskı, 1981.

⁶⁵¹ Yves Gaudemet, “*Les bases constitutionnelles du droit universitaire*”, **RDP**, Tome 124, No. 3, 2008, s. 681.

düşünüldüğünde bu tanım daha da iyi anlaşılabilir. 1982 Anayasası'nın yürürlüğe girmesinden sonra ise üniversite, “bilimsel özerkliğe ve kamu tüzel kişiliğine sahip, yüksek düzeyde eğitim, öğretim, bilimsel araştırma ve yayın yapan fakülte, enstitü, yüksekokul ve benzeri kuruluş ve birimlerden oluşan öğretim kurumu”⁶⁵² olarak tanımlanmıştır. Görüldüğü gibi anayasanın etkisi, hukuki alanı aşmıştır ve yakın bir tarihe kadar kavram olarak kullanılması tercih edilmeyen “bilimsel özerklik”, üniversitenin tanımlayıcı unsurlarından biri haline gelmiştir.

1982 Anayasası'nın nihai metninde Bakanlar Kurulu'nun üniversite yönetimine el koyma yetkisi kaldırılmıştır. Ancak 130. maddenin 9. fıkrası ile kanun koyucuya bırakılan düzenleme alanının genişliği, dikkat çekmektedir. Örneğin, “öğretim elemanlarının uyacakları koşullar” ile “öğrenimin ve öğretimin hürriyet ve teminat içinde ve çağdaş bilim ve teknoloji gereklerine göre yürütülmesi”, kanunla belirlenecek konulardandır. “Çağdaş bilim ve teknolojinin” ne olduğunun tespiti, kanun koyucuya bırakılmış gibi görünmektedir. Bilimin ve bilimsel olanın ne olduğunu yasama meclislerinin tespit edecek olması, bilim özgürlüğünün varlık amacına aykırıdır. Kanun koyucuya bu kadar geniş bir alan bırakılmış olması, üniversitenin elinden açıkça alınan idari özerkliğinin yanında, bilimsel özerkliğinin de dolaylı yoldan alınmak istendiğini göstermektedir.

Son olarak 2011 yılında başlayan yeni anayasa çalışmalarına da değinmekte fayda vardır. Anayasa Uzlaşma Komisyonu'nun çalışmalarına son vermeden önce üzerinde anlaşıldığı hükümler arasında, üniversitelere ilişkin hüküm yer almamaktadır. Üzerinde çalışılan metinde üniversitelere “bilimsel ve akademik özgürlük, kurumsal ve akademik özerklik” tanınması öngörülmüş, bunlara mali özerkliğin de eklenmesi teklif edilmiştir⁶⁵³. Kanaatimizce bu düzenlemede bir kavram kargaşası göze çarpmaktadır. Sözelimi bilimsel özgürlük ve akademik özgürlük arasında ne gibi bir farkın olabileceği anlaşılabilir. Mevcut Anayasa'daki “bilimsel özerklik”

⁶⁵² Türkçe Sözlük, Ankara: Türk Dil Kurumu, C. 2, Yeni Baskı, 1988; Ali Püsküllüoğlu, **Türkçe Sözlük**, İstanbul: Can, 2008. Türk Dil Kurumu'nun internet sitesinde yer alan üniversite tanımına bir de “darülfünun” sözcüğü eklenmiştir (Güncel Türkçe Sözlük, *tdk.gov.tr*, Erişim tarihi: 25.03.2015).

⁶⁵³ TBMM Anayasa Uzlaşma Komisyonu, **Anayasa Taslak Metni**, m. 102, *yenianayasa.tbmm.gov.tr* (Erişim tarihi: 21.3.2015)

kavramı yerine “akademik özerklik” kavramı konmuş, anayasal sistemimizde eksik olan idari özerkliğe de yer verilmiştir. İdari ve akademik özerklik tanınmışken, ayrıca “bilimsel ve akademik özgürlüğün” de tanınması, gereksiz bir tekrardır; zira özerklik, bu konularda özgürlüğü de içerecektir. YÖK yerine de “Yükseköğretim Düzenleme Kurulu” adı altında bir üst kuruluşun kurulması konusunda uzlaşmaya varılmıştır. Bu Kurul, “bilimsel ve akademik özgürlük, akademik ve kurumsal özerklik, şeffaflık, hesap verebilirlik ve katılımcılık ilkelerini esas alarak” üniversiteler arasında eşgüdümü sağlayıp yükseköğretim alanını düzenleyecektir⁶⁵⁴. Kurul’un görevlerine ve oluşumuna bakıldığında, YÖK’ün vesayetçi anlayışına son verilip, yükseköğretim alanında işbirliğini sağlamaya yönelik çalışmalar yapacak bir kurum oluşturulmaya çalışıldığı görülmektedir.

⁶⁵⁴ **Ibid.**, m. 103.

SONUÇ

Kuruluşundan itibaren üniversite, sadece ve sadece hakikati aramak için bir araya gelmiş insanları çatısı altında toplayan bir kurum olagelmıştır. Üniversitenin var oluş sebebi bilimdir ve bilim, her türlü iktidar çekişmesinden, menfaatten uzak, saf hakikate ulaşma çabasını temsil eder. Bu nedenle bilimin tüm etkilerin dışında, bağımsız olması gerekmektedir. Başkaca mülahazalar bilimsel çalışmayı etkilediği anda artık bilimin varlığından söz edilemeyecektir. Çünkü “bilim ya bağımsızdır, ya değildir; bunun orta yolu yoktur”⁶⁵⁵.

İlk üniversiteler dini ve siyasi otoritelerden bağımsızlıklarını sağlamaya çalışıp bunu belli bir ölçüde başarmış olsalar da; zamanla yaşanan iki gelişme, üniversitenin kendini mevcut hukuk düzeni içinde konumlandırması gerekliliğini doğurmuştur: Üniversitenin rolünün değişmesi ve gelişen kamu hizmeti anlayışı çerçevesinde yükseköğretimin de eğitim alanında bir kamu hizmeti olduğunun kabul edilmesi. Üniversiteye eğitim verme yanında araştırma yapma, teknik gelişmelere katkıda bulunma rolünün de yüklenmesiyle bilim insanı, kitaplarının arasında düşüncelere dalan bir kimse olmaktan çıkıp, kendisinden pahalı deneyler gerçekleştirerek yeni icatlar yapması beklenen bir kimse konumuna geçmiştir. Böylece toplumun üniversiteden beklentileri ve üniversitenin ihtiyaçları değişmiştir. Bağımsız olmak üniversiteye yetmemeye başlamış, üniversitenin mali kaynaklara ihtiyacı artmıştır. Bu kaynakları sağlaması en olası kurum olan devlet de, üniversiteye destek olmakla birlikte, üniversiteyi milli eğitimin bir parçası haline getirerek kamu hizmeti olarak düzenlemiştir. Buna paralel olarak da üniversite “bilgin” yetiştiren bir kurum olmaktan ziyade, piyasadaki işgücü talebini karşılamaya yönelik “bilen” yetiştiren bir kurum olarak algılanmaya başlamıştır.

⁶⁵⁵ Eroğul, **op. cit.**, s. 91.

Yaşanan bu gelişmeler karşısında da akademisyenin daha önce insanlığa ve bilime karşı olan sorumluluğunun kapsamı bir nebze daraltılmış ve akademisyenler, öncelikle devlete ve topluma karşı sorumlu hale gelmiştir. Orta Çağ'dan beri mevcut olan bağımsızlık mücadelesi, böylece görünüm değiştirmiştir: Önceleri daha çok üniversite devlete karşı bağımsızlığını muhafaza etmeye çalışırken; artık akademisyen, bir bilim insanı olarak özgürlüğü için mücadele etmeye başlamıştır. Öyle ki “boyunduruk altına alınmayı reddeden kimse akademisyendir.”⁶⁵⁶ Ne var ki “akademik özgürlük”, temel hak ve özgürlüklerin anayasa hukuku alanında şekillendiği son iki yüz yılda ayrı bir hak kategorisi olarak kendine tam olarak yer bulamamıştır. Açıkça akademik özgürlükten bahseden anayasa sayısı çok azdır.

Buna mukabil bilim özgürlüğü, birinci kuşak haklar arasında kendisine yer bulmuştur. Bu özgürlüğü öncelikle kullanacak olan kesim akademisyenler olacağı için bu sayede akademik özgürlüğün güvence altına alınmış olduğu düşünülebilecek olsa da, çalışmamızda göstermiş olduğumuz üzere, akademik özgürlüğün kapsamı salt serbestçe bilim yapmaktan daha geniştir. Birey açısından akademik özgürlük, hukukça tanınan ifade özgürlüğü, öğretim özgürlüğü ve araştırma özgürlüğünü içerdiği gibi, akademisyene iş güvencesini sağlayacak mekanizmaların da öngörülmesini gerektirmektedir. Bunun yanı sıra akademik özgürlüğün hayata geçirilebilmesi için, üniversitelerin de bağımsız, özerk olması ve akademik çalışmaların yürütülmesi için gerekli gördüğü tedbirleri kendisinin alabilmesi gerekmektedir.

Yargı kararlarında da sıklıkla akademik özgürlükten bahsedilmiş olsa da bunların çoğu, pozitif hukukta akademik özgürlüğü bağlayabileceğimiz tek bir sağlam nokta olmadığından, “abartılmış retorik söylemler”den ⁶⁵⁷ öteye gidememektedir. Akademik özgürlükle ilgili her mesele, farklı bir hakkı veya özgürlüğü gündeme getirdiğinden, her uyuşmazlıkta farklı bir hukuki gerekçeye dayanılması lazım gelmektedir. Genel hukuk rejiminin bu anlamda yetersiz kalabileceği de muhakkaktır. Söz gelimi ifade özgürlüğü, akademisyenler

⁶⁵⁶ Jacques Mistral, “Pour une vraie réforme de l’université”, *Le Débat*, No. 156, 2009, s. 140.

⁶⁵⁷ Barendt, *Academic Freedom and the Law*, s. 177; “‘Akademik özgürlük’, federal mahkemeler tarafından sıklıkla kullanılan ancak çok az açıklanan bir kavramdır.” (Urofsky v. Gilmore, 216 F3d 401 (4th Cir 2000), s. 410, *casetext.com*, Erişim tarihi: 05.05.2015).

bakımından daha geniş bir kapsama sahiptir. Ancak genel ifade özgürlüğü rejimi içerisinde akademisyenlere daha fazla özgürlük tanınması, bir ayrıcalık gibi algılanabileceğinden tepki çekebilecektir. Yahut bir akademisyenin diğer kamu görevlilerinin tabi olduğu kurallardan farklı kurallara tabi olması, eşitliğe aykırı görülebilecektir.

Akademik özgürlük, akademisyenlere sağladığı bu ayrıksı haklar ve özgürlükler nedeniyle yasama bağımsızlıklarına benzetilmiştir; amacı ondan faydalanan kişiye bir ayrıcalık tanıyarak onu korumak değil, o kişinin yerine getirdiği işlevi korumaktır⁶⁵⁸. Bunun için de yapılması gerekenin mevcut hukuki enstrümanları eğip bükerek akademik özgürlüğe uydurmak yerine, akademik özgürlüğün ayrı bir hak kategorisi olarak tanınması olduğu kanaatindeyiz. Nasıl ki basın, ifade özgürlüğünü en çok kullanan kesim olduğu ve yerine getirdiği işlev nedeniyle bu özgürlükten daha geniş olarak faydalanmış ve “basın özgürlüğü” ayrı bir hak kategorisi olarak yerini bulmuşsa; akademik özgürlük de diğer özgürlüklere eklemlenen, onların fer’i bir özgürlük gibi görülmek yerine, ayrı bir hak kategorisi olarak tanınmalıdır⁶⁵⁹. Akademik özgürlüğün anayasal bir hak olarak tanınması, bu özgürlüğün diğer temel hak ve özgürlüklerle çatışmaya girmesi halinde yargı organlarının aynı değerde iki menfaati tartarak karar vermesine de olanak sağlayacaktır.

Akademik özgürlüğün ayrı bir hak kategorisi olarak tanınması, bu özgürlüğün kurumsal yönünü oluşturan üniversite özerkliğinin de içeriğinin daha net bir biçimde ortaya çıkmasını sağlayacaktır. Özellikle Türkiye’de akademik özgürlük tartışmaları, Anayasa m. 27 ile güvence altına alınan bilim ve sanat özgürlüğü ile fazla ilişkilendirilmeden, doğrudan Anayasa m. 130 ve bilimsel özerklik üzerinden yürütülmektedir. Üniversite, hep bilime karşı yapılan saldırıların muhatabı durumunda kalan ve siyasi iktidarın baskı altına almak istediği kurum olduğundan, akademik özgürlüğün üniversite özerkliğinden ibaret olduğu gibi bir algı yerleşmiştir. Üniversite özerkliği, akademik özgürlüğün ayrılmaz bir parçası olmakla birlikte,

⁶⁵⁸ Prüm/Ergec, **op. cit.**, s. 16.

⁶⁵⁹ Beaud, *Les libertes universitaires à l’abandon?*, s. 42.

sadece üniversitenin özerk olması ile akademik özgürlüğün sağlanmış olmayacağını gözden kaçırılmaması gerekir.

Üniversite özerkliğinin sağlanmasında da anayasa hukuku düzeyinde yapılabilecek olan, açıkça üniversitelerin özerk olduğu ve üniversitelerle ilgili kanuni düzenlemelerin özerklik ilkesi göz önünde bulundurularak yapılması gerektiği yönünde bir anayasa hükmünün konması olacaktır. İdari ve bilimsel özerklik yerine sadece özerklik kavramının kullanılması taraftarıyız; zira AYM kararlarında da görüldüğü üzere bu iki kavramın net olarak birbirinden ayrılması zordur ve uygulamada bu ayrım, suni bir ayrım olarak kalmaktadır. Vakıflar tarafından kurulan üniversiteleri hariç tuttuğumuzda, Türkiye’de üniversiteler devlet eliyle kurulmaktadır ve mali bakımdan da devlete bağımlıdır. Bu durumu dikkate alırsak, üniversitelerin mali özerkliğine açıkça yer verilmenin somut bir netice doğurmayacağı ortaya çıkacaktır. Kaldı ki, üniversite devletten aldığı bütçeyi kullanırken de, birtakım idari kararlar almak durumundadır. Bu kararların alınması, bütçe kullanımı konusunu idari özerklik içinde telakki edilebilmemize yol açar. Mali konuların idari özerklik içinde değerlendirilmesiyle, mali özerklik kavramının anayasa tarafından ayrıca tanınması da zorunlu olmaktan çıkacaktır.

Özerklik, üniversitenin kilit konumdaki yöneticilerinin üniversite bileşenleri tarafından seçilmesi, akademik konularda karar alan organlarda akademisyenlerin çoğunlukta bulunması, üniversitenin eğitim politikalarına kendisinin karar verebilmesi gibi hususları gerekli kılar. Bunun için bir idari vesayet organı olarak öngörülen, ancak kendisine üniversitelerin hiyerarşik üstüymüşçesine yetkiler tanınan YÖK’ün yapısının değişmesi gerekmektedir. Ulusal ölçekte üniversiteler arasındaki iletişimi, eşgüdümü, yükseköğretimde belli standartların gözetilmesini sağlayan ve yine üniversiteler tarafından seçilen kişilerden oluşan bir yapı, üniversite özerkliğinin hayata geçirilmesi için daha elverişli olacaktır.

Akademik özgürlüğün bu temel ilkeleri anayasal düzeyde koruma altına alındığında, üniversitenin ve akademisyenlerin günümüzde karşılaştıkları sorunlara

karşı daha sağlam temeller üzerinde direnebilmeleri mümkün hale gelecektir. Örneğin yükseköğretimde bir slogan haline gelen “*publish or perish*” (İng. “yayın yap ya da yok ol”) ilkesi, bilimde nitelik yerine niceliğe ve sayısal performansa önem vermekte; mahkemelerin bile üzerinde karar vermesinin doğru olmadığı, sadece meslektaşların üzerinde söz söyleyebilmesini savunduğumuz bilimin, istatistikler tarafından değerlendirmeye tabi tutulması sonucunu doğurmaktadır. Akademinin devlete karşı özgürlüğü tanındıktan sonra, kendi içinde yaşanan akademik özgürlük ihlallerine de daha yakından eğilmenin mümkün olacağı açıktır.

KAYNAKÇA

I. KİTAPLAR VE MAKALELER

147'ler Mes'esi – Beyaz Kitap, İstanbul: Sermet Matbaası, 1962.

AHMAD Feroz, **Modern Türkiye'nin Oluşumu**, 11. Basım, İstanbul: Kaynak, 2012.

AKSOYLU Özge, “*Yeni Yükseköğretim Kanunu Taslağı Önerisi ve Özerklik*”, **Güncel Hukuk**, Sayı: 109, 2013, ss. 18-19.

AKTAN Coşkun Can (ed.), **Nasıl Bir Üniversite?**, İstanbul: Değişim, 2004.

AKTAN Hamdi Yaver, “*İfade Özgürlüğüne Bir Katkı (-Kaboğlu/Oran Kararı-)*”, **Prof. Dr. Yılmaz Aliefendioğlu'na Armağan**, Ankara: Yetkin, 2009, ss. 507-513.

ALGAN Bülent, **Ekonomik, Sosyal ve Kültürel Hakların Korunması**, Ankara: Seçkin, 2007.

ALPKAYA Gökçen et al., **İfade Özgürlüğü**, İstanbul: İletişim, 2007.

ALPKAYA Gökçen, **UNESCO'nun 1997 Tarihli Kararı Işığında Akademik Özgürlük**, 2001, 80.251.40.59/politics.ankara.edu.tr/alkaya/unesco.htm#_ftnref9, Erişim tarihi: 30.10.2014.

ANIL Yaşar Şahin / GENCER Meltem, **Galileo Galilei**, İstanbul: Kastaş, 2007.

ARIKAN İdil, “Türk Anayasa Hukukunda Yükseköğretim”, Yayımlanmamış Yüksek Lisans Tezi, Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, 2011.

ATALAY Esra, “*Bilim Özgürlüğü*”, **İÜHFMD**, C. LXVIII, S. 1-2, 2010, ss. 3-42.

ATALAY Esra, “*Sanat Özgürlüğü Temel Hakkının Hukuki Niteliği*”, **DEÜHFD**, Cilt: 6, Sayı: 1, 2004, ss. 43-66.

ATALAY Esra, “*Sanat Özgürlüğü Temel Hakkının Kapsamı ve Diğer Temel Hak ve Özgürlüklerle İlişkisi*”, **DEÜHFD**, Cilt: 6, Sayı: 2, 2004, ss. 1-28.

AUER Andreas / MALINVERNI Giorgio / HOTTELLIER Michel, **Droit constitutionnel suisse - Vol. II: Les droits fondamentaux**, Berne: Stämpfli, 2000.

AZRAK A. Ülkü, “*Devlet ve Üniversite*”, **İdare Hukuku ve İlimleri Dergisi**, Sayı: 1-3, Yıl: 9, İstanbul: İstanbul Üniversitesi İdare Hukuku ve İdare İlimleri Enstitüsü, 1988, ss. 23-37.

BALYER Aydın, “*Academic Freedom: Perceptions of Academics in Turkey*”, **Eğitim ve Bilim**, Cilt: 36, Sayı: 162, 2011, ss. 138-148.

BARENDT Eric, **Academic Freedom and the Law – A Comparative Study**, Oxford: Hart Publishing, 2010.

BARENDT Eric, **Freedom of Speech**, 2nd edition, Oxford: Oxford University Press, 2005.

BATUM Süheyl, “*Türkiye’de Düşünce ve Bilim Özgürlüğü*”, **Türkiye’nin Demokratikleşme Sorunu Sempozyum II: 21 Nisan 1995**, İstanbul: İÜHF, 1996, ss. 37-45.

BAYERTZ Kurt, “*Three Arguments for Scientific Freedom*”, **Ethical Theory and Moral Practice**, Vol. 9, No. 4, 2006, ss. 377-398.

BEAUD Olivier, “*Les libertés universitaires (I)*”, **Commentaire**, Volume 33, Numéro 129, 2010, ss. 175-196.

BEAUD Olivier, “*Les libertés universitaires (II)*”, **Commentaire**, Volume 33, Numéro 130, 2010, ss. 469-476.

BEAUD Olivier, **Les libertés universitaires à l’abandon?**, Paris: Dalloz, 2010.

BECKSTROM Darryn Cathryn, “*Note, Reconciling the Public Employee Speech Doctrine and Academic Speech After Garcetti v. Ceballos*”, **Minnesota Law Review**, Vol. 94, Issue 4, 2010, ss. 1202-1238).

Bilim Akademisi, **Akademik Özgürlükler Raporu 2015**, *bilimakademisi.org*, Erişim tarihi: 06.07.2015.

BİNGÖL Bilge, **Üniversite Özerkliği**, Ankara: Sistem Ofset Yayıncılık, 2013.

BİNGÖL Bilge, “*Üniversite Özerkliğinin Değişen Tanımı ve Üniversitelerin Yeniden Yapılandırılması*”, **Hacettepe Hukuk Fakültesi Dergisi**, Cilt: 2, Sayı: 2, 2012, ss. 39-75.

BLACK Henry Campbell, **Black’s Law Dictionary**, 6th edition, St. Paul: West Publishing, 1993.

BLAIZOT-HAZARD Catherine, **Droit de la recherche scientifique**, Paris: Presses universitaires de France, 2003.

BOK Derek, **Piyasa Ortamında Üniversiteler: Yüksek Öğretimin Ticarileşmesi**, Çev.: Barış Yıldırım, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi, 2007.

BOULOIS Jean, “*Note sur la décision no. 83-165 DC du 20 janvier 1984 du Conseil constitutionnel*”, **AJDA**, No. 3, 1984, ss.161-166.

BROWN Mark B. / GUSTON David H., “*Science, Democracy, and the Right to Research*”, **Science and Engineering Ethics**, Volume 15, Issue 3, 2009, ss. 351-366.

BULUT Nihat, “*Bilim Özgürlüğü: İçeriği ve Sınırlandırılması Sorunu*”, **AÜEHFD**, C. IX, S. 1-2, 2005, ss. 23-39.

BYRNE J. Peter, “*Academic Freedom: A ‘Special Concern of the First Amendment’*”, **The Yale Law Journal**, Volume 99, Number 2, 1989, ss. 251-340.

CANSELIER Sonia, “*Les intelligences nonhumaines et le droit – Observations à partir de l’intelligence animale et l’intelligence artificielle*”, **Archives de philosophie du droit**, Tome 55, 2012, ss.207-229.

CARTIER Emmanuel, “*Histoire et droit: rivalité ou complémentarité?*”, **RFDC**, No. 67, 2006, ss. 509-534.

CHARLE Christophe / VERGER Jacques, **Üniversitelerin Tarihi**, Çev.: İsmail Yerguz, Ankara: Dost, 2005.

CONDORCET O’CONNOR A. / ARAGO M. F., **Œuvres de Condorcet**, Tome 7, Paris: Frimin Didot Frères, 1847.

CONNOLY John M., “*The Academy’s Freedom, the Academy’s Burden*”, **Thought & Action**, Summer Issue, 2000, ss. 69-82.

ÇEÇEN Anıl **İnsan Hakları**, 4. Baskı, Ankara: Seçkin, 2015.

ÇETİK Mete, **Üniversitede Cadı Avı (1948 DTCF Tasfiyesi ve P.N. Boratav’ın Müdafaası)**, Ankara: Dipnot, 2008.

DAUGHTREY William H. Jr., “*The Legal Nature of Academic Freedom in United States Colleges and Universities*”, **University of Richmond Law Review**, Vol. 25, 1991, ss. 233-270.

DEĞER M. Emin, **Bir Bilim Adamının Savunması –Tanilli Dosyası-**, 1. Bası, Çağ Matbaası, 1978.

DEĞİRMENCİOĞLU Serdar M. / İNAL Kemal (der.), **Yükseköğretimin Serbest Düşüşü: Özel Üniversiteler**, İstanbul: Ayrıntı, 2015.

DİNLER Veysel, “*Akademik Özgürlüğün Sınırları Üzerine Sorular*”, **Muhafazakâr Düşünce**, Yıl: 9, Sayı: 35, 2013, ss. 239-261.

DÖLEN Emre, **Türkiye Üniversite Tarihi (5 Cilt)**, İstanbul: İstanbul Bilgi Üniversitesi, 2009.

DROIN Nathalie, “*État des lieux de la répression de négationnisme en France et en droit comparé*”, **RTDH**, No. 98, 2014, ss. 363-393.

DWORKIN Ronald, “*We Need a New Interpretation of Academic Freedom*”, **Academe**, Vol. 82, Issue 3, 1996, ss. 10-15.

EDSALL John T., **Scientific Freedom and Responsibility**, Washington: American Association for the Advancement of Science, 1976.

EDWARD Paul, “*How Bertrand Russell was prevented from teaching at the College of the City of New York*”, Bertrand Russell, **Why I Am Not A Christian**, Londra: Routledge, 2004’e Ek, ss. 166-212.

ERDEM Fazıl Hüsnü, “*Türkiye’de Devlet-Üniversite İlişkisinin Tarihsel-Siyasal Analizi*”, **Toplum ve Hukuk**, Yıl: 2, Sayı: 8, İstanbul: Toplum ve Hukuk Araştırmaları Vakfı, 2003, ss.3-28.

- ERGÜN Reyda, “*Akademik Özgürlük*”, **Güncel Hukuk**, Sayı: 107, 2012, ss. 10-11.
- EROĞUL Cem, **Devlet Yönetimine Katılma Hakkı**, Ankara: İmge, 1991.
- FAVOREU Louis / PHILIP Loïc, **Les grandes décisions de Conseil constitutionnel**, 12^e édition, Paris: Dalloz, 2003.
- FERNANDO Laksiri, “*The Lima Declaration on Academic Freedom and Autonomy of Institutions of Higher Education*”, **Higher Education Policy**, Vol. 2, No. 1, 1989, ss. 49-51.
- FINKIN Matthew W. / POST Robert C., **For the Common Good – Principles of American Academic Freedom**, New Haven: Yale University Press, 2009.
- FRANCIONE Gary L., “*Experiment and the Marketplace Theory of the First Amendment*”, **University of Pennsylvania Law Review**, Vol. 136, Issue 2, 1987, ss. 417-512.
- FROMONT Michel, “*L'évolution du droit public allemand en 1968 – Les réformes universitaires en Allemagne et leur constitutionnalité*”, **RDP**, Tome 85, No. 4, 1969, ss. 621-639.
- FROMONT Michel, “*R.F.A. : Les événements internationaux, législatifs et jurisprudentiels survenus en 1972 et 1973*”, **RDP**, Tome 91, No.1, 1975, ss. 109-164.
- GAUDEMET Yves, “*Les bases constitutionnelles du droit universitaire*”, **RDP**, Tome 124, No. 3, 2008, ss. 680-700.
- GAUDEMET Yves, “*L'indépendance des professeurs d'Université, principe commun des droits constitutitonnels européens*”, **RFDA**, Numéro 0, 1984, ss. 100-105.
- GAUDEMET Yves, “*L'Université vue de la constitution*”, **Commentaire**, Volume 14, Numéro 54, 1991, ss. 369-374.
- GEMALMAZ H. Burak, **Avrupa İnsan Hakları Sözleşmesinde Mülkiyet Hakkı**, İstanbul: Beta, 2009.
- GEYMONAT Ludovico, **Galilée**, Çev.: Françoise-Marie Rosset/Sylvie Martin, Paris: Éditions du Seuil, 1992.
- GİRİTLİ İsmet / BİLGİN Pertev / AKGÜNER Tayfun / BERK Kahraman, **İdare Hukuku**, 6. Basım, İstanbul: Der, 2013.
- GIROUX Aline, “*La liberté universitaire, une tâche à reprendre*”, **Argument**, Vol. 9, No.1, 2007, revueargument.ca, Erişim tarihi: 23.06.2014.
- GİTTürkiye, **Akademide Hak İhlalleri Dosyası**, İstanbul, 2012, gitturkiye.org, Erişim tarihi: 22.07.2014.
- GORTON Sean, “*The Uncertain Future of Future of Genocide Denial Laws in European Union*”, **The George Washington International Law Review**, Vol. 47, No.2, 2015, ss. 421-445.
- GÖREN Zafer, **Anayasa Hukuku**, Ankara: Seçkin, 2006.

GÖREN Zafer, “*Düşünceyi Açıklama Özgürlüğü*”, **İstanbul Ticaret Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi**, Yıl: 12, Sayı: 24, 2013, ss. 31-60.

GÖZLER Kemal, **Anayasa Hukukunun Genel Teorisi**, Bursa: Ekin, 2011.

GÖZLER Kemal, **İdare Hukuku**, 2. Baskı, Bursa: Ekin, 2009.

GREATHOUSE Betty, “*Academic Freedom: A Matter of Interpretation*”, **Education**, Volume 112, Issue 1, 1991, ss. 10-14.

GRIBBIN John, **Bilim Tarihi**, Çev.:Barış Gönülşen, İstanbul: Alfa, 2014.

GRIFFIN Oren R., “*Academic Freedom and Professorial Speech in the Post-Garcetti World*”, **Seattle University Law Review**, Vol. 37, Issue 1, 2013, ss. 1-54

GÜNAY Durmuş, “*Üniversitenin Neliği, Akademik Özgürlük ve Üniversite Özerkliği*”, **International Congress on Higher Education, 27-29 Mayıs 2004, İstanbul**, durmusgunay.com/linkler/12.%C3%9Cniversitenin%20Neli%C4%9Fi,%20Akademik%C3%96zg%C3%BCrl%C3%BCkve%C3%9Cniversite%C3%96zerkli%C4%9Fi_.pdf, Erişim tarihi: 05.06.2014.

GÜNAY Durmuş / GÜNAY Aslı, “*1933’den Günümüze Türk Yükseköğretiminde Niceliksel Gelişmeler*”, **Yükseköğretim ve Bilim Dergisi**, Cilt 1, Sayı 1, 2011, ss. 1-22.

GÜNDAY Metin, **İdare Hukuku**, 7. Bası, Ankara: İmaj, 2003.

HAKYEMEZ Yusuf Şevki, **Militan Demokrasi Anlayışı ve 1982 Anayasası**, Ankara: Seçkin, 2000.

HÄNNI Dominique, “*Restrictions de la liberté académique par le biais des actions en diffamation – admissibilité et limites: Analyse selon la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l’Homme*”, Mémoire de maîtrise, Genève: Université de Genève, 2011, <http://archive-ouverte.unige.ch/unige:19374>, Erişim tarihi: 16.05.2014.

HARDING Sarah, “*Bonnichsen v. United States: Time, Place, and the Search for Identity*”, **International Journal of Cultural Property**, Vol. 12, Issue 2, 2005, ss. 249-463.

HATİBOĞLU M. Tahir, **Türkiye Üniversite Tarihi**, 2. Baskı, Ankara: Selvi, 2000.

HELLEGERS Dale M., **We, the Japanese People: World War II and the Origins of the Japanese Constitution**, Vol. 2, Palo Alto: Stanford University Press, 2001.

HIRSCH Ernst E. (ed.), **Dünya Üniversiteleri ve Türkiye’de Üniversitelerin Gelişmesi (2 Cilt)**, 2. Baskı, Ankara: Ankara Üniversitesi, 1998.

HOCHMANN Thomas, “*Les limites à la liberté de l’«historien» en France et en Allemagne*”, **Droit et société**, n° 69-70, 2008, ss. 527-548.

HOCHMANN Thomas, “*L’université, l’enseignant-chercheur, et la responsabilité pour les dommages causés par la publication de recherches: une victoire à la Pyrrhus?*”, **RDP**, Tome 127, No. 4, 2011, ss. 863- 882.

IRWIN Dana Remus, “*Freedom of Thought: The First Amendment and the Scientific Method*”, **Wisconsin Law Review**, 2005, ss. 1479-1533.

İLKİZ Fikret, “*Bilim Özgürlüğü Neye Yarar?*”, **Güncel Hukuk**, Sayı: 114, 2013, ss. 20-22.

İNCEOĞLU Sibel (ed.), **İnsan Hakları Avrupa Sözleşmesi ve Anayasa**, 3. Baskı, İstanbul: Beta, 2013.

İZGİ Ömer / GÖREN Zafer, **Türkiye Cumhuriyeti Anayasasının Yorumu**, Cilt I-II, Ankara: TBMM Basımevi, 2002.

JASPERS Karl, **The Idea of University**, Çev.: H. A. T. Reiche / H. F. Vanderschmidt, Boston: Beacon Press, 1959.

JELLINEK Georg, **L'État moderne et son droit**, Deuxième partie: Théorie juridique de l'État, Çev.: Georges Fardis, Paris: M. Giard & É. Brière, 1913.

KABAĞAÇ Sina / ALOVA Erdal, **Latince-Türkçe Sözlük**, İstanbul: Sosyal, 1995.

KABOĞLU İbrahim Özden, “*Bilim ve Sanat Özgürlüğü*”, **İnsan Hakları**, İstanbul: Yapı Kredi, 2000, ss. 121-134.

KABOĞLU İbrahim Özden, “*Le Conseil des droits de l'Homme devant le Tribunal pénal – Cas de la Turquie*”, **RSC**, No. 3, 2006, ss. 521-535.

KABOĞLU İbrahim Özden, **Özgürlükler Hukuku**, İstanbul: Afa, 3. Baskı, 1996.

KANADOĞLU Korkut, **Anayasa Mahkemesi'ne Bireysel Başvuru**, İstanbul: On İki Levha, 2015.

KAPANİ Münci, **Kamu Hürriyetleri**, 7. Baskı, Ankara: Yetkin, 2013.

KARRAN Terence, “*Academic Freedom in Europe: Reviewing UNESCO's Recommendation*”, **British Journal of Educational Studies**, Vol. 57, No. 2, 2009, ss. 191-215.

KARRAN Terence, “*Academic Freedom in Europe: A Preliminary Comparative Analysis*”, **Higher Education Policy**, vol. 20, 2007, ss. 289-311.

KASS Leon R., “*Forbidding Science: Some Beginning Reflections*”, **Science and Engineering Ethics**, Volume 15, Issue 3, 2009, ss. 271-282.

KAYNAR Reşat, **Üniversiteye Darbe (147'ler Mücadelesi)**, İstanbul: İsmail Akgün Matbaası, 1963.

KELCH Thomas G., “*Animal Experimentation and the First Amendment*”, **Western New England Law Review**, Vol. 22, Issue 2, 2000, ss. 467-501.

KELSEN Hans, “*Foundations of Democracy*”, **Ethics**, Vol. 66, No. 1, 1955, ss. 1-101.

KIBRE Paul, **Scholarly Privileges in the Middle Ages**, Cambridge: Medieval Academy of America, 1962.

KLEY Andreas, “*La liberté de la science (Article 20 Cst.)*”, **Fiches Juridiques Suisses**, No. 366, Genève, 2003.

KNEZO Genevieve J., “**Sensitive But Unclassified**” and Other Federal Security Controls on Scientific and Technical Information: History and Controversy (CRS Report RL31845), 2004, fas.org/sgp/crs/RL31845.pdf, Erişim Tarihi: 16.06.2014.

KORKMAZ Ömer, **Düşünceyi Açıklama Özgürlüğü ve Sınırları**, Ankara: Yetkin, 2014.

KURI Daniel / MARGUENAUD Jean-Pierre, “*Le droit à la liberté d’expression des universitaires*”, **Recueil Dalloz**, No. 44, 2010, ss. 2921-2928.

KUZU Burhan, “*Türkiye’de Anayasal Planda ve Uygulamada İnsan Hak ve Hürriyetlerine Genel Bir Bakış*”, **İnsan Hakları Sempozyumu: 10-11 Aralık 1994 İstanbul**, İstanbul: İBB, 1995, ss. 207-238.

KÜZECİ Elif, **Kişisel Verilerin Korunması**, Ankara: Turhan, 2010.

LAFFAILLE Franck, “*La liberté académique doit-elle passer sous les fourches caudines des universités confessionnelles?*”, **AJDA**, No.4, 2010, ss. 215-217.

LALANDE André, **Vocabulaire technique et critique de la philosophie**, Vol. 2, Paris: PUF, 1993.

LAUBADERE André de, **Traité élémentaire de droit administratif**, Tome 3, Paris: LGDJ, 1966.

LEACH Philip, **Taking a Case to the European Court of Human Rights**, Third Edition, Oxford: Oxford University Press, 2011.

LEBRETON Gilles, **Libertés publiques & droits de l’Homme**, 5^e édition, Paris: Armand Colin, 2001.

Les droits culturels dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme, Rapports de recherche sur la jurisprudence de la Cour, *echr.coe.int*, 2011, Erişim tarihi: 04.08.2014.

LOVEJOY Arthur O., **Encyclopaedia of the Social Sciences**, Vol. I, New York: MacMillan, 1951, s. 385, *new1.dli.ernet.in (Digital Library of India)*, Erişim tarihi: 26.03.2015.

MACAYA Ariana, “*Un passé qui ne passe pas: les enjeux juridiques de la ‘mémoire historique’ en France et en Allemagne*”, **Jurisdoctoria**, No. 3, 2009, ss. 65-95.

MACDONNELL John, **Historical Trials**, 3rd Impression, London: Watts & Co., 1939.

MAHAT Rosli H. / SHAH Mohd Hazim, “*Academic Rights 101: An introduction in a Malaysian context*”, **Australian Universities’ Review**, Vol. 55, No. 2, 2013, ss. 105-110.

MANCISIDOR Mikel, “*Is There Such a Thing as a Human Right to Science in International Law?*”, **ESIL Reflections**, Volume 4, Issue 1, 2015, *esil-sedi.eu*, Erişim tarihi: 13.04.2015.

MARCHANT Gary E. / POPE Lynda L., “*The Problems with Forbidding Science*”, **Science and Engineering Ethics**, Volume 15, Issue 3, 2009, ss. 375-394.

MATHIEU Bernard, “*De la difficulté d’appréhender l’emploi des embryons humains en termes de droits fondamentaux*”, **RTDH**, No. 54, 2003, ss.387-401.

MAYOR Federico / FORTI Augusto (ed.), **Bilim ve İktidar**, Çev.: Mehmet Küçük, 13. Basım, Ankara: Tübitak, 2008.

MACDONNELL John, **Historical Trials**, 3rd Impression, London: Watts&Co.,1939.

MCDONALD Barry P., “*Government Regulation or Other ‘Abridgements’ of Scientific Research: The Proper Scope of Judicial Review under the First Amendment*”, **Emory Law Journal**, Vol. 54, Issue 2, 2005, ss. 979-1091.

METZGER Walter P., “*Academic Freedom and Scientific Freedom*”, **Daedalus**, Vol. 107, No. 2, 1978, ss. 93-114.

METZGER Walter P, **Academic Freedom in the Age of the University**, New York: Columbia University Press, 1969.

METZGER Walter P., “*Profession and Constitution: Two Definitions of Academic Freedom in America*”, **Texas Law Review**, Vol. 66, 1988, ss. 1265-1322.

MILL John Stuart, **On Liberty and Other Essays**, Oxford: Oxford University Press, 2008, s.21.

MISTRAL Jacques, “*Pour une vraie réforme de l’université*”, **Le Débat**, No. 156, 2009.

MONIOLLE Carole, “*Indépendance et liberté d’expression des enseignants-chercheurs*”, **AJDA**, No. 3, 2001, ss. 226-240.

MORANGE Jean, “*La liberté du professeur des facultés de droit*”, **RDP**, Tome 124, No. 1, 2008, ss. 54-79.

MOSTOW Peter, “*‘Like Building on top of Auschwitz’: On the Symbolic Meaning of Using Data from the Nazi Experiments, and on Non-Use as A Form of Memorial*”, **Journal of Law & Religion**, Vol. 10, No. 2, 1993-1994, ss. 403-431.

MOUSIOS Stavros, “*Academic Autonomy and the Bologna Process*”, **Working Papers on University Reform**, Working Paper No. 19, Department of Education, University of Aarhus, 2012, edu.au.dk/fileadmin/www.dpu.dk/forskningsprogrammer/epoke/WP_19.pdf, Erişim Tarihi: 27.06.2014.

MURPHY Thérèse / CUINN Gearóid Ó, “*Works in Progress: New Technologies and the European Court of Human Rights*”, **Human Rights Law Review**, Vol. 10, 2010, ss. 601-638.

MURPHY William P., “*Academic Freedom- An Emerging Constitutional Right*”, **Law and Contemporary Problems**, Vol. 28, No. 3, 1963, ss. 447-486.

ODER Bertil Emrah, **Anayasa Yargısında Yorum Yöntemleri**, İstanbul: Beta, 2010.

ONAR Sıddık Sami, **İdare Hukukunun Umumi Esasları**, II. Cilt, 3. Bası, İstanbul: İsmail Akgün Matbaası, 1966.

ORTEGA Y GASSET José, **Üniversitenin Misyonu**, Çev: Neyyire Gül Işık, İstanbul: Yapı Kredi, 1998.

OVCEARENCO Albina, “*La liberté de recherche des scientifiques au regard de l'article 10 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme*”, **Journal International de Bioéthique**, Vol. 15/1, 2004, ss. 67-83.

ÖZAY İl Han, **Günışığında Yönetim**, İstanbul: Alfa, 2002.

ÖZBUDUN Ergun, **Türk Anayasa Hukuku**, 14. Baskı, Ankara: Yetkin, 2013.

ÖZÇELİK A. Selçuk, **Esas Teşkilât Hukuku Dersleri**, İkinci Cilt: Türkiye'nin Siyasi Rejim ve Müesseseleri, Birinci Kitap, İstanbul: Fakülteler Matbaası, 1976.

ÖZEN Haldun, **Entelektüelin Dramı: 12 Eylül'ün Cadı Kazanı**, İstanbul: İmge, 2002.

PARK Robert L., “*Restrictions on Scientific Freedom*”, **IEEE Technology and Society Magazine**, Volume: 4, Issue: 1, 1985, ss. 7-9.

PECH Laurent, “*Jurisprudence du Conseil constitutionnel – Lois mémorielles et liberté d'expression: de la controverse à l'ambiguïté*”, **RFDC**, No. 91, 2012, ss. 563-570.

PRÜM André / ERGEC Rusen, “*La liberté académique*”, **RDP**, Tome 126, No. 1, 2010, ss. 3-28.

PÜSKÜLLÜOĞLU Ali, **Türkçe Sözlük**, İstanbul: Can, 2008.

RABBAN David M., “*A Functional Analysis of 'Individual' and 'Institutional' Academic Freedom under the First Amendment*”, **Law and Contemporary Problems**, Vol. 53, No. 3, 1990, ss. 227-301.

RAJAGOPAL Balakrishnan, “*Academic Freedom as a Human Right*”, **Academe**, Vol. 89, Issue 3, 2003, ss. 25-28.

RENAUT Alain, “*L'éducation est-elle une marchandise comme une autre?*”, **Pouvoirs**, No. 122, 2007, ss. 125-136.

RIVERO Jean, **Les libertés publiques Tome 2 – Le régime des principales libertés**, 4^e édition, Paris: Presses universitaires de France, 1989.

ROBERTSON John A., “*The Scientist's Right to Research: A Constitutional Analysis*”, **Southern California Law Review**, Vol. 51, Issue: 6, 1978, ss. 1203-1279.

ROSOVSKY Henry, **Üniversite – Bir Dekan Anlatıyor**, Çev.: Süreyya Ersoy, 19. Basım, Ankara: TÜBİTAK, 2011.

RUMPF Christian, **Türk Anayasa Hukukuna Giriş**, Çev.: Burak Oder, Ankara: Friedrich-Naumann Vakfı, 1995.

SADURSKI Wojciech, **Freedom of Speech and Its Limits**, Dordrecht: Kluwer Academic Publishers, 1999.

SAĞLAM Fazıl, **Temel Hakların Sınırlanması ve Özü**, Ankara: AÜSBF, 1982.

SAN Coşkun, "*Bir Toplumsal Kurum Olan Üniversite'de Özerklik ve Bilim Özgürlüğü*", **AÜSBFD**, Cilt: 48, Sayı: 1, 1993, ss. 149-153.

SANTOSUOSSO Amadeo / SELLAROLI Valentina / FABIO Elisabetta, "*What Constitutional Protection for Freedom of Scientific Research?*", **Journal of Medical Ethics**, Vol. 33, Issue 6, 2007, ss. 342-344.

SAVAGE Donald C. / FINN Patricia A., "*UNESCO and the Universities*", **Academe**, Vol. 86, Issue 4, 1999, s. 40-43.

SCHAUER Frederick, "*Is There a Right to Academic Freedom?*", **University of Colorado Law Review**, Vol. 77, 2006, ss. 907-927.

SEGGIE Fatma Nevra / GÖKSEL Veysel, **Geçmişten Günümüze Türkiye'de Akademik Özgürlük**, İstanbul: SETA, 2014.

SEVER Çiğdem, "**YÖK'ün Yasa Önerisi ve Akademik Özgürlük: Tarih Bir Şey Öğretir mi Bize?**", law.atilim.edu.tr/shares/personel/413/%C3%BCniversite%20yaz%C4%B1-%C3%87HD.doc, Erişim tarihi: 06.06.2014.

SMOLENTSEVA Anna, "*Challenges to Russian Academic Profession*", **Higher Education**, Vol. 45, No. 4, 2003, ss. 391-424.

Société Suisse d'Histoire, **Principes de le liberté de la recherche et de l'enseignement scientifiques de l'histoire**, 2004, hist-pro.ch/fileadmin/user_upload/SSH-Principes.pdf, Erişim tarihi: 16.05.2014.

SOYSAL Mümtaz, **100 Soruda Anayasanın Anlamı**, 11. Baskı, İstanbul: Gerçek, 1997.

SOYSAL Mümtaz, "*İki Kavram: Özerklik ve Tarafsızlık*", **Mülkiye**, Cilt: XXIV, Sayı: 221, 2000, ss. 114-121.

SPINOZA Benedictus, **Teolojik-Politik İnceleme**, Çev.: Cemal Bâli Akal/Reyda Ergün, 3. Baskı, Ankara: Dost, 2012.

STANDLER Ronald B., **Academic Freedom in the USA**, 2000, rbs2.com/afree.htm, Erişim tarihi: 26.12.2014.

STARCK Christian, "*Freedom of Scientific Research and its Restrictions in German Constitutional Law*", **Israel Law Review**, 39, 2006, ss. 110-126.

SUMMAK M. Semih, "*Academic Human Rights and Freedoms in Turkey*", **The Educational Forum**, Volume 62, 1997, ss. 32-39.

TANÖR Bülent, **Türkiye'de Demokratikleşme Perspektifleri**, İstanbul: TÜSİAD, 1997.

TANÖR Bülent, **Türkiye'nin İnsan Hakları Sorunu**, 3. Baskı, İstanbul: BDS Yayınları, 1994.

TANÖR Bülent / YÜZBAŞOĞLU Necmi, **1982 Anayasasına Göre Türk Anayasa Hukuku**, 14. Bası, İstanbul: Beta, 2014.

TARHANLI Turgut, “*Sanatsal İfade ve Yaratıcılık Özgürlüğü*”, **Perspectives**, Sayı: 8, 2014, ss. 44-47.

TEZİÇ Erdoğan, **Anayasa Hukuku**, 16. Bası, İstanbul: Beta, 2014.

The Bertrand Russell Case: The History of a Litigation, **Harvard Law Review**, Vol. 53, No. 7, 1940, ss. 1192-1197.

TİMUR Taner, **Toplumsal Değişme ve Üniversiteler**, Ankara: İmge, 2000.

TISHLER Gerald, “*When Academic Freedom and Freedom of Speech Confront Holocaust Denial and Group Libel: Comparative Perspectives*”, **Boston College Third World Law Journal**, Vol. 8, Issue 1, 1988, ss. 65-90.

TORTONESE Paolo, “*Éloge de l’universitaire*”, **RDP**, Tome 125, No. 9, 2009, ss. 1000-1005.

TOULEMONDE Bernard, “*Le cumul du mandat parlementaire avec l’exercice de la fonction de professeur de l’enseignement supérieur en France*”, **RDP**, Tome 94, No. 4, 1978, ss. 949-998.

Trésor de la langue française, Paris: CNRS, 1974.

TUNÇAY Mete / ÖZEN Haldun, “*1933 Darülfünun Tasfiyesi veya Bir Tek-Parti Politikacısının Önlenemez Yükselişi ve Düşüşü*”, **Tarih ve Toplum**, Sayı: 10, 1984, ss. 6-20.

Türkçe Sözlük, Ankara: Türk Dil Kurumu, 3. Baskı, 1969.

Türkçe Sözlük, Ankara: Türk Dil Kurumu, 6. Baskı, 1981.

Türkçe Sözlük, Ankara: Türk Dil Kurumu, C. 2, Yeni Baskı, 1988.

Türkiye Barolar Birliği, **Türkiye Cumhuriyeti Anayasa Önerisi**, 5. Baskı, Ankara: TBB, 2011.

UNESCO, **Recommandation concernant la condition du personnel enseignant de l’enseignement supérieur**, portal.unesco.org, Erişim tarihi: 05.03.2014.

ÜSTEL Füsün, “*Akademik Özgürlüklerin Neresindeyiz?*”, **Güncel Hukuk**, Sayı: 114, 2013, ss. 18-19.

VAN ALSTYNE William W., “*Academic Freedom and the First Amendment in the Supreme Court of the United States: An Unhurried Historical Review*”, **Law and Contemporary Problems**, Vol. 53, No. 3, 1990, ss. 79-154.

VAN ALSTYNE William W., “*The Specific Theory of Academic Freedom and the General Issue of Civil Liberties*”, **The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science**, Vol. 404, No. 1, 1972, ss. 140-156.

VAN DIJK Pieter / VAN HOOFF Fried / VAN RIJN Arjen / ZWAAK Leo (eds), **Theory and Practice of the European Convention on Human Rights**, 4th Edition, Lahey: Intersentia, 2006.

VATANSEVER Aslı / GEZİCİ YALÇIN Meral, “*Ne Ders Olsa Veririz*” – **Akademisyenin Vasıfsız İşçiye Dönüşümü**, İstanbul: İletişim, 2015.

VEDEL Georges, “*Les libertés universitaires*”, **Revue de l’Enseignement supérieur**, No. 3, 1960, ss. 134-139.

VERGER Jacques, “*Comment sont nées les libertés académiques*”, **Le Courrier de l’UNESCO**, No. 54/11, 2001, ss. 18.

VERGES Etienne, “*L’évolution scientifique et technologique au prisme du droit: aperçu d’une relation à plusieurs facettes*”, **Variation, évolutions, métamorphoses**, Saint-Etienne: PU Saint-Etienne, 2012, ss. 371-396.

VERPEAUX Michel, “*La liberté d’expression dans les jurisprudences constitutionnelles*”, **Les Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel**, n° 36, 2012, ss. 137-155.

VRIELINK Jogchum / LEMMENS Paul / PARMENTIER Stephan / The LERU Working Group on Human Rights, “*Academic Freedom as a Fundamental Right*”, **Procedia – Social and Behavioral Sciences**, Vol. 13, 2011, ss. 117-141.

WEIKER Walter F, “*Academic Freedom and Problems of Higher Education in Turkey*”, **Middle East Journal**, Vol. 16, No. 3, 1962, ss. 279-294.

WEINSTEIN James, “*Democracy, Individual Rights and the Regulation of Science*”, **Science and Engineering Ethics**, Volume 15, Issue 3, 2009, ss. 407-429.

WEISS Elizabeth, “*The Attack on Scientific Freedom*”, **Liberty**, December 2009, ss. 39-44.

WIDMANN Horst, **Atatürk Üniversitesi Reformu**, Çev.: Serpil Bozkurt/Aykut Kazancıgil, İstanbul: İÜCTF, 1981.

WILHOLT Torsten, “*Scientific Freedom: Its Grounds and Their Limitations*”, **Studies in History and Philosophy of Science**, Vol. 41, 2010, ss. 174-181.

YILDIRIM Turan, **Türkiye’nin İdari Teşkilatı**, 5. Baskı, İstanbul: Alkım, 2007.

YILDIRIM Turan et al., **İdare Hukuku**, 4. Baskı, İstanbul: On İki Levha, 2012.

YÖK, **Türkiye’nin Yükseköğretim Stratejisi**, Ankara, 2007.

YÖK, **Yeni Bir Yükseköğretim Yasası’na Doğru**, yeniyasa.yok.gov.tr, Erişim tarihi:

05.04.2015.

YÖK, **Yeni Yasa Taslağı Önerisi (Kasım 2012)**, yeniyasa.yok.gov.tr, Erişim tarihi: 05.04.2015.

YÖK, **Yeni Yasa Taslağı Önerisi (Ocak 2013)**, yeniyasa.yok.gov.tr, Erişim tarihi: 05.04.2015.

ZENGİN Mehmet Ali, **Biyoloji Uygulamaları Karşısında İnsan Haklarının Korunması**, Ankara: Adalet, 2012.

II. İNTERNET SİTELERİ

1. aaup.org
2. admin.ch
3. anayasa.gov.tr
4. assembly.coe.int
5. basbakanlik.gov.tr
6. bger.ch
7. casetext.com
8. conseil-constitutionnel.fr
9. const-court.be
10. conventions.coe.int
11. courdecassation.fr
12. eur-lex.europa.eu
13. findlaw.com
14. hudoc.echr.coe.int
15. kanunum.com
16. kazanci.com
17. law.cornell.edu
18. legifrance.gouv.fr
19. legislation.gov.uk
20. lexisnexis.com
21. masscases.com
22. mevzuat.gov.tr
23. ncac.org
24. ohchr.org
25. portal.unesco.org
26. resmigazete.gov.tr
27. supreme.justia.com
28. tdk.gov.tr
29. tbmm.gov.tr
30. university-autonomy.eu
31. utexas.edu
32. yeniayanayasa.tbmm.gov.tr
33. yenyasa.yok.gov.tr
34. yok.gov.tr
35. Ülke anayasaları ile yabancı mevzuatın İngilizce veya Fransızca metinleri için aşağıdaki sitelerden faydalanılmıştır:

Ülke	Site
Almanya	www.btg-bestellservice.de
Amerika Birleşik Devletleri	www.senate.gov
Andorra	www.consellgeneral.ad
Arnavutluk	www.km.gov.al
Avusturya	www.ris.bka.gov.at
Azerbaycan	www.president.az
Belçika	www.senate.be
Beyaz Rusya	www.kc.gov.by
Birleşik Krallık	www.legislation.gov.uk
Bosna-Hersek	www.ccbh.ba
Bulgaristan	www.parliament.bg

Çek Cumhuriyeti	www.usoud.cz
Çin Halk Cumhuriyeti	www.gov.cn
Danimarka	www.thedanishparliament.dk
Ermenistan	www.parliament.am
Estonya	www.president.ee
Finlandiya	www.finlex.fi
Fransa	www.legifrance.gouv.fr
Güney Afrika	www.constitutionalcourt.org.za
Gürcistan	www.parliament.ge
Hırvatistan	www.sabor.hr
Hollanda	www.government.nl
İrlanda	www.taoiseach.gov.ie
İspanya	www.congreso.es
İsveç	www.riksdagen.se
İsviçre	www.admin.ch
İtalya	www.senato.it
İzlanda	www.government.is
Japonya	www.kantei.go.jp
Karadağ	www.skupstina.me
Kıbrıs	www.presidency.gov.cy
Kore Cumhuriyeti	www.ccourt.go.kr
Kore Demokratik Halk Cumhuriyeti	www.naenara.com.kp
Letonya	www.saeima.lv
Liechtenstein	www.llv.li
Litvanya	www.lrkt.lt
Lüksemburg	www.legilux.public.lu
Macaristan	www.mkab.hu
Makedonya	www.sobranie.mk
Malta	www.justiceservices.gov.mt
Moldova	www.president.md
Monako	www.gouv.mc
Norveç	www.stortinget.no
Polonya	www.sejm.gov.pl
Portekiz	www.tribunalconstitucional.pt
Romanya	www.cdep.ro
Rusya	www.ksrf.ru
San Marino	unpan1.un.org www.consigliograndeegenerale.sm (İtalyanca)
Sırbistan	www.srbija.gov.rs
Slovakya	www.sudnarada.gov.sk
Slovenya	www.us-rs.si
Ukrayna	www.president.gov.ua
Yunanistan	www.hellenicparliament.gr

ÖZGEÇMİŞ

1988 yılında İstanbul’da doğan Burcu Alkış, 2006’da Pertevniyal Lisesi’nden mezun oldu. Aynı yıl Galatasaray Üniversitesi Hukuk Fakültesi’nde başladığı lisans eğitimini 2012’de tamamladı. İstanbul Barosu’nda avukatlık stajını tamamladıktan sonra 2013’te Galatasaray Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Kamu Hukuku Yüksek Lisans Programı’na başladı. 2013’ten beri Galatasaray Üniversitesi Hukuk Fakültesi Anayasa Hukuku Anabilim Dalı’nda araştırma görevlisi olarak görev yapmakta olan Burcu Alkış, İngilizce, Fransızca ve orta seviyede Japonca bilmektedir. “Anarşist Düşüncede Özgürlük” başlıklı makalesi, Galatasaray Üniversitesi Hukuk Fakültesi Dergisi’nde (2014/1) yayımlanmıştır.

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite : Galatasaray Üniversitesi
Enstitü : Sosyal Bilimler Enstitüsü
Adı Soyadı : Burcu ALKIŞ
Tez Başlığı : Akademik Özgürlük
Savunma Tarihi : 07.09.2015
Danışmanı : Prof. Dr. Necmi YÜZBAŞIOĞLU

JÜRİ ÜYELERİ

Ünvanı, Adı, Soyadı

İmza

Prof. Dr. Necmi YÜZBAŞIOĞLU

Prof. Dr. Osman Korkut KANADOĞLU

Yrd. Doç .Dr. Demirhan Burak ÇELİK

Enstitü Müdürü

Prof. Dr. M. Yaman ÖZTEK

Yrd. Doç. Dr. A. Fahri NEGÜS
GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ
SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ
MÜDÜR YARDIMCISI

4.